EUGÈNE SCHKAFF

Docteur en Droit

Licencié ès-Lettres

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

La Question Agraire en Russie

(Contribution à l'histoire de la propriété foncière)

— PARIS —

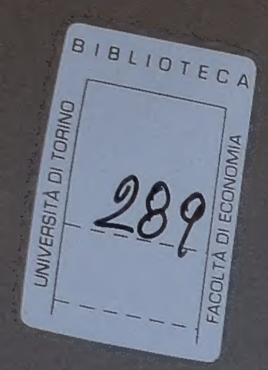
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie

ÉDITEURS

14, Rue Soufflot, 14

— 1922 —



[illegible]
21. III. 23

La Question Agraire en Russie

EUGÈNE SCHKAFF
Docteur en Droit
Licencié ès-Lettres
Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

La Question Agraire en Russie

(Contribution à l'histoire de la propriété foncière)

— PARIS —
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & Cie
ÉDITEURS
14, Rue Soufflot, 14
— 1922 —

Imprimerie Alsacienne, Strasbourg.

A vous, mon père,
A vous, ma mère,
qui m'avez enseigné l'amour de la Vérité.

INTRODUCTION

A toutes les époques, la lutte pour l'accession à la propriété foncière a suscité les grands bouleversements sociaux. Sous les Pharaons d'Egypte, la construction des nécropoles du lac Mœris, qui avait entraîné l'arrêt de la production agricole, provoqua dans les campagnes des troubles prolongés. Les Gracques à Rome, en France les Jacques affolés par la famine, la lèpre et le désespoir, les paysans soulevés en Allemagne contre les usurpations des seigneurs, jurant qu'on ne verrait plus désormais sur la terre que les chaumières des pauvres et tenant parole dans le communisme sauvage des Anabaptistes, Stenka Razine et Pougatchov enfin, suppliciés en Russie, saignent à l'horizon de l'histoire parmi le flamboiement des émeutes inaugurales. La Révolution française substitua aux fiefs la propriété quiritaire, affranchie de tout service public; elle la déclara inviolable et sacrée; elle rompit tous les liens qui du haut en bas de la société féodale enchaînaient les hommes entre eux; elle proclama, avec le triomphe de l'individualisme, la complète mobilisation de la propriété, son affranchissement absolu, l'assimilation à peu près entière des biens fonciers aux valeurs mobilières, la faculté laissée à tout le monde d'échanger les unes contre les autres; par la vente des biens nationaux, elle permit l'extension de la propriété paysanne.

La Révolution russe d'octobre 1917 a donné la terre en jouissance au peuple travailleur.

« Le droit de propriété », dit Laboulaye dans un ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, « est une création sociale. Toutes les fois que la société change de moyens, qu'elle déplace l'héritage ou les privilèges politiques attachés au sol, elle est dans son droit et nul n'y peut trouver rien à redire; car, avant et hors d'elle, il n'y a rien; en elle est la source et l'origine du droit [1]) ».

La propriété foncière a passé par des phases diverses que l'on peut retrouver aujourd'hui chez les races dites inférieures, et qui sont simplement des rameaux non encore épanouis de l'arbre humain.

Les premières propriétés ont eu un caractère collectif. Aux époques lointaines où l'homme vit des produits de sa chasse ou de sa pêche et parcourt, dans l'ivresse de son premier matin, les espaces vierges qui s'étendent sous ses pas, c'est le clan, composé de personnes unies par le sang, ou du moins se considérant comme telles, qui possède collectivement le sol. A lui les vallons giboyeux, les sombres forêts hantées par les bêtes à poil, l'herbe drue des prairies que foulent les troupeaux.... L'agriculture qui ne se développa qu'avec une extrême lenteur fut d'abord nomade.

Le clan communautaire ou la tribu n'attacha pas une grande importance aux premiers essais agricoles, à ces insignifiantes emprises sur le territoire de la chasse. Les travaux de déboisement, pénibles et difficiles, eurent cette conséquence qu'on ne contesta pas aux premiers défricheurs la propriété, non pas du fonds utilisé par eux, mais de la récolte qu'ils en tiraient. Le sol demeure au pouvoir de l'occupant tant qu'il le laboure et cesse de lui appartenir dès qu'il ne le travaille plus. Seul le travail donne un droit de propriété sur l'objet auquel il s'applique.

Avec les progrès de l'agriculture, il fallut régler le droit à la propriété foncière. On commença par cultiver le sol en commun, par faire paître les troupeaux dans des pâturages indivis; puis on recourut à des allotements périodiques, attri-

---

[1]) Laboulaye, *Histoire du droit de propriété.*

buant à chaque famille l'usufruit d'une parcelle déterminée [1]). A cette petite parcelle, la famille ajouta des acquêts, des défrichements sur la forêt, sur la lande, sur les marais voisins, sur les terres infinies qui sommeillaient autour d'elle.

Le clan primitif devint une communauté villageoise où les allotements tendent à devenir définitifs, où le domaine collectif s'émiette. Mais à mesure que ce morcellement s'établit, la différence des conditions naturelles fait des riches et des pauvres, et il se produit bientôt un mouvement inverse de concentration des parcelles entre les mains d'un petit nombre de propriétaires. Les Pères de l'Eglise [2]) ont dénoncé violemment cette usurpation de la « res communis », cette confiscation brutale de la terre par quelques-uns au détriment de la communauté. L'Angleterre, au XVIe et au XVIIe siècles, en fournit un exemple mémorable.

« Les institutions sociales et politiques », écrit Fustel de Coulanges, « dépendent de la manière dont le sol est occupé [3]) ». Toutes les fois, depuis l'antiquité romaine, qu'une classe montante s'est emparée du pouvoir, elle a révolutionné à son profit les rapports de la propriété foncière et, se reposant sur ses conquêtes, elle a érigé en dogme immuable leur éphémère et périssable réalité [4]).

Pourtant, la propriété privée n'est pas sortie du sol comme Minerve tout armée du cerveau de Jupiter. Elle représente un

---

[1]) Les auteurs latins ont rencontré ce communisme agraire chez les peuples de la Germanie. Ils ne connaissent pas la propriété privée, écrit Jules César: « Sed privati ac separati agri apud eos nihil est ». Horace confirme ce témoignage à propos des Gètes: « Nec cultura placet longior annua ».

[2]) Saint-Jean Chrysostome dit: «Que nul ne donne à quoi que ce soit le nom de propriété: le tien et le mien sont des mensonges». Et Saint-Ambroise: «La terre a été donnée en commun aux riches et aux pauvres: pourquoi la croire uniquement à vous, ô riches? La nature a créé le droit commun, et l'usurpation le droit privé ».

[3]) *Histoire des institutions politiques en France. Les origines du système féodal*, p. 83.

[4]) Arthur Young (1741-1820) a écrit: « La grande division qui sépare le monde en deux parties, c'est la propriété. Or, il est nécessaire d'éloigner du pouvoir ceux qui ont intérêt à la répartition de la propriété. Voilà la grande difficulté moderne: garantir la propriété, tout en respectant la liberté de ceux qui n'y ont point part ».

phénomène qu'il faut étudier dans son origine et son évolution. Suivant la parole de Saint-Simon, elle est un fait social, soumis, comme tous les autres faits sociaux, à la loi du progrès. Elle n'est ni immobile, ni invariable. Elle n'a pas toujours existé, rien ne prouve qu'elle existera toujours dans la forme qui nous paraît, à nous, hommes d'une heure, éternelle. Mais toujours, depuis quelle existe, elle a été l'enjeu de la lutte des classes en présence. De là les guerres incessantes qui remplissent de sinistres lueurs les siècles du moyen âge. De là ces conflits toujours plus aigus, toujours plus vastes, de ville à ville, de vassal à vassal, d'Etat à Etat. De là surtout ces factions politiques, ces massacres en Italie, en Allemagne, en Angleterre, entre Guelfes et Gibelins, princes et paysans [1]), roses-rouges et roses-blanches, cavaliers et têtes rondes de la « glorious revolution » où le clergé et les petits propriétaires se heurtent face à face. « Ceux qui possèdent la terre tiennent en main les destinées des nations », disait John Adams, l'un des fondateurs de l'Union Américaine. Confiscations et sécularisations, telles furent, dans les guerres étrangères et les guerres civiles, les dépouilles opimes des vainqueurs. Le succès de la Réforme en Allemagne et en Angleterre ne s'explique-t-il pas en grande partie par les convoitises des princes, par la vision du partage des terres ecclésiastiques? Sous les voiles idéologiques qui cachaient aux contemporains les causes intimes des événements, ce désir de posséder la richesse suprême, — la terre, — a été jusqu'ici l'âme de l'histoire [2]).

La philosophie du droit pose mal le problème de la propriété quand elle suppose une propriété métaphysique, dégagée de toute contingence, absolue dans le temps et dans l'espace, réfractaire à l'influence transformatrice des siècles. « Elle nous

---

[1]) Ranke, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation.* Leipzig, 1881, I, p. 206-321.

[2]) Blanqui, membre de l'Institut, dans l'introduction à son *Histoire de l'Economie politique en Europe depuis les Anciens jusqu'à nos jours*, écrit en 1837:

« Voyez les Romains dans les pays conquis et les Espagnols dans leurs colonies d'Amérique; à plus de mille ans de distance, vous retrouvez le même mépris de la vie humaine, les mêmes paradoxes abominables sur la nécessité pour les uns d'être exploités par les

parle de la propriété », écrit Loria [1]), « sans s'apercevoir que celle-ci n'est qu'une catégorie abstraite, qu'un nom qui sert à désigner les formes les plus disparates de l'appropriation: le champ de Cincinnatus aussi bien que les domaines du duc de Westminster, possesseur d'une rente de plusieurs centaines de milliers de livres sterlings. Voilà longtemps déjà que Spencer a démontré l'absurdité de discuter sur la propriété comme sur une catégorie absolue, en englobant sous une même dénomination et dans une même doctrine la propriété du sauvage, dont l'arc et les flèches forment tout l'avoir, et la propriété du riche fils d'Albion, qui possède des actions américaines, des titres de la dette continentale, des maisons en Angleterre et des terres en Australie ou au Zanzibar. Lassalle, à son tour, fait observer qu'il n'est pas permis de parler de la propriété, de l'hérédité, du crime, du contrat, etc., comme de catégories absolues et immobiles, mais qu'il faut examiner séparément et soumettre à des doctrines diverses la propriété orientale, la gréco-romaine, celle du moyen âge et la moderne. Avec plus de profondeur encore, Marx montrait l'antithèse essentielle qui existe entre la propriété privée du travailleur et la propriété capitaliste. La première est le corollaire du travail indépendant et individuel, tandis que la seconde est le résultat de la destruction violente de la première, de sorte que, non seulement elles ne peuvent

---

autres. C'est quelque chose de plus affligeant que ce qui se passe parmi les animaux dont les espèces dévorantes vivent des espèces dévorées, sans ériger du moins leur voracité en système, et parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Toutes ces horribles iniquités sociales se sont propagées au travers des âges, sous des formes diverses, quelquefois adoucies par le progrès de la raison humaine, mais toujours vivaces au fond et partout soutenues, tantôt avec audace, tantôt avec hypocrisie. Ici, c'est le clergé qui s'empare de tous les biens, et qui daigne faire l'aumône au genre humain dépossédé, menaçant d'anathème quiconque oserait troubler le repos de la maison de Dieu. Plus loin, la dîme appartient aux seigneurs, parce qu'ils sont des seigneurs et qu'il n'y a pas de seigneurs sans dîmes. Les paysans se vendent encore en Russie comme ustensiles d'agriculture, et l'aristocratie anglaise marchande aux pauvres Irlandais quelques brins de paille et quelques pommes de terre qu'ils partagent avec le bétail.

Il n'y a donc pas si loin qu'on le pense de l'économie politique grecque et romaine, cruelle, insatiable, inexorable, à l'économie politique de plus d'un pays en Europe.»

[1]) A. Loria, *Problèmes sociaux contemporains*, p. 68-69.

être confondues, mais que la propriété capitaliste ne se forme que sur les ruines de la propriété du travailleur. Quand on veut parler du problème de la propriété, il faut donc poser en principe qu'il s'agit exclusivement de la propriété capitaliste, ou enfin de cette sorte de propriété qui permet à une classe d'hommes de percevoir, sans travailler, une part considérable du produit social. La propriété privée du travailleur, celle de Cincinnatus qui, au prix d'un labeur incessant, défriche un lopin, une bande de terrain, n'est que l'émanation naturelle de l'activité humaine, et aucune critique ne pourra jamais l'atteindre; mais la propriété séparée du travail a un tout autre caractère, elle est bien autrement menaçante, et c'est contre elle que, fort justement, se dirigent les traits de la critique contemporaine. »

Nous avons pris pour tâche d'analyser les formes historiques de la propriété foncière en Russie. Le servage et le mir y ont enrayé, pour un certain nombre de siècles, le mouvement de la propriété, en créant un état social, inique sans doute, mais relativement stable. Mais dès qu'elle brise les digues étroites où l'enserre un inexorable passé, l'épopée économique s'y précipite, avec une ardeur et une violence qui rappellent les cataractes du Nil, et nous porte d'un coup jusqu'au temple où se dresse, nue et sans voiles, l'Isis mystique du monde — le principe évolutif des sociétés.

Tous les peuples ont parcouru les mêmes étapes dans le courant de leur existence, écrit l'anthropologiste américain Lewis H. Morgan: « L'esprit humain, spécifiquement le même chez tous les individus, chez toutes les tribus, chez toutes les nations, et limité quant à l'étendue de ses forces, travaille et doit travailler dans les mêmes voies uniformes et dans d'étroites limites de variabilité. Les résultats auxquels il arrive, dans des pays séparés par l'espace et par le temps, forment les anneaux d'une chaîne continue et logique d'expériences communes.... Ainsi que les successives formations géologiques, les tribus de l'humanité peuvent être superposées en couches successives d'après leur développement: classées de la sorte, elles révèlent avec un certain degré de certitude la marche complète du progrès humain de la sauvagerie à la civilisation, car le

cours des expériences humaines a cheminé par des voies presque uniformes » (Ancient Society).

L'histoire nous offre le tableau de peuples qui s'attardent à certaines étapes que d'autres franchissent rapidement: leurs arrêts et leurs progressions ne se comprennent que par l'étude du milieu économique dans lequel ils ont évolué. Certaines phases, à peine apparues, sont dépassées, d'autres, au contraire, s'éternisent en une mortelle langueur. Seule, la recherche des formes de la production et de la propriété peut expliquer cette marche qui semble capricieuse, mais possède sa logique interne, identique partout à elle-même, quoique avec un rythme différent. L'analyse particulière de l'évolution agraire en Russie permet d'en vérifier les lois générales.

Mars, 1922.

PREMIÈRE PARTIE

LES FORMES MÉDIÉVALES DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET LE SERVAGE EN RUSSIE

Amerika, Du hast es besser
Als unser Kontinent, der alte.
Hast keine verfallenen Schlösser...
Gœthe.

Chapitre premier

LES CLASSES SOCIALES ET LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU IXe AU XIVe SIÈCLE

L'économie naturelle. — Les classes sociales aux Xe—XIe siècles. — Les esclaves. — Influence de l'esclavage sur la conception de la propriété. — Les propriétaires fonciers. — La paysannerie. — Ses subdivisions. — Le zakoup.

Origines et développement de la propriété privée.

*L'*izornik, *le* naïmit *et le paysan de Pskov (XIIIe—XIVe siècles).*

La propriété foncière dans la Russie des kniaz *(princes) du XIe au XIVe siècle. — Le domaine privé du prince. — Les domaines privés des boyards et de l'Eglise. — Les terres* noires *communales. — La société russe au XIVe siècle est une hiérarchie de propriétaires fonciers.*

Les différents Etats de l'Europe occidentale ont passé de l'économie domestique fermée à l'économie capitaliste moderne par les phases suivantes: l'accumulation primitive du capital

sous forme de rentes perçues, d'abord en nature, puis en argent; l'accroissement de ce capital à l'aide d'opérations commerciales; l'expropriation des populations agricoles; l'application à la terre et à l'industrie de capitaux productifs. Le capital, à la période précapitaliste, se forme au sein de l'agriculture, il en reçoit son premier aliment. La rente foncière est à l'origine du capital [1]).

L'évolution agraire de la Russie obéit aux mêmes lois générales. Des phénomènes identiques à ceux de l'Europe occidentale se retrouvent à certains stades de son développement [2]).

Quelques économistes [3]) ont placé au début de l'histoire russe une période qu'ils ont dénommée « l'âge de la production populaire ». La liberté et l'égalité économiques régnaient à ces époques bienheureuses. Rien n'est plus faux que de placer au IX[e] et au X[e] siècles la félicité sauvage d'un âge d'or depuis longtemps révolu.

Sans doute l'ancienne économie naturelle, caractérisée par la production pour soi et non en vue du marché [4]), favorisait la liberté, l'indépendance primitives du producteur. Ce dernier s'adonnait tour à tour à l'agriculture, au commerce, à la chasse, selon l'époque de l'année, les conditions de l'endroit et les besoins. Une large division du travail n'existait pas encore. Ce qui dominait, c'était le type de la petite économie paysanne. La communauté villageoise représentait l'ensemble de ces petites économies et se suffisait à elle-même. Les artisans, les charpentiers, les forgerons, que nous rencontrons dans les livres cadastraux de l'époque, sont en même temps des agriculteurs. Artisans et agriculteurs proprement dits n'avaient en vue, dans

---

[1]) « Les accumulations de capitaux au moyen âge ont pour origine des rentes foncières.... Les rentes foncières transformées en argent servent de base au capitalisme contemporain, elles lui ont donné en tous les cas le fonds primitif pour acquérir par d'autres moyens de l'argent avec de l'argent. » W. Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, p. 305.

[2]) Liachtchenko. *Esquisse de l'évolution agraire en Russie (en russe).*

[3]) Strouve. *Les moments principaux dans le développement du servage en Russie au XIX[e] siècle.* Journal « Mir Bogy », 1889, livres 10-12 *(en russe).*

[4]) Buchner, *Les origines de l'économie nationale (traduction française).*

le cadre de la commune, que la satisfaction de leurs besoins personnels, à en juger par la superficie des terres ensemencées [1]).

Cependant, malgré l'abandon des terres libres, la facilité de changer d'occupation et la médiocrité des besoins, les inégalités sont profondément marquées au Xe siècle.

L'institution de l'esclavage apparaît dès les premières pages de l'histoire russe. L'esclave, *rab* ou *kholop,* pouvait avoir été pris à la guerre, acheté sur un marché, ou bien être né dans la maison du maître, ou enfin avoir perdu sa liberté par le fait même qu'il remplissait certains offices, comme celui de sommelier. La guerre était la source principale de l'esclavage [2]). « On amènera ici », disait Sviatoslaf, le conquérant de la Bulgarie qui régna de 964 à 972, « des peaux, de la cire, du miel et des esclaves. »

L'esclavage va devenir la source juridique de la propriété privée en Russie. « Cette terre est à moi, parce que mes hommes la travaillent », tel est le fondement donné par les « meilleures gens » à leur droit de propriété. L'esclave cultivateur, — première utilisation du travail servile non pour des fins et des services personnels, mais pour la production agricole [3]), — et ensuite les *kholopy stradniki* ou *pakhotnye kholopy,* corvéables que l'Eglise avait le privilège de créer au début en les détachant de la population rurale libre [4]), formeront le lien juridique entre le propriétaire et le sol. Le patrimoine ou *votchina,* comportant le droit direct et absolu sur la terre, sera le dernier terme de cette progression.

La condition de l'esclave est excessivement dure: sous Iaroslav (1015—1054), l'esclave pouvait être tué pour un coup porté à un homme libre. Plus tard, on traita l'homme libre de la même façon que l'esclave: le paysan, le *krestianine,* fut livré à la merci du seigneur.

---

[1]) Sokolowsky, *Esquisse d'une histoire de la commune agraire dans le nord de la Russie.* St.-Pét. 1877 *(en russe).*

[2]) Klioutchevsky, *Cours d'histoire russe (en russe).*

[3]) Klioutchevsky, *La capitation et l'abolition du servage en Russie.* 1886 *(en russe).*

[4]) Béliaeff, *Les paysans en Russie.* Moscou 1860, p. 38 *(en russe).*

Les chroniques du XII[e] siècle donnent des indications sur les propriétaires privés. La grande propriété comprend le domaine des princes et les terres de boyards, divisés en boyards *zemskie,* noblesse rurale plus ou moins indépendante des princes, et en boyards du *kniaz,* — *ministeriales* ou *leudes* des princes qui en reçoivent des domaines à titre viager comme rémunération de leurs fonctions ou services. Les *droujinniki,* comme en Occident les *antrustrions,* étaient les fidèles, les hommes du prince: celui-ci leur demandait conseil dans les affaires publiques ou privées, les constituait en cour de justice, les déléguait comme *voievody* ou gouverneurs de forteresses, comme *possadniki* ou lieutenants dans les bonnes villes. A côté de ces propriétaires privés apparaissent dès le XI[e] siècle les *latifundia* de l'Eglise.

La constitution d'une grande propriété foncière est nettement indiquée dans une lettre circulaire du métropolite Clément, écrite au milieu du XII[e] siècle: il y parle de gens qui recherchent la « vaine gloire », « qui acquièrent maison sur maison, village sur village; qui s'emparent d'esclaves libérés *(izgoï),* aussi bien que de propriétaires-conjoints *(sbiry);* de terrains nouvellement défrichés aussi bien que de possessions ancestrales. » Le passage cité désigne deux types de propriété usurpée et à chacun de ces types correspond une catégorie spéciale de colons. Les acquéreurs que censure le métropolite agrandissaient leur domaine d'abord en usurpant les terres de la tribu déjà cultivées (possessions ancestrales), puis en colonisant des terres nouvelles. Ils employaient comme colons les « esclaves libérés », les chemineaux, les vagabonds, les gens qui, par misère, se vendaient eux-mêmes à un maître. Quant aux propriétaires-conjoints [1]), ce n'étaient plus des propriétaires francs, ils avaient déjà été absorbés par les chefs antérieurs de leur tribu, les *ogneschane.* La lettre circulaire de Clément permet de conclure à la dislocation de la tribu, à la

---

[1]) Les « izgoï » correspondent aux « hospites », les « sbiry » aux « heredes » ou « originarii » des Slaves occidentaux de Pologne et de Bohême.

formation de grands domaines privés et d'une aristocratie qui repose sur l'assujettissement du peuple [1]).

La paysannerie, quand elle se détacha des autres groupes de la société pour former une classe distincte, ne représentait plus une masse homogène. Parmi les *smerdy* ou *lioudi,* — noms qu'on donne aux paysans de l'ancienne Russie, — la *Rousskaia Pravda* sépare les *starosty* des *riadovitchi,* ce qui prouve l'existence de catégories dans cette classe inférieure. Les habitants ruraux, dans leur ensemble, se distinguent nettement des autres classes de la société [2]). Lorsqu'un *smerd* meurt sans héritiers, ses propriétés deviennent l'héritage du prince, considéré comme propriétaire suzerain de tout le territoire et comme propriétaire immédiat des terres inoccupées. Le prince ne semble pas avoir le droit de chasser les *smerdy* de leurs possessions, ni même d'exiger d'eux quoi que ce soit au delà des coutumes du pays. Qu'ils se trouvent sur les terres blanches privées, sur les terres des princes ou sur les terres noires communales, ils ont leur organisation, leurs juges élus, leurs chefs communaux.

Cette organisation démocratique de la paysannerie slave, ce self government qu'elle devait perdre dans la suite, nous les rencontrons déjà aux temps de l'Empire de Byzance. Les juristes byzantins reprochent aux Slaves des différentes parties de l'Empire leurs institutions démocratiques et leurs assemblées, *vetché,* par lesquelles ils se gouvernaient eux-mêmes (Procopii II, 334: ἐν δημοκρατίᾳ βιοτεύουσι τῶν πραγμάτων ἀεὶ τὰ τε είς κοινόν ἄγετα). Cependant ce droit slave a passé dans les conceptions juridiques de Byzance. La loi agraire (Νόμος γεωργικός) qui appartient aux empereurs Léon l'Isaurien et Constantin Copronime reconnaît les deux principes de la vie sociale de toutes les tribus slaves: la possession communale du sol et la liberté personnelle du paysan. A la place de la propriété seigneuriale, des *servi* et des *adscripti,* Byzance recon-

---

[1]) Beliaeff, *Les paysans en Russie (en russe).*

[2]) « En général, la population rurale à cette époque était considérée d'une condition inférieure par rapport à celle des villes. » Soloviev, *Histoire de la Russie,* p. 229 *(en russe).*

naît, au VIII[e] siècle, la commune paysanne et la petite propriété. Cette loi, à n'en pas douter, n'est que la codification du droit coutumier en vigueur dans cette partie de la population qui vivait démocratiquement, se gouvernait par des assemblées et refusait avec opiniâtreté de se plier aux lois romaines, depuis les XII Tables jusqu'à Justinien.

Pourtant, dans l'ancienne Russie, il semble, d'après les monuments de l'époque, que l'immense majorité de la population rurale libre n'avait pas la propriété de la terre qu'elle travaillait [1]).

Au XI[e] et au XII[e] siècles, la *Rousskaia Pravda* connaît une classe d'hommes présentant un état de transition entre le *kholop* et le *krestianine,* une classe d'hommes qui ne possèdent ni terres, ni instruments, obligés pour vivre de louer leur force de travail. Leur abaissement a permis la formation d'une classe de propriétaires privilégiés. Ils occupent une situation chancelante, aux limites mêmes de l'esclavage [1]) où ils peuvent être précipités à tout moment, pour la faute la plus vénielle. La ressemblance entre cette masse en haillons et les esclaves entraînait des confusions, comme celle du traité de Saint-Vladimir avec les Bulgares (1006) qui assimilait, dans une même défense de vendre faite aux marchands bulgares, les paysans des terres blanches privées et les paysans libres.

L'action continue de causes économiques profondes, moins tranchées et cependant plus durables qu'une invasion extérieure, transformait lentement, mais sûrement et avec la fatalité des forces naturelles, les habitants du pays en serfs. Le cultivateur pauvre ou ruiné, pour acquérir un lopin de terre et se procurer des capitaux, du bétail, des semences, s'adressait au propriétaire foncier: celui-ci lui accordait ce crédit, donnait des tenures, à la condition qu'il devînt dorénavant son serviteur et ne gardât la possession de ses biens qu'à titre de personne dépen-

---

[1]) « On peut estimer comme prouvé que les paysans dans l'ancienne Russie étaient seulement possesseurs de la terre. » Sokolovsky, *Les mœurs économiques de la population agricole de la Russie et la colonisation des steppes du sud-est avant le servage.* St-Pét. 1878. — C'est aussi l'opinion de Klioutchevsky qui a rénové l'histoire de cette époque: *L'origine du servage en Russie.* Moscou 1885 *(en russe).*

dante ou tributaire. Telle fut l'origine des *roleinye zakoupy* et plus tard des *izorniki*[1]). Le même phénomène se rencontre parmi les populations celtiques de l'Europe occidentale: le « fuidhir » irlandais et le « bailleur à cheptel » breton répondent au *roleinyi zakoup* de la *Pradva* d'Iaroslav[2]).

Les rapports juridiques, entre les propriétaires des terres et ceux qui les louaient, revêtaient des formes diverses: on peut les ramener, quant au fond, à un contrat de fermage, que la terre affermée fût privée ou communale. Les *roleinye zakoupy* dont parle la *Rousskaia Pravda* étaient des fermiers si misérables qu'ils ne possédaient ni bétail, ni instruments aratoires, ni semences, ni même pain pour se nourrir; tout cela, ils le recevaient du propriétaire foncier sous forme de prêt. Malgré leur situation précaire, ils dirigeaient une économie indépendante: le *zakoup* vivait avec sa famille en petit cultivateur, astreint seulement à payer un certain équivalent au propriétaire pour l'usage du sol et les prêts que ce dernier lui avait consentis. Les paiements étaient effectués en nature ou en travail. Obligés de racheter par leur labeur les intérêts que la dette produisait, la dette restant toujours due, ils n'arrivaient jamais à l'acquitter et devenaient en fait les serfs de leurs patrons. Ainsi s'établissait un lien de sujétion entre le propriétaire foncier et le paysan tenancier.

Lorsque le paysan recevait une terre non défrichée, il obtenait certains droits et se trouvait exonéré pour quelques années du moins de toute redevance[3]). Le *zakoup* ne pouvait jamais

---

[1]) Beliaeff, *Les paysans en Russie (en russe).*

[2]) En Europe occidentale, les contrats dits de commendation ont favorisé cette évolution. Le paysan remet librement ses biens soit à un monastère, soit à un chef militaire ou civil, soit encore à un simple propriétaire plus riche et plus puissant. Il renonce à ses droits de propriété et à son privilège de colon libre parce que, comme disent les documents de l'époque, « il n'a pas de quoi se nourrir et s'habiller », parce qu'il est « maltraité par les gens de guerre et les employés de l'impôt ». Le paysan agriculteur cède la nue propriété de son patrimoine, sauf garder le droit de le cultiver en qualité de tenancier à vie ou héréditaire. Chacun doit se choisir un protecteur responsable de ses infractions à la loi et même de ses crimes sous le roi Alfred en Angleterre, en 847 sur le continent. Kovalevsky, *Die ökonomische Entwicklung Europas bis zum Beginn der kapitalistischen Wirtschaftsform.* Berlin 1901-1914.

[3]) Diakonoff, *Esquisse d'une histoire de la population rurale (en russe).*

être transformé en esclave [1]), sauf quand il avait volé ou quitté son propriétaire sans avoir réglé ses comptes [2]). Le seigneur, le *gospodine* qui avait vendu le *zakoup* était privé de l'argent que cette vente lui procurait et obligé de verser à son sujet la somme de douze *griven* d'indemnité, le tarif le plus élevé que la *Pravda* connût, excepté les tarifs concernant le rachat de crimes [3]). La *Pravda* ne distingue pas entre le *zakoup,* paysan fermier, et le *naïmit,* journalier sans terre.

Ce dernier était payé d'avance; le salaire qu'il recevait était considéré comme un prêt. D'après les renseignements incomplets de la *Rousskaia Pravda,* on trouve parmi les redevables deux catégories: ceux qui cultivent des terres qui ne leur appartiennent pas, et ceux qui sont attachés à la personne du seigneur et chargés du service de la maison.

Par suite de quelles circonstances la population autochtone a-t-elle perdu, en Russie, la propriété de sa terre? Les terres vacantes, en abondance au XI[e] et au XII[e] siècle, permettaient à chacun d'occuper librement des terrains immenses. Le droit de posséder la terre s'appelait *pocilié* et dépendait du travail et des moyens pécuniaires du propriétaire. « Chacun peut, disait-on, posséder jusque là où la hache, la faux, le chariot ont travaillé [4]) ». Les ressources matérielles, les forces physiques de

---

[1]) « L'ancien droit russe faisait une distinction nette entre l'esclavage (kholopstvo) et une dépendance simple d'une personne. Cette différence résultait des rapports de l'individu vis-à-vis de l'Etat. L'esclavage privait l'homme de ses droits de famille et de cité et l'exemptait des devoirs publics, c'est-à-dire qu'il mettait fin à toutes relations directes entre l'individu et l'Etat. La dépendance ordinaire d'une personne n'entraînait pas de conséquences semblables. » Klioutchevsky, *Origine du servage en Russie*, p. 11 *(en russe).*

[2]) Beliaeff, *Les paysans en Russie*, p. 15 *(en russe).*

[3]) Klioutchevsky, *Cours d'histoire du droit russe (en russe).*

[4]) « Tandis que le droit de propriété romain n'a qu'une source, la conquête, le droit grec en avaient déjà deux, la conquête ou occupation et le travail, et Solon dans sa *Seisachteia* avait fait passer le principe du travail du cultivateur avant celui de l'occupation par le propriétaire de la manse du paysan. Les races slaves qui peuplèrent du troisième au septième siècle l'empire grec développèrent encore davantage le principe du travail dans le droit byzantin et préparèrent son introduction chez une nation qui ne connaissait qu'une seule source du droit de propriété, le travail: cette nation est le peuple russe. »

R. Meyer et G. Ardant, *La question agraire.* 1887, p. 199-200.

l'homme étaient les seules frontières mises à sa propriété. Il perdit la propriété à cause de ces frontières.

Le faible développement des forces productives du pays, le manque d'instruments de toutes sortes mettaient la population dans l'impossibilité d'exploiter les richesses éventuelles des grands espaces incultes. Celui qui ne possédait que sa force de travail se trouvait en face d'une terre qui ne coûtait rien, mais il ne pouvait la mettre en valeur. L'homme « libre » devant la terre libre devait travailler de trois à cinq ans pour amasser la somme qui lui aurait permis de monter une économie indépendante. La plupart d'entre eux préféraient devenir paysans, recevoir de la terre et un prêt et payer les intérêts élevés de l'époque [1]).

Le climat rude de la Russie, les conditions primitives de la culture faisaient du sol une richesse difficile à exploiter. Les outils, le bétail, les graines, un certain capital, tout faisait défaut au cultivateur. L'accroissement d'une population rurale dont l'existence n'était pas assurée l'obligea, malgré la surabondance des terres, d'occuper et de cultiver celles que le seigneur lui abandonnait. Ainsi, l'absence de moyens de production chez les uns transformait ces moyens de production chez ceux qui en étaient les détenteurs en instruments d'exploitation du travail d'autrui et leur permettait de toucher une rente.

La liberté absolue d'occuper la terre fit naître l'idée de la propriété privée: la terre défrichée appartenait à celui qui y avait donné les premiers coups de bêche. « Jusqu'au XIIe siècle a existé l'occupation libre du sol: elle consistait en ce que les habitants d'un district, *volost,* occupaient un certain territoire assez vaste, temporairement, dans la plupart des cas pendant une année. Chaque famille désignait son lot par des entailles sur des arbres, et personne, tant qu'elle le détenait, ne pouvait s'en emparer. Le premier code russe, la *Rousskaia Pravda,* considère cette *volost* ou *verv* comme une unité territoriale [2]) ».

---

[1]) Khlebnikoff, *La société et l'Etat dans la période prémongole de l'histoire russe.* St-Pét. 1872, p. 231-233 *(en russe).*
Diakonoff, *Esquisse d'une histoire de la population rurale,* p. 75-134 *(en russe).*

[2]) Rojkoff, *Villes et villages dans l'histoire russe (en russe).*

Dès le Xe siècle, la propriété individuelle se fait jour et engendre l'inégalité économique [1]). La *Pravda* établit des limites, des bornes, des lignes de démarcation, des *meji*: « Si quelqu'un dépasse la ligne de démarcation et qu'il laboure de l'autre côté, 12 *griven* d'amende ». Au XIe et XIIe siècles, la propriété privée est en plein développement [2]). La culture de la terre étant faite en commun ou par des personnes privées, il en résultait des terres communales et des terres privées: des *votchiny*, propriétés aliénables et absolues, par opposition à la propriété communale dont on jouissait tant qu'on était membre de la commune. Les terres privées étaient habitées par l'élément le plus pauvre de la société russe, qui, en qualité de *zakoupy* ou de *naïmity*, cultivaient la terre du seigneur avec les outils et l'argent prêtés. Quant aux terres noires communales, elle devinrent plus tard terres de l'Etat, détenues par le *kniaz*. Le prince considérait, en effet, tout le pays comme son patrimoine et le comprenait avec ses autres biens dans la copropriété indivise de sa famille [3]).

Ce sont donc des causes économiques qui ont amené en Russie l'existence d'une classe de paysans sans terres. La Russie des *kniaz* ne s'étant pas formée par voie de conquête et d'invasion, il ne pouvait y avoir une classe appauvrie de vaincus et une classe enrichie de conquérants. D'après les lois de l'ancienne Russie, personne n'était exclu du droit d'être propriétaire: les princes, les boyards, le clergé, les paysans, les marchands, tous pouvaient le devenir. Le droit foncier n'était pas le droit exclusif de quelque classe privilégiée. Mieux que les lois écrites, les conditions économiques en firent un droit exclusif.

---

[1]) E. de Laveleye voit l'origine de l'inégalité politique dans la destruction de l'égalité économique primitive, consommée par la dissolution de l'ancienne propriété commune. *Le gouvernement dans la démocratie.* 1891, II, p. 290.

Blaise Pascal avait écrit au XVIIe siècle « Mien, tien! ... Ce chien est à moi, disaient ces pauvres enfants: c'est là ma place au soleil. Voilà le commencement et l'image de l'usurpation de toute la terre.»

[2]) Malgré tout, le principe du travail, fondement du droit de propriété, demeura dans la conscience populaire. « Seigneur, la terre que nous habitons est à Dieu et à notre Seigneur, le grand prince, mais les champs et les récoltes sont à nous, Seigneur, qui défrichons ces forêts. » *Actes de l'expédition archéologique.* T. I., p. 45 *(en russe).*

[3]) Serguéevitch, *Cours de l'histoire du droit russe (en russe).*

Le paysan de la Russie ancienne correspond au type économique du fermier précapitaliste. Il n'est pas propriétaire de la terre, mais son économie reste indépendante de celle du propriétaire [1]). Par le premier de ces traits, il se distingue du paysan-propriétaire moderne, par le second il diffère de l'ouvrier agricole qui travaille dans une économie étrangère, sur une terre étrangère, à l'aide de moyens de production étrangers.

S'il existe des controverses [2]) au sujet du *zakoup*, l'*izornik*, dont parle la *Gramota de Pskov* qui date de la fin du XIII[e] siècle et du commencement du XIV[e], est un type économique beaucoup plus accusé de paysan fermier. Il ne reçoit du propriétaire foncier que la terre, il fournit lui-même les instruments de travail, les semences, le bétail. Il apparaît comme un véritable entrepreneur, possesseur des moyens de production [3]). Mais l'*izornik*, comme le zakoup, devait payer pour la terre reçue un *obrok* (redevance) en nature ou en argent [4]).

La *Gramota de Pskov* distingue les journaliers agricoles des *naïmity*. Elle entend par *naïmit* l'ouvrier embauché pour un temps limité (un an, six mois) qui se charge de travaux comme la construction d'un mur, la réparation d'un toit, etc.... Les rapports entre *naïmit* et propriétaire sont déterminés par contrat. Si le *naïmit* s'était embauché pour une durée limitée, il pouvait, à la fin du terme, recevoir son salaire et abandonner son maître. S'il s'était chargé d'un travail et le quittait avant de l'avoir achevé, il était privé de son salaire.

---

[1]) Sokolovsky, *Les mœurs économiques de la population agricole de la Russie:* « Du XII[e] au XVI[e] siècle, il n'y eut pas correspondance entre la production et la consommation: dans la plupart des localités le paysan n'était pas propriétaire de la terre qu'il travaillait et qui avait été distribuée aux pomiechtchiks et aux monastères. Il lui fallait employer une part considérable de son travail pour payer le propriétaire du sol... Le cultivateur employait ce qui lui restait de son travail, après le prélèvement de cette part, à satisfaire ses besoins, faisant servir une partie du produit à sa subsistance, l'autre à la production » *(en russe).*

[2]) Serguéevitch, *Antiquités juridiques russes. St-Pét. 1890 (en russe).*

[3]) Béliaeff, *Les paysans en Russie*, p. 24-26 *(en russe).*
Serguéevitch, *Antiquités juridiques*, p. 248 *(en russe).*

[4]) *Pskovskaia Ssoudnaia Gramota.* On payait d'habitude la cinquième, la sixième, parfois la dixième gerbe. — Sokolovsky, *Esquisse d'une histoire de la commune agraire (en russe).*

Le paysan, au contraire, occupait la terre pour une durée illimitée, « aussi longtemps que bon lui semblait ». La loi de Pskov reconnaissait au paysan une liberté absolue, il pouvait quitter la terre de son *gospodine* si ses intérêts l'exigeaient. Le maître, de son côté, avait le droit de le renvoyer. Mais la loi fixait une date en dehors de laquelle les deux parties intéressées ne pouvaient se séparer: c'était le carême de Saint-Philippe, époque à laquelle tous les travaux agricoles sont terminés, et qui fut remplacée, plus tard, par le jour de la Saint-Georges, 26 novembre.

Le paysan avait-il occupé la terre du *gospodine* sans lui avoir rien emprunté, il ne devait payer à son propriétaire, au cas d'un départ volontaire ou non, que la moitié de son bénéfice. Si, au contraire, le paysan avait recouru à son secours pécuniaire, le seigneur avait le droit de lui réclamer ce qu'il lui avait prêté.

La charte de Pskov reconnaissait au paysan le droit de propriété privée. En cas de fuite, le propriétaire pouvait vendre le bien du paysan et garder l'argent produit par cette vente. Le paysan était libre de dresser des procès à son *gospodine* quand ce dernier s'emparait de ses biens ou ne lui payait pas ses dettes. La position sociale du paysan de Pskov diffère sensiblement de celle des malheureux dont parle la *Rousskaia Pravda.*

Cependant, aux XIIIe et XIVe siècles, le désir de se mettre sous la tutelle seigneuriale croît chez le paysan [1]). Le travail de la terre fertile du seigneur contre une redevance annuelle lui sera plus profitable que le défrichement gratuit de landes incultes. L'aide, la *podmoga,* reçue par le paysan, qui amenait souvent sa dépendance économique complète et, selon les normes de l'époque, la servitude juridique, la *kabala* [2]), lui permettait cependant de subsister. « Dans toute l'ancienne histoire russe, nous voyons une tendance des personnes les moins riches et les moins considérables à se mettre sous la protection de plus riches et de plus puissants qui jouissent de droits particuliers, pour y trouver une sauvegarde et un allègement de leurs charges. Cette

---

[1]) Soloviev, *Histoire de la Russie (en russe).*
[2]) Klioutchevsky, *L'origine du servage en Russie (en russe).*

tendance, nous la voyons aussi au moyen âge dans d'autres pays européens. »

Après la mort d'Iaroslav (1054), le territoire russe, distribué en principautés, se morcelle. Des luttes incessantes qui amenèrent en 1169 la chute de Kief sous les coups du prince de Vladimir, André Iouriévitch Bogolioubsky, dont les armées pillèrent la capitale de Saint-Vladimir, « ses précieuses images, ses ornements sacerdotaux, ses livres et ses cloches » [1]), jusqu'aux jours où monta et pâlit au firmament politique l'étoile des républiques septentrionales de Novgorod-la-Grande, de Pskov et de Viatka, alors qu'éclatait déjà le tumulte des invasions mongoles, quelles furent les formes que prit la propriété foncière dans la Russie divisée en principautés *(oudielnyi period)* ?

Chacune d'elles, *oudielnoe kniajestvo,* comprenait trois catégories de terres: le domaine privé du prince *(dvortsovaia zemlia)*; les domaines privés des dignitaires laïques et ecclésiastiques; le domaine du fisc *(tchernaia zemlia).*

Le *kniaz* récompensait ses serviteurs par un lot de terre, *sloujnaia zemlia,* pris sur son domaine. Le *pomiestié,* comme le bénéfice de l'époque carolingienne qui est l'origine du fief, est, par opposition à la *votchina* ou alleu, une concession viagère, limitée et conditionnelle: elle ne confère à son propriétaire qu'un simple droit de jouissance et implique certains services du vassal, principalement administratifs et militaires [2]). Le morcellement du domaine concédé, son aliénation vénale n'était pas possible. A côté de la propriété privée des boyards et des serviteurs libres du *kniaz,* liés envers lui par un contrat qu'ils pouvaient rompre à tout moment sans préjudice pour leur domaine, il se forme une nouvelle propriété, concédée à titre gratuit par le prince à ses serviteurs, à ses officiers du palais [3]). Ces terres, appelées *jalovanié,* traduction exacte du terme béné-

---

[1]) Karamzine, *Histoire de la Russie (en russe).*
[2]) Rojdestvensky, *Fiefs en Moscovie.* 1897, Introduction, p. 33-44 *(en russe).*
[3]) Pavlov-Silvansky, *Féodalité dans la Russie ancienne,* p. 109-110 *(en russe).*
Kovalevsky, *Institutions politiques de la Russie (en russe).*

fice, sont de véritables terres féodales; elles en portent tous les caractères.

Les concessions étaient parfois héréditaires, mais le prince gardait toujours le domaine éminent et la concession pouvait lui faire retour, au cas d'inexécution de certains services [1]).

Le prince trouvait avantageux de s'en remettre ainsi à des tenanciers pour exploiter ses immenses domaines. D'autre part, à défaut d'argent, rare à l'époque, il avait là un excellent moyen de récompenser les services rendus et de s'en assurer d'autres à l'avenir.

Les paysans qui vivaient sur le domaine privé du prince étaient corvéables et s'appelaient de ce fait *izdelnyé*. Portés sur les registres du domaine, ils étaient privés de la liberté de changer de patron [2]).

Les domaines privés des boyards étaient des propriétés indépendantes, libres de toute charges, appelées *votchiny* — des alleux. Le droit patrimonial se conservait même en cas d'émigration [3]).

Les terres étaient cédées aux paysans en tenures censives: les tenanciers payaient au seigneur des redevances en nature, un « cens » variable selon les régions. Les paysans étaient tenus en outre de travailler, certaines journées par semaine, sur la terre du boyard, la *boyarskaia zapachka*.

L'Eglise possède à partir du XIe siècle, en tant que *votchiny*, des terres nombreuses [4]). Elles furent sans cesse accrues par des dons et des legs. Les boyards besogneux recommandent leur terre à l'Eglise: ils touchent une somme d'argent pour désintéresser leurs créanciers et reprennent leur ancien domaine à

---

[1]) On trouve la clause suivante dans le testament d'un prince: « Si ce serviteur reste au service de mon fils, le village demeurera à lui; s'il quitte son service, on le lui reprendra ». Klioutchevsky *(en russe)*.

[2]) « Les traités entre les princes en 1308 stipulent la remise non seulement des esclaves *(kholopy)* fugitifs, mais aussi des colons *(polovniki)*. Dans la *Novgorodskaia Ssoudnaia Gramota* (Charte de justice de Novgorod) qui date du XVe siècle, on voit des traces d'obligations écrites qui limitaient la liberté de déplacement des paysans. » Klioutchevsky, *Cours*, T II, p. 98 *(en russe)*.

[3]) Tchitchérine, *Etudes sur l'histoire du droit russe (en russe)*.

[4]) Vladimirsky Boudanov, *Aperçu de l'histoire du droit russe (en russe)*.

titre de tenures viagères. Souvent ils reçoivent de l'Eglise la jouissance d'une autre terre, en compensation de leur domaine direct ainsi aliéné. Les apanagistes sur le point de perdre leurs apanages se recommandent aussi aux monastères et rentrent, sous forme de concession fictive, en possession de leurs domaines [1]). Ces pratiques curieuses, où s'ingénia l'esprit inventif des propriétaires en détresse, marquent l'apparition du fief sur les terres de l'Eglise.

La condition des paysans sur les terres d'Eglise ressemblait à celle des domaines privés. Ils recevaient un lot déterminé par l'étendue des terres qu'ils pouvaient « herser, piocher, remuer et labourer [2]) ». Ils devaient fournir au couvent des prestations en nature et des corvées. Ils payaient l'impôt au prince, sauf si le couvent en était exempté. Les affranchis, nommés *izgoï,* restaient sur les domaines de leurs anciens seigneurs et de leurs héritiers; ou bien, ils se plaçaient sous le patronage de l'Eglise, aux mêmes conditions que les paysans [3]).

La troisième catégorie de terres, les terres « noires » communales, — *tchernya zemli, tchernya volosti,* — appartenaient au prince non pas au titre de propriétaire privé, mais à celui de chef politique du pays. Elles étaient une source importante de revenus. Les *tchernyé lioudi* qui la peuplaient n'en avaient que la jouissance, mais une jouissance durable qui comprenait même le droit d'aliénation [4]). La règle commune fut que la terre appartenait au prince, les paysans n'y étaient que des tenanciers [5]). La *tchernaia volost* payait la somme des redevances afférentes à l'ensemble des habitants. La commune joua alors un rôle progressif dans le développement de l'agriculture, car elle avait intérêt à ne pas laisser les terres en friche. Mais au XIVe siècle elle n'est plus l'ancienne commune patriarcale. Son but était déjà fiscal; fiscal aussi l'intérêt qui soudait

---

[1]) Pavlov-Silvansky, *Rapports féodaux dans la Russie des apanages*, p. 22-27 *(en russe).*

[2]) Tchitchérine, *Etudes sur l'histoire du droit russe*, p. 19 *(en russe).*

[3]) Klioutchevsky, *La capitation et l'abolition du servage en Russie*, p. 75 *(en russe).*

[4]) Sokolovsky, *Esquisse d'une histoire de la commune agraire dans le nord de la Russie*, p. 35 *(en russe).*

[5]) Tchitchérine, *Etudes sur l'histoire du droit russe (en russe).*

l'un à l'autre tous ses membres. Aussi, quand le prince accordait des immunités à certains régions de la *volost* appelées pour cette raison *obelnya*, — « blanchies », — les autres paysans en souffraient, car la somme des redevances leur incombant était calculée sur la *volost* entière. C'était la terre qui était redevable, et non la personne. Quand ces tenures paysannes passaient aux boyards ou aux monastères, affranchis des redevances incombant aux paysans, ils devaient continuer de payer.

Les paysans insolvables se mettaient souvent sous le patronage des propriétaires fonciers: ils reconnaissaient leur juridiction, s'engageaient à leur payer l'impôt et à leur fournir des soldats. Ils recevaient en échange une terre. Cette concession fictive s'appelait *zakladnitchestvo* [1]).

Ainsi s'établissait la même hiérarchie de propriétaires fonciers que dans le monde féodal à l'Occident. « Au sommet était le *kniaz*, le propriétaire souverain, puis venait le *boyarine* qui jouissait des droits de juridiction et de fisc; puis, le monastère qui disposait de sa terre, comme de sa propriété libre; plus bas figurait le *boyarsky syn* (boyarine d'un rang inférieur, littéralement: le *fils du boyard)*, qui jouissait de la terre à condition de servir; enfin, le paysan qui payait la redevance pour son droit d'en jouir. Donc, sur la même terre se trouvaient superposés les droits de toute une hiérarchie de personnes, qui toutes la tenaient l'une de l'autre [2]) ».

Les paysans eux-mêmes se divisaient en paysans libres et en esclaves. Les paysans libres avaient plus ou moins de privilèges, selon qu'ils travaillaient pour le prince, le boyard ou le monastère. Les paysans — libres ou non — s'opposaient à toutes les autres catégories sociales qui formaient, au-dessus d'eux, la classe privilégiée. Eux-mêmes, on les désignait sous le nom de *podloe soslovie*, — la classe vile, les vilains.

Les liens de patronage, lâches et fragiles aux XII[e] siècle pour la masse flottante des cultivateurs, se resserrent de plus en plus. L'idée de la liberté individuelle est étroitement liée, au moyen

---

[1]) Pavlov-Silvansky, *Recommandation et patronat (en russe).*

[2]) Tchitchérine, *Etudes sur l'histoire du droit russe*, p. [illegible] *(en russe).*

âge, à la possession du sol. Le paysan a perdu la terre, il est condamné à perdre la liberté.

Chapitre II

L'ÉTABLISSEMENT DU SERVAGE

Les conditions économiques et politiques de la formation d'un Etat national militaire en Moscovie. — La nouvelle propriété foncière. — Les émigrations des paysans. — Les causes du servage: il répond aux intérêts des propriétaires et de l'Etat.

*L'établissement du servage. — Boris Godounoff et l'ukase de 1597. — Chouïsky. — Michel Romanoff. — Alexis Mikhaïlovitch et l'*Oulogenié *(1649). — Les ventes de paysans. — Le servage ne diffère plus de l'esclavage que par le nom. — Stenka Razine (1670).*

Le développement interne du servage. — Les contrats de ssouda. *— La* kabala. *— Les différentes formes de la rente dans l'ancienne Russie. — L'extension de la* barchtchina *et ses conséquences pour le servage. — Le servage en Europe occidentale et en Russie.*

Le servage n'a pas été introduit en Russie par la conquête d'une race sur une autre: c'est précisément dans les provinces conquises par les Russes, dans les pays finnois ou tartares, que le servage n'existait pas, et c'est au sein du peuple conquérant qu'il était le plus développé. Le servage a été consacré par une série d'actes émanés du pouvoir: il est le plus rigoureusement appliqué dans la région centrale de Moscou et la date de son apparition est de plus en plus récente à mesure qu'on approche de la périphérie. Le *krepostnoe pravo* est donc une émanation du pouvoir tsariste, une plante à laquelle il a fallu, pour croître et prospérer, les conditions spéciales du sol moscovite.

Tchitchérine écrit qu'au XVe siècle encore, « les boyards et les vassaux ne s'établissaient pas dans leurs résidences comme

des propriétaires féodaux, mais qu'ils acquéraient les territoires de leur domaine comme des nomades mercenaires. » Les villes elles-mêmes n'étaient que des agglomérations accidentelles de citoyens, des campements provisoires composés d'habitations transportables.

La domination tartare figea dans une hiérarchie immobile cette Russie vagabonde. Elle la consolida en largeur et en hauteur. Le servage prend naissance à l'époque où, sous la pression du joug mongol, la société russe se hiérarchise. Le noble se voit interdire la sortie de ses terres, le vassal et le colon ne peuvent plus abandonner les domaines de leur seigneur. De l'un à l'autre bout de la Russie s'étend une immense chaîne et; pour la première fois, un peuple entier se trouve attaché à la glèbe.

Les nobles, privés de leur indépendance, se coalisèrent contre les nouveaux souverains et tentèrent, durant la minorité d'Ivan le Grand, le rassembleur de la terre russe (1462-1505), de reconquérir leur puissance perdue. Le pouvoir central chercha un appui dans les villes, leur accorda des droits et une administration autonome, tout en les grevant d'impôts et de lourdes charges. Avec l'appui des communes, les souverains russes s'arrogèrent une autorité absolue sur les nobles [1]). Mais, pour convertir le boyard indépendant en courtisan obséquieux, les princes de Moscou dépossédèrent violemment l'ancienne aristocratie foncière au profit d'une nouvelle classe militaire de propriétaires terriens. Ce fut sur elle que s'appuya le gouvernement russe.

L'histoire politique de la Russie offre, jusque dans ses caractères originaux, une certaine analogie avec celle de l'Europe occidentale: là aussi, nous trouvons la monarchie absolue en lutte contre l'anarchie féodale et s'appuyant sur les communes pour vaincre la noblesse; là aussi, après l'avoir domptée, la monarchie gouverne avec l'aristocratie, oubliant pour elle ses alliés d'un jour. Mais nous trouvons, entre l'évolution historique de l'Occident et celle de la Russie, des différences importantes.

---

[1]) Tchitchérine, *De la représentation nationale.* Moscou 1866, p. 357-360 *(en russe).*

Le féodalisme avait déjà fait son apparition dans la Russie princière. Le joug mongol entrava son développement ultérieur et contribua à affermir le pouvoir des grands-princes de Moscou. L'asservissement de la Russie hâta et simplifia le triomphe de l'absolutisme qui dura des siècles. En Europe occidentale, l'absolutisme ne triompha qu'à la suite de luttes opiniâtres et fut lui-même balayé bientôt par l'ouragan des révolutions.

La féodalité dont les progrès furent ainsi enrayés en Moscovie se fortifia au contraire dans une contrée voisine, — en Lithuanie. La formation d'une classe compacte d'aristocratie terrienne qui, par le privilège de 1447, s'émancipa de la taxation et de la justice royales, contraignit l'Etat à demander aux seigneurs, dans un conseil national, de prendre part aux frais de la guerre et de servir dans l'armée. Le baronnage lithuanien empiéta sur les prérogatives du pouvoir central qui devint trop faible pour organiser la défense efficace du pays, à l'heure où les Turcs et les Tartares au Sud, les chevaliers de l'ordre teutonique au Nord, les princes moscovites à l'Est, attaquaient sans relâche ses frontières. Les rois lithuaniens furent amenés à faire de grandes concessions afin d'obtenir l'argent, les levées militaires, les mercenaires que les barons ne voulaient pas leur accorder.

Le territoire russe est si vaste et les phases de culture dans ses diverses parties si variées qu'il n'est pas étonnant de trouver dans des régions limitrophes une ligne de développement toute différente. A l'époque où leurs rivaux de Lithuanie essayaient en vain d'obtenir des subsides et des soldats de leurs grandes Diètes générales, les princes moscovites empruntaient aux monarchies despotiques d'Orient leur système de fiefs militaires et ne permettaient pas ainsi à la propriété foncière d'acquérir une indépendance qui leur portât ombrage.

La concession de domaines aux gens de guerre, aux nobles, fut la récompense du service militaire qu'on exigeait d'eux. Le tènement militaire de l'Etat moscovite est fondé sur l'idée de propriété souveraine du prince sur le sol. Cette idée se fortifia sous l'influence byzantine et tartare et fut bientôt formulée en un principe de droit. En 1484, Ivan III qui venait de s'em-

parer des possessions de Novgorod, mit fin à la quasi-démocratie de cette république et expropria plus de 8.000 propriétaires héréditaires. Pour trouver un aussi grand nombre de tenanciers militaires, il déplaça les serviteurs militaires des cours de ses grands vassaux et les mit sous sa suzeraineté directe. La classe inférieure des sous-vassaux ou courtisans, *dvoriane,* forma l'élément principal d'où sortirent les tenanciers des fiefs. L'ancienne classe des propriétaires héréditaires, *boyards* et *fils de boyards,* fut abaissée au rang de courtisans et obligée de servir non comme propriétaires privés, mais à titre de vassaux.

Le service militaire des anciens propriétaires et celui des nouveaux tenanciers fut égalisé. C'est dans ces deux classes qu'Ivan le Terrible choisit, en 1550, les mille privilégiés ou *opritchniki* qui devaient constituer la garde du tsar à Moscou: il fit une nouvelle distribution de terres dans un rayon de 100 verstes autour de sa résidence. Quinze ans plus tard, les anciens propriétaires héréditaires furent encore dépouillés de leurs biens, situés dans les territoires récemment annexés. On leur donnait des domaines dans d'autres provinces où ils ne pouvaient avoir aucune influence sur les habitants, ou, plus simplement encore, on les accusait de manquer de foi et on les condamnait, eux et quelquefois toute leur famille, à la peine capitale. Les grands domaines de jadis furent morcelés et disparurent. Mais la classe militaire prit la place laissée par l'ancienne noblesse en décadence et produisit à son tour une noblesse nouvelle. Les hauts fonctionnaires en faisaient partie: comme ils étaient sous la dépendance plus directe du tsar, ils sollicitaient et obtenaient plus facilement des terres.

Au cours de ces bouleversements fonciers où, selon l'expression de Klioutchevsky, les domaines russes « passaient de mains en main comme les papiers de la Bourse », le paysan fut sacrifié aux tenanciers. Les droits des *timarlis* ottomans et des *proniyars* serbes sur les paysans slaves étaient limités par la loi. A Moscou, au contraire, les princes eux-mêmes donnèrent l'exemple de l'arbitraire en disposant, dès le XIVe siècle, des paysans et de leurs terres: ils les cédaient, les échangeaient, « permettaient » à certaines personnes d'acheter les cultivateurs libres, comme dépendance des terres sur lesquelles ils vivaient.

Le servage découla des besoins nouveaux de l'Etat naissant. Les conquêtes et les guerres continuelles de l'empire grandissant, placé au centre de la Russie et combattant sur toutes ses frontières, contre Kazan, la Livonie la Pologne, la Suède, et les Tartares, cette lutte gigantesque entreprise par les princes moscovites pour l'unification de la Russie nécessitèrent l'augmentation des impôts afin de subvenir aux frais de l'armée. Sous Ivan le Terrible, la Moscovie compte jusqu'à un million d'hommes armés dont la moitié vivaient au compte de l'Etat. L'Etat fit retomber le poids de ce fardeau sur les épaules des cultivateurs. Le revenu de la terre constitua la solde des nobles; ils étaient chargés de faire tenir au prince le produit des impôts, dont ils étaient constitués les percepteurs. Veiller à la prospérité des propriétaires fonciers fut bientôt pour l'Etat une tâche que lui dictait la juste notion de ses propres intérêts. Pour que le service militaire fût assuré, pour que le produit de l'impôt ne souffrît pas de diminution, il fallait empêcher le paysan d'émigrer. Le noble dont les paysans s'en allaient se trouvait ruiné, sans ressources suffisantes pour servir le prince, car les revenus de son domaine s'abaissaient avec le nombre des paysans.

Or, au XVI[e] siècle, un mouvement continu d'émigration se dessine dans les régions du Volga. Les paysans s'en allaient, par bandes, vers le Nord, puis, avec la prise de Kazan et d'Astrakhan, vers le Sud et le Sud-Est, vers le Don « tranquille » et le « champ sauvage », les larges steppes qui les attiraient comme un autre Chanaan. Ils s'en allaient, avec de la haine au cœur contre cet ordre social qui les privait de la terre, qui créait de nouvelles classes de gens taillables, qui courbait les paysans sous des impôts d'autant plus durs à supporter que la guerre ravageait constamment les campagnes. Ivan le Terrible n'entrava pas ce mouvement d'émigration grâce auquel se peuplaient les régions récemment conquises. Il se contenta de suivre les colons et de fixer sur eux l'œil de Moscou. Au lieu de leur laisser fonder des communes et de leur permettre d'organiser leur propre gouvernement selon leur volonté, les fonctionnaires envoyés par les autorités centrales dirigèrent chaque mouvement de colonisation. Ils déterminèrent les endroits dans lesquels les colons devaient se réunir pour la défense des fron-

tières, ils exigèrent que ces endroits fussent enfermés dans des enceintes fortifiées: c'est ainsi que furent bâties presque la moitié des villes russes. Ils distribuèrent en même temps des lots de terre entre les colons [1]).

Mais bientôt l'Etat changea de politique. L'émigration des paysans qui payaient le « tiaglo » (taille) privait le gouvernement russe de ressources considérables en même temps qu'elle ruinait les propriétaires. L'intérêt du noble comme l'intérêt de l'Etat exigeaient que la liberté d'aller et venir fût resteinte, que le cultivateur fût attaché au sol. Il fallait d'autre part préserver de la ruine cette classe moyenne qui fournissait des hommes pour le service militaire et qu'Ivan le Terrible avait favorisée pour asseoir les fondements de son pouvoir autocratique. Les grands propriétaires fonciers, effrénés chasseurs de cette « marchandise ambulante » qu'était le moujik, attiraient sur leur domaine les paysans par la promesse d'un meilleur contrat. Les petits propriétaires formaient le réservoir où se recrutait la cavalerie nationale, car l'infanterie régulière ne commença à être organisée que vers 1630. Si la source de leurs revenus était tarie, où prendraient-ils l'argent pour s'équiper, pour se rendre à l'appel du tzar, « montés, armés, accompagnés? » Comment éviter leur ruine, et la ruine de l'agriculture? L'attachement des paysans à la glèbe était une condition indispensable au développement d'un Etat national militaire.

A l'intérêt des nobles et de l'Etat vint s'ajouter l'intérêt des communes paysannes, dont la puissance atteint son apogée au XVIe siècle. C'était la commune ou mir qui possédait la terre et non les individus. Elle était responsable de l'impôt vis-à-vis du tsar, de la corvée et des redevances vis-à-vis du seigneur. Cette responsabilité armait la commune d'un pouvoir énorme sur tous ses membres. L'autorité y était exercée par les *anciens;* les *anciens,* — soit par droit héréditaire, soit par droit d'élection ou simplement par droit d'ancienneté, — avaient à répondre de

---

[1]) « L'histoire de la Russie est l'histoire d'un pays qui se colonise ». « Les migrations, la colonisation du pays ont été le fait fondamental de notre histoire, auquel ont été liés, de près ou de loin, tous les autres faits. » Klioutchevsky, *Cours d'histoire russe,* t. I *(en russe).*

la perception des impôts devant l'Etat. Leur départ était pour les communes le prélude d'une banqueroute complète de ceux qui restaient. La garantie solidaire poussa les communes à empêcher les anciens de quitter leurs terres pour chercher à en louer de nouvelles dans des conditions plus avantageuses. L'Etat les avait soumis à l'obligation de payer une somme appelée *pogiloé*. Ces deux forces, — l'Etat et la commune, — agissant dans le même sens, avaient amené, dès l'ukase de 1568, l'attachement définitif des anciens [1]).

Ainsi, presque partout, sans intervention de la loi, le paysan, légalement libre, devenait en fait un esclave [2]). Le noble, qui ne jouissait légalement que de l'usufruit de sa terre, s'attribuait en fait tous les droits de la propriété et n'avait pour but que la suppression de la liberté et des droits civils du paysan. Le monastère de la Trinité de Moscou avait déjà, en 1460, obtenu du prince en privilège le pouvoir de refuser aux paysans le droit de quitter leur domaine. Ces privilèges se généralisèrent peu à peu au cours du siècle suivant. D'après le Code juridique de 1550, le paysan pouvait être vendu et soumis à la volonté de l'acheteur. Le passage de la condition libre à la condition d'esclave n'était pas défendu par la loi. En 1572, un recensement général a pour but de faire inscrire les paysans dans des livres spéciaux au nom desquels le seigneur aura le droit de réclamer ceux qui y sont inscrits. A partir de 1586, les paysans doivent figurer sur les listes des contributions. Le maître est chargé de payer les impôts de ses sujets, quitte à se faire rembourser ensuite par eux en nature ou en argent: parfois, lors du dénombrement de la population, le seigneur essayait de passer pour un propriétaire de terres abandonnées et cachait dans les bois ses paysans. La valeur des redevances annuelles dues par ceux-ci n'était pas fixée par la loi. Sur les terres ecclésiastiques, l'administration du couvent donnait des indications exactes sur l'importance des taxes à

---

[1]) Kloutchevsky, *Cours d'histoire russe*, t. II, p. 19 *(en russe)*.

[2]) Engelmann, *Die Leibeigenschaft in Russland*. 1884. — Klioutchevsky est allé plus loin encore qu'Engelmann dans cette voie: selon lui, le servage s'est formé entièrement en dehors des sources législatives, la loi ne faisant que confirmer la coutume.

acquitter. Sur les terres des particuliers, la quantité de travail, les redevances en nature ou en argent dépendaient du bon vouloir et de l'appétit du seigneur. Le moujik n'avait qu'à payer, cultiver la terre et obéir.

Pour ne pas perdre, à la prochaine fête de la Saint-Georges, cette source enchantée de richesse que représentaient pour lui le paysan et son travail, le premier soin du propriétaire était d'enfoncer le paysan dans ses dettes pour lui rendre le départ matériellement impossible. Lorsque l'ukase de 1597 qui supprima le passage d'une terre à une autre fut promulgué, la réforme visée s'était déjà produite, il n'y avait rien à supprimer. Le droit de passage libre s'était éteint par lui-même [1]), il ne subsistait plus pour les paysans que trois formes de départ: la fuite, l'enlèvement ou l'échange. L'attachement juridique chez les paysans de la couronne, la dépendance économique du débiteur insolvable vis-à-vis de son propriétaire créancier avaient préparé le servage. Schil, ayant visité Moscou pendant le règne de Boris Godounoff, écrit: « Les paysans sont considérés par leurs seigneurs comme des esclaves [2]).

L'état de fait créé par l'arbitraire des boyards fut sanctionné par une série d'actes législatifs. Chacun d'eux vint restreindre la liberté du paysan et augmenter le pouvoir du seigneur. Boris

---

[1]) En l'an 1580 déjà, le cadastre des domaines du prince Siméon Bekboulatovitch appelle « fugitifs » les paysans qui n'ont pas rempli toutes les formalités lors de leur départ. Ce document du plus haut intérêt nous fait connaître la situation de fait dans les campagnes à la fin du XVIe siècle. Des 2217 paysans de la *votchina* du prince Siméon, 305 paysans sont partis durant les cinq années qui ont précédé la composition du cadastre, soit un homme sur sept (16 %). De ce nombre, 53 paysans seulement ont réussi à s'en aller « régulièrement ». 188 paysans ont été « exportés » et livrés, légalement ou non, à d'autres seigneurs. Enfin, 65 paysans se sont enfuis: ils sont rangés dans la catégorie des fugitifs dont le propriétaire a le droit de réclamer le retour. Dans ce même laps de cinq ans, la propriété du prince Siméon n'a acquis que 27 paysans. D'après ce cadastre, on voit que la paysannerie de la fin du XVIe siècle est déjà fixée à la glèbe.

[2]) Diakonoff, *Histoire de l'attachement des paysans à la glèbe*, 1893 *(en russe)*.

Ivanoff, *Antiquités*, t. I, p. 413-440 *(en russe)*.

Lappo Danilevsky, *Recherches sur l'histoire de l'attachement des paysans privés dans la principauté de Moscou*. 1900, p. 13-15 *(en russe)*.

Godounoff s'assura la reconnaissance et l'appui de la noblesse militaire en liant le *krestianine* russe à la glèbe comme le serf d'Occident. Le perfide tuteur du dernier rejeton de Rurik, le boyard Boris Godounoff, s'empara du trône et s'y affermit en livrant les paysans aux propriétaires. Il voulait, par ce don de joyeux avènement, attacher leurs intérêts à sa fortune. L'ukase du 21 novembre 1597, avant-dernière année du règne de Féodor Ier, alors que Boris commandait déjà en maître, est ainsi conçu: « Si un paysan s'est enfui de la terre héréditaire ou bénéficiaire des boyards et autres possesseurs de domaines, pendant cinq ans on doit faire justice au propriétaire dont le paysan s'est enfui contre le propriétaire chez lequel il s'est réfugié, le poursuivre sans merci, et par tous les moyens le ramener au lieu où il avait vécu auparavant avec sa femme, ses enfants et tous ses biens. Mais si six, sept ou dix ans se sont écoulés depuis le départ du paysan sans que le propriétaire aît porté plainte, le tsar ordonne qu'on ne fasse aucune justice au propriétaire du fugitif contre celui qui l'a recueilli, et défend qu'il soit ramené au lieu où il avait vécu. » Ainsi, les paysans qui s'étaient enfuis, — *beglye krestiane,* — pouvaient être réclamés pendant cinq ans par le possesseur du domaine bénéficiaire. Après cinq ans, ils étaient libres, mais les boyards allongèrent d'abord, puis écartèrent cette prescription. L'acte législatif de 1597 assujettit le paysan à la terre. Mais le servage russe est autre chose. Il est fondé sur un acte juridique — *kreposte* — qui, faisant abstraction des relations de l'homme avec la terre, le donne « en possession personnelle du seigneur et le soumet à son pouvoir absolu ». L'*Oulogénié* de 1649 devait en donner cette définition.

Les ukases de 1601 et de 1602 prohibèrent l'enlèvement des paysans: les petits fonctionnaires et les petits propriétaires recevaient le droit de vendre et d'acheter des paysans, mais pas plus de deux à la fois. De 1601 à 1604, une famine inouïe désola la Russie et fut suivie d'une peste. Les paysans affamés s'organisèrent en bandes de brigands et des serfs fugitifs vinrent grossir les rangs de l'armée du faux Dimitri. Quand celui-ci mourut assassiné, le boyard Vassili Chouïsky le remplaça sur le trône et paya sa dette à ses électeurs par l'ukase de 1607

qui défendait à tout paysan de quitter la terre où il avait été reconnu et compté dans le recensement de 1572 dont les constatations, faites alors sur les rôles de l'Etat, devaient primitivement, par l'ukase de 1597, rester la règle de l'état des paysans durant cinq ans[1]). Celui qui avait abandonné la terre devait être ramené chez son ancien seigneur, la prescription n'était acquise qu'après quinze ans. L'homme libre qui épousait une paysanne fugitive appartenait à son maître avec tous ses enfants. Ce dernier ukase assimile en quelque sorte les serfs à des esclaves et tend à effacer entre eux toutes différence.

Le second faux Dimitri qui s'éleva contre Chouïsky vit accourir vers lui les serfs. Chouïsky s'étant laissé arracher des concessions par les paysans, les classes supérieures et moyennes, effrayées, l'obligèrent à abdiquer. La douma des boyards appela sur le trône russe le roi de Pologne Vladislas qui, dans sa Constitution de 1610, enleva de nouveau aux paysans russes le droit de quitter la terre. Après le soulèvement national dirigé par Minine et Pojarski, les boyards durent placer sur le trône Michel Romanoff (1613). Le recensement de 1627 qui suivit le grand incendie de Moscou en 1626 eut pour but de faire connaître à l'Etat ses ressources fiscales. Le paysan errant, surpris par le recensement, devait se fixer sur un domaine, il signait un contrat avec le seigneur par lequel il perdait sa liberté; l'Etat l'inscrivait sur les listes des contributions.

Jusqu'en 1624, le paysan pouvait contracter une dette. S'il ne s'acquittait pas, le créancier avait un droit sur la personne de son débiteur et pouvait exiger qu'il lui fût cédé comme esclave temporaire. Ce droit fut considéré comme une atteinte à celui du maître, et les titres de dettes d'un paysan ne donnèrent plus matière à procès. Par contre, à partir de 1628, le créancier d'un boyard put réclamer sa dette à ses paysans.

Les délais pendant lesquels les paysans fugitifs pouvaient être réclamés furent augmentés. Par des ukases de 1621 et de 1629, la règle de dix ans fut imposée aux paysans de la couronne. Les *dvoriane* (serviteurs de l'Etat) des régions frontières

---

[1]) Tatichtcheff, *Le Soudebnik du tsar Ivan Vassilievitch et les ukases.* Moscou 1786 *(en russe).*

adressèrent des pétitions où ils déclaraient qu'ils ne pouvaient se contenter de cinq ou même de dix ans. L'ukase de 1642 leur accorda dix ans.

Alexis Mikhailovitch, le second Romanoff, monté sur le trône en 1645, codifia le droit russe en 25 chapitres. L'*Oulogenié* établit la *kreposte* héréditaire. La *kreposte* est désormais basée sur un contrat foncier, la *poriadnaia,* dont les conditions dépendent des deux parties contractantes, mais par laquelle le paysan s'engage « à ne pas quitter cette terre pour personne ». Les paysans sont inscrits sur les rôles de l'Etat au nom de leurs seigneurs. Le délai qui déterminait l'ancienneté du paysan et permettait de poursuivre les fugitifs est supprimé, les *ourotchnie lieta* abolis. Les boyards sont responsables de la conduite de leurs paysans, ils conservent le droit de les châtier corporellement et de les faire condamner sur leur simple dénonciation, sauf pour le cas de haute trahison. Les tribunaux ne pouvaient accueillir les plaintes des serfs contre leurs seigneurs.

Le paysan, primitivement fermier avec le droit de résilier la ferme sur les biens concédés aux nobles à titre de solde, est attaché à la glèbe avec ses enfants. Le propriétaire peut augmenter à volonté le fermage ou plutôt l'impôt annuel, l'*obrok,* car le paysan a perdu le seul moyen qui lui permettait jadis de résister à de semblables prétentions, le droit d'abandonner la terre. Le boyard n'était autorisé à céder un paysan à un autre seigneur que dans un seul cas: s'il avait tué un serf appartenant à un autre seigneur, il devait donner, en compensation, au propriétaire lésé par ce meurtre, son meilleur paysan avec sa femme, ses enfants et leurs biens.

Le paysan est désormais fixé, consolidé *(prikreplenny):* il a perdu toute liberté personnelle. Une concession nouvelle de terre n'est pas considérée comme un nouvel établissement: il reste, malgré tout, l'homme du domaine. De là la perpétuité du servage et la sujétion héréditaire pour tous les membres de sa famille. Tous ceux qui auront reçu un fugitif devront payer 10 roubles d'amende pour chaque année qu'il aura passée chez eux.

L'attachement définitif des paysans ne les transforme pas en *kholopy,* — en esclaves. Ces derniers étaient exempts de

contributions et d'impôts. Les paysans ne pouvaient ni être mis en gage ni vendus par raison fiscale. Il était dans l'intérêt de l'Etat de veiller sur ce capital vivant qui représentait, avec le travail de la terre, la paye des impôts. Aussi l'*Oulogenié* défend-il au seigneur de faire passer les serfs à la condition de *kholopy,* par crainte de la diminution de la population taillable.

Les paysans, à qui l'autorisation de quitter un domaine pour un autre était refusée, continuaient de fuir, malgré les prohibitions.

L'élargissement des frontières au XVI[e] et XVII[e] siècles ouvrait à la population les régions fertiles du *tchernoziom* (terres noires). En l'espace de 60 à 70 ans (seconde moitié du XVI[e] siècle et début du XVII[e] siècle), un million d'hommes émigrèrent vers le Sud, alors que la population entière de la Russie n'en comptait que 10 à 12 millions. Les paysans fugitifs furent obligés de s'inscrire dans une ville. Ainsi naquirent les villes d'Eysk, de Temriouk et de Maikop dans la région du Koubane [1]).

Les ukases de 1656 et de 1657 astreignirent les paysans au service militaire « pour défendre le pays contre les Allemands ». L'Etat qui commençait à connaître toutes les charges des empires modernes ne se contentait plus d'accroître les impôts pour l'entretien de son armée: il lui fallait encore du matériel humain. L'ukase de 1658 crée des agents spéciaux pour rechercher les fugitifs. Les ukases de 1661 et de 1667 décident d'enlever à tout propriétaire qui aurait reçu un fugitif quatre paysans.

A la fin du règne d'Alexis Mikhailovitch, un ukase de 1675 autorisa les boyards à vendre les paysans sans la terre, d'après des actes spéciaux, des *kouptchia.* Les mises en gage, les échanges, les ventes furent passés devant les *prikazy* (bureaux administratifs) des *kholopy,* et les paysans y furent inscrits à côté des esclaves. « Les serfs en Russie ne sont pas attachés à la terre, ni la terre à eux, voilà pourquoi le seigneur a le droit de vendre les serfs ou la terre, ou tous les deux ensemble,

---

[1]) Voeikoff, *La répartition de la terre.* 1911 *(en russe).*

comme il a le droit aussi d'exproprier ses sujets et de les réduire à la misère [1]) ». Les serfs sont assimilables aux esclaves, le cycle est entièrement révolu.

Malgré les ukases qui resserraient sur eux la chaîne servile, les paysans se réfugiaient chez les Cosaques. Au quinzième siècle, des réfugiés russes, opprimés par les Polonais et les Tartares, avaient fondé la république des Cosaques, paysans libres et armés, qui choisissaient annuellement leur hetman: ils accueillaient les serfs fugitifs et leur donnaient des terres. Sous l'hetman Stenka Razine (1670), ils attaquèrent le tsar. Déjà dans la Russie du Volga, les serfs se soulevaient contre leurs maîtres au cri de: « La terre et la liberté! » Astrakhan insurgé et livrant ses deux voiévodes, Saratof et Samara emportés d'assaut, la torche incendiaire portée jusque sous les murs de Nijni Novgorod, de Tambof et de Penza, allumaient un farouche espoir dans le cœur des révoltés. La victoire souriait à l'hetman. A ceux qui lui promettaient déjà le sceptre impérial, il répondait: « Je ne veux pas être tsar sur le peuple orthodoxe, mais je veux être le frère de tous les hommes. » Battu par Baratinsky et capturé sur le Don, Stenka Razine, l'ami des paysans, fut exécuté à Moscou. Le souvenir de ses exploits vit encore, comme un halo légendaire, parmi les populations laborieuses du Volga, et dans les complaintes nostalgiques des haleurs. Après la victoire, le tsar Féodor III ordonna (1678) que chaque paysan, même s'il avait été libre jusqu'alors, eût un seigneur. Quiconque aura accueilli un serf fugitif devra payer pour chaque année d'asile 20 roubles (1683).

Si les noms de Boris Godounoff et d'Alexis Mikhailovitch Romanoff, qui attachèrent le paysan à la glèbe, resteront éternellement cloués au pilori de l'histoire, il ne faut pas oublier qu'ils ne furent que les chargés d'affaires de la bureaucratie des boyards [2]). Ils ne firent que régulariser par des ukases ce

---

[1]) Boltine, *Remarques sur Leklerque*, t. II, p. 164 *(en russe)*.

[2]) En 1858, Pogodine, dans un article intitulé: « Doit-on regarder Boris Godounoff comme le fondateur du servage? » a observé que l'ukase de 1597 établit une prescription de cinq ans pour les «fugitifs», c'est-à-dire pour ceux qui ont quitté illégalement leurs maîtres,

que la coutume et l'usage des propriétaires avaient établi depuis longtemps. Les privilèges judiciaires des seigneurs et la responsabilité de la perception régulière des impôts, l'exploitation des paysans, le fractionnement des familles et le transport de villages entiers, — tout cela était le résultat d'une pratique de deux siècles et demi. L'Allemand Gerberstein, venu à Moscou sous le règne de Vassily Ivanovitch (1505-1533), écrit déjà que les paysans travaillent pour le seigneur six jours de la semaine et que leur état est plus que malheureux [1]). Le processus lent et naturel du servage s'est déroulé en dehors de la loi. Il y eut une source de jaillissement interne, une force de croissance logique qui transforma le cultivateur libre en serf. Le nouvel ordre des choses se développa peu à peu par la pratique des contrats de *ssouda,* de la *kabala* et de la corvée.

Ce fut la *ssouda,* le prêt avancé au paysan par le seigneur qui prépara, sur les terres privées, le servage. Le passage d'une terre à une autre ne semble pas encore « gêné » au début du XVIe siècle, la *ssouda* pouvait être remboursée après le départ du paysan qui disposait de deux années pour payer ses dettes. Mais dans la seconde moitié du XVIe siècle, les contrats de *ssouda* prennent un aspect différent. Ils deviennent de véritables contrats d'esclavage. Par une clause de soumission volontaire, le paysan s'engage à ne pas s'en aller, à servir son seigneur jusqu'à la fin de ses jours, il renonce de lui-même au

---

et non pour les paysans en général. L'ukase de 1607, selon le même auteur serait apocryphe. Les ukases de 1601 et de 1602 auraient été des mesures temporaires. Durant tout le XVIIe siècle, on trouve des paysans qui passent librement d'une terre à une autre.

Kostomaroff a combattu cette opinion. Sans doute, dit-il, le servage, phénomène social complexe, n'a pu être établi d'un seul coup. Mais le passage libre des paysans d'une terre à l'autre à la date de la Saint-Georges a-t-il pris fin avec Godounoff? Voilà comment il faut poser la question. Après 1597, on ne parle plus de la Saint-Georges, en même temps que paraît toute une série d'ukases visant les fugitifs. Selon Kostomaroff, le libre passage de la Saint-Georges aurait été supprimé en 1592, ce qui explique la poursuite de ceux qui se seront enfuis après cette date. Enfin ces paysans qui passent d'une terre à une autre au cours du XVIIe siècle et dont parlent, avec Pogodine, Béliaeff et K. Aksakoff, sont, d'après Kostomaroff, des fugitifs que leurs propriétaires, pour une raison quelconque, refusent de poursuivre.

[1]) Engelmann, *Geschichte der Leibeigenschaft in Russland.* 1884.

droit de se débarrasser plus tard de ses obligations. Cette promesse d'appartenir toujours au seigneur devient la clause principale de tous les contrats, elle crée la *kreposte* et donne à la *ssouda* un caractère d'attachement personnel et volontaire à la personne du seigneur. Ainsi, poussé par la misère, le paysan se vendait à son maître, et le maître s'assurait contre un débiteur insolvable. La classe paysanne s'accrut au XVIIe siècle par l'afflux d'hommes libres que la misère contraignait à rechercher les avantages de la tutelle seigneuriale et de la tutelle communale, au prix des obligations qu'ils contractaient envers le seigneur et la commune. Quant aux anciens paysans, ils n'établirent plus de contrats et furent attachés dans les mêmes conditions que les nouveaux venus.

Une autre institution exerça son influence sur le développement du servage: la *kabala*. Le débiteur pouvait, par un engagement qui rappelle l'antrustion germanique, payer sa dette en prêtant serment de fidélité à son seigneur ou à son créancier. D'après un ukase de 1560, les gens de *kabala* devaient, après avoir travaillé pour leur seigneur, rembourser la somme due. Ils n'étaient donc pas transformés en serfs, mais ils ne devenaient libres qu'à partir du moment où toute dépendance économique avait cessé. La *kabala* est par conséquent un état transitoire entre l'esclavage et la liberté. Parfois le service rendu pendant des années suffisait à l'amortissement de la dette. Le plus souvent, il fut prolongé par le créancier. Les redevables pouvaient s'engager à servir le seigneur pendant le reste de leurs jours: l'obligation ne perdait pas sa valeur en cas de mort du seigneur, elle portait alors un caractère héréditaire. L'homme libre pouvait s'obliger à servir le seigneur jusqu'à sa propre mort, il refusait lui-même dans son contrat de s'affranchir. Le caractère de perpétuité rapprochait cette sujétion de l'esclavage. Deux ukases de 1597 transforment en esclaves véritables tous les débiteurs en train de rendre leur service et leur ordonnent de travailler jusqu'à la mort de leurs maîtres. Les rançons proposées n'avaient aucune valeur et les enfants de l'homme réduit à la *kabala*, nés pendant sa soumission, étaient attachés aussi à la personne du seigneur.

Dans l'ancienne Russie, la rente payée par le paysan, alors

fermier, au propriétaire apparaissait sous une triple forme: en travail *(otrabototchnaia)*, en produits *(ispolnaia)*, en argent *(obrok)*. Les instruments de production que le propriétaire foncier prêtait aux paysans revêtaient pour lui la forme de « capital », lui permettant de prélever un revenu sur le travail d'autrui, tandis que pour les paysans, ce n'étaient que des bêches, des pioches, des charrues. Au début, le seigneur recourut généralement à la rente en produits. Le fermage perçu en argent était assez rare, on ne le rencontre que combiné avec le fermage en produits et en travail [1]), ou sous forme de prélèvements supplémentaires, d'impôts et de redevances en faveur du propriétaire foncier.

Le fermage en travail, — la *barchtchina,* corvée, — fut d'abord employé dans les économies les plus avancées, dans les monastères et chez les gros propriétaires fonciers [2]). Il se généralisa, par suite des avantages qu'il offrait au *pomiechtchik.* Seule la corvée lui donnait la possibilité d'augmenter ses revenus dans la mesure où il le voulait. Les redevances en produits pouvaient sans doute, elles aussi, être accrues, mais présentaient un double inconvénient: leur rendement était limité, elles liaient pour la nature du produit, l'économie du *pomiechtchik* à l'économie paysanne, assujettissant celle-là à celle-ci, traçant des bornes à sa croissance et à son extension.

La rente prélevée en argent par le propriétaire avait l'avantage de revêtir une forme générale, l'argent étant à la fois une mesure de valeur et un moyen d'échange. Cependant, sous un régime d'économie naturelle, elle ne pouvait pas recevoir une application étendue.

La corvée, au contraire, se prêtait à une extension considérable, le propriétaire élevant à sa guise le nombre de jours où le producteur était obligé de travailler gratuitement sur ses

---

[1]) Diakonoff, *Esquisse d'une histoire de la population rurale (en russe).*

[2]) Lappo Danilevsky, *Esquisse de l'histoire de la formation des principales catégories de la population paysanne de la Russie.* St-Pét. 1905 *(en russe).*

Rojkoff, *L'économie rurale de la Russie moscovite au 16e siècle.* 1899 *(en russe).*

Klioutchevsky, *La douma des boyards (en russe).*

terres. Elle favorisa un empiètement continuel sur le temps de travail nécessaire au corvéable pour la satisfaction de ses propres besoins. La *barchtchina* avait existé d'abord sous l'aspect d'un simple paiement de tribut, librement consenti, elle perdit dans son évolution ultérieure ce caractère contractuel pour revêtir les formes rigides de la contrainte, de la corvée et du servage. Ce passage à une organisation nouvelle du travail s'accomplit en Russie à la fin du XVI[e] siècle. Le processus qui s'était déroulé jusque là dans les profondeurs de la vie économique se traduit au grand jour par des formules juridiques appropriées. L'économie servile détermine un droit fondé sur l'institution du servage, la dépendance économique entraîne la contrainte juridique.

La préférence du propriétaire foncier pour la *barchtchina* s'affirme, dès que la plus-value prélevée ainsi sur le travail de son fermier peut être réalisée sur le marché et accumulée. Le propriétaire se trouve alors dans l'alternative suivante: se contenter, comme par le passé, de la rente en produits, — rente limitée dans sa qualité et sa quantité, — ou passer à une forme de production indépendante, à l'entreprise agricole s'appuyant sur le système de la *barchtchina* et ouvrant, grâce à elle, de vastes perspectives à l'accumulation [1]).

La *barchtchina,* nécessité économique pour le seigneur, fit disparaître peu à peu l'abîme qui séparait le paysan, l'esclave et l'homme de la *kabala.* Tous astreints à la corvée pour des motifs divers, ils différaient jadis nettement l'un de l'autre. Le contenu économique de leurs obligations respectives l'emporta sur l'enveloppe juridique qui le revêtait, et la similitude des tâches amena la ressemblance des conditions. Les formes

---

[1]) « Dans pareille organisation, c'est le rapport entre le temps de travail qu'il dépense pour lui-même et le temps de la corvée qu'il doit au propriétaire, qui détermine ce que le *self-sustaining serf* peut produire en sus des moyens de subsistance qui lui sont indispensables, en sus de ce que nous appelons le salaire dans la production capitaliste. Cet excédent, qui est la forme rudimentaire du profit, est donc déterminé rigoureusement par l'importance de la rente foncière, qui apparaît ici clairement comme du surtravail non payé, dont profite le « propriétaire » des moyens de production.» Marx, *Le Capital,* livre III, chap. 47, p. 386. (Traduction Borchardt et Vanderrydt).

autrefois variées et complexes de la vie soumise se fondirent avec le temps en un type unique où l'on ne distingua plus l'abaissement du paysan et l'ascension de l'esclave. L'esclave qui travaillait auprès du maître fut envoyé aux champs, où travaillait le cultivateur. Après les troubles du faux Dimitri (1603—1606) et du brigand de Touchino et les migrations en masses des paysans vers le Sud, la main-d'œuvre renchérit considérablement. Le propriétaire installe ses domestiques-esclaves sur la terre, il leur bâtit une chaumière derrière la maison seigneuriale. De là le nom d'hommes de la cour, de *dvorovyé* que l'on donne à cette nouvelle catégorie de travailleurs ruraux. Les esclaves d'autrefois deviennent paysans; aux hommes de la *kabala* transformés aussi en cultivateurs, le seigneur avance une *ssouda* pour avoir le droit de les emmener en cas de vente de la propriété ou de disgrâce. Le jour où les esclaves se mêlèrent aux paysans, les paysans se confondirent avec les esclaves.

Le passage de la terre aux mains d'une classe privilégiée lui permit de percevoir et d'accumuler des rentes. La perception de ces rentes poussa les bénéficiaires à les augmenter sans cesse par une exploitation plus rationnelle du travail et par l'extension de la corvée.

Dans l'Allemagne et l'Angleterre du XVIe et du XVIIe siècles, comme en Russie, il y a eu expropriation des paysans et concentration de la propriété noble. En Allemagne, les chevaliers qui ne s'en vont plus guerroyer au loin comme au moyen âge se fixent sur leurs terres. « Der Ritter wird Landwirt ». Les guerres du XVIe siècle portent un coup terrible à l'agriculture. Les possessions sont atteintes d'une précarité plus grande *(lassgüter)*. Au contraire, la grande propriété d'un seul tenant *(rittergut)*, exploitée directement par le seigneur, s'affermit aux dépens de la propriété paysanne et des biens communaux *(bauernlegen)*. L'accroissement du domaine entraîne pour le propriétaire noble un besoin croissant de main-d'œuvre gratuite, ce qui a pour conséquence l'augmentation des corvées et l'extension des services paysans, dont le plus caractéristique est le *gesindedienst,* service obligatoire pour les fils des pay-

sans sur le domaine seigneurial. Il s'ensuit un progrès constant de la sujétion paysanne *(untertänigkeit)* et l'attachement du paysan à la glèbe.

En Angleterre, il y a eu émancipation progressive du servage; les corvées furent remplacées par des redevances pécuniaires, et dès la fin du moyen âge on trouva des tenanciers libres, *freeholders*. L'expropriation des paysans par les landlords marqua, au XVI[e] et au XVII[e] siècles l'avènement de la grande propriété foncière. A la faveur des actes d'enclosure, les paysans libres, les *yeomen*, sont dépossédés. Il se développe ainsi une classe de travailleurs agricoles libres *(labourers)*, mais dépendants au point de vue économique, une masse d'hommes qui ne possèdent rien et cherchent du travail, préparant pour le capitalisme industriel des siècles suivants l'armée de réserve du prolétariat [1]).

En Russie, où l'abondance des terres libres du Sud et du Sud-Est permettait la colonisation et attirait les paysans, la suppression de ces terres libres est une condition nécessaire à la prospérité de la classe des propriétaire fonciers. Ils l'obtiennent en faisant attacher les paysans à la glèbe. Le monopole de la propriété foncière transforma automatiquement l'ancien producteur autonome en journalier et en serf. Il entrava le déve-

---

[1]) Thomas Morus a flétri avec une grande éloquence cette expropriation du paysan par le mouton:

« Ainsi, afin qu'un affamé de bien, un avare insatiable, une cruelle peste de sa patrie, puisse enfermer dans un même enclos quelques milliers d'arpents de terres contiguës, on chasse les laboureurs; on les dépouille de leur fonds par fourberie ou par oppression: la plus grande grâce qu'on leur fait, c'est de les fatiguer si fort par des injustices qu'ils sont contraints de vendre leur possession.

.... Quand ces pauvres gens ont dépensé leur butin, ce qui se fait en très peu de temps, quelles peuvent être leurs dernières ressources? Il faut bien qu'ils volent et, par conséquent, qu'ils risquent à finir leurs jours par la corde, comme de raison: ou, ils sont obligés de courir çà et là, demandant l'aumône. Et même ce dernier moyen de vivre n'est pas sûr pour eux: ils y perdent au moins la liberté: on les enferme comme des vagabonds: on leur fait un crime de ce qu'ils errent dans l'oisiveté: mais en quoi consiste-t-il, ce crime? A ne trouver personne qui veuille accepter leur service, quoi qu'ils l'offrent avec le dernier empressement. »

(*Utopie*, p. 31-33, traduction Gueudeville, 1715, à Leyde.)

loppement économique de la Russie et la figea pour deux cent cinquante ans dans cette forme primitive et barbare de l'exploitation du travail humain.

CHAPITRE III

L'ACCUMULATION PRIMITIVE AU XVI[e] ET AU XVII[e] SIÈCLES ET SA RÉPERCUSSION SUR LES RELATIONS AGRAIRES

L'accumulation des rentes. — Leur transformation en capital commercial. — Naissance et prospérité de la classe des marchands. — Le commerce extérieur. — Apparition d'un marché intérieur. — L'extension des échanges et les voies de transport. — Décadence de l'économie naturelle.

Influence du commerce sur l'agriculture. — Premiers essais de cultures intensives. — Les droits de sortie sur les céréales. — L'Etat, représentant des intérêts fonciers et commerciaux.

Les rentes foncières perçues sous forme d'argent et de produits donnent naissance au capital commercial [1]). L'accumulation primitive est hâtée par le fait que le propriétaire foncier devient marchand. Les rentes prélevées à titre de propriétaire foncier se transforment dans ses mains en capital commercial: elles lui permettent d'accumuler dans des proportions inconnues jusque-là.

Le commerce a joué un rôle prépondérant dans l'histoire de la Russie [2]). Il en a réglé, en grande partie, le sort politique et

---

[1]) « Le capital usuraire... appartient avec son frère, le capital commercial, aux formes antédiluviennes du capital, aux formes antérieures de loin à la production capitaliste. » Marx, *Le Capital*, livre III, chap. 36, p. 164.

[2]) Storch, *Historisch-Statistisches Gemälde des russischen Reichs*. 1799.

la prospérité [1]). La grandeur et le déclin de Kief et de Novgorod, l'avènement historique de Moscou ont dépendu en grande partie du commerce.

Mais c'est en Moscovie que l'esprit d'initiative et l'appétit du lucre qui le caractérisent sont le plus répandus. Les étrangers qui la visitent au XVIe et au XVIIe siècles sont surpris de cet amour du commerce et du gain qui possède les Russes. « Tous, du plus élevé au plus bas, ils ne font que penser et s'efforcer de s'enrichir de çi, de là [2]) ». Les ambassadeurs auprès des puissances étrangères, les plus hauts fonctionnaires de l'Etat et le « premier marchand — le tsar » à leur tête se livrent avec ardeur au commerce, sans s'apercevoir, écrivent les étrangers, qu'ils dérogent à leur dignité [3]). Moscou étonne les visiteurs par l'abondance de ses magasins et la diversité de ses marchandises. Selon les Allemands, cette ville passait en richesse les cités les plus florissantes de l'époque, Amsterdam et Venise.

Un goût effréné pour le luxe se développe au XVIIe siècle. « Les boyards et les marchands fortunés de Moscou élèvent des palais en pierre à la place des méchantes bâtisses de bois. Ils en tapissent les murs avec des tentures de cuir doré, dues au travail belge... » Boyards et marchands ne se contentent plus de ce que le pays peut fournir: il leur faut « le confort occidental [4]) ».

L'extension du trafic devait amener la formation d'une classe appliquée exclusivement au commerce. Déjà à l'époque des

---

[1]) Klioutchevsky, *La douma des boyards (en russe).*

[2]) De Rodès, *Réflexions sur le commerce russe en 1653 (en russe).*

[3]) L'idéologie féodale répugnait au commerce:

Je suis le Cid calme et sombre
Qui n'achète ni ne vend...
Victor Hugo (Le romancero du *Cid.*)

Et dans le « Bourgeois gentilhomme » de Molière: « Lui, marchand? C'est pure médisance, il ne l'a jamais été. Tout ce qu'il faisait, c'est qu'il était fort obligeant, fort officieux; et comme il se connaissait fort bien en étoffes, il en allait choisir de tous les côtés, les faisait apporter chez lui, et en donnait à ses amis pour de l'argent. » (Acte IV, scène V.)

[4]) Klioutchevsky. *L'influence occidentale en Russie au XVIIe siècle. Problèmes de philosophie et de psychologie.* 1897 *(en russe).*

princes de Kief, les marchands russes se rendent à Tsargrad (Constantinople). Plus tard, les princes moscovites encouragent le trafic et y prennent part; ils entrent en relations étroites avec des marchands professionnels, ils leur confient des opérations de commerce et leur témoignent, par toutes sortes de privilèges, leur bienveillance.

Les marchands professionnels, pourvus d'un capital abondant [1]), comblés d'honneurs [2]), ces *gosti* que l'on rencontre dès le début de l'histoire russe [3]), n'étaient pas d'ordinaire exclusivement des capitalistes, mais aussi des propriétaires fonciers. Ils faisaient partie des communes rurales et urbaines [4]). Les boyards, les délégués impériaux, les évêques métropolitains [5]), le tsar s'occupaient de commerce, tout en demeurant les représentants par excellence de la classe des gros propriétaires fonciers [6]).

Les revenus des classes privilégiées continuèrent, jusqu'au XVII[e] siècle, à être tirés principalement de la terre. Les princes furent d'abord des propriétaires fonciers, plus tard des marchands capitalistes qui convertissent les tributs prélevés *(dane)* et les rentes payées en produits, les peaux, les cuirs, les

---

[1]) Kostomaroff, *Esquisse du commerce de l'Etat moscovite au XVIe et au XVIIe siècles (en russe).*

Nikitsky, *Histoire économique de Novgorod la Grande (en russe).* — Le chiffre d'affaires des « gosti » atteignait jusqu'à 100.000 roubles par an, ce qui représente des centaines de millions actuels.

Kotochikhine, *De la Russie sous le règne d'Alexis Mikhailovitch (en russe).*

[2]) La *Rousskaia Pravda* fixe, dans son échelle de la valeur de la vie humaine selon le rang social de l'individu, un wehrgeld identique de 40 *griven* pour l'assassinat d'un marchand et d'un fonctionnaire du prince. — Serguéevitch, *Antiquités juridiques russes.*

[3]) Les byliny racontent les aventures merveilleuses de *Sadko bogaty gost* qui a parcouru l'Orient féerique et la Russie.

[4]) Beliaeff, *Les paysans en Russie (en russe).*

[5]) Winckler, *Die deutsche Hansa in Russland.* Les habitants de Novgorod obligent le prince Iaroslav à commercer avec les Allemands par leur intermédiaire. Quand le prince consentit à cesser de s'occuper d'opérations commerciales, c'est l'archevêque qui prit sa place et vendit les produits fournis par la terre des couvents.

[6]) C'est le témoignage unanime des voyageurs étrangers, de l'Anglais Fletcher qui visita Moscou en 1588 et écrivit un livre *Sur l'Etat russe*, et de l'Allemand Herberstein: *Rerum Moscovitarum commentarii.*

céréales, en marchandises. Le brillant seigneur de jadis jette son armure [1]) et devient un simple propriétaire commerçant. Sa situation de propriétaire foncier lui permettait de vivre, et de bien vivre; celle de commerçant lui permit d'accumuler et de s'enrichir. Elle retint bientôt toute son attention.

L'aristocratie rurale, pour réaliser, au cours d'opérations commerciales, les produits de ses terres, se dirigea vers les villes. Mais celles-ci, au début, étaient peu nombreuses. Le rôle de la ville et du marché est joué par le marché occidental. C'est vers ce marché extérieur, — le seul qui existait pour un pays encore au stade de l'économie naturelle, — que se tourna le capital commercial. Le niveau des besoins du pays étant très bas, les échanges intérieurs ne participèrent que faiblement à l'accumulation des capitaux. Ces échanges avaient lieu directement entre le producteur et le consommateur, sans l'intermédiaire des marchands, — sauf pour le ravitaillement des grands centres.

Le commerce, au début, fut surtout extérieur. La Russie exporte le suif, le beurre, les bêtes à cornes, les langues fumées, les peaux, les toisons, le gibier, les queues de cheval, les soies de porcs [2]). Les pays limitrophes, s'adonnant eux aussi à l'agriculture, n'avaient pas besoin de blé étranger, leurs cultures intensives leur laissaient un excédent de céréales.

Les frontières de l'Etat moscovite n'embrassaient pas alors ces régions qu'on a appelées depuis les greniers de l'Europe. Le tchernoziom du Sud n'était pas cultivé, le travail rural se concentrait plus au Nord, sur une terre relativement ingrate. Les régions les plus fertiles étaient celles d'Iaroslavl, de Nijni Novgorod, de Riazane et des rives de l'Oka. Plus haut encore, la Dvina, au printemps, fertilisait le sol par ses inondations. Mais les rigueurs du climat tuaient les cultures, l'air défaisait l'œuvre de l'eau.

Le développement de l'agriculture au XVIe et XVIIe siècles,

---

[1]) « Le boyard russe du Xe siècle est à la fois un marchand et un guerrier. » Klioutchevsky, *La douma des boyards.* — Il cessa bientôt d'être un guerrier.

[2]) Kovalevsky, *L'agriculture en Russie (en français).*

la colonisation de terres nouvelles, la répartition inégale et l'inégal rendement des surfaces de culture amènent la création d'un marché intérieur. Certaines régions ne pouvaient en effet se suffire à elles-mêmes, elles avaient besoin, pour subsister, d'avoir recours à des échanges. Voilà pourquoi, si les peaux, les cuirs, les produits de la chasse dominent dans le commerce extérieur, ce sont les produits agricoles qui sont l'objet des transactions intérieures. Le commerce des créales demeura pourtant d'importance secondaire: il n'y avait guère nulle part d'excédents de blé qu'on pût vendre. Ce furent les autres produits agricoles, — crème, lard, lin, etc., — qui marquèrent l'entrée de l'agriculture dans le commerce. Ces produits donnaient des excédents, ils correspondaient le mieux aux conditions climatériques de la Russie septentrionale. Mais la rareté de la population, le faible développement des villes, le mauvais état des voies et communications empêchaient un commerce actif de produits agricoles.

Partout où les villes s'étendent, où les communications deviennent meilleures, l'agriculture acquiert ce caractère commercial. Moscou devient un centre de consomation de premier ordre, grâce à sa situation géographique exceptionnelle. Les céréales du sud y parviennent par voie fluviale: elles y sont consommées sur place, emmagasinées pour les besoins de l'armée ou réexpédiées dans les villes septentrionales [1]).

Avec la production en vue du marché et l'extension des échanges, le régime de l'économie naturelle se dissout de plus en plus. Sa décomposition est hâtée par les nouvelles formes d'organisation gouvernementale. Les nécessités de l'armée, campée sur les terres improductives du Nord, le souci de ravitailler les fonctionnaires du tsar activèrent l'apparition d'un marché intérieur. Le gouvernement se charge lui-même d'assurer ce ravitaillement, il fixe le prix de vente, impose un maximum, réquisitionne et confisque souvent le blé d'Ukraine: ou bien, il s'adresse à des adjudicataires. Les monastères trouvèrent dans ces adjudications une source d'enrichissement.

---

[1]) Rojkoff, *L'économie rurale de la Russie de Moscou (en russe).*

Les conditions générales du marché entraînaient un déséquilibre constant des prix. Les oscillations étaient très fortes, les prix décuplaient dans les années de disette, les consommateurs urbains en souffraient le plus.

Malgré la pénurie des transports, les distances considérables, la difficulté d'atteindre Moscou, centre de la vie administrative, malgré les pots de vin exigés par les fonctionnaires et les entraves de toutes sortes apportées par le gouvernement lui-même, le capital commercial se développe. Grâce à leurs commis voyageurs et aux moyens dont ils disposent, grâce aussi aux privilèges spéciaux qu'ils obtiennent, les monastères envoient des marchandises, aussi encombrantes que les céréales et le sel, aux confins de l'empire, à Astrakhan, à Vilna. Quand ils achètent des marchandises non pour les revendre, mais pour leurs propres besoins, les monastères ne paient pas d'impôts. L'extension du rayon des échanges les favorise en dressant des obstacles presque insurmontables pour le petit commerçant.

Les routes commerciales de l'époque sont surtout celles de Novgorod à Narva et de Vologda à Arkhangel. Elles suivent les voies fluviales. Le transport d'un poud de céréales sur les radeaux de Moscou à Vologda ne revient qu'à 4 copecks, de Vologda à Arkhangel à 15. Ce voyage peu coûteux présentait cependant des inconvénients graves: il était lent et dangereux. Les marchandises devaient passer l'hiver à Vologda, attendre la fonte des glaces de la Soukhona et atteindre Arkhangel avant les chaleurs d'été qui mettent à sec les rivières. Le port d'Arkhangel lui-même, impraticable l'hiver, était peu profond, les vaisseaux étrangers ne pouvaient s'approcher de la côte et devaient repartir avant septembre, à cause des glaces [1]). Les marchandises russes, expédiées en décembre de Moscou, arrivaient ainsi en été à Arkhangel: elles ne parvenaient à leur destination définitive — Europe centrale ou occidentale — que dix à onze mois plus tard, en octobre ou novembre. La route de Novgorod à Narva et la Baltique, plus rapide, nécessitait trois mois de voyage, bien que le prix du parcours fût le même.

---

[1]) De Rodès, *Réflexions sur le commerce russe en 1653 (en russe).*

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le gros capital seul ait pu prospérer: les difficultés matérielles lui créaient un véritable monopole.

Au début, le marché ne commande pas à la production. Si le producteur y envoie ses produits, ceux-ci ne sont que l'excédent de sa propre consommation. Ce sont les petits échanges de produits agricoles qui dominent à l'intérieur du pays, ils se multiplient dans les pores de l'économie naturelle. Sur les marchés ruraux, on trouve de la viande, du sel, de la volaille, du gibier, des fruits, du blé, des légumes, du mil, du lin, des cuirs, des ardoises, des roues, des traîneaux et des pelles, — objets variés, bric-à-brac pittoresque, marchandises ordinaires des foires villageoises.

La diversité des conditions naturelles qui favorisent dans chaque région des productions spéciales provoqua la production en vue du marché. Ainsi, les paysans du monastère Solovetzky [1]) se rendent à Arkhangel, avec du sel et des poissons fumés, du lard, de la graisse et des peaux: ils les vendent et achètent avec cet argent du pain et des vêtements.

L'élargissement des frontières de l'Etat et sa croissance économique ouvrirent un nouveau champ d'action au capital commercial. Les régions du Sud colonisées fournissaient du blé pour la consommation du Nord. Vers la moitié du XVIIe siècle, les acheteurs de blé descendent jusqu'à Riazane, Tamboff et Voronège. Le développement de l'agriculture y amène l'apparition du commerce [2]).

L'accroissement et la variété des besoins, dus au développement des forces productives et à la division du travail, nécessitèrent l'usage de la monnaie chez la population productrice

---

[1]) Le monastère Solovetzky se trouvait à l'extrémité septentrionale de la Russie, sur les îles du même nom, dans la mer Blanche. Il eut maintes fois à protéger l'Etat russe contre les agressions des Suédois et, à cet effet, il devait entretenir un personnel militaire à ses frais. Les princes de Moscou lui témoignèrent leur reconnaissance par des privilèges, des donations et des legs multiples. — Tchitchérine, *Etudes sur l'histoire du droit russe*, p. 179-181 *(en russe).*

[2]) Kostomaroff, *Esquisse du commerce de l'Etat de Moscou au XVIe et au XVIIe siècles (en russe).*

et imposable. La circulation monétaire va battre en brèche et renverser les murailles de Chine de l'isolement économique.

Le capital commercial, né de l'agriculture, va réagir à son tour sur elle: il se soumet les forces productives du pays. Dès le XVI[e] siècle, dans les districts centraux de Moscou, sur les bords de la Kama, dans les steppes du Sud-Est, apparaissent des oasis de culture intensive, tantôt avec l'assolement triennal, tantôt à cultures alternées [1]). Le progrès des échanges par l'intermédiaire des marchands fait de Moscou et des districts environnants un îlot dont la structure économique est en avance sur celle du pays. Là, l'obrok en argent remplace la corvée. Si jadis l'agriculture souffrait « de l'absence de débouchés sous toutes ses formes » [2]), désormais on voit le commerce et l'industrie encourager l'agriculture. Les terres sont travaillées plus rationnellement en vue d'un rendement meilleur. Plusieurs d'entre elles portent déjà un caractère marqué d'entreprise agricole, comme le célèbre propriété des Morozoff, connue même à l'étranger par sa vodka. L'ère de l'économie nationale va s'ouvrir.

Au XVI[e] et au XVII[e] siècles, les marchands prennent conscience de leurs intérêts et de leur puissance en tant que classe distincte. Ils s'organisent à la fois contre le producteur et contre le consommateur, forment des associations, des syndicats et des cartels véritables [3]), ils achètent en gros les céréales du Sud pour imposer leur monopole, ils élèvent artificiellement les prix, ils se livrent à la spéculation.

Devant l'activité des marchands, deux tendances opposées se font jour dans la politique agraire du gouvernement. D'une part, la nécessité d'écouler sur le marché extérieur le surplus des récoltes que le marché intérieur ne peut absorber [4]) le pousse à encourager des exportations où il ne manquera pas de

---

[1]) Rojkoff, *L'économie rurale de la Russie de Moscou (en russe).*
[2]) Tourtchinovitch, *Histoire de l'économie rurale en Russie jusqu'en 1850*, p. 34 *(en russe).*
[3]) Kostomaroff, *Esquisse du commerce de l'Etat de Moscou au XVIe et au XVII siècles (en russe).*
[4]) La vente, sur un marché libre où règne la loi de l'offre et de la demande, se règle d'après la capacité des acheteurs. Les paysans russes, producteurs de blé, n'ayant pas l'argent nécessaire pour racheter leur pain aux marchands, ceux-ci l'envoyaient à Hambourg ou à Amsterdam, où ils en recevaient un bon prix.

trouver des avantages fiscaux. D'autre part, les récoltes déficitaires, entraînant périodiquement d'effroyables famines, ébranlaient la vie économique du pays et mettaient ses jours en danger. La crainte de catastrophes prochaines incitait l'Etat à la prudence. Durant les années de disette, il interdisait le commerce des grains et l'exportation des céréales [1]).

Cette politique motivée, selon le gouvernement, par son désir de ravitailler les populations n'obéissait en réalité qu'à des raisons d'un ordre purement égoïste et fiscal. En prohibant le commerce extérieur des particuliers, le gouvernement le monopolisait à son profit; il en tirait des bénéfices considérables pour le fisc et pour la caisse particulière du tsar [2]). Il récupérait ainsi les droits prélevés auparavant sur la sortie des céréales.

Le gouvernement établissait parfois ces droits de sortie sur la demande des marchands russes eux-mêmes, animés par le souci d'empêcher les Anglais et les Allemands d'affamer le peuple en emportant dans leurs pays le blé de la Russie. Ces bons marchands ne se faisaient pas faute, quant à eux, d'affamer le peuple russe, mais ils ne permettaient point, par scrupule patriotique, que d'autres l'affamassent. Ignares encore dans la science de conquérir les marchés étrangers, mal armés pour cette lutte, les premiers représentants du capital commercial cherchent dans le protectionnisme un salut contre les

---

[1]) On peut retrouver dans l'histoire de l'Europe occidentale les mêmes mesures, les mêmes essais de protectionnisme de la part des classes dirigeantes. Les rois, le pape, les ducs prohibent l'exportation du blé et le monopolisent à leur profit. La bourgeoisie de Lübeck, de Brême, de Rostock interdit d'exporter le blé par crainte de la famine: mais, sans crainte de la famine, elle l'exporte elle-même. Les rois très chrétiens qui prennent part aux Croisades envoient aux « ennemis du Christ » des céréales et réalisent, grâce à leur monopole, des bénéfices de 100 %. — Koulischer, *L'évolution du revenu du capital*, p. 285-303 *(en russe)*.

[2]) De Rodes parle des bénéfices immenses réalisés par le tsar dans le commerce des grains. « En ce qui concerne le commerce des céréales de la Russie, il est tout entier dans les mains de Sa Majesté, et aucune personne privée n'a le droit de se livrer au commerce du blé. » Le tsar gagne surtout de l'argent pendant les années de famine. Il achète l'orge 50 copecks et le revend 2 thalers ½ à l'étranger. Cette opération lui procure 1 million de thalers de bénéfices. Bon an mal an, le commerce des grains lui fournit 600.000 thalers.

entreprises du capital étranger, autrement instruit, actif et redoutable, et qui tentait déjà de s'asservir la Russie [1]). Les marchands russes désirent se réserver l'exploitation du marché intérieur qu'ils connaissent. Pour s'en assurer le monopole exclusif, ils demandent à l'Etat d'éloigner leurs concurrents. En 1646, les marchands des diverses villes de Russie adressent une supplique au tsar Alexis Michailovitch: ils s'y plaignent amèrement de la pénétration des capitaux étrangers. Les étrangers « achètent eux-mêmes dans l'Empire de Moscou les marchandises russes que nous, tes esclaves et tes orphelins, échangions contre leurs marchandises; par une entente préalable ils se les font acheter dans les villes et les districts, asservissant en débiteurs beaucoup de Russes pauvres et endettés; ils achètent les marchandises que les Russes leur apportent, et ils les transportent dans leurs pays sans payer la taxe [2]) ».

L'exploitation de la population avait donc lieu soit à l'aide du capital commercial favorisé par l'Etat, soit directement par l'Etat. Noblesse rurale, marchands, fonctionnaires des villes, monastères et princes, tels sont les premiers représentants du capital [3]).

Le rôle du prince commerçant mérite une mention spéciale. Le droit privé n'était pas alors strictement distinct du droit public, leurs limites restaient vagues. Ce qui appartenait au prince appartenait à l'Etat qu'il personnifiait. Le fondement de sa puissance politique reposait sur sa puissance financière, et la prospérité de l'Etat dépendait de celle du prince. Aussi les tsars de Moscou s'efforcèrent-ils d'arrondir leurs domaines pour devenir de gros propriétaires fonciers: ils ambitionnèrent ensuite d'être les premiers marchands de l'Empire. Ils travail-

---

[1]) Les Anglais, comme nous l'apprend la correspondance diplomatique du XVIe et du XVIIe siècles, mettaient tout en jeu pour éliminer la concurrence des Hollandais et des Espagnols dans leur trafic avec la Moscovie: ils demandaient du bois et du lin russes pour les mâts et les voiles de leurs navires. Kovalevsky, op. cit.

[2]) Korsak, *Des formes de l'Industrie*, p. 122 *(en russe)*.

[3]) Karnovitch, *Les fortunes remarquables des personnes privées en Russie*. St-Pét. 1874 *(en russe)*. Les grosses fortunes privées n'apparaissent véritablement en Russie que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Elles ont surtout pour origine les concessions, les immunités et les fournitures d'Etat.

laient ainsi pour l'Etat. L'histoire financière des grands princes de Moscou et des premiers Romanoff se ramène aux transactions habituelles d'une maison de commerce qui a particulièrement réussi. Ils sont des trafiquants de grande envergure qui opèrent sous la raison sociale: Russie. L'extension graduelle de leur pouvoir est un livre de comptes où nous lisons la main mise sur les terres noires paysannes, l'expropriation de la population rurale, l'accumulation des rentes foncières, la circulation d'un capital qui se reproduit et donne un profit commercial. [1])

Chapitre IV

LE SERVAGE ET LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE À L'ÉPOQUE DE PIERRE LE GRAND ET DE SES SUCCESSEURS

Pierre de Grand. — La capitation et la résidence fixe. — Le seigneur, agent du fisc. — La vente aux fabriques. — La situation des serfs.

Le fondement de la propriété. — La nouvelle noblesse de service. — Le majorat. — La structure de la société sous Pierre le Grand.

La libération de la noblesse sous Pierre III. — Catherine II et la Commission pour la confection d'un nouveau Code. Ses mesures contre les serfs. — Pougatchov (1773). — Condition économique et juridique des serfs à la fin du XVIIIe siècle.

---

[1]) Il est intéressant de rappeler comment Gœthe explique l'origine de la propriété:

Le maître d'école: — Dis-moi, d'où vient la fortune de ton père?
L'élève: — De mon grand'père.
Le maître: — Et celle de ton grand'père?
L'élève: — De mon bisaïeul.
Le maître: — Et ton bisaïeul, d'où l'a-t-il eue?
L'élève: — Il l'a volée.

Les troubles qui suivirent la mort de Féodor Alexeévitch (1682) et la sédition des Streltsy avaient permis à un grand nombre de serfs de se faire octroyer par les boyards des lettres de liberté; elles furent déclarées nulles par la tsarevna Sophie en 1683. Mais à sa cour était né un parti favorable aux serfs, avec, à sa tête Vassily Galitsyne et Chaklovity. Menacés dans leurs privilèges, les boyards se rangèrent autour de Pierre quand, par le coup d'Etat de 1689, il prit le pouvoir.

Pierre, âgé seulement de dix-sept ans, subit au début l'influence des boyards. Les paysans s'étant joints aux Streltsy quand ces janissaires russes se soulevèrent en 1698, les boyards, après l'extermination des rebelles par les soldats étrangers du tsar, sévirent contre les paysans. Pierre le Grand, accouru de Vienne, trouva qu'ils avaient été trop doux. Il poursuivit les paysans jusque chez les Cosaques qui leur avaient prêté asile, exigeant de ces derniers qu'ils lui livrassent les fugitifs; sur leur refus, il leur fit la guerre. Les Cosaques du Don égorgèrent le prince Georges Dolgorouky, battirent les Russes sur la Liskovata, menacèrent Azof. Défaits par Vassily Dolgorouky, un grand nombre d'entre eux furent pendus et jetés à l'eau pour que leurs cadavres « imprimassent à tous les Dontsy une terreur plus efficace ». Le souvenir de ces massacres subsista longtemps chez les populations vaincues; aussi, quand Charles XII envahit l'Ukraine, les Cosaques petits russiens, sous la conduite de Mazeppa, se joignirent-ils au prince suédois. Après la bataille de Poltava (1709), c'en fut fait de l'indépendance de l'Ukraine: les Cosaques captifs périrent dans les supplices [1]) et leur pays fut dévasté.

Cependant Pierre prenait contre les paysans des mesures d'une implacable rigueur. Le recensement qu'il ordonna, connu sous le nom de *première révision*, réduisit les subdivisions des classes inférieures de la société à deux catégories: les paysans de l'Etat et les serfs. Il donna les résultats suivants:

---

[1]) « Le czar, après le repas, fit rendre les épées à tous les officiers généraux, et les traita comme un prince qui voulait donner à ses sujets des leçons de générosité et de la politesse qu'il connaissait. Mais ce même prince, qui traita si bien les généraux suédois, fit rouer tous les cosaques qui tombèrent dans ses mains. » Voltaire, *Histoire de Charles XII*, p. 172, édition de 1819.

Serfs	4.364.653	78%
Paysans de l'Etat	1.036.389	19%
Paysans des faubourgs . . .	169.426	3%
	5.570.468	

Ainsi 78% de la population paysanne étaient soumis à l'arbitraire du seigneur. La masse rurale qui comprenait encore avant son règne les *odnodvortsy,* paysans libres, les *polovniki,* qui travaillaient la terre des nobles à charge de livrer la moitié des produits et qui avaient conservé la liberté personnelle, enfin les paysans de la couronne, des monastères et des propriétaires, tous attachés à la glèbe, vit, avec les ukases de Pierre le Grand, toutes ces situations confondues. Les *kholopy* sont dorénavant inscrits sur les mêmes registres que les moujiks et les *dvorovyé.* L'ancien *kholop* du *gospodine* se confond avec le *krestianine* du *pomiechtchik.* Le paysan devient *kholop chez son pomiechtchik.*

Les cultivateurs furent soumis uniformément à la capitation et à la résidence fixe, ce qui équivalait au servage. L'impôt sur les âmes se substitue à l'irrégularité de l'ancien impôt collectif sur les feux: le *dvor,* l'enclos paysan, est remplacé, comme unité fiscale, par l'âme.

Il fallait entretenir le soldat, et le paysan fut chargé de cet entretien. On vit la noblesse et l'Etat se partager le moujik: l'Etat cède ses droits sur la personne aussi bien que sur le travail personnel du serf. Il demande, en revanche, l'impôt au seigneur. Il fait du *barine* son agent de police et son agent du fisc, il le charge de veiller dans les campagnes aux recrutement des soldats et à la rentrée des taxes, il l'investit de l'administration et de la tutelle des paysans. Le servage est une rente qui nourrit la noblesse et l'Etat. Il y eut pourtant, malgré la rigueur du système, 848.000 roubles de déficit en 1724, ce qui représente 18% du total de l'impôt. Sur 8.654.726 roubles de revenus, la capitation en donna 4.614.636.

Cette innovation financière fit cruellement souffrir la classe rurale. Le paysan pauvre, père d'une nombreuse famille, était obligé de payer plus que le paysan aisé qui n'avait qu'un fils. Jadis, sous le système de l'impôt collectif, les paysans des fau-

bourgs *possadskié* et des terres de la couronne étaient plus chargés que les paysans privés. Avec l'impôt personnel, que les paysans des particuliers durent acquitter en même temps que les paysans des terres ecclésiastiques et ceux des terres de la couronne, la situation se retourna. Les paysans des propriétaires avaient déjà à acquitter l'obrok qui, à l'époque s'élevait à 8 roubles au minimum pour un *dvor*. Possochkoff, un écrivain du temps, écrit: « Les seigneurs chargent leurs sujets d'impôts incroyables, il y en a qui sont vraiment trop cruels et qui, pendant les saisons des travaux agricoles, ne leur laissent pas seulement un jour pendant lequel ils pourraient travailler pour le compte de leur ménage. Ayant ramassé l'obrok, les redevances et les vivres, ils ne s'en contentent pas, mais réclament encore, et si quelque paysan par son travail parvient à être un peu moins misérable que les autres, on se dépêche d'augmenter ses redevances. De cette façon, jamais le paysan ne peut arriver à joindre les deux bouts, car on le prive souvent de sa dernière chèvre. A cause de cette misère, il abandonne la terre. Pourtant il ne faut pas qu'on le réduise à la misère, car la richesse du paysan est la richesse de l'Etat. » [1])

Toute une série d'ukases aggravent la situation lamentable des paysans. En 1721, Pierre le Grand permit de les vendre sans terre, à l'égal de toute autre marchandise, aux patrons de fabriques dont il favorisait la fondation. « Si l'on ne peut supprimer la vente des paysans », disait-il, « il faut du moins les vendre par familles sans séparer les maris et les femmes, les parents et les enfants, et non pas comme des têtes de bétail, chose qui ne se fait pas dans le monde entier ». Elle se fit cependant en Russie. Des milliers d'ouvriers vendus aux usines furent condamnés à des travaux aussi pénibles que le labeur des forçats en Sibérie. Anna Ivanovna (1730-1740) légalisa ces ventes d'esclaves en percevant sur elles des droits.

En 1722, Pierre le Grand soumet au servage les paysans libres qui se trouvaient encore dans les districts des villes de Novgorod et d'Arkhangel, et décide que tout homme libre en

---

[1]) Possochkoff, « *Sur la richesse et la pauvreté* ». 1724 *(en russe)*.

service chez un autre, même à titre de commis chez un marchand, serait serf héréditaire. En 1724, tout serf qui quittait son village devait être muni d'un passeport. Pendant son règne et celui de ses premiers successeurs, les soldats firent périodiquement des razzias dans tout l'Empire pour traquer les serfs fugitifs et les ramener chez leurs seigneurs. Les paysans étaient soumis à un système de recrutement qui fut une source de tyrannie. Courbés sous l'exploitation de l'Etat et du seigneur, livrés à la violence et à la cruauté de leurs maîtres, soumis aux châtiments corporels, aux verges, aux chaînes, au pilori, à la privation de nourriture, à toutes les humiliations, à toutes les misères, ne trouvant pas de protection dans le mir impuissant devant le seigneur, obligés de subir dans la personne de leurs fiancées les hontes du *jus primae noctis* que s'arrogeait le maître, les paysans furent ravalés au rang des bêtes. La responsabilité du propriétaire devant l'Etat en ce qui concernait la levée des impôts l'incitait à exploiter le plus possible sa malheureuse victime, pour augmenter son propre revenu. Aussi réduisait-il au minimum la terre cultivée par le moujik, quand il ne l'expropriait pas. C'est à cette époque que se dessine le véritable type du pomiechtchik. Débauché, amoureux du luxe et du plaisir, assuré contre l'incertitude du lendemain par le travail des serfs, il s'arme d'un pouvoir absolu, il considère sa propriété comme son royaume, les paysans comme ses sujets.

Le XVII[e] siècle apporte un fondement nouveau au droit de propriété. De même que le paysan était attaché au propriétaire, Pierre le Grand attacha le propriétaire à l'Etat. Il résolut de créer une noblesse rurale héréditaire et une propriété privée foncière, — que ses prédécesseurs avaient eu tant de peine à détruire. Pour créer cette noblesse et cette propriété foncière individuelle, sur laquelle s'appuierait l'autocratie, Pierre concéda définitivement aux officiers et employés d'Etat les terres qu'ils ne possédaient alors qu'en échange de services rendus pendant leur vie; de révocables et viagères il les fit héréditaires, mais avec l'obligation pour chacun de ces nobles de servir l'Etat pendant toute sa vie à partir de sa vingt et unième année. Ainsi s'effaça la distinction entre les deux espèces de terres nobles, les *pomiestia* ou fiefs, les *votchiny* ou alleux, et

avec elle la différence entre la noblesse héréditaire et la noblesse de service. Tout noble devait servir et fournir, en cas de guerre, une certaine quantité d'hommes armés avec chevaux et provisions. Pierre le Grand inaugura une politique qui tendait à augmenter la dépendance des serfs vis-à-vis de la noblesse, à fortifier le pouvoir des seigneurs, à rendre plus absolu leur droit de propriété. Jusqu'à son règne, toutes les classes de la société avaient eu, en fait, le droit de posséder des serfs. Désormais, la propriété de la terre devait être le seul titre qui donnât ce droit.

La délimitation rigoureuse des classes créa entre elles un abîme infranchissable. Le tsar hiérarchisa la société russe, distribuant les serviteurs de l'Etat entre les quatorze degrés du *tchin*. Les vices bureaucratiques, l'ignorance et la corruption s'y épanouirent, et cette noblesse se donna pour mot d'ordre: « Vis de ta charge et rassasie-toi! »

Mais elle avait une faim insatiable que rien ne calmait et l'institution du majorat, empruntée par Pierre aux lois allemandes, ne fit que l'accroître: la terre noble devait appartenir exclusivement à l'aîné ou à celui des fils que le père de famille aurait désigné. Ainsi, dans l'esprit du monarque, les familles nobles ne pourraient plus déchoir en s'appauvrissant par des partages répétés et les paysans seraient moins misérables sous la domination d'un seul héritier riche que sous celle de plusieurs cohéritiers dans la gêne; les cadets, n'ayant plus à compter sur la terre paternelle, devraient se tourner vers l'industrie ou le service d'Etat, de sorte que le gouvernement y trouverait son profit. Le majorat, antipathique à la noblesse, retomba de tout son poids sur les paysans: ils furent encore plus exploités par les pères de famille qui voulaient donner leur part aux cadets [1]). On trouva d'ailleurs un moyen de tourner la loi: le bétail, à défaut de la terre, passait aux puînés. Anna Ivanovona abolit le majorat.

Pierre le Grand, en créant un ordre social dans lequel tout était consolidé, avait voulu attacher chaque classe selon son

[1]) Keussler, *Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Grundbesitzes.* 1876.

rôle et selon ses obligations. Les paysans n'avaient pas le droit de quitter la terre à laquelle ils étaient fixés; les commerçants étaient liés aux villes et aux faubourgs, les officiers et la noblesse de service appartenaient à l'Etat. La noblesse qui tirait ses revenus de l'exploitation des serfs eut soin de ne pas se commettre avec les *kouptsy* (marchands), les *tchinovniki* et les autres *soslovia* (classes) de la société. Le nivellement officiel des *kholopy* et des serfs à la base et l'élévation considérable de l'autorité du seigneur font de cette société une pyramide où la noblesse foncière se trouve au sommet et dont les dernières assises, formées par les masses rurales asservies, « s'affaissent et s'enfoncent dans la terre, parce que le poids qu'elles ont à supporter est beaucoup trop lourd ». [1])

Sous les successeurs de Pierre le Grand, les paysans perdirent peu à peu ce qui leur restait de droits.

Catherine Ire (1725-1727) interdit aux serfs d'acheter des terres, de faire des contrats, d'entreprendre le commerce et l'industrie sans le consentement exprès de leurs seigneurs. Elle mit au rang des serfs les ecclésiastiques des villages seigneuriaux dont la fuite devait être punie. Elisabeth Pétrovna (1741-1762) donna aux seigneurs le droit de faire déporter leurs serfs désobéissants en Sibérie. L'ukase du 14 mars 1746 défend aux marchands d'acheter des serfs, réservant ce droit à la seule noblesse foncière. L'ukase du 13 décembre 1760 donne aux propriétaires le droit de livrer aux autorités leurs serfs pour qu'ils soient envoyées en Sibérie, lorsqu'ils ont commis des « délits graves ». Dans les cas de révoltes, on recommande aux chefs militaires de ne punir ou grâcier les serfs que suivant la volonté du propriétaire. Les serfs étaient si malheureux qu'ils multipliaient les requêtes où ils suppliaient d'être pris comme soldats, afin d'échapper au servage.

Mais les seigneurs astreints au service de l'Etat s'impatientaient d'avoir à remplir leurs obligations. Pierre III, en arrivant au pouvoir, publia le 17 février 1762 un manifeste par lequel il « rendait la liberté à la noblesse ». Il ne croyait pas devoir maintenir l'ancienne loi de contrainte, car « l'amour

---

[1]) Engelmann, *Geschichte der Leibeigenschaft in Russland.* 1884.

pour le souverain et le zèle pour le service s'étaient répandus partout ». Il dispensait la noblesse du service obligatoire tout en lui laissant ses domaines. Il allait jusqu'à lui permettre d'habiter n'importe quel pays de l'Europe. « Tous les nobles peuvent abandonner leur service à n'importe quel moment de l'année.... » Les nobles russes, pénétrés de reconnaissance, parlèrent de lui élever une statue d'or. Pierre III refusa en disant que les plus beaux monuments dont puisse s'enorgueillir un prince sont ceux qu'il possède dans la mémoire de son peuple. A ces touchantes effusions entre le prince et son peuple, il ne manqua qu'un personnage: le peuple lui-même.

Les paysans, tout en se résignant au servage, n'avaient pas perdu entièrement la notion de leurs droits. Ils ne laissaient pas prescrire leur droit antique à la propriété de la terre: « Ia tvoï, no zemlia moïa ». — « Je suis à toi, mais la terre est à moi », disaient-ils. Ils acceptaient leur situation de glebae ascripti en y voyant la contre-partie du service obligatoire de la noblesse. Le tsar n'avait pas d'argent, pensaient-ils, pour payer les « hommes de service » par des appointements fixes: c'est pourquoi, au lieu d'appointements pécuniaires, il leur donnait des terres avec des paysans. Sans doute, présentement, ils appartenaient aux seigneurs, mais la terre continuait à leur appartenir. Ils étaient persuadés qu'un jour viendrait où le gouvernement trouverait quelque autre moyen de récompenser la noblesse militaire, et que ce jour-là, leur ancienne liberté et leurs anciennes terres leurs seraient rendues. [1])

Possochkoff, à l'époque de Pierre le Grand, avait écrit ces mots fameux: « Les pomiechtchiks ne sont pas les propriétaires éternels des paysans, ils ne les possèdent que temporairement ». Aussi, lorsque Pierre III dégagea la noblesse du service obligatoire dû à l'Etat, les paysans s'attendirent au corollaire logique de cette mesure, à la suppression du servage et des redevances au seigneur qui perdaient leur raison d'être. Ils demandèrent que le tsar dépossédât les nobles de ces terres concédées primi-

---

[1]) Milioukoff, *Essais sur l'histoire de la civilisation russe (trad. française).* Paris, 1901.

tivement en échange de services, et les rendît aux communes auxquelles on les avait prises autrefois.

Mais ils étaient devenus depuis longtemps les esclaves de leurs seigneurs, leur propriété privée, leur chose. Ils n'étaient plus, comme ils le pensaient encore, leurs serviteurs temporaires et la propriété de l'Etat. Leur obligation de servir le seigneur n'était plus corrélative de l'obligation pour le seigneur de servir le tsar.

Cependant, ils crurent que l'ordre de libération avait été signé par Pierre III, mais qu'il avait été dérobé par les « hommes de service », ennemis du prince et d'eux-mêmes. Cette croyance devint bientôt générale. Des désordres éclatèrent dans le gouvernement de Tver. Par le manifeste du 19 juin 1762, Pierre III démentait « les bruits mensongers que faisaient courir des gens mal intentionnés »; il déclarait « vouloir maintenir les pomiechtchiks dans leur propriétés et dans leurs droits, et les paysans dans l'obéissance. »

Après la mort de Pierre III, Catherine II, qui devait la couronne à une fraction de l'aristocratie, se hâta, par l'ukase du 3 juillet 1762, de confirmer le dernier manifeste de son époux. Elle distribua de grands domaines à ses complices et, pour gagner à elle la noblesse entière, elle rendit des édits sévères contre les paysans qu'elle fit lire dans toutes les églises. Mais les troubles, occasionnés par la rumeur d'un changement prochain dans la législation [1]), ne prenaient pas fin. On compte 18 insurrections pour les années 1762-1763, 1 insurrection en 1764-1765, 17 insurrections de 1766 à 1769. [2])

Cependant, Catherine II aimait afficher ses velléités libérales. Un de ses favoris, Jacques-Jean Sievers, avait proposé la création d'une Société d'agriculture, la protection des biens mobiliers des paysans, le contrôle de la justice criminelle des seigneurs. Seule, la Société d'agriculture fut fondée: mais on ne s'y livra qu'à des discussions académiques.

En 1763, le comte Panine conseilla à l'impératrice de prohiber le commerce des recrues et de n'autoriser la vente de serfs que

---

[1]) Efimenko, *Recherches sur la vie du peuple russe*, 1884 *(en russe)*.

[2]) Semevsky, *Les paysans sous Catherine II*. 1888 *(en russe)*.

par familles entières. Le prince Golitzyne, ambassadeur de Russie à Paris, préconisait dans ses lettres l'octroi du droit de propriété sur les objets mobiliers aux serfs.

Catherine II proposa à la Société économique, le 1er novembre 1766, d'ouvrir un concours sur le sujet suivant: « Est-il plus utile à la société que le paysan ait la propriété de la terre ou seulement celle des objets mobiliers, et jusqu'où doit-elle s'étendre? » Le mémoire récompensé se prononçait pour l'émancipation et l'abandon des terres en jouissance aux paysans; cependant l'auteur faisait montre d'une extrême prudence, voulant que l'Etat donnât d'abord l'exemple et que les dvorianes ne fussent en aucun cas obligés de le suivre contre leur gré. Le mémoire obtint le prix, mais ne fut pas publié.

De 1766 à 1768, à Moscou, puis à Saint-Pétersbourg, Catherine II réunit une assemblée pour la réforme de la législation et la confection d'un nouveau code. Elle-même, pillant les philosophes de l'Occident, avait préparé une « Instruction » où se trouvaient « des axiomes à renverser les murailles ». Ce ne furent là que des aphorismes sur l'esclavage, sans portée réelle. Au cours des débats, le baron Ungern-Sternberg demanda la répression des violences des seigneurs et certains adoucissements à la condition des paysans; mais il affirma pour eux l'obligation de l'obéissance passive. Le député noble Korobine proposa de supprimer le droit de propriété sur les serfs et de ne laisser aux seigneurs qu'un droit de surveillance. Un autre député, Protassof, fit observer qu'il ne resterait plus qu'à libérer les serfs, « mais que, si c'était l'avis de l'impératrice, il fallait du moins procéder graduellement ». Les mêmes raisons qui avaient déterminé l'établissement du servage au temps de Boris Godounoff parlaient en faveur de son maintien. La noblesse privilégiée, qui entendait que l'Etat se fît le défenseur de ses intérêts exclusifs, n'abandonnait rien de ses droits. Le projet élaboré par la Commission demeura sans suites.

Le prince Golitzyne, rappelé de Paris pour réaliser dans ses domaines ses plans de réforme, se déclara prêt à émanciper les paysans sans leur donner de terres, à la condition que le gouvernement les libérât du service militaire et accordât la liberté absolue du commerce pour les produits de l'agriculture. Un an

après (1771), Golitzyne, se joignant à la proposition de son oncle le prince Gagarine, demande qu'on accorde au paysan le droit de se racheter moyennant la somme de 250 roubles (50 roubles à l'Etat, 200 roubles au pomiechtchik, ce qui devait, selon ses calculs, lui rapporter à lui, propriétaire, 5 fois plus que l'obrok payé par les paysans et lui conserver sa terre.)

Tous ces projets n'aboutirent pas. Sievers lui-même, qui conseillait de permettre aux paysans de se racheter pour 500 roubles par tête, ne fut pas écouté.

Cependant Catherine II aggravait l'état de choses existant. En 1767, elle décrétait que le seigneur pouvait à volonté condamner un serf à travailler jusqu'à sa mort dans les mines de la Sibérie et le donner arbitrairement comme recrue; le paysan assez hardi pour porter plainte contre un seigneur devant un tribunal impérial devait être frappé du knout et envoyé en Sibérie.

Alors apparut Pougatchov.

Il répandait le bruit qu'il était le tsar Pierre III, le mari assassiné de Catherine II, mais qu'il avait réussi à échapper aux coups des sicaires de l'impératrice et qu'il venait parachever son œuvre. Les nobles l'avaient détrôné, disait-il, parce qu'il avait voulu les payer en espèces, et donner la terre et la liberté aux paysans. Le service militaire devait être rendu volontaire, comme chez les Cosaques, il n'était plus besoin de payer les « hommes de services » avec le travail et les impôts des paysans.

La révolte de Pougatchov (1773) eut pour berceau ces campagnes du Volga d'où sont parties de tout temps les insurrections paysannes. Mais il n'y avait pas alors, dans toute la Russie, un paysan qui n'eût aimé suivre Pougatchov et mourir pour ses idées. Il n'y avait pas un serf dans les campagnes, pas un ouvrier de fabrique dans les villes, pas un soldat déserteur sur les routes, pas un fugitif qui ne comprît que le « brigand » Pougatchov était *leur* brigand. Avec trois cents hommes seulement, il vient assiéger la petite forteresse de Iaïsk. Les troupes qu'on envoie contre lui passent de son côté en livrant leurs chefs. Dans les villages qu'il traverse, il fait pendre les seigneurs. Pendant un an, il bat tous les généraux envoyés contre lui, remplissant d'effroi Orenbourg et Kazan. Les Co-

saques du Don, les Zaporogues du Dniéper, tout frémissants du joug de l'autorité, accourent sous ses drapeaux. Sur son passage, les paysans soulevés exterminent leurs maîtres. Moscou, avec ses cent mille serfs, s'agite sourdement. Les cortèges des propriétaires ruinés, accourus des provinces orientales, y sèment, au spectacle de leur frayeur, la panique. Déjà les raskolniki, réfugiés au sein des forêts, saluent la chute de la « troisième Rome », souillée du sang des martyrs.... Enfin Bibikoff, envoyé par Catherine, bat Pougatchov. Traqué sur le bas Volga, Pougatchov remonte le fleuve, entre dans Kazan qu'il pille, et, quoique battu, rencontre partout l'accueil enthousiaste des populations, pend partout les nobles [1]), installe partout de nouvelles municipalités. Les paysans, devant son audace, ne veulent pas croire à sa défaite: ils l'attendent sur la route de Moscou. Là, de faux Pougatchov, nés du désir de sa venue, mènent les serfs à l'attaque des châteaux et des propriétaires fonciers. Moscou allait se soulever quand Pougatchov, fait prisonnier, fut conduit au supplice. La guerre servile fut étouffée dans le sang.

Après cette défaite, les Cosaques et les paysans furent définitivement réduits à l'impuissance. La république zaparogue fut anéantie par Catherine II en 1775, la terre des Cosaques incorporée à l'Empire. L'impératrice établit le servage dans la Petite Russie où il n'avait pas encore d'existence légale [2]). Le paysan est attaché à la glèbe: il devra rester sur le domaine où le recensement de 1782 indique qu'il se trouvait; des lois sont édictées contre les paysans fugitifs.

Catherine II permit aux nobles des anciennes provinces polo-

---

[1]) D'après les données officielles de l'époque, 1.572 nobles périrent durant la *Pougatchovchtchina*.

[2]) En Petite Russie, la propriété seigneuriale était de date plus récente qu'en Grande Russie. L'appropriation individuelle du sol n'y apparut qu'assez tard. La propriété collective, soit sous la forme de copropriété familiale, soit sous celle de copropriété de village se maintient jusqu'au XVIe siècle, surtout sur la rive droite du Dnieper: on en trouve encore des traces au XVIIIe siècle. La transformation de cette propriété communale en propriété privée, sous l'influence des membres riches des communautés qui accaparent les terres et contre lesquels s'élèvent les réclamations des pauvres, a été décrite par Loutschisky dans ses *Etudes sur la propriété communale en Ukraine (en russe)*.

naises et lithuaniennes, annexés en 1772, de vendre leurs paysans sans la terre; elle établit des marchés d'esclaves, et cette amie de Voltaire et des grands encyclopédistes français généralisa la vente des paysans aux marchands des villes et aux patrons des fabriques. Elle distribua à profusion les paysans de la couronne, transformés ainsi en serfs de propriétaires. Catherine II donna 800.000 paysans à ses favoris, 23.000 par an en moyenne. Son fils Paul se montra encore plus généreux, il distribuait environ 120.000 paysans chaque année, ce qui fit un total de 530.000. Il introduisit en 1796 le servage en Crimée et au Caucase; il n'y eut alors de paysans libres qu'en Sibérie. En 1797, il prescrivit que les paysans ne devaient pas travailler plus de trois jours sur les terres du seigneur et que les corvées ne pourraient être exigées le dimanche. Mais cette disposition resta lettre morte. Pendant près d'un demi siècle la condition du paysan russe ne se modifiera plus.

Dans sa correspondance avec Diderot, Catherine II avait écrit: « Les propriétaires sont libres de faire dans leurs patrimoines tout ce que bon leur semble, excepté la peine de mort qui leur est défendue ». Et, en effet, jamais la situation des serfs ne fut plus désespérée. Le procès de Daria Saltykof (1768), convaincue d'avoir knouté à mort et fait périr au milieu des plus atroces tourments soixante-quinze de ses serviteurs ou servantes, et dont le procès, soulevé 21 fois devant les tribunaux, fut 21 fois étouffé grâce à ses relations et à ses pots de vin, montra à quel degré de dégénérescence morale était tombée la noblesse: car l'empire d'un homme sur un autre ne peut amener chez tous deux que laideur et dégradation. [1])

Le maître avait le droit de châtier à sa guise les serfs [2]), de

[1]) Fonvizine, dans sa célèbre comédie: *Le brigadier*, écrite en 1768, fait dire à l'un de ses personnages: « Imaginez un Etat où les hommes sont la propriété des hommes, où l'homme d'une classe a le droit d'être demandeur et juge en face de l'homme d'une autre classe, où chacun par conséquent peut être ou bien tyran ou bien victime ». Fonvizine conclut à la nécessité de mettre fin à l'ignorance générale, grâce à laquelle subsiste le servage.

[2]) Selon l'expression de Kotochikhine, « le tsar seul était demandeur pour les morts », c'est-à-dire que, dans le silence de la loi, le tsar seul pouvait poursuivre les maîtres trop cruels qui avaient fait périr leurs serfs.

les vendre à l'Etat comme recrues, de les déporter. Un ukase de Catherine II permet aux pomiechtchiks d'envoyer aux travaux forcés les paysans coupables « d'insolences », sans perdre sur eux leur droit de propriété. Dans la seule année de 1771, 6.000 paysans furent ainsi envoyés en Sibérie, et 4.000 se trouvaient en route [1]). On en compta plus de 20.000 des deux sexes jusqu'en 1772, pour les provinces de Tobolsk et d'Enisseisk. D'après le témoignage du gouverneur Tchitchérine, « un quart seulement arrivait à destination », et encore étaient-ils tous malades.

Les paysans étaient soumis à des corvées et à des redevances. On calculait les corvées par unité de travail, par *tyaglo,* comprenant le travail d'un homme, d'une femme et d'un cheval. Le lot des paysans astreints à la corvée mesurait en moyenne sous Catherine II 8 déciatines par âme en dehors du tchernoziom et 7 déciatines dans la région du tchernoziom. Les paysans soumis aux redevances en argent payaient un *obrok* déterminé à l'avance: ils recevaient en moyenne des lots de 13 à 14 déciatines. La mauvaise qualité du sol en certains endroits de la Russie et les absences fréquentes des pomiechtchiks les poussaient à abandonner aux paysans la culture de leurs terres contre le paiement d'une redevance fixe.

Les ventes des serfs se multipliaient à la fin du XVIIIe siècle. Les maîtres faisaient apprendre des métiers à de jeunes domestiques, afin d'en tirer plus d'argent. Des seigneurs ruinés vendaient aux enchères leurs cuisiniers, leurs cochers, leurs laquais, leurs gardes chasse et leurs musiciens. Un voyageur anglais, Mackenzie Wallace raconte qu'on pouvait lire dans la *Gazette de Moscou* en 1801: « A vendre trois cochers bien dressés et d'une belle corpulence, et deux filles, l'une de 18 et l'autre de 15 ans, toutes deux de bonne apparence et habiles à divers travaux manuels. Dans la même maison, il y a à vendre deux coiffeurs: l'un, âgé de 21 ans, sait lire, écrire, jouer d'un instrument de musique et peut faire office de piqueur; l'autre

---

[1]) Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron. 1895. Article: *Les Paysans (en russe).*

peut apprêter les chevaux des dames et des gentilshommes. dans la même maison, on vend des pianos et des orgues [1]) ».

Les prix des serfs qui étaient de 30 roubles par personne au début du règne de Catherine II sont montés à 70—100 roubles en 1780, à 100, 200 et parfois 300 roubles en 1790. Les prix donnés pour les paysans vendus comme recrues étaient plus élevés: ils étaient fixés à 100 roubles en 1760, à 360 roubles en 1780, à 400 roubles en 1790, mais ils atteignaient jusqu'à 700 roubles en réalité.

C'est dans cette atmosphère qu'a grandi l'Etat national, ayant pour fin le commerce et la guerre à l'extérieur, et comme moyen l'oppression des paysans à l'intérieur. La Révolution française de 1789 ne fit qu'effrayer davantage Catherine II et la noblesse. La crainte des jacobins de Paris déchaîna en Russie une réaction sévère. Toutes les idées libérales furent impitoyablement poursuivies. Radichtchef, l'auteur du « Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou » où il proposait quelques réformes urgentes, l'émancipation des paysans, l'abolition des privilèges de la noblesse, la liberté de la presse et la liberté de conscience, fut banni en Sibérie. Novicof, l'ardent et laborieux Novicof qui s'efforçait de faire pénétrer la culture nouvelle dans les masses silencieuses de la petite bourgeoisie et du peuple, fut arrêté et enfermé à Schlüsselbourg, ses librairies et ses typographies fermées, toutes ses entreprises ruinées. Catherine II trouvait d'ailleurs maintenant (1790) que le projet de Radichtchef concernant l'émancipation des serfs était « un appel à l'insurrection contre les propriétaires fonciers » et « qu'il n'est, dans tout l'univers, un sort meilleur que celui de nos paysans chez un bon pomiechtchik. »

L'éclat extérieur de la période de Pierre le Grand et de Catherine II n'arrive pas à nous masquer les souffrances de la population rurale, sa famine chronique, ses épidémies, son affreux dénuement. C'est sur ces maux innombrables qu'ont été bâties la prospérité et la gloire de la Russie impériale.

---

[1]) Mackenzie Wallace, *La Russie*, 1879 *(traduction française)*, Bellenger, Paris, 1884.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE COMMERCIALE ET L'AGRICULTURE AU XVIII[e] SIÈCLE

Le développement de la vie urbaine à l'époque de Pierre le Grand. — Son influence sur la vie rurale. — La hausse du prix des céréales. — Les conflits entre l'agriculture et le commerce. — La politique commerciale du Gouvernement. — Réglementation du commerce extérieur et intérieur. — Protectionnisme et libre échange.

L'époque de Pierre le Grand est une de celles où la croissance politique de l'Etat précède son développement économique [1]). L'ancien capital commercial qui s'accommodait d'une technique rudimentaire et touchait néanmoins de gros profits essaie de se tourner vers la production, de se changer en capital productif. Les manufactures de Pierre le Grand marquent ces premières tentatives. Le développement de l'industrie nationale dont il parle n'était dans sa bouche, comme cinquante ans auparavant dans un autre pays et chez un autre grand homme d'Etat, Colbert, que l'expression d'un mercantilisme affiné et supérieur: mais il répondait à des nécessités profondes et à la marche générale de l'évolution économique. Pierre et ses successeurs ne sont plus des marchands, s'ils sont encore des propriétaires fonciers. L'Etat, de commerçant, se fait entrepreneur; il favorise l'apparition d'une classe d'industriels privés, souche de la future bourgeoisie; il devient lui-même l'agent de la transformation économique.

On ne trouve pas de grandes manufactures avant Pierre le Grand. Après lui, la Russie possède 233 fabriques d'Etat ou privées. Leur chiffre atteint 3.161 à la fin du XVIII[e] siècle. La population urbaine qui comprenait 292.000 habitants à

[1]) Milioukoff, *Essais sur l'histoire de la civilisation russe (trad. française).* Paris, 1901.

l'avènement de Pierre le Grand en compte 802.000 à sa mort.

Les propriétaires fonciers, contraints par le service d'Etat à l'existence dans les villes, se tournent vers l'industrie, en qualité de patrons, pour autant que le leur permettent les nécessités du service. Les populations laborieuses du Nord qui, sous le régime de l'économie naturelle, vivaient péniblement de la culture difficile de leurs terres, ne peuvent plus, devant les nouvelles conditions économiques, subvenir à leurs besoins. Les cultivateurs abandonnent les champs et se tournent aussi vers l'industrie, — mais en qualité d'ouvriers [1]).

La division du travail qui s'opère entre le Nord et le Sud est hâtée par les impôts dont Pierre le Grand accable les paysans. Pour payer les taxes et les redevances de toutes sortes, ces derniers sont obligés de rechercher des gains dans des travaux d'artisan faits à côté *(koustari)*. Ainsi prend son origine toute une petite industrie à domicile dont l'importance ne fera que croître. Devant la triste situation des ouvriers de fabrique, l'anarchie des prix, l'exode rural, les pénibles conditions de travail des *koustari,* les contemporains, troublés par les angoisses et les douleurs de cet enfantement d'une ère nouvelle, évoquent avec émotion l'idylle de l'économie naturelle et la pleurent comme un paradis à jamais perdu. Le prince Tcherbatof, comme un autre Hésiode, regrette les temps enfuis, lance ses imprécations contre les villes, les événements funestes qui détruisent les traditions antiques sur lesquelles, pendant si longtemps, avait reposé la sécurité de l'Etat.

Si l'économie monétaire, les villes, l'industrie ont semblé d'abord devoir porter un coup à l'agriculture, leur développement a contribué à la création d'un marché intérieur pour lequel les campagnes vont désormais produire. Ce marché exercera une influence progressive sur le travail de la terre. L'assolement triennal (blé d'hiver, blé de printemps, jachère), forme supérieure par rapport à l'ancien système de culture, était ap-

---

[1]) Ils représentent 1/5, parfois 1/3 de la population mâle de ces provinces. Klioutschevsky, *L'impôt personnel et l'abolition du Servage.* 1886.

Tougane Baranovsky, *La fabrique russe dans le passé et dans le présent.* St-Pét. 1898.

paru au XVIe siècle dans la région de Moscou: il ne pouvait s'étendre qu'à condition que la demande fût constante et assurée. Dans les terres noires du Sud, naturellement fertiles, l'exploitation demeura à un stade primitif, on laissait longtemps les champs en jachère, la culture extensive exigeant moins de travail et de capital.

L'avènement de l'économie monétaire avait amené au début du XVIIe siècle une hausse considérable du prix des céréales.[1]) Le pain coûte alors cinq fois plus que dans la seconde moitié du XVIe siècle. L'accroissement des surfaces ensemencées, la colonisation des territoires du Sud-Est amènent un excédent de production sur la consommation. Malgré une tendance générale à la baisse au XVIIe siècle, les prix demeurent jusqu'à la fin du XVIIe siècle 3 fois ½ plus élevés qu'au XVIe. La hausse est plus brusque encore au XVIIIe siècle. En 1760, une *tchetvert* [1]) d'orge vaut 86 copecks, en 1763 elle monte à 95 copecks, en 1775 elle atteint 2 roubles 19 copecks et en 1790 7 roubles: le prix a presque décuplé en l'espace de 30 ans [2]).

Avec l'extension du rayon des échanges et la nécessité d'amener à Moscou les produits agricoles du Sud, la question des transports acquiert une importance primordiale. Les difficultés naturelles des voyages vont jouer pour la Russie le rôle des douanes intérieures en France avant leur abolition par Turgot. Les différences de prix sont considérables de région à région. La lenteur des communications empêche l'existence d'un commerce régulier de céréales opérant à grandes distances. Si le blé est expédié sur une place où il est attiré par la nouvelle d'une menace de disette et la promesse d'un enchérisse-

---

[1]) Le même phénomène s'était produit dans l'Europe occidentale au XVIe siècle. Voir les *Paradoxes* de Malestroit et la *Réponse aux paradoxes* de Jean Bodin.

La *tchetvert* est une ancienne unité de mesure qui a beaucoup varié. Au XVIIe siècle, elle valait 5 à 6 pouds; à l'époque que nous étudions (XVIIIe siècle, elle valait 7 pouds et 10 livres. Le poud russe vaut 16,38 kilogrammes.

[2]) Liachtchenko, *Esquisse de l'évolution agraire en Russie (en russe).*

ment, il risque la plupart du temps de n'y parvenir qu'au moment où la disette aura déjà été conjurée. Certaines localités souffraient de la faim, tandis qu'à quelques centaines de kilomètres le blé pourrissait sur pied.

La masse de travailleurs gratuits, les besoins croissants des villes, la faculté d'y écouler leurs produits incitaient les propriétaires à une exploitation plus rationnelle de leurs domaines. Mais l'insuffissance des débouchés mettait un obstacle à leur activité. Comme il l'avait fait au XVIe siècle pour les marchands, l'Etat vient à l'aide des hobereaux. Par des mesures législatives comme les « Règles de ravitaillement » de 1758, il favorise les rapports directs entre les propriétaires fonciers et l'intendance, sans qu'il leur faille recourir à l'intermédiaire des marchands. L'Etat poursuit un double but: ne pas payer de commission aux revendeurs et favoriser l'agriculture nationale. Il ne s'agit pas pour lui d'élever le niveau de la production agricole, mais plus simplement d'assurer des bénéfices certains aux propriétaires fonciers. Cette politique ne tient compte ni des intérêts du petit producteur ni même de ceux du marchand.

L'Etat favorise les distributions d'alcool, source de revenus fructueux pour les propriétaires fonciers. Cette forme de culture industrialisée, qui indigne les partisans des vieilles méthodes, parce qu'elle enlève à l'agriculture des bras et des capitaux, est réservée, par l'établissement progressif d'un monopole au cours du XVIIIe siècle, à la classe des propriétaires fonciers [1]). L'Etat se flattait alors d'être l'arbitre des classes, de délimiter rigoureusement à chacune d'elles ses fonctions sociales et son champ d'action.

L'immixtion constante de l'Etat et la réglementation ont fait sentir leurs effets surtout dans le commerce des produits agri-

---

[1]) L'ukase de 1754 réserve l'industrie des alcools aux propriétaires fonciers, car l'alcool « doit profiter aux seuls nobles et non aux marchands qui ont pour mission de conclure des marchés et de répandre le commerce ». Un autre ukase de 1754 ordonne de détruire les distilleries appartenant aux marchands. L'ukase de 1765 établit définitivement ce monopole de classe: « Il est permis de distiller à tous les nobles et à leur famille, et à personne d'autre ».

coles. Le gouvernement obéissait à des considérations théoriques et à des raisons d'ordre fiscal.

Le contrôle de l'économie nationale lui paraissait indispensable pour le ravitaillement du peuple. Les famines dont la crainte le hantait étaient presque chroniques. On mangeait dans la campagne un pain fait de paille, de boue, d'écorce et de feuilles. La famine signifiait pour le propriétaire foncier la ruine de ses paysans, la diminution de leur force de travail, et, pour le gouvernement, la réduction des facultés de paiement du contribuable. Elle représentait pour tous deux un danger.

Le développement du commerce et des exportations pouvaient devenir une source importante de revenus pour le budget. Aussi le gouvernement édicte-t-il à cette fin toute une série de limitations et de règlements.

Sous Pierre Ier, la liste des ports par lesquels on pourra exporter le blé est limitativement déterminée[1]; la Russie est divisée en rayons. Chaque port possède un hinterland dont le transit lui est réservé. Ainsi les céréales du Nord-Est devaient nécesairement passer par Arkhangel.

Tous les errements de la politique des céréales en France au XVIIIe siècle se retrouvent en Russie: on établit des cordons douaniers intérieurs de province à province, ou interdit d'exporter d'une région dans une autre. Ces mesures qui s'inspiraient de la crainte de la disette n'atteignirent pas leur but[2].

---

[1]) Il est intéressant de rapprocher cette politique du système de la balance des contrats appliqué en Angleterre sous Edouard III et Richard II, dans la première moitié du XVe siècle. La concentration du commerce anglais dans une petit nombre de villes, dites villes d'entrepôt, facilite la surveillance des marchands anglais. — A plusieurs reprises, le pouvoir anglais cherche à obliger les négociants à ne faire de commerce avec l'étranger que dans les villes du continent où il établira un changeur royal auquel les commerçants devront se présenter pour changer contre de la monnaie anglaise dont ils ne pourraient se servir sur place le montant des sommes qu'ils ont reçues pour prix des marchandises vendues dans ces villes.

[2]) En France, au XVIIIe siècle, le commerce intérieur des grains est entravé d'une façon tout à fait injustifiable. La monarchie a laissé subsister les anciennes lignes de douanes féodales. La circulation du blé est en partie interdite de province à province. Les ventes et achats de céréales sont soumis à des mesures de défiance extrêmement vexatoire (voir dans la *Grande Encyclopédie* les articles sur les «fermiers» et les «grains», de Quesnay).

Le gouvernement s'engage plus loin dans cette voie: tantôt il prohibe complètement l'exportation des céréales, tantôt il la tolère sous certaines conditions et dans de certaines limites. Le monopole du commerce des grains, établi par l'Etat en 1711, est supprimé en 1719, et les exportations frappées de taxes. Elles ne sont d'ailleurs permises que si le pain à Moscou ne dépasse pas un prix fixé. Au contraire les importations sont admises en pleine franchise, en tout cas durant les années de famine, comme en 1723, pour Saint-Pétersbourg. Le gouvernement, en autorisant les importations, défend aux fournisseurs de l'armée de s'en rendre acquéreurs, afin d'éviter une concurrence qui aurait nui à l'agriculture nationale. Ni les réglementations ni les importations n'amenèrent une répartition équitable: elles n'enrayèrent pas la hausse des prix.

Les propriétaires fonciers ne se trouvent pas seulement en conflit avec les marchands. Ils cherchent à supprimer dans un but de monopole, à leur profit, le petit commerce des paysans. Le commerce intérieur des céréales est supprimé par un ukase de 1735. A la liberté d'exporter en payant une taxe (1741) succède la défense d'exporter (1745). Rétablie en 1752, la liberté relative fait place en 1756 à un monopole concédé à des particuliers.

Dans cette réglementation, la politique de l'ancien régime a fait fausse route. Elle s'est attachée à confiner le commerce des grains sur des marchés locaux, alors que les conditions se trouvaient réalisées pour la possibilité d'existence d'un marché national. Quand la France n'était que la juxtaposition de petites souverainetés, on comprend que chacune se soit attachée à garder pour elle ses ressources propres. Mais lorsque ces souverainetés locales eurent fait place à une unité nationale, il était absolument illogique d'empêcher les provinces riches en blé de venir au secours des provinces déficitaires. Il fallait unir ces membres épars d'un grand corps.

La survivance d'une sorte d'esprit d'exclusivisme local s'explique par un reste de traditions féodales. Les cultivateurs ne cessent de se plaindre contre ces entraves mises à la circulation du blé: Vauban s'est fait l'avocat de ces plaintes.

Quand viendra la Révolution, elle établira bien, après les deux tentatives de Turgot, la liberté relative du commerce des céréales à l'intérieur. Mais les nécessités de la guerre font maintenir, en ce qui concerne le commerce extérieur, les entraves traditionnelles jusqu'aux premières années de la Restauration (1818), où l'on voit le système pourvoyeur se retourner en système de protection des gros propriétaires fonciers et des intérêts agrariens.

La classe des marchands fut cruellement atteinte par cette politique. Ils avaient déjà à souffrir de la pénurie des transports, du manque de consommation, de la faiblesse de la production agricole. Les douanes intérieures, établies dans un but fiscal et qui ne rapportaient à l'Etat que 900.000 roubles par ans, les gênaient considérablement. Ils connurent les tracasseries d'un gouvernement qui contrôlait et réglementait leurs moindres pas et les maintenait sous un-régime de haute surveillance. Vis-à-vis de l'Etat qui favorisait les propriétaires fonciers, les commerçants durent conquérir de haute lutte la reconnaissance de la liberté du commerce. Mais même après l'avoir obtenue, ils eurent longtemps à souffrir des formes désuètes de l'économie rurale.

Les douanes intérieures sont abolies une première fois le 1er août 1754 et les tarifs des douanes extérieures augmentés de 13% pour compenser le déficit du budget. L'ukase du 28 mars 1762 promulgué par Pierre III établit la liberté du commerce des grains et de l'exportation en motivant cette mesure par les richesses naturelles du pays et l'abondance des céréales.

Catherine II proclama de façon catégorique la liberté du commerce. Tout propriétaire foncier, tout marchand, tout industriel a le droit d'importer, d'acheter, de vendre en fixant les prix comme bon lui semblera.

L'ukase du 10 août 1762 autorise à l'avenir l'exportation des grains. Un commerce actif se fait par Arkhangel, Riga et Libau; les ports de la Mer Blanche et de la Baltique voient flotter les pavillons de presque toutes les marines de l'Europe [1]).

Quant à l'abolition des douanes intérieures, elle avait été accueillie avec faveur par l'opinion. Mais ces douanes étaient à ce point entrées dans les mœurs que l'interdiction d'exporter d'une province à l'autre continua d'être proclamée par les gouverneurs lors des années de famine, et cela malgré les termes formels du manifeste de Catherine II.

---

[1]) Wilhelm Naudé, *Die Getreidehandelpolitik der europäischen Staaten vom 13. bis zum 18. Jahrhundert.* 1896, p. 410.

Le gouvernement lui-même revint de temps à autre aux anciennes prohibitions.

En 1763, une assemblée de nobles et de marchands baltes, convoquée sur l'initiative de Catherine II, se prononça contre toute limitation d'exporter et en faveur de la liberté et de l'initiative privée. La crainte d'une exportation trop forte au détriment de la consommation intérieure poussa le gouvernement à une mesure bâtarde: il interdit en partie l'exportation des céréales au cas d'une hausse des prix; il s'engagea à établir des entrepôts de blé pour les besoins de la population locale, il fixa des limites aux quantités de blé exportées par les ports de Narva et d'Arkhangel. En 1771, la mesure fut rapportée pour Arkhangel, puis pour les autres ports.

Ce n'est qu'au début du XIXe siècle que la liberté du commerce des grains et de l'exportation des céréales sont définitivement reconnues. Si l'on trouve encore à cette époque des mesures de prohibition, elles sont dues à des causes politiques et militaires, au blocus continental dont la levée marque la fin de ces mesures. Alors la situation se retourne; le gouvernement encourage l'exportation, il interdit, par un ukase de 1810, l'importation de blé étranger, parce que l'importation pourrait créer un excédent de céréales qui ne serait pas consommé et nuirait aux intérêts de l'agriculture nationale.

Dès cette époque, on peut observer la formation d'une agriculture commerciale que l'on fait d'ordinaire dater de la libération des serfs et de l'apparition des chemins de fer. Sans doute, en l'absence de ces deux facteurs, ce processus est très lent. Il n'en est pas moins déjà commencé.

Le développement économique des nations de l'Europe occidentale favorise la production commerciale de denrées agricoles russes et l'exportation des céréales. La Russie exporte:

En 1750—1760 . . .	70.000	tchetverts	de	blé
En 1790—1792 . . .	233.000	”	”	”
En 1802—1804 . . .	2.000.000	”	”	”

Les pays occidentaux s'adressent de plus en plus à la Russie, d'abord parce que les guerres continuelles et les événements politiques ont arraché à la terre des millions de travailleurs,

ensuite parce que ces pays, dont l'évolution économique est beaucoup plus avancée, en sont déjà à la période du capitalisme industriel, des usines groupant de nombreux ouvriers, de l'urbanisme et de l'élargissement des marchés nationaux.

Le caractère commercial de l'agriculture et sa production pour le marché vont s'accentuer par suite du développement de l'esprit d'entreprise chez les propriétaires fonciers au XIXe siècle, favorisé par l'existence d'un capital productif gratuit, — les serfs.

Chapitre VI

LES CAUSES ÉCONOMIQUES DE L'ÉMANCIPATION DES SERFS

Essai d'intensification des cultures et d'application du capital à la terre. — Retour au système de culture extensive des céréales. — Tentatives d'organisation d'une nouvelle économie. — Les modèles européens, le fermage anglais et l'industrialisation. — Retour aux formes russes: l'obrok, *la* barchtchina, *leur emploi mixte. — Leurs résultats et la faiblesse de la productivité.*

La surproduction agricole. — L'insuffisance des marchés. — Chute et instabilité des prix. — Les contradictions de l'économie servile. — Le pomiechtchik aspire à devenir un libre marchand de céréales. — Nécessité économique de l'abolition du servage.

Les événements du début du XIXe siècle avaient provoqué, dans l'Europe occidentale, d'immenses transformations au sein de l'économie rurale. Ils eurent leur influence sur l'agriculture russe. N'étant plus retenus dans les villes par le service d'Etat, les propriétaires fonciers dont la fortune est ébranlée s'en retournent aux champs pour en diriger eux-mêmes l'exploitation.

L'intérêt porté à l'agriculture et à tout ce qui la concerne se manifeste alors dans la littérature. On s'enthousiasme pour ce « fondement de toutes les richesses », les doctrines des Physio-

crates pénètrent en Russie et semblent y ouvrir des horizons nouveaux. Pas à pas, la Russie suit le développement des idées occidentales. Toute une pléiade brillante d'agronomes illustrent par leurs démonstrations les paradoxes fameux de Quesnay et de Mercier de la Rivière: Samarine, Chelokhoff, Gagarine, Bolotoff, Mouravieff, le savant commentateur du livre de Thäer.

La noblesse russe revenue sur ses terres essaie d'appliquer le capital à l'agriculture. L'idéal ancien du rentier que se proposait le propriétaire à l'égard du paysan fait place à l'idéal nouveau de l'entrepreneur.

En retournant sur ses domaines, la noblesse se heurte à des formes économiques surannées qui reposaient simplement sur une exploitation sans merci du travail gratuit des serfs. Elle s'efforce de rénover la technique de l'économie rurale ainsi que sa structure. Il s'agit d'élever le niveau de la production, en empruntant des modèles à l'Europe occidentale ou à ces branches de l'industrie nationale qui, pour des raisons particulières, se sont le plus développées. Pour hâter cette éclosion de formes économiques supérieures, l'agriculture ne sera plus le privilège d'une classe unique: il faut qu'elle conquière sa place au soleil, qu'elle livre le dur combat de la concurrence et de l'initiative privée. Les domaines ruraux seront des *fabriques agricoles,* soumises aux lois générales de la liberté de la production et du commerce. C'est l'époque où le livre célèbre de Thäer « Grundsätze der rationellen Landwirtschaft » (1810-1812) — « Les fondements de l'économie rurale rationnelle », — traduit en russe, obtient un vif succès. Dans cette efflorescence d'idées libérales qui percent le manteau de neige des préjugés séculaires, il faut voir la conséquence éloignée, mais certaine, des révolutions agraire et industrielle d'Angleterre et de la Révolution française.

Les pomiechtchiks novateurs du commencement du XIXe siècle se tournèrent d'abord vers l'amélioration de la technique agricole. La science agronomique européenne exaltait à cette époque le système des cultures alternées. Un agronome anglais, Jethro Tull, avait posé vers 1730 le principe de la culture intensive. On voulut en faire l'expérience en Russie. Elle fut malheureuse. La tentative de transporter dans les gouvernements de Nijni-Novgorod et de Samara les méthodes qui avaient réussi

dans le comté de Norfolk et dans les plaines grasses d'Amsterdam ne tenait compte ni des qualités physiques du sol, ni des conditions de la vie économique qui s'étaient développées au cours de la longue évolution antérieure, ni des moyens à employer pour obtenir, par l'identité des conditions économiques, l'identité des résultats. La vérité des bords de la Tamise devint erreur quand on essaya de l'appliquer sur les rives du Volga. Car le fait est indéniable: la Russie, sous le régime économique existant, avait tout intérêt à s'attarder aux formes les plus périmées, les plus rétrogrades de la culture. Au point de vue commercial, l'application de cultures intensives se soldait par des pertes: il était beaucoup plus avantageux, par suite des vastes espaces, d'abandonner le système anglais et de s'en tenir à l'assolement triennal, à la culture extensive des céréales, à l'agriculture traditionnelle russe. Ainsi échouait le plan d'augmenter la productivité, de perfectionner l'organisation technique sans toucher à l'infrastructure de l'économie. L'incompatibilité des formes intensives de la culture occidentale et des conditions russes, — et, en premier lieu, du servage — fit misérablement avorter tous les essais. Ils se brisèrent contre la réalité d'une économie primitive et précapitaliste.

Alors les propriétaires fonciers, abandonnant leurs projets de cultures intensives, entonnèrent l'hymne à la production servile et cherchèrent par tous les moyens à rendre cette production plus féconde. Puisque la culture intensive échouait à cause du servage, le servage allait remplacer la culture intensive! Pour cela, on n'avait qu'à établir une organisation plus rationnelle du travail. Les pomiechtchiks crurent la trouver en multipliant le nombre des jours de corvée. L'expérience leur prouva qu'une organisation trop « rationnelle » du travail allait à l'encontre du but poursuivi et qu'en amenant la ruine des paysans elle n'élevait pas la productivité de leurs domaines. De nouveau, en désespoir de cause, les promichtchiks se tournèrent vers l'Occident pour y trouver la solution de leurs embarras.

Deux phénomènes retinrent leur attention: le fermier anglais d'une part, d'autre part l'application productive du capital à la terre, l'agriculture se transformant en une entreprise capitaliste et la terre en fabrique.

L'engouement pour le fermier anglais fut aussi éphémère que l'admiration des cultures alternées. Le fermage anglais nécessitait un fonds primitif chez le fermier, ce qui en rendait la création impossible en Russie, où le fermier et le capital faisaient défaut. Les propriétaires fonciers eux-mêmes n'avaient pour tout capital que leurs serfs. Il pouvait être question de l'exploitation de leur travail, mais non d'un emploi productif du capital, si l'on entend par le mot « productif » la perception d'un profit par l'entrepreneur.

L'économie rurale de l'Angleterre différait profondément de l'économie russe. Ici, le seul capital qui existe est représenté par le serf paysan, l'homme esclave. Là, le capital-argent féconde l'agriculture, permet l'emploi de machines perfectionnées et d'engrais, améliore la terre qui reproduit le capital primitif avec des intérêts.

Cependant même lorsque les pomiechtchiks avaient de l'argent disponible, ils ne pouvaient l'employer qu'à l'achat de serfs, qu'ils inscrivaient à leur budget au chapitre: « capital d'instruments » — selon leur juste expression. Ce « capital d'instruments présentait quelques particularités remarquables: il ne pouvait ni être perfectionné ni augmenter sa productivité, il égalisait la technique de toutes les économies foncières en la maintenant à son niveau le plus bas.

Il n'existait donc pas dans l'économie rurale de forme progressive et productrice d'application du capital à la terre, sauf pour les branches de l'agriculture industrielle, comme le sucre, l'alcool, etc. Voilà pourquoi « l'industrialisation de l'agriculture », l'union de l'industrie et de l'agriculture, la construction d'usines rurales qui permettent d'exploiter l'hiver le travail servile en y envoyant les paysans inoccupés, sont prônées par les théoriciens ruraux et attirent l'attention des pomiechtchiks. Tous y voient un moyen d'accroître la production, d'élever le rendement de l'économie rurale, de faire fructifier les capitaux. « Il faut que chacun de nos villages ait son usine pour les six mois d'hiver », [1]) écrit un auteur. L'agriculture et la

---

[1]) Journal de l'agriculture, 1829.

manufacture qui ne peuvent prospérer séparément se prêteraient une aide mutuelle.... La misère disparaîtrait: tous les métiers, les arts, le commerce, etc., s'implanteraient tour à tour en Russie. Un autre écrivain dit: « Il est absurde de penser que notre pays est pauvre et qu'il ne doit s'occuper que d'agriculture. »

La terre promise qu'annonçaient les défenseurs de l'industrie rurale ne fut qu'entrevue, il ne fut donné à aucun propriétaire foncier de la fouler. Pour construire des usines et des fabriques, les capitaux manquaient. La productivité du travail servile et forcé aux champs était très inférieure à celle du travail salarié dans les villes. Enfin, la bourgeoisie industrielle russe qui naît à cette époque s'opposait de toutes ses forces aux projets des propriétaires fonciers dans la crainte de voir diminuer ses propres bénéfices. L'industrialisation de l'agriculture ne fut pour les pomiechtchiks que le songe d'une nuit d'été.

Ainsi, les modèles européens, l'intensification des systèmes agronomiques, le perfectionnement de la technique, les cultures alternées, le fermage anglais, l'union de l'agriculture et de l'industrie, l'Anglais Adam Smith et l'Allemand Thäer, tout avait trompé, tout avait trahi. On se mit donc à la recherche de formes qui correspondissent mieux aux conditions particulières de l'économie rurale russe.

Ce fut une époque de discussions sans fin sur l'exploitation du travail servile, sur la nécessité d'une « économie organisée », sur les avantages de la corvée, de l'obrok, des redevances au mois et sur mille autres moyens « nouveaux » où l'invention des propriétaires se donna cours. Tous ces projets avaient un point commun: ils reposaient sur le maintien du travail servile [1]) et ne tendaient qu'à son perfectionnement. Ici commençaient les désaccords.

Ce fut au sujet de la corvée que les opinions varièrent le

---

[1]) Quelques slavophiles saluèrent le servage comme « le phénomène original de la vie russe, qui n'a rien de commun avec les phénomènes semblables de l'Europe occidentale ». Blank, *Le paysan russe du pomiechtchik*. 1856.

plus. Son faible rendement, l'impossibilité de l'accroître la faisaient condamner par beaucoup. Elle empêche le pauvre de sortir de sa pauvreté, l'homme aisé de s'enrichir, l'homme doué de développer son talent. « Elle agit sur tous les paysans comme un lent poison qui tue le corps et l'âme » [1]). L'obrok, au contraire, la redevance en argent payée au propriétaire par le paysan laisse à ce dernier sa liberté. — Il travaillera selon ses aptitudes naturelles, il recevra selon son travail. Voilà le seul moyens d'élever la productivté du travail, voilà la route vers la perfection économique. L'obrok met fin à l'incurie, à la paresse, il donne au travailleur le sentiment de sa responsabilité et permet le développement des forces individuelles. Il est la forme la plus avantageuse de l'exploitation du travail paysan.[2])

Par contre, Vilkins, propriétaire foncier et statisticien, publie en 1833 un article où il démontre qu'il est plus avantageux pour les pomiechtchiks d'user de la corvée et non de l'obrok. Mais il propose une solution plus radicale encore: il faut que les propriétaires prennent entièrement les paysans à leur compte et les obligent à travailler toute l'année pour eux sans rien leur payer [3]). Un système mixte, qui devait empêcher le non-paiement des arrérages, consistait à forcer les paysans à travailler sur la terre du pomiechtchik et à payer l'obrok en blé, suivant un barème établi d'avance. Mais l'accumulation d'arrérages prouve éloquemment que, même avec le système de l'obrok, la productivité restait très faible et que les paysans ne se trouvaient pas en état de payer ce qu'on leur réclamait. En effet, le montant de l'obrok était déterminé par le pomiechtchik. Il variait selon la situation matérielle des paysans, le propriétaire foncier calculant au plus juste pour ne leur laisser que le

---

[1]) Journal des propriétaires fonciers, 1858.

[2]) L'obrok qui s'élevait à 2-3 roubles dans la première moitié du règne de Catherine II et à 3-5 roubles à la fin de son règne atteignait sous Nicolas Ier 20-30 roubles par *tyaglo*, ce qui fait 10 roubles à peu près par âme (Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron).

[3]) La différence de ces points de vue s'explique par les différences des régions et de leurs conditions économiques. — Posdiounine, *Des travailleurs soumis à l'obrok (en russe)*. — Semevsky, *La question paysanne*. T. I. P. 320-332 *(en russe)*.

minimum indispensable pour se soutenir en vie, — le prix d'entretien de ces « instruments ». Tout l'excédent du produit de leur travail était confisqué. La barchtchina par contre, si condamnable qu'elle fût au point de vue économique, donnait au moins aux paysans la faculté d'élever la productivité de leur travail pendant les jours où ils n'avaient pas à accomplir des corvées ou sur les champs qui n'y étaient pas soumis. D'autre part, l'absence de capitaux chez les pomiechtchiks était un obstacle à la diffusion de la corvée: le bétail et les instruments appartenaient d'habitude aux paysans. [1])

L'impossibilité d'élever le niveau de la production en conservant la base du servage rendit nécessaire la liquidation — après faillite — de l'économie servile entière.

Mais un autre mal la rongeait, un mal paradoxal: la surproduction. Par suite du développement de l'économie monétaire, les besoins du pomiechtchik et du paysan avaient grandi. Ces besoins provoquèrent une exploitation accrue du travail servile et une extension des terres cultivées. La nécessité de réaliser la totalité des produits agricoles sur le marché amène des crises, des conflits économiques, une surproduction de marchandises agricoles. L'uniformité des cultures de céréales, seules pratiquées dans les domaines fonciers du centre et de l'est, accentue encore cette antinomie entre la production et les besoins du marché.

Mais comment, dira-t-on, peut-on parler de surproduction dans un pays où la productivité, comme nous venons de le montrer,

---

[1]) Pourtant, déjà sous le règne d'Alexandre Ier, Merkel et Jakob s'étaient prononcés en faveur du travail salarié et leur polémique avec Komaroff, défenseur du servage, est restée célèbre. A la veille de l'émancipation, Gordéenko, dans la revue « Selskoé Blagooustroistvo » (« La perfection rurale »), s'était efforcé, à l'aide des théories économiques et des statistiques de l'Occident, de démontrer les avantages du travail salarié. Protassieff, dans le « Journal des propriétaires fonciers », lui avait répondu en établissant un calcul d'après lequel, avec la suppression de la corvée, ses domaines, au lieu de lui rapporter 3.000 roubles, lui en coûteraient 1.200. Le travail salarié coûtait cher vers 1840-1850, les prix des produits agricoles avaient baissé, le marché intérieur était peu développé. — Tous les arguments des partisans du servage tournaient dans le même cercle vicieux: ils réclamaient le maintien du servage, et déploraient l'absence d'un marché intérieur. Or la création d'un marché intérieur nécessitait l'abolition du servage.

est extraordinairement basse, où les besoins sont immenses, où les famines se répètent avec une désespérante régularité? [1]) C'est un secret facile à découvrir.

Quand le marché intérieur a épuisé ses capacités d'achat, très limitées — comment auraient-elles pu ne pas l'être? — le pomiechtchik expédie les excédents à l'étranger. Mais ni le marché intérieur, ni le marché extérieur ne suffisent à absorber les quantités offertes. D'après les calculs du statisticien Protopopoff, sur une production de 59 millions ½ de tchetverts de céréales, le marché extérieur en prend 2 millions ½ seulement, 12 millions ½ sont perdus [2]). Selon les données de Semenoff et du Ministère des domaines de l'Etat, le marché intérieur consomme 1/4 de la production, le marché extérieur 1/8. 25 millions de tchetverts sont perdus. Il n'est pas étonnant que les contemporains se soient lamentés au sujet de la « surproduction » du blé.

Les pertes de l'économie rurale considérée dans son ensemble sont estimées à 40-80 millions de roubles par an [3]). La fréquence des famines n'augmente pas la réceptivité du marché. Le mauvais état des transports empêche les réserves de céréales des années précédentes d'être transportées dans les rayons atteints par le fléau. D'un côté, des réserves pourrissant faute d'être consommées, de l'autre une population mourant de faim, tel est le tableau que nous offre la Russie esclavagiste.

Cette anarchie fondamentale du système de production conduit à une chute rapide du prix des céréales. Les doléances du prince Tcherbatof au sujet de la hausse des prix s'étaient à peine tues, le concours ouvert en 1804 par la Société libre d'Economie politique « sur les meilleurs moyens d'amener la baisse » était encore dans toutes les mémoires qu'en 1826 l'Académie des

---

[1]) Les statisticiens du début du 19e siècle calculent qu'il y a une année de famine complète pour neuf années de récoltes ordinaires, et deux années de famine partielle.

[2]) Les statistiques diffèrent, mais sont toutes d'accord sur les pertes seules. Tengoborsky, dans son livre *Des forces productives de la Russie*, 1857, estime la production des céréales à 250 millions de tchetverts en moyenne. 2 millions de tchetverts sont exportés, 12 millions ½ perdus.

[3]) Liachtchenko, *Esquisse de l'évolution agraire en Russie*, p. 193.

sciences proposait le sujet contraire! Depuis 1820, en effet, les prix étaient brusquement tombés, par suite du manque de débouchés. Le marché extérieur qui avait absorbé en 1817 pour 145 millions de roubles de céréales n'en avait demandé en 1824 que pour 12 millions. Le marché intérieur s'enlize dans le marasme, les villes ne prospèrent plus, le nombre des commerçants et des petits bourgeois reste stationnaire ou fléchit.

Déjà des voix s'élèvent pour dire que tout progrès industriel, toute extension du marché est impossible tant que les deux tiers de la population rurale se trouveront sous le pouvoir des pomiechtchiks et n'auront pas la liberté économique, seule source d'une amélioration générale, seule mère de la productivité. Le pomiechtchik, qui se guide uniquement sur ses intérêts personnels, qui fixe les travaux qui lui rapporteront le plus et qui ne peut avoir en vue que son propre profit, déploie une activité souvent funeste à l'intérêt général. La production fournie par la corvée est une mauvaise production, le paysan travaillerait mieux et davantage s'il le faisait pour son propre compte et selon ses capacités individuelles, — s'il était propriétaire de son produit. Jusque-là, tout espoir d'une hausse des prix restera vain.

Economistes et agronomes, propriétaires fonciers et consommateurs, chacun, naturellement de son point de vue, propose quelque panacée.

Si l'on examine le prix des céréales dans la première moitié du XIX[e] siècle, on s'aperçoit qu'il y a moins baisse qu'instabilité. Cette instabilité est surtout évidente dans les régions qui fournissent des excédents de céréales, dans les terres noires de culture intensive.

Voici le tableau des oscillations des prix des céréales pour la période 1835—1840 [1]) :

---

[1]) Protopopoff, *Le commerce des céréales en Russie*. 1842. Journal du Ministère des domaines de l'Etat *(en russe)*.

	PRIX MINIMUM	PRIX MAXIMUM	RAPPORT ENTRE EUX
St-Petersbourg. .	14 roubles 21 copecks	32 roubles 79 copecks	10 : 22
Novgorod.	12 « 31 «	32 « — «	10 : 23
Jaroslavl	9 « 26 «	26 « 28 «	10 : 26
Vladimir	7 « 96 «	30 « 10 «	10 : 38
Moscou	8 « 36 «	35 « — «	10 : 42
Simbirsk	4 « 50 «	21 « 50 «	10 : 48
Pensa.	3 « 88 «	21 « 98 «	10 : 57
Riazane	5 « 20 «	33 « — «	10 : 65
Tamboff	4 « — «	26 « 98 «	10 : 67
Saratof	3 « 20 «	21 « 45 «	10 : 67
Koursk	3 « 75 «	30 « 92 «	10 : 82
Toula	5 « — «	50 « — «	10 : 100
Stavropol.	5 « 05 «	61 « — «	10 : 111

Les oscillations les plus fortes se rencontrent dans les gouvernements de Koursk, de Toula, de Stavropol, c'est-à-dire dans la région du tchernoziom.

La production des denrées agricoles en tant que marchandises destinées au marché était surtout l'œuvre des domaines seigneuriaux et non des économies paysannes. Celles-ci produisent sans doute aussi pour le marché, mais en quantité infime. Le paysan manque d'argent, le servage ne lui laisse que la propriété de sa consommation. Le pomiechtchik, au contraire, produit en vue du marché, le marché seul lui permet de réaliser en argent la plus-value en nature que lui fournit le travail servile. D'après les statistiques de l'époque, 10% des produits envoyés sur le marché le sont par les paysans et 90% par les pomiechtchiks.

Le travail servile qui ne lui coûtait rien permettait au propriétaire foncier d'abolir les distances, de franchir aisément les espaces qui le séparaient du marché. Là où le marché de consommation était proche, comme dans la région des centres industriels, partout où le paysan pouvait réaliser lui-même ses produits, la corvée faisait place à l'obrok en argent et les vieilles formes traditionnelles étaient liquidées. Mais là où le marché était éloigné, le propriétaire foncier se livrait à une exploitation extrême du travail servile gratuit, afin que le

produit obtenu fût le plus grand possible et le vendait à n'importe quel prix sur le marché des villes. Il se plaignait ensuite de la surproduction du blé, il cherchait la raison de la baisse des prix. Elle est là tout entière, dans le travail servile et dans l'anarchie de la production, — pas autre part.

En effet, grâce au travail servile qui supprimait l'éloignement du marché, le pomiechtchik ne savait pas combien lui avait « coûté » le travail gratuit du paysan. Il n'hésitait pas à baisser les prix, estimant qu'il en retirerait toujours un bénéfice suffisant.

Le bon marché de ses produits l'incitait à produire en masse, et leur masse accentuait le bon marché de ses produits. Pris dans ce cercle tragique, le propriétaire foncier faisait retomber le poids de ses déboires sur les épaules du paysan, du petit propriétaire foncier, du marchand, de tous ceux qui ne profitaient pas d'un travail gratuit et savaient, eux, ce que leur avait coûté leur travail!

L'économie servile s'efforce en vain de trouver un débouché aux forces productives qu'elle emploie. Partout où la proximité du marché permet un écoulement facile et régulier des marchandises, partout où les prix se stabilisent, l'économie naturelle et servile ne peut entrer en concurrence avec le travail libre salarié et l'économie monétaire.

Les régions du Sud où la colonisation des steppes vierges attire une foule d'entrepreneurs qui ne possèdent pas les privilèges ancestraux des pomiechtchiks voient prospérer le travail libre. Le Sud travaille pour le marché extérieur d'Europe, tandis que le centre, plus éloigné des ports, se tourne entièrement vers le marché intérieur. Les difficultés des communications obligeaient à employer au transport 30% de la main-d'œuvre servile en hiver, 8% en été. La production des pomiechtchiks n'en ressentait qu'un faible préjudice, l'hiver n'étant pas une période de travail. Mais c'était un fléau de plus pour l'économie précaire des paysans qui s'efforçaient de se racheter de cette lourde obligation [1]); et c'était d'autre part

---

[1]) Un auteur de l'époque, Zablotzky, fixe à 18 roubles le chiffre du rachat et à 3 millions le nombre des paysans occupés au trans-

une contraction des possibilités d'achat du marché intérieur. La construction des lignes de chemins de fer allait ouvrir de nouvelles possibilités.

En résumé l'économie servile souffrait d'une contradiction fondamentale: le propriétaire foncier se trouvait avoir des produits naturels en excédent, il ne pouvait les vendre au prix fort qu'il désirait. De là ses gémissements au sujet d'une surproduction. Pour le paysan, la situation était inverse: plus il produisait et moins il conservait la propriété de ses produits, le pomiechtchik lui enlevait tout ce qui dépassait le minimum d'existence.

La surproduction ne touchait que l'économie des pomiechtchiks. Les paysans n'avaient pas d'excédents. Bien plus, obligés de vendre le nécessaire pour arriver à payer leurs redevances, ils souffraient de la famine, et quand ils rachetaient ce qu'ils avaient vendu ou produit, ils payaient deux, trois, quatre fois le prix de vente, exploités doublement comme producteurs et comme consommateurs. Quelques propriétaires allèrent même jusqu'à décréter la vente forcée de leurs céréales sur les marchés locaux en fixant eux-mêmes les prix. [1])

Les piliers naturels de l'économie servile avaient commencé à s'effriter du jour où les pomiechtchiks, poussés par des besoins d'argent, s'étaient mis à produire en vue du marché. Dépendants de ce marché à peine formé, gênés par l'absence de voies de communication, ils étaient obligés de se transformer en marchands de céréales, les bras encore liés par les entraves de l'économie naturelle. Ils aspirèrent bientôt à s'en débarrasser.

Sans doute, ils obligeaient l'éternel payeur, le paysan, à supporter leurs pertes commerciales. La « surproduction » faisait souvent tomber sur le marché l'offre au-dessous du prix de revient. Sous un régime de travail servile, ce prix de revient n'était pas fixe, mais variable, le paysan supportant en définitive le déficit. Malgré tout, il arrivait un moment où la production

---

port. Cette redevance représentait donc la somme, énorme alors, de 54 millions de roubles par an.

[1]) Teploff, *Essai sur l'amélioration de l'état des paysans*. Moscou 1870 *(en russe)*.

agricole devenait onéreuse pour le pomiechtchik, où il sentait la nécessité, la possibilité de la création d'un vaste marché intérieur dont il serait le maître. Il transporterait sa domination de l'économie servile à l'économie capitaliste. Comme le serf à la glèbe, n'était-il pas lié à son domaine, ne traînait-il pas aujourd'hui la chaîne d'un capital foncier improductif? La contrainte du servage l'était pour les deux parties: dans l'intérêt du propriétaire, il fallait annuler cette double obligation. Il ne restait au pomiechtchik, arbitre de son propre destin et de celui des paysans libérés, qu'à rechercher le mode de liquidation qui lui serait le plus avantageux.

Au cours de l'histoire des sociétés, le passage d'un stade à un autre s'accomplit par une révolution économique qui dissout le régime social désormais insuffisant. Mais les formes surannées qui ne répondent plus aux nécessités et aux possibilités nouvelles ne s'écroulent que lorsque le développement économique lui-même les a rendues intolérables. Toutes les contradictions qui rongeaient la société russe vers la moitié du XIXe siècle devaient amener une crise: elle fut dénouée par l'abolition du servage.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ABOLITION DU SERVAGE (1861) A LA RÉVOLUTION (1917)

S'il était vrai qu'il eût conduit hors du servage
Un peuple tout entier de sa main racheté,
Créant le pasteur libre et créant le village
Où l'esclave tartare avait seul existé,
Pareil au voyageur dont la richesse est fière
D'acheter mille oiseaux et d'ouvrir la volière
Pour leur rendre à la fois l'air et la liberté. . . .

A. de Vigny.

« Si la Russie s'efforce de devenir une nation capitaliste — et durant les dernières années ses efforts dans cette direction ne furent pas petits — elle ne pourra atteindre ce but sans avoir transformé d'abord une bonne partie de ses paysans en prolétaires, et ensuite, quand elle se trouvera au sein du régime capitaliste, elle sera inévitablement forcée d'accepter ses « lois inexorables », comme les autres peuples pécheurs.....

....Si elle continue à parcourir le chemin qu'elle suit depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple d'éviter les maux du régime capitaliste. »

Lettre de *Karl Marx* à la rédaction des « Otétchestvénnie Zapiski », à propos d'un article de Michailovski.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉMANCIPATION DES SERFS ET LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME

Les causes extérieures de l'émancipation. — La guerre de Crimée. — Les insurrections paysannes. — Les écrivains et l'opinion.

La portée économique de l'émancipation. — L'obrok et la corvée. — La rente en argent, forme de décomposition de l'économie féodale. — Création d'un marché libre et de travailleurs salariés.

L'évolution des idées gouvernementales et de la législation depuis Alexandre Ier. — La réforme de 1861. — Maximum et minimum des lots. — Les redevances paysannes. — Le rachat. — Les « lots des mendiants ».

Conséquences de la réforme.

Les conditions économiques ont beau être mûres pour une réforme, elle ne s'accomplit que sous la pression d'événements extérieurs, tant est grande la force de l'inertie, de la routine, de l'aveuglement, de la peur du progrès chez les hommes.

Les guerres ont souvent joué ce rôle politique d'élément moteur dans l'histoire, même quand elles ne furent pas essentiellement libératrices ou révolutionnaires comme la lutte contre l'Angleterre et la guerre de Sécession aux Etats-Unis ou encore les campagnes que dut soutenir la France républicaine de l'An II contre les monarchies coalisées d'Europe. Lorsque cette impulsion est due à la guerre étrangère, c'est chez les vaincus qu'elle apparaît le plus tôt. Car la victoire contribue à entretenir le vainqueur dans le culte superbe de sa perfection sociale. Mais la défaite pousse le vaincu en avant, elle l'engage sur d'autre voies, vers d'autres conquêtes, vers un renouvellement intérieur: la défaite n'est-elle pas l'indice apparent d'une cons-

titution économique viciée? La vaste destruction de capitaux, d'instruments de travail, de forces fécondes, de valeurs de toutes sortes qui a eu lieu, amène un ralentissement de la production qui rend plus évidents les contrastes et les contradictions de la forme économique déclinante. Si la classe au pouvoir est assez habile pour concéder les réformes urgentes, elle maintient pour un temps sa domination. Sinon, la crise atteint son point culminant et se résout por la transformation révolutionnaire des rapports économiques de la société.

Ainsi, la guerre de Trente Ans a précipité en Allemagne la dissolution de la propriété féodale et sa conversion en propriété bourgeoise. A une époque plus rapprochée, les victoires de Napoléon Ier ont poussé la Prusse à liquider le féodalisme et à émanciper les paysans. Les revers de Crimée en ont fait autant pour la Russie.

L'évolution économique du XIXe siècle avait préparé la libération des serfs, la défaite de Crimée et les révoltes de paysans la rendirent urgente. Vers le milieu du XIXe siècle, Herzen avait éloquemment déploré l'inertie des masses paysannes. Mais, du fond de son désespoir, exilé à Londres, il entendait déjà sonner dans les campagnes russes le tocsin des révoltes prochaines. En dépit de la censure, Gogol dans « Les âmes mortes », Tourguéneff dans les « Récits d'un chasseur » s'étaient élevés contre le servage. « Les âmes mortes » de Gogol sont une merveilleuse satire, pleine d'humour et de réalisme, une description véridique des propriétaires d'esclaves. Tourguéneff avait grandi dans cette atmosphère « de martyre et de violence », et le spectacle des misères du servage avait été pour lui une école efficace au sortir de laquelle il se trouva suffisamment trempé pour lutter contre son « ennemi mortel ». La jeunesse intellectuelle de Russie frisonnait au souffle généreux des espoirs chimériques et elle respirait avec ivresse les effluves de fraternité qu'apportaient les vents d'occident venus de Paris. « Les idées utopiques ou, comme on disait alors, les idées philanthropiques venues de France, non pas celles de Guizot et de Louis Philippe, mais celles de Fourier, de Louis Blanc, de Saint Simon et surtout de George Sand, nous inspiraient une foi ardente dans l'avenir et dans l'humanité, la

conviction que l'âge d'or était devant et non derrière nous »[1]). Dostoievsky, dans ses « Pauvres Gens » et Nekrassof dans ses poèmes prenaient, vibrants d'amour, la défense des humiliés[2]).

Quel triste sujet de réflexion devait offrir à ces nobles enthousiasmes la Russie paysanne vers le milieu du XIXe siècle! La condition juridique des paysans était restée aussi désespérée que sous le règne de Catherine II. Le droit de déportation qui appartenait aux pomiechtchiks, confirmé par Paul Ier, avait bien été aboli par Alexandre Ier; mais il fut rétabli sous son règne, et défense fut faite aux autorités locales de contrôler le bien-fondé des raisons alléguées par le propriétaire qui voulait déporter ses paysans (1823). La seconde édition du Code, ou *Svod Zakonow* (1842), laisse aux pomiechtchiks le droit de vendre leurs paysans comme recrues: le propriétaire a le droit de punir le serf dans les affaires qui concernent les serfs entre eux, ou le propriétaire et les serfs. Si le délit est commis contre un tiers, le propriétaire ne peut punir qu'au cas où le tiers lésé le demande. Les châtiments infligés peuvent être: 40 coups de verge, 15 coups de bâton, détention pouvant s'élever à 2 mois, et, en cas de délit grave, à 6 mois. Telles sont ces lois *limitatives* qui prouvent ce que devait être dans la pratique le droit pénal coutumier.

Il ne faut pas s'étonner de la fréquence des révoltes chez un peuple malheureux. De 1836 à 1854, 144 propriétaires furent tués par leurs paysans. A la guerre de Crimée, où beaucoup de serfs avaient combattu, succéda une longue période de désordres agraires. La lutte pour le sol commence. Elle devait durer plus de soixante ans. Elle eut pour points culminants les années: 1858—1861, 1902—1903, 1906—1907 et 1917. Même dans ses

---

[1]) Saltykoff.

[2]) Le futur critique Bielinsky, étudiant encore, avait écrit un drame où il prêtait ces paroles à son héros: « Est-ce que vraiment les hommes sont nés pour servir d'amusement à leurs semblables? Qui leur a donné ce droit à quelques-uns d'assujettir par leur pouvoir la volonté des autres, de les priver de ce qui ne devait au moins jamais leur manquer, la liberté? Qui leur a permis de fouler aux pieds les lois de la nature et de l'humanité? Le seigneur russe a le droit de vendre son esclave, de l'échanger contre un chien de chasse, de le séparer pour toujours de ce qui lui est cher. Dieu Tout-Puissant, réponds-moi, n'entends-tu pas ses larmes? »

périodes d'accalmie, il y eut des mouvements sporadiques, de sorte que la *Narodnaia Volia* pouvait écrire en 1882: « La paysannerie russe se trouve presque sans répit dans l'état d'une révolution chronique ».

Nègres de Saint-Domingue, après combien d'années
De farouche silence et de stupidité,
Vos peuplades sans nombre, au soleil enchaînées,
Se sont-elles de terre enfin déracinées
Au souffle de la haine et de la liberté ? [1])

La lutte des paysans russes, ces nègres de l'Europe, porte au début un caractère d'inorganisation, d'anarchie spontanée et de violence destructive: les incendies, les pillages, les excès de tous genres ne sont que l'expression élémentaire d'une douleur enfantine qui brise ce qui lui fait mal. Ces milliers de soulèvements incohérents, disséminés sur toute la surface du pays ne cessent pas après le manifeste du 19 février 1861: dans les deux années suivantes, du 19 février 1861 au 19 février 1863 il y eut encore plus de 1.100 émeutes enregistrées [2]).

La vie elle-même exigeait des formes nouvelles. Nous avons vu que les propriétaires d'esclaves devenaient esclaves eux-mêmes. Les pomiechtchiks qui ne voulaient pas être écrasés sous les décombres du passé avaient le choix des matériaux neufs. La peur première qu'inspira le projet de réforme aux propriétaires ignorants fit bientôt place à ce souci plus rationnel: étant donné le développement rapide de l'économie monétaire, créer des conditions d'allotement telles que les anciens serfs fussent placés dans l'obligation de cultiver les terres des pomiechtchiks. Il s'agissait en somme de modifier l'organisation du travail servile, afin d'accroître son intensité et sa productivité. En même temps, le rachat devait permettre à beaucoup de propriétaires de se libérer des dettes qu'ils avaient contractées.

L'opération se présentait différemment selon les régions de la Russie: là où la terre était riche et rapportait un bénéfice

---

[1]) Musset, Rolla.

[2]) Gorn, *Le mouvement paysan (en russe)*.

net, il fallait donner de petits lots aux paysans, pour que l'économie des pomiechtchiks ne perdît rien de ses revenus et fût assurée en force ouvrière. Là, au contraire, où la terre était pauvre et ingrate, où le pomiechtchik avait bien souvent liquidé son exploitation avant l'acte d'émancipation, on pouvait donner aux paysans toute la terre, mais en l'estimant le plus possible, pour que l'immensité du rachat payât avec intérêt les obroks et les anciennes redevances foncières....

A l'époque de l'économie naturelle, le paysan n'était pas occupé seulement à travailler le sol et à garder les troupeaux. La famille paysanne produisait les vêtements, les chaussures, les ustensiles qui lui étaient nécessaires. Le développement des villes, des transports, des marchés, de l'économie monétaire, incita le paysan à tirer un profit pécuniaire de son travail. Le double poids des impôts à l'Etat et des redevances au seigneur le força à chercher un gain, en dehors de l'agriculture. « Plus le climat est défavorable, plus la durée du travail agricole et par conséquent des avances de capital et de travail est courte. Dans certaines régions septentrionales de la Russie, par exemple, le travail agricole n'est possible que 130-150 jours de l'année. On comprend quelle perte énorme la Russie subirait, si 50 sur les 65 millions de sa population européenne restaient inoccupés pendant les six à huit mois d'hiver où tout le travail agricole doit cesser »[1]. Pendant l'hiver, les paysans travaillent comme *koustari,* comme artisans, ouvriers à domicile. Là où, grâce à ces occupations industrielles, le revenu en argent du paysan augmente et permet au propriétaire foncier d'élever le montant des redevances foncières, le propriétaire a tout intérêt à remplacer la rente en produits et en travail par la rente en argent, la corvée par l'obrok. Dans la zone des forêts où le sol est avare, mais où les paysans par contre ont toute facilité pour écouler leurs produits sur les marchés industriels voisins, les propriétaires avaient alloti leurs domaines aux paysans en exigeant des sommes élevées. Dans la région du tchernoziom le haut rendement du sol et la difficulté éprouvée

---

[1]) Marx, *Le Capital*, livre II, chap. 13, p. 255 de la traduction Borchardt et Vanderrydt.

par les paysans d'écouler sur les marchés le produit de leur travail industriel firent conserver, dans l'intérêt des propriétaires, la forme de la corvée [1]).

Voici la statistique des paysans soumis à l'obrok dans la région industrielle du nord et du centre:

Tchernoziom		Région industrielle du nord et de centre	
g[t] de Nijni Novgorod	56 %	g[t] de Vladimir	80 %
« Toula	45 %	« Iaroslavl	79 %
« Tambov	32 %	« Vologda	77 %
« Kazane	15 %	« Kostroma	77 %
« Orloff	11 %	« Moscou	75 %
« Penza	2,5 %	« Tver	63 %

Ainsi l'obrok l'emporte sur la barchtchina sur les terres pauvres du Nord et du Centre (75% des paysans y sont soumis en moyenne contre 25,2% dans le tchernoziom). Le pomiechtchik s'efforce de passer à l'économie monétaire qui s'épanouira librement avec l'abolition du servage.

La rente en argent est, selon Marx, « la dernière forme et la forme de décomposition » du procédé employé durant la période précapitaliste et féodale pour la perception de la plus-value. Elle est l'adaptation à l'économie monétaire envahissante de l'agriculture féodale, fondée sur la servitude personnelle du paysan. Mais le développement ultérieur de l'économie monétaire est incompatible avec une agriculture féodale qui lui oppose à chaque pas des obstacles. Elle les brise. Les industriels, qui voient dans l'attachement du paysan à la glèbe un empêchement à la création d'un prolétariat industriel et à la formation d'un marché intérieur capable d'acheter et d'absorber, ne se heurtent plus qu'à une résistance affaiblie des pomiechtchiks: car, si le servage est indispensable pour la corvée, il cesse de l'être pour les redevances en argent. Dans ce dernier cas, le vieux droit féodal et servile peut être remplacé par un rapport purement contractuel, par le contrat de louage des codes civils.

---

[1]) Masloff, *La question agraire en Russie*. 1907, p. 5-9 *(en russe)*.

Dès 1801, la question de l'émancipation avait été soulevée dans l'entourage du tsar. Mais le prince Tchartorysky, Kotchoubeï, le comte Stroganoff, Mordvinoff et surtout La Harpe, l'ancien précepteur d'Alexandre Ier, s'étaient élevés contre tout projet de libération des serfs. De toutes ces discussions sortit seulement la loi du 12 décembre 1801, qui permettait aux serfs affranchis d'acheter des terres. 268.473 paysans devinrent ainsi propriétaires jusqu'en 1858; sur ce nombre, la plupart appartenaient aux paysans de l'Etat. La loi du 20 février 1803, promulguée sur la proposition de Roumiantzeff, autorisait l'affranchissement des serfs par villages entiers: les paysans devaient recevoir la terre si le seigneur la leur concédait. Roumiantzeff fut très combattu par la noblesse et la loi ne fut pas appliquée.

En 1818, Araktchéef avait été chargé par Alexandre Ier d'élaborer un projet d'émancipation, « facultatif et avantageux pour les pomiechtchiks ». Araktchéef proposa de laisser aux paysans 2 déciatines de terre par tête, pour qu'ils fussent contraints de continuer à travailler pour leur ancien seigneur. Son projet et ceux de Kisseleff et de Kankrine n'eurent pas de suite.

Ce fut certainement le désir d'abolir le servage qui contribua à la création de toutes les sociétés secrètes qui pullulèrent à la fin du règne d'Alexandre Ier. Nicolas Ier, en montant sur le trône, semblait décidé à faire quelque chose pour les paysans. Speransky écrivit pour le souverain un mémoire où il faisait une distinction très nette entre l'esclavage et le servage, proposant de conserver celui-ci et d'abolir celui-là. Kotchoubeï conseilla au tsar de prohiber la vente des paysans sans la terre. Un comité fut convoqué et ces projets furent approuvés à une forte majorité. Mais l'opposition du grand-duc Constantin, de l'amial Mordnikoff et de Lanskoï fit traîner les débats en longueur. L'insurrection polonaise interrompit les travaux de la commission. Désormais Nicolas Ier se contenta de mener contre le servage, selon l'expression de Zablotzky-Deciatovsky, « une guerre de partisan », se bornant, comme il le dit lui-même dans une lettre adressée au comte Kisseleff en 1834, à préparer la

transformation du servage pour son successeur. L'ukase du 2 avril 1842 devait améliorer la situation des paysans: en réalité il reconnut officiellement que la terre était la propriété des dvorianes [1]). L'ukase du 8 novembre 1847 permettait aux paysans de se racheter dans le cas où le domaine de leur maître serait vendu aux enchères. L'ukase du 3 mars 1848 autorisait les paysans à acheter des biens immobiliers, mais avec le consentement des pomiechtchiks. Après les événements de 1848, Nicolas Ier ne voulut plus entendre parler de la question du servage; il fallut, pour que l'autocratie se résolût a l'aborder, l'écho du canon de Sébastopol.

Le 3 janvier 1857, quelques mois après la signature du traité de Paris, un comité pour l'amélioration de l'état des paysans fut institué sous la présidence du nouveau tsar Alexandre II. Au sein du comité les avis différaient: le prince Gagarine proposait de donner aux paysans la liberté sans la terre. Posen et Rostovtseff tenaient pour des accords à l'amiable intervenus entre paysans et propriétaires, en élargissant les ukases de 1803 et de 1842. Korf voulait que l'on consultât la noblesse et qu'on agît selon ses désirs. Levchine disait que la noblesse devait en tous les cas conserver la propriété de sa terre et qu'il fallait procéder à la réforme par étapes. Le ministre des domaines de l'Etat, Mouravieff, ennemi de l'émancipation, parcourait la Russie en rassurant les propriétaires fonciers. Ceux-ci étaient, dans leur immense majorité, hostiles à la réforme. Nous avons prouvé dans le chapitre précédent que l'abolition du servage était une nécessité économique pour les propriétaires eux-mêmes. Mais une nécessité économique peut exister longtemps pour l'humanité, pour une classe ou pour une nation sans que l'humanité, la classe ou la nation en prennent nettement conscience: c'est ce qui explique les longues

---

[1]) Dans un discours prononcé le 30 mars 1842, Nicolas Ier avait déclaré « que le servage était un mal, mais qu'y toucher serait pire et qu'il s'en garderait bien, car toute velléité en ce sens ne serait qu'une tentative criminelle attentatoire à la paix de la société et au bien de l'Etat ». Il ajoutait cependant: « Quiconque examine attentivement la situation actuelle voit qu'elle ne peut durer toujours ».

luttes qui divisent toujours les hommes, au cours de l'histoire, devant chaque réforme nouvelle: les uns ressentent comme une nécessité ce que les autres considèrent comme une folie dangereuse et funeste.

Tel était justement l'état d'esprit de la classe des pomiechtchiks: ils redoutaient pour la plupart l'abolition du servage, craignant de perdre leur suprématie politique. Ils voulaient demeurer, comme par le passé, des seigneurs, et tout le monde sait qu'il n'y a pas de seigneurs sans esclaves.

Par suite des conditions spéciales des pays baltes, à proximité des grands courants de l'économie monétaire européenne, la noblesse de trois gouvernements lithuaniens se déclara prête à donner la liberté aux paysans, moyennant une indemnité pécuniaire proportionnée. Alexandre II l'autorisa par un rescrit du 20 novembre 1857, adressé au gouverneur Nazimoff, à procéder au travail de l'émancipation. Cet acte marque le début officiel de la réforme. Alexandre II adressa « pour leur information » ce rescrit et les instructions ministérielles qui le commentaient à tous les gouverneurs et à tous les maréchaux de la noblesse de l'Empire. Ces derniers devaient s'y rapporter, au cas où ils suivraient l'exemple de la noblesse lithuanienne.

Des comités de propriétaires furent créés afin d'examiner la question de l'émancipation: il y en eut 48, formés de 1.377 propriétaires. A l'unanimité, les 48 comités se prononcèrent pour l'abolition du servage, mais les avis furent partagés sur les conditions de l'indemnité pour les terres et sur le mode d'attribution des lots aux paysans. La noblesse continuait à se montrer hostile à l'émacipation. « Il vaut mieux », disait Alexandre II, « que les réformes viennent d'en haut que d'en bas ». Venues d'en haut, elles surent, en effet, sauvegarder les intérêts d'en haut.

Deux Comités de Rédaction, l'un juridique et administratif, l'autre économique[1]), présidés par Rostovtseff, entièrement acquis au libéralisme en 1859, furent chargés de concentrer les

---

[1]) Chacune de ces 3 sections avait son président particulier. Les trois présidents élus furent: Joukovsky, Boulgakov et Milioutine.

travaux des comités de gouvernements. En juillet 1859, leur tâche était achevée. Les Comités de Rédaction ne s'étaient pas bornés à reproduire les idées des comités de gouvernements: ils avaient suivi l'impulsion du tsar et des partisans de la réforme, Nicolas Milioutine [1]), Samarine, Jouvovsky, Galagane, Tarnovsky, Jeleznoff, Tatarinoff, le prince Tcherkasky, Lioubotchinsky et N. Séménoff. La minorité conservatrice avait été représentée au sein des Comités par Apraksine, Chouvaloff, Posen, Boulyguine, le prince Golitzyne, le prince Paskiévitch, Jeltoukhine. Le célèbre agronome Chichkoff avait pris part aux travaux. Le projet définitif, examiné en janvier 1861 par le Conseil d'Etat fut signé par Alexandre II le 19 février 1861 et promulgué le 2 mars.

« Le servage est aboli à jamais » dit l'article premier du statut de 1861.

Lors de la première « révision », faite sous Pierre le Grand, on avait dénombré 4 millions de serfs. A la 6e révision (1812) on en avait compté 10 ½ millions du sexe masculin. Ce chiffre n'avait plus varié jusqu'à la 10e « révision » (1857).

La proportion des serfs par rapport à la population totale de la Russie était alors, selon les calculs de Troinitzky:

Gouvernements de:	%	Gouvernement de:	%
1. Smolensk	69	12. Vitebsk	57
2. Toula	69	13. Iaroslavl	57
3. Moguilev	65	14. Volynsk	57
4. Kalouga	62	15. Riazane	57
5. Minsk	61	16. Pskov	54
6. Koutaïs	60	17. Tver	51
7. Podolsk	60	18. Orloff	47
8. Nijni Novgorod	59	19. Penza	46
9. Vladimir	58	20. Vilna	46
10. Kieff	58	21. Novgorod	43
11. Kostroma	57	22. Grodno	41

[1]) A. Leroy Beaulieu. *Un homme d'Etat russe d'après sa correspondance.* (Revue des Deux-Mondes, novembre-décembre 1880, février 1881.)

Gouvernement de:	%	Gouvernement de:	%
23. Saratov	40	37. St-Pétersbourg	24
24. Koursk	40	38. Vologda	23
25. Tambov	40	39. Tiflis	21
26. Moscou	39	40. Samara	15
27. Simbirsk	39	41. Kazan	14
28. Tchernigov	38	42. Orenbourg	12
29. Poltava	37	43. Tauride	6
30. Kovno	37	44. Olonetzk	4
31. Perm	32	45. Viatka	3
32. Don	32	46. Astrakhan	3
33. Ekaterinoslav	32	47. Stavropol	2
34. Kherson	31	48. Bessarabie	1
35. Kharkov	30	49. Arkhangel	1
36. Voronèje	27		

La population non libre de la Russie comptait lors de l'émancipation 47 millions 200.000 âmes, se subdivisant en 20 millions de paysans de la couronne, 4 millions 700.000 paysans des apanages et 21 millions de paysans de propriétaires; il faut y ajouter 1 million 500.000 dvorovyé ou gens de service. Les paysans de la couronne et ceux des apanages dépendaient de l'Etat, représenté par l'administration des domaines, et par le département des apanages. La libération des paysans des apanages avait eu lieu par deux ukases du 20 juin 1858 et du 26 août 1859; le manifeste de 1861 annonça celles des paysans de propriétaires; la libération des paysans de la couronne fut réalisée par l'ukase du 18 janvier 1866. Quant à l'attribution des terres et à la réglementation des rapports fonciers, elles furent déterminées le 19 février 1861 pour les paysans des propriétaires, et pour ceux de la couronne et des apanages, par des décrets qui vont du 26 juin 1863 jusqu'au 24 novembre 1866.

« Pour assurer leur bien-être et l'exécution de leurs obligations à l'égard du gouvernement, ils (les paysans) recevront l'usufruit perpétuel d'une quantité de terre arable et des parties attenantes déterminée par les dispositifs... Qu'ils labourent consciencieusement la terre et récoltent ses fruits pour obtenir

les semences destinées à la terre qu'ils ont reçue en usufruit ou en pleine propriété... Signe-toi largement, peuple orthodoxe, et invoque avec nous la bénédiction de Dieu sur ton travail libre, gage de ton bien-être domestique et de la prospérité sociale. »

Le manifeste de 1861 ne donne aux paysans des propriétaires que la liberté personnelle, sans aucun droit sur la terre dont ils avaient recueilli, déjà aux temps de servage, les fruits [1]). La terre restait aux propriétaires, les paysans ne recevaient, moyennant le paiement d'un fermage, qu'un droit de concession; la superficie de cette concession devait correspondre primitivement à l'ancien lot du paysan, dans les limites déterminées par l'arbitraire du pouvoir seigneurial. Si les propriétaires du tchernoziom ne désiraient laisser au paysan qu'un lopin minuscule, les propriétaires des zones peu productives du Nord, au contraire, préféraient accroître les lots paysans. La loi décida qu'on établirait un maximum et un minimum pour chaque district; la concession fut en moyenne de trois déciatines [2]) et demie par paysan mâle, mais elle variait d'une déciatine à douze.

Les paysans obtenaient, moyennant des redevances fixées par la loi, la pleine jouissance de leur enclos (dvor) et en outre une certaine quantité de terres arables, suffisantes pour assurer l'accomplissement de leurs obligations envers l'Etat. Cette jouissance permanente pouvait se changer en une propriété absolue moyennant un droit de rachat.

Les lots devaient être suffisants « pour assurer leur existence aux paysans et l'accomplissement de leurs obligations envers l'Etat et le pomiechtchik » (rescrit du 20 novembre 1857 à Nazimoff et au comte Ignatieff). Mais les comités de gouvernement restreignirent les dimensions des lots existants, surtout sur les terres noires [3]).

Les Commissions de Rédaction qui examinaient les systèmes d'allotement décidèrent de prendre comme point de départ

---

[1]) Wieth Knudsen, *Bauernfrage und Agrarreform in Russland.* 1913, p. 24.

[2]) 1 déciatine = 1,092 hectare.

[3]) Skrebitzky, *La question paysanne sous le règne du tsar Alexandre II*, t. II, p. 12 *(en russe).*

l'ordre des choses établi par une expérience séculaire [1]). Les Commissions, sans fixer de norme déterminée, conclurent que la classe paysanne devait, autant que possible, conserver les lots qu'elle possédait en 1859. Cette règle générale ne fut pas observée et les lots furent fortement diminués. Des limites maxima et minima furent établies, sans tenir compte du principe proclamé de la « suffisance des lots pour assurer l'existence aux paysans ». Le Comité principal et le Conseil d'Etat d'une part, les comités locaux de l'autre abaissèrent encore les dimensions des lots.

Quatre lois locales, promulguées en même temps, réglaient la superficie des lots dans les différents gouvernements de l'Empire [2]) et fixaient un minimum et un maximum pour chaque région.

La première loi concernait la Grande Russie et une partie de la Russie Blanche. Elle distingue trois régions:

Régions	Superficie des lots pour une âme:	Redevances annuelles
Au nord du tchernoziom	3-7 déciatines	8-12 roubles
Tchernoziom	2¾-6 »	9 »
Steppes	3-12 »	9 »

La deuxième loi locale concernait l'Ukraine (les gouvernements de Poltava, de Tchernigov et en partie, de Kharkov). Elle établissait un maximum de 2¾ à 4½ deciatines par âme (1858) et un minimum de moitié.

La troisième loi locale, concernant le Sud-Ouest, et la quatrième loi pour l'Ouest (gouvernements de Vilna, Grodno, Kovno, Minsk et en partie Vitebsk) laissaient aux paysans les lots qu'ils avaient cultivés jusque-là. Un amoindrissement des lots pouvait avoir lieu quand le propriétaire avait reçu moins du tiers de son domaine, mais cet amoindrissement ne

---

[1]) Skrebitzky, *La question paysanne sous le règne du tsar Alexandre II*, t. II, p. 33 *(en russe)*.

[2]) Il s'agit ici de la Russie d'Europe sans les 3 provinces baltiques et les 10 gouvernements polonais, c'est-à-dire de 49 gouvernements.

devait pas dépasser $^1/_8$ de la terre des paysans. Les lots de ces régions étaient supérieurs en général aux autres lots.

Les paysans reçurent donc:

au-dessus de 10	déciatines	dans	3	gouvernements
7-10	»	»	3	»
5-7	»	»	12	»
4-5	»	»	15	»
3-4	»	»	12	»
au-dessous de 3		»	4	»

Dans 31 gouvernements, la superficie des lots n'atteint pas 5 déciatines. En moyenne les paysans d'Etat reçurent 6,7 déciatines, ceux des apanages 4,9 déciatines, ceux des propriétaires 3,2 déciatines. Dans le tchernoziom la moyenne des lots paysans était de 2,2 déciatines; elle s'abaisse dans le gouvernement de Podolie jusqu'à 1,9 déciatine, et dans les gouvernements de Poltava et de Kief à 1,2 déciatine seulement. Or, étant donné le faible niveau du rendement de l'agriculture en Russie, il faut considérer 8-10 déciatines comme un minimum pour permettre au paysan de subsister. Ce dernier chiffre ne fut atteint que dans 3 gouvernements [1]).

Les paysans reçurent donc trop peu de terres pour leurs besoins. Alexandre II surnommé *osvoboditel,* — « le libérateur » mériterait plutôt le titre d'*obezzemelevatel,* — « le détrousseur ». « La disette de terres dont souffrent les paysans russes est due principalement à l'insuffisance des lots que reçurent en 1861 les serfs seigneuriaux ainsi qu'à la direction suivie dans toute la politique gouvernementale depuis l'abolition du servage,

---

[1]) Selon les calculs de Khodsky, 50,7 % des anciens paysans de la couronne et serfs des apanages, et 13,9 % seulement des ex-serfs seigneuriaux ont reçu une quantité de terre supérieure à la norme de travail (l'auteur entend par là une quantité de terre suffisante, pour que toute la force de travail d'une famille de paysans trouve à s'y employer); 36,6 % des premiers et 43,5 % des seconds ont reçu assez de terre; 13,7 % des premiers et 42,6 % des seconds ont été insuffisamment pourvus.

politique qui a amené l'entassement de la population sur des lots de terre insuffisants » [1]).

Jusqu'en 1861, les paysans avaient donc disposé d'une quantité de terre supérieure à celle qui leur fut attribuée au moment de leur libération. A l'époque du servage, les paysans devaient d'ordinaire trois jours de corvée par semaine à leurs seigneurs : il ne leur fut assigné, lors de la libération, que la quantité de terre qu'ils pouvaient cultiver pendant les trois jours restants. Cette terre était susceptible d'occuper seulement la moitié de la force de travail d'une famille de paysans. On en retrancha encore, au profit des seigneurs, des « coupes » ou « retraits », considérables surtout dans la zone du tchernoziom.

Il n'y eut que les terres ingrates des gouvernements du Nord et du Centre où les lots ne furent pas réduits. En certains gouvernements ils furent étendus.

Gouvernements	Avant la réforme (En déc.)	Après la réforme (En déc.)
Iaroslavl	5,2	3,8
Kostroma	6,8	4,9
Vladimir	3,1	3,9
Moscou	2,6	2,9
Kalouga	2,5	3,3
St-Pétersbourg	3,3	4,8
Novgorod	2,7	5,7
Smolensk	3,6	4,0

La propriété paysanne augmenta en Pologne où les paysans bénéficièrent du soulèvement de la « schliachta » polonaise en 1863. Le gouvernement du tsar chercha à se concilier ainsi, dans un but politique, la sympathie des paysans.

Mais en Russie où cette raison n'existait pas, les lots furent amoindris [2]).

---

[1]) S. Prokopovitch, *La crise agraire et les mesures prises par le gouvernement.* 1912, p. 12 *(en russe).*

[2]) Skrebitzky, *La question paysanne sous le règne du tsar Alexandre II*, t. III, p. 829 *(en russe).*

Gouvernements	Lots pour 1 personne Avant la réforme (En déciatines)	Après la réforme (En déciatines)
Koursk	2,3	2,2
Orloff	2,6	2,6
Riazane	2,6	2,5
Toula	2,6	2,3
Tamboff	3,1	2,7
Voronèje	2,6	2,7
Penza	2,8	2,2
Kharkov	2,5	2,6
Ekaterinoslav	2,8	2,0
Kieff	6,6	2,1
Podolsk	5,5	2,2
Saratov	3,8	2,4
Simbirsk	2,9	2,4
Kazan	3,0	2,3
Viatka	3,2	3,0
Perm	5,5	4,0

Soit une moyenne de 3,4 déciatines avant la réforme contre 2,5 déciatines après dans ces 16 gouvernements. Au total, les possessions terriennes des paysans ont fortement diminué.

Par la réforme de 1861 qui « libéra » les serfs... de 20% des terres dont ils avaient eu jusque là la jouissance, le gouvernement et les pomiechtchiks voulurent créer une classe de travailleurs salariés. Afin que, comme par le passé, les paysans continuassent à travailler les terres du pomiechtchik, il fallait que leurs lots fussent trop petits pour les nourrir; il fallait remplacer le servage juridique par la nécessité économique; il fallait contraindre les paysans à louer leur force de travail, à se vendre à leurs anciens propriétaires. L'insuffisance des terres attribuées aux paysans était la condition indispensable pour garantir la main-d'œuvre aux pomiechtchiks; elle rétablit à leur profit l'ancienne corvée.

Le calcul des redevances visa aussi ce résultat. Elles dépassèrent de beaucoup le produit du sol et les possibilités de paiement du cultivateur pour l'obliger à chercher dans le travail

salarié l'appoint nécessaire. Les impôts et les redevances atteignaient dans le gouvernement de St-Pétersbourg de 128 à 150% du produit du sol, dans les gouvernements de Moscou 205%, de Smolensk 220%, de Tver 252%, de Vladimir 276% [1]).

L'échelle établie pour le redevances paysannes semble une application insensée et à rebours de la théorie subjective de la valeur. Les plus petits cultivateurs avaient à payer proportionnellement beaucoup plus que les autres, ils étaient voués à une ruine rapide.

Le calcul des redevances était extrêmement défavorable au paysan. Elles dépassaient souvent ses revenus. Fixées à 12, 10, 9 et 8 roubles, ces redevances ne devaient pas être modifiées durant 20 ans, ni subir après une augmentation de plus de 20 %. Dans la 1re et dans la 2e zones, la redevance atteint la ½ du montant total pour la 1re déciatine, le ¼ pour la 2e; le dernier quart est partagé également pour les autres déciatines. Dans la 3e zone, le paysan devait 4 roubles pour la première déciatine; les 5 autres roubles étaient répartis également sur les autres déciatines.

Supposons qu'il s'agisse de lots dans la Ire zone où le maximum atteint 7 déciatines, le minimum 3 déciatines, la redevance maxima 12 roubles. Si 100 paysans reçoivent le maximum: 700 déciatines, ils ont à verser 1.200 roubles, soit 1 rouble, 71 copecks par déciatine. S'ils ne reçoivent que le minimum, 300 déciatines, ils ont à payer la moitié du maximum (6 roubles) pour la première déciatine, c'est-à-dire pour 100 déciatines, et 3 roubles pour la deuxième. Ils paient donc 900 roubles pour 200 déciatines, et pour les 100 dernières déciatines ils ont à verser par déciatine: $\frac{300}{500}$ = 0 rouble, 60 copecks, soit 60 roubles pour 100 déciatines. Ils ont payer 1.200 roubles dans le premier cas, 960 roubles dans le second. La déciatine leur est revenue 1 rouble 71 copecks dans le premier cas, 3 roubles 20 dans le second, c'est-à-dire presque deux fois aussi cher.

---

[1]) Simkhovitsch, *La libération des paysans en Russie (en russe).*

Le rachat des terres par les paysans s'opère de deux façons: par des contrats volontaires (le propriétaire traite avec le mir), ou bien il est imposé par les propriétaires et par les établissements de crédit, auxquels les propriétaires ont cédé leurs droits. Le gouvernement établissait des modalités de crédit qui devaient permettre aux paysans de se libérer immédiatement vis-à-vis des seigneurs en restant les débiteurs de l'Etat. La loi ne venait, il est vrai, en aide aux paysans qu'au cas où ils rachèteraient la terre et le dvor; pour le dvor seul, ils avaient à fournir eux-mêmes les paiements. La somme à payer était calculée d'après le fermage capitalisé à 6%, 80% de la somme ainsi obtenue étaient payés par l'Etat aux propriétaires, en valeurs à 5% lorsque les paysans avaient reçu le maximum, 75% de la somme en cas contraire. Si le rachat avait eu lieu sur la réclamation unilatérale du propriétaire, il devait se contenter de cette somme; s'il avait lieu d'un commun accord avec le paysan, ce dernier devait payer les 20% ou les 25% qui restaient, sur un mode à déterminer à l'amiable. Les paysans montrèrent peu d'empressement à conclure les contrats, car les conditions étaient trop onéreuses et ils considéraient que la terre devait leur revenir sans condition. 60 à 65% des rachats furent accomplis sur l'initiative des propriétaires. Le besoin d'argent était très vif chez ces derniers: les dettes hypothécaires qui pesaient sur leurs domaines atteignaient en 1859 425 millions de roubles. Elles étaient inscrites dans plusieurs institutions de crédit de l'Etat. Or, ces établissements de crédit restreignirent leur activité vers 1860-1865, par suite de réorganisation. Comme les banques hypothécaires qui pullulèrent plus tard n'étaient pas encore créées [1]), les propriétaires s'efforcèrent de vendre des lots aux paysans, pour obtenir l'argent liquide que l'Etat leur avançait.

Là où il n'y avait pas encore rachat, les serfs sont transformés en « obligés temporaires ». Ils doivent encore l'obrok et les corvées qui ne peuvent pourtant pas dépasser 40 jours, la journée étant de 12 heures en été et de 9 heures en hiver. Les paysans ne devenaient possesseurs du sol qu'après avoir effectué

---

[1]) Le gouvernement vient en aide aux propriétaires en créant en 1885 la Banque de la Noblesse. — Sur la Banque de la Noblesse, voir p. 190—192 du présent ouvrage.

leurs paiements. Ils demeuraient durant 49 ans débiteurs envers l'Etat de 6% des sommes payées par ce dernier aux propriétaires, les 6% étant ainsi calculés: 5% pour les intérêts, ½% pour les frais, ½% pour l'amortissement. Un paiement anticipé de la dette était permis et facilité par le fait que les valeurs d'Etat de 5% au-dessous du pair étaient acceptées à leur taux nominal.

Comme le montant du rachat était calculé d'après les anciennes redevances, l'opération se présentait pour les pomiechtchiks sous la forme d'une vente imposée aux paysans, et non établie d'après la valeur réelle de la terre. Ce fut vraiment, selon l'expression d'un auteur de l'époque, « un rachat non de terre, mais d'âmes ».

Les sommes de rachat dépassèrent de beaucoup la valeur des terres, ce qui ressort du tableau suivant [1]).

	Valeur vénale du lot 1854-1858	Valeur vénale du lot 1863-1872	Montant du rachat	Prime au pomiechtchik
Terres noires	219 R.	284 R.	342 R.	123 R.
Autres terres	155 R.	180 R.	343 R.	188 R.

Les pomiechtchiks retirèrent de l'opération du rachat la valeur vénale de la terre et une prime de 36,1 roubles par âme dans les terres noires et de 62,3 roubles dans les autres terres [2]). Ce fut la prime de l'abolition du servage [3]).

Le pomiechtchik laissa dans les régions du centre les parcelles les moins productives aux paysans et dans les régions fertiles, il les lotit insuffisamment, afin que l'offre de travail dépassât toujours la demande.

---

[1]) Lossitzky, *L'opération du rachat*. St-Pét. 1906, p. 16.

[2]) Liachtchenko, *Esquisse de l'évolution agraire en Russie*, p. 218.

[3]) M. Nicolas Roubakine, dans une étude remarquable sur la question agraire (Revue politique internationale, juillet-décembre 1917) raconte avoir entendu, entre 1897 et 1906, de la bouche d'ex-serfs seigneuriaux des propos tels que ceux-ci: « Comment, tous ces messieurs Orlof, Demidof, Balachof ont reçu leurs terres gratuitement des tsars et des tsarines en guise de cadeaux. Et ils nous les font racheter à de semblables prix! Ce n'est pas seulement de l'injustice, c'est une franche volerie. »

L'éminent savant conclut: « L'histoire de la disette de terre endurée par les paysans entre 1861 et 1917 est l'histoire de l'aggravation progressive de l'état de la question agraire en Russie. C'est l'histoire de la transformation de la classe paysanne en une force révolutionnaire ».

Les conséquences de la réforme se firent vite sentir sous la forme de retards dans les paiements. Dix ans après la libération, il fallut abaisser les rachats. On le fit d'abord dans le gouvernement de Simbirsk. Les propriétaires s'y opposèrent: plus les paysans se trouvaient écrasés par l'impôt, et moins ils avaient à payer pour acheter leur force de travail. Ce n'est que l'ukase du 28 janvier 1881 qui abaissa les rachats pour tout l'empire. Il y eut deux tarifs: l'un spécial pour ceux dont l'économie périclitait, l'autre général. Ce nouveau rachat atteignit en moyenne les 27% de l'ancien, il oscillait entre 19 et 92%. Il fut déclaré obligatoire pour les paysans des propriétaires à partir du 1er janvier 1883. Il n'y eut plus alors d'« obligés temporaires ». La loi de 1881 parachevait l'émancipation des paysans des propriétaires.

La libération des paysans des apanages, c'est-à-dire des domaines de la famille impériale, fut faite par l'ukase du 20 juin 1858. Le règlement « pour l'usage de la terre » ne fut édicté que plus tard, le 26 juin 1863. Il rendit le rachat obligatoire; les paysans avaient à payer pendant 49 ans. La terre qu'ils travaillaient leur fut laissée. Elle fut limitée dans les régions où elle dépassait le maximum des lots des paysans privés.

La situation des paysans d'Etat fut réglée par la loi du 24 novembre 1866. Les paysans d'Etat avaient à payer l'obrok, — redevance à ajouter à tous les impôts que les paysans avaient déjà à payer. Cet obrok avait été constamment élevé au cours du XIXe siècle. En 1859, on l'avait fixé de telle sorte que sa capitalisation représentait la valeur du lot cultivé. L'ukase du 24 novembre 1866 se taisait sur la propriété du sol: l'ukase du 28 janvier 1863 avait dit expressément que l'Etat en demeurait propriétaire. Même après le rachat du lot par le paysan, un doute subsista [1]).

Jusqu'au paiement du rachat, l'Etat reste propriétaire. Les redevances à payer pour la jouissance du sol sont remaniées tous les 20 ans. Ces redevances annuelles, multipliées par 20

---

[1]) Khodsky dans *La terre et l'agriculteur* soutient la négative. Dans le même sens, un arrêt du Sénat de 1891 décide que les paysans sont propriétaires des lots rachetés.

et capitalisées, peuvent être payées en une seule fois à l'Etat qui laisse alors le lot au paysan. Le paysan peut payer comptant $^1/_5$ de la somme totale et le reste en l'espace de 20 ans, grossi d'un intérêt de 5% [1]). Le rachat est rendu obligatoire par l'ukase du 12 juin 1886 à partir du 1er janvier 1887, d'après les règles établies pour les paysans privés. Cette mesure eut pour raison immédiate la suppression de la capitation qui venait de causer au fisc un déficit de 19 millions de roubles qu'il fallait couvrir [2]). Les paysans privés et ceux des apanages étaient déjà devenus propriétaires par suite des rachats forcés. Seuls les paysans d'Etat continuaient à être fermiers. Les 20 ans, durant lesquels les fermages ne pouvaient être modifiés, étant écoulés, le gouvernement changea l'ancien fermage en rachat, à effectuer non en 49 ans, comme il l'aurait fallu avec un intérêt de 5%, mais en 44 ans.

Les paysans d'Etat furent placés dans une situation moins dure que les paysans privés. Ils obtinrent 57 millions de déciatines contre 33 millions aux paysans privés. Ils versaient annuellement 51 millions ½ de roubles comme fermage, somme dans laquelle rentrait, jusqu'en 1886, pour 19 millions de roubles la capitation [3]).

Les terres habitées de la Russie d'Europe ont une superficie d'à peu près 400 millions de déciatines (437 millions d'hectares). Les terres arables comprennent 200 millions de déciatines, le reste est couvert par des forêts profondes.

Plus de 70 millions de déciatines restèrent à la noblesse.

Les redevances annuelles des paysans de l'Etat et des apanages montant à 100 millions de roubles, il résulte que la terre que cultivaient les paysans leur fut vendue pour 2 milliards de roubles [4]), somme colossale à l'époque.

La terre passée aux paysans de la noblesse, de l'Etat et des apanages se répartissait ainsi après l'affranchissement:

---

[1]) Khodsky, *La terre et l'agriculteur*, II, p. 174 *(en russe)*.
[2]) Simkhovitch, *La libération des paysans en Russe*, p. 195 et p. 219 *(en russe)*.
[3]) Khodsky, *La terre et l'agriculteur*, II, p. 195 et p. 219 *(en russe)*.
[4]) Wieth Knudsen, *Bauernfrage und Agrarreform in Russland*. 1913, p. 36.

Catégories de paysans	Communes	Pourcentage	Nombre d'âmes d'après le recensement de 1858 (population masculine)	Pourcentage	Quantité de déciatines reçues	Pourcentage
Paysans d. seign.	91.475	65,5	10.050.200	44,9	33.755.759	28,9
» apanages	36.723	26,3	900.486	4,0	4.333.261	3,7
» de l'Etat	5.527	4,0	9.643.606	43,1	37.130.141	48,9
autres catégories	5.900	4,2	1.801.777	8,0	21.635.694	18,5
	139.625	100,0	22.396.069	100,0	116.854.855	100,0

La terre ainsi reçue fut une lourde charge pour les paysans. Ils « pleuraient sur la terre », ils hésitaient à l'accepter à des pareilles conditions. Cette crainte donna naissance à des abus. L'article 123 disait que le seigneur, au lieu de vendre à ses paysans la quantité légale, pourrait se dégager de cette obligation en leur abandonnant gratuitement le quart du maximum légal. Là où l'on pouvait s'attendre à voir monter la rente foncière, les propriétaires poussaient les paysans à accepter « le lot des mendiants ». Ils y réussirent souvent, car le paysan se laissait prendre à l'appât d'une terre gratuite, sans en prévoir les conséquences déastreuses pour l'avenir. La superficie de ces lots oscillait généralement entre 0,9 et 1,1 déciatine. 405.192 âmes acceptèrent le lot des mendiants jusqu'au 1er janvier 1864; au 1er janvier 1878, il y avait 640.380 « donataires » [1]). Une autre enquête sur ces lots « donnés », faite en 1907 dans 32 gouvernements, montre que 6,8% de la population rurale (6,7% des feux) profitèrent de cette disposition: ces 247.256 feux, répartis en 3.242 villages, possédaient 485.229 déciatines, soit 2 déciatines par feu [2]).

Les redevances de toutes sortes à payer l'emportaient de beaucoup sur le revenu des lots, même quand il ne s'agissait pas de « lots des mendiants ». « Non seulement les terres de lots, mais encore toutes les autres terres cultivées par des paysans, à

[1]) Khodsky, *La terre et l'agriculteur*. 1891, p. 40 *(en russe)*.
[2]) Wieth Knudsen, *Bauernfrage und Agrarreform in Russland*.

supposer qu'elles suffisent à les nourrir, ne couvrent cependant pas les autres besoins de l'exploitation agricole. Mais dans la plupart des cas elles ne nourrissent même pas les paysans. Pour assurer la subsistance d'une famille, il faut, là où la terre est maigre, des lots de 8 déciatines au moins par tête. Or, même chez les ex-paysans de la couronne la moyenne des lots n'atteint pas cette dimension; ils sont presque la moitié moindre chez les ex-serfs seigneuriaux qui, pourtant, outre leur entretien, ont encore à payer les contributions au fisc et l'obrok aux pomiechtchiks »[1]). Les lots ne peuvent donc suffire au paiement des contributions et des redevances, ils ne peuvent satisfaire les besoins les plus pressants de la population. « Le système des contributions et notre législation agraire », écrivait Yanson en 1877, « ne peuvent persister dans leur forme actuelle sans danger sérieux pour le bien-être présent et futur de la Russie. »

Comme la terre, loin d'être une source de revenus, n'était qu'une source de misère pour les paysans, on arrivait à ce résultat paradoxal qu'un paysan, pour vendre sa terre à un autre, devait le payer, afin qu'il voulût bien le décharger de sa terre et des obligations qui y étaient liées. L'attachement féodal du serf à la glèbe survivait sous une forme plus moderne à la suppression du servage[2]).

---

1) Yanson, *Essai d'enquête statistique sur les lots et les redevances des paysans (en russe).*

2) Dans les fameuses *Lettres sans adresse*, Tchernichewsky a très bien établi que la situation des paysans avait empiré après leur affranchissement:

« ... Je vous découvrirai un mystère qui, comme une nouvelle inattendue, étonnera tout le monde, excepté les paysans affranchis, lesquels, dès le premier moment, ont senti sur leur poche l'action de ce secret...

... Voyez donc, Monsieur, ce qui est resulté de l'examen des chiffres relatifs à ces 18 districts.

D'abord je me suis mis à calculer de quelle importance sera la nouvelle redevance en argent fixée par les Règlements, en présence du nouveau lot de terrain comparativement au lot et à la redevance d'autrefois, dans les domaines où la redevance était payée en argent auparavant et où, d'après les Règlements elle ne cesse pas d'être payée de cette manière.

Le nombre total d'âmes donné par les Appendices aux travaux des Commissions pour les 18 districts réunis est de: 125.324 âmes.

Leurs lots d'autrefois comprenaient: 419.406 1/2 arpents.

Sous le régime du servage, ils payaient aux seigneurs une redevance de: 842.728 roubles 50 copecks.

Quelles furent les conséquences de la réforme pour les pomiechtchiks? Le propriétaire foncier acquit-il cette prédominance dans la production agricole, cette direction du marché qu'il attendait?

L'émancipation des serfs devait leur fournir l'argent indispensable sous un régime d'économie monétaire. Mais leurs espérances furent trompées. Légers et prodigues, ils avaient mangé leur blé en herbe: en 1860, 62% de leurs serfs, c'est-à-dire 6.606.000 paysans étaient hypothéqués pour la somme de 398 millions de roubles, — 53% de leur valeur aux prix de l'époque!

Les pomiechtchiks ne touchèrent réellement que la moitié des sommes de rachat fixées. Sur 543 millions de roubles perçus jusqu'en 1871 pour les terres rachetées, les pomiechtchiks durent employer 248 millions à l'extinction de leurs dettes antérieures! Le reste — 295 millions — fut employé à des buts improductifs ou latéraux, une somme infime fut consacrée à la réorganisation de l'économie [1]....

La réforme avait été faite dans l'intérêt d'une classe, pour sauver de la décomposition l'économie des pomiechtchiks. Cette décomposition ne fit que se précipiter après la réforme.

A l'économie paysanne l'émancipation apporta la diminution des lots et un besoin croissant d'argent.

Les redevances à payer à l'Etat et à leurs anciens maîtres se multipliaient. Les redevances en nature faisaient place à des

---

Ainsi, sous le régime du servage d'autrefois, on prenait aux paysans en moyenne pour chaque arpent de leur lot: 2 roubles 9 copecks.

D'après les règles établies par les nouveaux Règlements, de leurs lots anciens ils doivent passer aux seigneurs: 101.767 3/4 arpents. Il reste aux paysans: 317.638 3/4 arpents.

La redevance pour ces arpents est de: 713.346 roubles, 80 copecks.

C'est-à-dire que pour chaque arpent de terrain de leur nouveau lot, les paysans doivent, d'après les nouvelles règles, payer: 2 roubles, 30 1/2 copecks.

En d'autres termes, d'après les nouveaux Règlements, les paysans qu'on affranchit doivent payer au seigneur: 1 rouble, 10 copecks, pour chaque rouble qu'ils lui payaient sous le régime du servage ancien.

Vous êtes-vous attendu, Monsieur, à un tel résultat?»

[1]) Khodsky, *La terre et l'agriculteur.* 1891 *(en russe).*

redevances en argent encore plus lourdes. L'ancien impôt personnel (capitation) fut noyé dans une multitude de nouveaux impôts: rachat des terres pour les paysans des pomiechtchiks et des domaines, obrok pour les paysans de l'Etat, redevances locales, capitation, redevances au mir, impôts pour l'armée, etc. Ces impôts s'élevaient à 5 roubles par personne, à 1 rouble par déciatine [1]). De là l'obligation pour le paysan de rechercher des gains à côté, non pas afin de vivre mieux, mais par dure nécessité de se nourrir, de vêtir sa famille, de payer ses impôts [2]).

Le budget des paysans, quoique déjà très lourd [3]), comprenait surtout des redevances en nature: les dépenses en argent restaient l'exception. Vinkins [4]), statisticien et propriétaire foncier, les estime annuellement à 72 roubles 50 pour une famille de 5 personnes, soit 12 roubles 50 par personne, pour la période 1830—1840. Pour 1840—1850, il trouve une dépense annuelle de 47 roubles pour 3 personnes, soit 15 roubles 70 par

---

[1]) Un rapport de la Commission impériale avoue que « la somme totale des impôts et redevances à payer par le paysan ne peut être couverte que dans peu d'endroits par le revenu seul du lot et sans gains à côté; mais on trouve des endroits, même dans les terres noires, où la somme des impôts dépasse 5 fois le revenu de la terre ».

[2]) Yanson, *Essai d'enquête statistique sur les lots et les redevances des paysans (en russe).*

[3]) « En 1871, la « Commission des Contributions » a recueilli des matériaux qui ont permis de déterminer la condition économique des paysans..... En se basant sur les données publiées, dans le XXIIe volume des « Travaux de la Commission des Contributions » et dans les « Livres bleus » de la Commission agricole, on peut se faire une idée du rapport des impôts directs au revenu des terres des anciens serfs, des paysans de l'Etat et du domaine privé du tsar...... On voit que les paysans de l'Etat et du domaine privé de 37 gouvernements (sans compter ceux de l'ouest) de la Russie d'Europe payaient 92,75 % du revenu net que la terre leur rapportait, c'est-à-dire que, pour satisfaire à tous leurs besoins, il ne leur restait que 7,25 % du revenu de la terre. Les impôts des anciens serfs, comparés au revenu net du sol en constituaient les 198,25 %; c'est-à-dire que non seulement ils donnaient tout leur revenu agricole, mais devaient ajouter autant de leurs autres revenus. » Nicolas-On, *Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs*, p. 2 *(traduction française.* Paris 1902).

[4]) Vilkins, *Ce qu'il faut au paysan du pomiechtchik pour arriver à vivre hors de la gêne dans les gouvernements des terres non-noires.* 1832 *(en russe).*

personne. Les propriétés de Vilkins se trouvaient dans la zone centrale de la Russie, et les dépenses paysannes en argent y étaient supérieures à celles des terres noires où prédominait la corvée.

Ces dépenses augmentent considérablement après la réforme. Sans doute, l'impôt sur le sel est aboli en 1880 et la capitation est supprimée en 1887. Ces deux mesures abaissèrent de 61 millions de roubles les paiements dus par les paysans, mais l'impôt foncier est élevé de 7.660.300 roubles à 11.738.700 roubles. Comme nous l'avons vu plus haut, les paysans de l'Etat, à la place de l'ancien obrok, sont soumis au rachat obligatoire. Enfin, les impôts indirects qui retombent en majeure partie sur la classe paysanne, s'élèvent [1]) rapidement sous le règne d'Alexandre III. Toutes ces redevances doivent être acquittées en argent et la paysannerie se trouve placée devant ce problème difficile: libérée de la partie la plus productive de ses terres, obligée de verser des sommes de rachat excessives, accablée de redevances, elle devait de ses lots amoindris tirer des sommes supérieures à celles du passé. Il lui fallait réaliser directement ses produits sur le marché, et non plus par l'intermédiaire du pomiechtchik; il lui fallait naître à la vie économique, cesser d'être le producteur aveugle, borné, l'âne de la meule, et devenir le producteur qui calcule et suppute, seul à seul devant le risque terrible du marché.

Souffrant d'un manque de terre artificiel, livré aux tempêtes de l'économie monétaire, sans possibilité de développer ses forces productives, le paysan, comme le pomiechtchik de jadis, s'efforce d'élargir la superficie de ses cultures. De là cette chasse à la terre, cette lutte pour chaque poud supplémentaire de pain qu'il pourrait écouler sur le marché. Toute l'histoire de la fin du XIXe siècle en est remplie [2]). Comme leurs lots ne suffi-

---

[1]) Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron.

[2]) Les paysans ne voulurent pas croire, de longtemps, à leur malheur. L'affaire de Tchiguirine, dans cet ordre d'idées, est édifiante: Thomas Priadko, paysan ukrainien, était allé implorer le tsar. A son retour au village, le bruit se répandit que le tsar appelait les paysans à la lutte contre les pomiechtchiks. Cette rumeur provoqua de sanglantes émeutes. Le malheureux Thomas Priadko fut poursuivi et condamné (1878).

Sous Alexandre III et sous Nicolas II, les insurrections pay-

saient pas aux paysans, ils se remirent, comme par le passé, à louer, à travailler la terre des pomiechtchiks avec leur propre inventaire. Tantôt ils payaient en argent, tant ils revenaient aux paiements en nature. Et ce renouveau du servage vit refleurir toutes les anciennes formes des redevances serviles.....

Nous avons vu que la société russe a reposé de tout temps sur l'exploitation des paysans par une classe privilégiée. Cette exploitation, dans le cadre de l'économie naturelle, rendait nécessaire le servage, seul moyen pour les seigneurs de contraindre les paysans à la corvée. Dans le cadre d'une économie monétaire, l'exploitation des paysans peut revêtir un autre costume juridique. Le servage tombe, mais la perception féodale de la plus-value demeure. Les redevances de rachat remplacent l'obrok de jadis, et la corvée est supplantée par l'obligation où se trouve le paysan, pour payer, de travailler la terre du seigneur. L'enveloppe juridique des rapports entre seigneurs et paysans a changé, le contenu économique est toujours le même. La « libération des serfs » de 1861 n'a pas apporté une fin à l'exploitation féodale: elle a maintenu, sous une autre forme, le servage, — cette « éternité paysanne », selon une expression du XVIIIe siècle. La classe dirigeante a reculé la solution de la question agraire [1]): elle a évité, par l'émancipation des serfs, le krach partiel qu'aurait pu lui causer une immense jacquerie paysanne dans la Russie féodale du XIXe siècle. Mais elle a

---

sannes, causées par le bruit d'un prochain partage des terres, sont fréquentes. Le gouvernement y répond par des répressions et des circulaires, comme celle du 16 juin 1879: « Depuis quelque temps de faux bruit circulent au sujet d'un prétendu partage prochain des terres. Sur l'ordre du tsar, je déclare que ni maintenant, ni plus tard il n'y aura et il ne peut y avoir des parcelles supplémentaires à ajouter aux lots des paysans. Sous nos lois sur la propriété, un tel mensonge, une telle injustice ne pourront jamais se produire, et la terre légalement possédée ne sera jamais enlevée à son propriétaire légal et donnée à un autre ».

Le 13 mai 1906, Goremykine fait une déclaration semblable, qui est demeurée célèbre dans l'histoire de la question agraire en Russie.

[1]) Le prince Volkonsky écrit en 1897 que la réforme du 19 février 1861 n'a fait que sanctionner les relations sociales antérieures, remplaçant le servage par la sujétion économique. « La réforme a légué ces résultats à l'ère suivante, qui a dû, qui doit compter encore avec eux. »

préparé, par les conséquences funestes de la réforme, une crise économique d'une ampleur inouïe, elle a miné le sol sous ses pas, et, en poussant les paysans à la Révolution, elle n'a fait que provoquer la liquidation radicale de tout l'ancien régime.

CHAPITRE II

LA POSSESSION COMMUNALE DU SOL

Le mir. — Ses défenseurs. — Genèse historique du mir. — Décomposition du mir patriarcal. — Le mir avec partage périodique est une conséquence du servage. — Catherine II lui donne la forme qu'il a conservée jusqu'à nos jours.

Le mir a été consolidé pour des raisons économiques et fiscales. — La réforme de 1861. — Les partages.

Opinion d'A. Leroy-Beaulieu et de Le Play. — La réalité. — Enrichissement et prolétarisation. — Les impôts. — Les enclaves. — Marasme et stagnation de la production agricole.

Dissolution de la communauté familiale. — Influence de l'économie monétaire.

Conclusion.

L'origine de la propriété communale se perd dans la nuit des temps [1]). Elle a revêtu dans la suite des formes multiples et variées, non seulement à cause des différences qui existent entre divers peuples et divers milieux, mais encore en raison des diverses étapes que parcourt une même société dans le courant de son évolution. La communauté villageoise des Indes n'offre qu'une ressemblance très éloignée avec la mark germanique [2]), et celle-ci diffère du mir russe [3]) et de la zadrouga serbe. Le mir russe a lui-même varié au cours des âges.

---

[1]) Kaveline, *Otetchestvennya Zapiski*, t. 109 *(en russe)*.
[2]) Baden Powell et Ashley.
[3]) La mark germanique serait, selon Haxthausen, une assemblée fortuite de personnes, le mir slave l'agrandissement de la famille patriarcale, — une « grande famille ».

Le caractère essentiel de la propriété paysanne en Russie a été longtemps l'indivision. Communauté de village, communauté de famille, tels ont été les deux degrés de la possession communale du sol. Nous allons en décrire les traits principaux.

La commune agraire *(mir)* correspond le plus souvent à un seul village, mais elle peut, dans certains cas, en renfermer jusqu'à 30. La commune est le véritable propriétaire de la terre, ses membres n'en ont que l'usufruit. Pour passer de la possession communale à la possession individuelle, il faut l'assentiment des $^{2}/_{3}$ de tous les membres. La commune a une responsabilité collective au sujet de tous les impôts et de toutes les obligations. Elle a ses fonctionnaires, élus par le *mir,* s'occupant de toutes les affaires qui concernent la possession de la terre, sa répartition, ses charges. A certains intervalles, on distribue des lots de terre. Le partage se fait non par tête, mais par famille, d'ordinaire en raison de la force de travail. Il est des familles qui ont trois ou quatre lots, d'autres un ou deux: les lots varient à quelques années de distance. Les pâturages et les forêts restent généralement indivis. Tantôt les prairies sont fauchées en commun et le foin est partagé entre les membres du *mir*. Tantôt elles sont divisées annuellement et les lots répartis suivant un ordre de roulement tel que les participants possèdent tour à tour chacun d'eux.

Au sein de la communauté de village, on trouve la communauté de famille. Les lots reçus par chaque famille sont cultivés en commun: les enfants restent chez les parents, c'est le grand-père ou le fils aîné qui a la direction du travail agricole. Dans la communauté de famille, il n'y a ni succession ni partage: les filles mariées qui avaient quitté la maison perdaient leurs droits sur le sol.

Quelques économistes et quelques historiens du XIXe siècle ont salué dans le mir un phénomène immuable revêtu d'un caractère d'éternité. Ni les guerres entre les princes, ni le joug mongol, ni l'époque sanglante d'Ivan le Terrible, ni les temps troublés de l'interrègne, ni les réformes de Pierre et de Catherine II qui s'efforcèrent de transplanter dans la vie russe les principes de la civilisation occidentale, rien n'aurait ébranlé, rien n'aurait transformé cette institution sacrée de la vie pay-

sanne. A travers les remous divers et les vicissitudes des événements, elle aurait conservé dans sa pureté primitive l'antique instinct démocratique qui de tout temps a sommeillé au cœur du peuple russe. Elle aurait accompli ce prodige de permettre une certaine liberté locale sous le joug du servage et une forme de self government sous l'absolutisme. Ni les fuites, ni les déportations des paysans n'auraient entraîné sa ruine. Dans le torrent universel de l'histoire, le mir seul serait resté inébranlable.

Tengoborsky, dans son ouvrage sur « les forces productives de la Russie », a dit: « Le système de partage du mir tient à son organisation patriarcale, à laquelle il est dangereux de toucher. Le partage est fondé sur l'idée première de l'unité du mir et de l'égalité des droits de chacun de ses membres à une part correspondante de la terre communale ». Haxthausen, s'appuyant sur le caractère patriarcal du mir, a vu son origine dans l'élargissement de la famille primitive: « Le mir russe est un lien organique; il représente une force sociale si puissante que dans ce pays il n'y a pas et il ne peut y avoir à l'avenir de prolétariat, tant que subsistera le mir. Voilà pourquoi il faut le préserver de la destruction, en supprimant toutefois les incommodités qu'il peut comporter pour la technique de l'agriculture » [1]. Béliaeff a considéré le mir comme une « institution nationale, de la plus haute antiquité russe » [2]. Les slavophiles l'ont salué comme le gage du rôle messianique que doit remplir la race slave, la promesse de son triomphe final sur le monde occidental « pourri ». Le mir était pour eux le milieu où se réalisera l'idéal de l'amour chrétien. « Le mir ne repose pas sur des obligations contractuelles, sur des formalités extérieures, mais sur des besoins moraux; il est la libre émanation de l'esprit national, une alliance de personnes qui ont dépouillé leur personnalité et font preuve, en se conformant aux décisions générales, du plus pur amour » [3]. Il représente ce principe supérieur et

---

[1]) Haxthausen, *Studien über die inneren Zustände des Volkslebens und insbesondere der ländlichen Einrichtungen Russlands.* 1847-1852.

[2]) Béliaeff, *Les paysans en Russie*, p. 127 *(en russe).*

[3]) Aksakoff, Voir aussi Tchadaeff, un esprit très original.

mystique qui ne trouvera rien au-dessus de soi-même, et qui n'a pas qu'à progresser, qu'à se purifier, qu'à s'élever sans cesse [1]). Selon Samarine, « le mir est le fondement, le sol même de toute l'histoire russe, passée, présente et future. Les semences et les racines de tout ce qui fut grand et qui reste à la surface sont profondément enfouies dans son sein fertile et aucun acte, aucune théorie qui le nient n'atteindront leur but, ne seront viables ». Deux autres écrivains du XIXe siècle, Khomiakoff et Kocheleff, dont la polémique avec Terner est restée fameuse, ont opposé la possession communale du sol aux formes anglaise et française de la propriété: la grande propriété anglaise a pour conséquences la concentration des richesses, l'appauvrissement de la masse et la prolétarisation; les petites tenures françaises entraînent la stagnation dans l'agriculture et font obstacle à tout progrès technique. Au contraire, le mir, unissant les avantages économiques de ces deux modes de propriété, empêche la prolétarisation et l'émiettement de la terre. Il assure la stabilité de l'Etat, contribue à une juste répartition des richesses, favorise l'entr'aide et encourage le paysan, puisqu'il lui promet, au cas d'une mauvaise récolte, le secours de ses camarades. La commune agraire fraye un chemin à la future commune industrielle, dont l'*artèle,* si répandue en Russie et composée en majeure partie de paysans, est l'échelon intermédiaire.

---

[1]) Il est curieux de faire un rapprochement entre les idées des slavophiles et l'opinion de Herzen sur le mir.

« Le peuple russe, par sa nature même, est communiste et la commune, c'est cette qualité suprême qui l'aidera à remplir un grand rôle dans l'avenir. Il ne connaît pas d'autres droits ni d'autres obligations que ceux et celles qui proviennent de son communisme. Car, en dehors de là, tout paraît être fondé sur la violence et l'injustice. La commune a sauvé le peuple de la barbarie mongole, de l'influence byzantine, de la bureaucratie allemande. En outre, le communisme a pu résister à toutes les interventions de l'Etat et a pu se conserver jusqu'à l'apparition du socialisme en Europe. C'est pourquoi le gouvernement russe se montre si hostile à toute idée relative à l'abolition du servage, c'est pourquoi, après avoir réprimé toute tentative de révolte, de protestation, il est en proie à une grande inquiétude: à la place du libéralisme que Nicolas Ier poursuivit avec tant d'obstination, d'ailleurs inutilement, car cette plante exotique ne pouvait pas prospérer sur le sol russe, se dresse un autre problème. Du reste, l'Etat a senti que l'abolition du servage le priverait de la terre; et, abandonner la terre aux paysans, c'est proclamer le communisme. » *Le peuple et le socialisme*, Lettre écrite par Herzen en réponse à un article de Michelet publié dans *L'Evénement*. — Herzen, si génial parfois, s'est trompé.

Tchernichevsky, contrairement aux slavophiles, ne découvre pas dans le mir une institution particulière à la race slave [1]). Le mir s'est conservé en Russie par suite des circonstances spéciales de son développement historique. L'évolution de l'Europe occidentale a amené la formation du prolétariat: il est hors de doute que l'Europe finira par se guérir de cette longue et douloureuse maladie; mais elle en souffrira longtemps encore. La Russie, elle, à un contre-poison tout prêt pour combattre le fléau de la prolétarisation: c'est le mir. Se fondant sur la dialectique de Hegel, Tchernichevsky voyait dans la possession communale du sol la forme primitive des rapports agraires; la propriété privée lui succède, et fait place elle-même à une commune d'un type supérieur. Le dernier stade du développement est identique, quant à sa forme, au stade primitif: et Tchernichevsky en tirait sa loi de régression apparente [2]). Le degré ultime de la progression peut être atteint sans passer par les degrés intermédiaires: le penseur russe en déduisait que le mir, si les circonstances le favorisaient, pouvait, sans s'attarder aux étapes de transition, se transformer de lui-même en son aboutissement logique, — en une commune idéale.

A ces partisans du mir, venus de tous les points de l'horizon philosophique et social, s'opposèrent bientôt tous ceux qui ne croyaient pas à une destinée et à une évolution particulières de la Russie, mais les faisaient rentrer dans le cadre du développement général de l'humanité. Vernadsky et Stroukoff, se réclamant des principes de l'école manchestérienne, préconisaient la propriété individuelle, levier de tout progrès, et critiquaient au nom de la production agricole, le mir [3]).

---

[1]) Tchernichevsky, Articles paru dans da revue *Sovremennik*, « *Le Contemporain* », traduits en français sous le titre: *La possession communale du sol.* Paris 1911.

[2]) Cette conception d'une évolution fermée se trouve déjà chez Vico: « Il existe une histoire idéale éternelle que parcourent dans le temps les histoires de toutes les nations, de quelque état de sauvagerie, de barbarie et de férocité que parlent les hommes pour se civiliser. » (Scienza nuova: libr. II, § 5.)

Aristote avait dit: « Res enim humanas et coeterarum eas quae naturalem motum et ortum ac obitum subeunt, circulum esse dicunt ». *Physica Auscultatio*, IV, 14.

[3]) Le mir a été aussi combattu en Russie par Boutovsky, Solovieff, Nééloff, Hufeisenberg.

Ce fut Tchitchérine qui posa la question sur son véritable terrain. Il recourut à l'histoire, chercha l'explication du mir dans le passé, entreprit une étude approfondie de son évolution. Il fit ainsi descendre le mir de l'Olympe où l'avaient porté les fumées et les enthousiasmes métaphysiques de ses admirateurs. Dans un article intitulée: « Coup d'œil sur le développement historique de la commune rurale en Russie » *(Roussky Vestnik,* « Messager russe », 1858) il retraça la genèse du mir.

Bien loin de représenter l'état le plus arriéré de l'antique propriété communale, le mir russe avec partage périodique est lui-même, dans l'immensité de l'histoire, une forme relativement moderne de la propriété collective. Le partage périodique n'est apparu en Russie qu'après l'établissement du servage, dans la période qui va de Boris Godounoff à l'avènement des Romanoff.

Le mir russe n'a pas une origine patriarcale, mais administrative. Autrefois le clan possédait la terre. L'apparition des princes et de leurs *droujiny,* qui s'emparent d'une partie de la terre et en font leur propriété privée, met fin à la commune patriarcale. Celle-ci devient une commune purement foncière, qui n'est plus la commune de clan d'autrefois, ni la commune gouvernementale de plus tard. Les terres noires qui appartiennent aux princes sont cultivées au Xe—XIIe siècles par ces communes, soumises à certaines redevances pour l'usage du sol. Les communes accueillaient alors tous ceux qui voulaient en faire partie, à la condition qu'ils payassent, et ne retenait personne [1]). Les chefs communaux, *sotskie* et *starosty,* ne s'occupaient que des questions financières. Les *namestniki,* hommes

---

[1]) Lechkow,. *Le peuple russe et l'Etat (en russe).*
En Allemagne, à la même époque, sur les terres occupées par les communes, la mise en culture par un nouveau colon ne peut avoir lieu que du consentement de tous les ayants droit. Les *bifange* ne peuvent se faire sur les terres de l'*allmend* qu'avec la permission des *Genossen.* Mais le défrichement, fait du consentement de la commune, n'entraîne pas toujours l'établissement du droit de propriété. Le colon n'en acquérait que l'usage, à la condition que la terre restât en culture. (Heussler, *Institutionen des deutschen Privatrechts.)*

du prince, étaient attirés de plus en plus par les avantages de la responsabilité collective en matière de tailles et de corvées. La garantie solidaire, la responsabilité de tous les membres devinrent un ciment d'unité en même temps qu'une cause d'assujettissement.

Au début, association de personnes unies par une même origine et des intérêts identiques; puis, association de personnes unies par les mêmes redevances en faveur du propriétaire foncier, la commune prit, au XVIe siècle, un caractère gouvernemental. La politique des tsars de Moscou a consolidé le mir dans un but fiscal pour assurer la rentrée des impôts [1]). Afin de limiter le pouvoir des *namestniki,* le pouvoir central introduisit le principe électif au sein des communes et leur assigna l'échelon le plus bas dans la hiérarchie administrative.

Quand l'ancienne classe des propriétaires fonciers fut vaincue et dépossédée, les tsars placèrent à la tête des communes leurs voiévodes. Le passage des paysans d'une commune à l'autre fut interdit. Le célèbre historien de la classe paysanne russe, Semevsky, a décrit la lutte entre le mir avec partage périodique qui naît et le *tchetvernoe zemlevladenie* qui décroît. Le *tchetvernoe zemlevladenie* est une forme de propriété collective qui se rapproche de la mark germanique: les pacages et pâturages y sont indivis, mais les lots sont héréditaires. Semevsky suppose que le mir s'est créé sur l'initiative des paysans qui le préfèrent au *tchetvernoe zemlevladenie*; le gouvernement, harcelé de demandes et de requêtes, n'aurait fait que l'étendre et le rendre obligatoire.

Les derniers paysans libres qui restaient encore, à l'époque de Pierre le Grand, aux lisières de l'Empire, *odnodvortsy* au Sud, *iassachny* à l'Est, *tchernossochny* au Nord, furent transformés en paysans de l'Etat par suite de l'ukase sur la capitation: le servage entraîna chez eux l'apparition du mir. Catherine II, par son « Instruction » de 1766, donna au mir la forme qu'il a conservée jusqu'à nos jours, et aussi le droit d'élire ses chefs, — *starosty, sotskie* et *desiatskie.*

---

[1]) Klioutchevsky, *Cours d'histoire russe (en russe).*

Le mir n'est donc que la suite du servage et de la capitation, il n'a plus aucun rapport avec la communauté antique. Il est simplement « une organisation de contrainte qui lie ses membres par une obligation solidaire, pour garantir la rentrée de tous les paiements » [1]). Le servage a amené la naissance du mir chez les paysans des seigneurs parce que les serfs avaient à acquitter des redevances envers leur maître et envers l'Etat, et qu'ils avaient reçu à cet effet des lots de terre en jouissance. Comme les seigneurs répondaient des impôts, ils voulurent que chaque paysan eût à peu près la même superficie de terre, pour que chacun contribuât par son travail à acquitter les impôts; et pour que la rentrée des impôts fût assurée, les seigneurs établirent la responsabilité solidaire [2]). Le gouvernement l'étendit aux autres paysans [3]). Les partages avaient lieu quand le nombre des serfs avait varié.

Le féodalisme et l'absolutisme ont donc transformé peu à peu l'organisation communale des paysans en instrument d'exploitation. L'émancipation des serfs n'a apporté sous ce rapport aucun changement. Le mir devait garantir désormais le paiement des impôts à l'Etat et des sommes de rachat au propriétaire. « Il faut un pouvoir solide qui puisse prendre la place des propriétaires. Sans lui, le propriétaire ne recevra pas les sommes de rachat ni l'Etat ses impôts » [4]). En fait, le mir fut consolidé pour des raisons économiques et fiscales. Le manifeste du 19 février 1861 en a donné la définition suivante: « Le mir est cette forme antique de jouissance sous laquelle la terre est partagée, sur une décision du mir, entre les paysans d'après le nombre d'âmes ou tout autre mode; mais les obligations qui incombent pour la jouissance de la terre sont garanties solidairement » (Art. 13).

Aux raisons fiscales en faveur de son maintien sont venues s'ajouter des raisons politiques : « Le partage de la terre qui est si funeste pour l'agriculture », dit un document officiel, « a

---

[1]) Milioukoff, *Esquisse de l'histoire de la civilisation russe*. 1896, p. 188 *(en russe)*.
[2]) Sokolovsky, *Histoire du mir russe*. 1877, p. 31 *(en russe)*.
[3]) Keussler, *Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Gemeindebesitzes in Russland*.
[4]) *Matériaux de la Commission de Rédaction I*, p. 250.

l'avantage d'empêcher la création d'un prolétariat, voilà pourquoi c'est une question dont la solution doit demeurer en dehors des considérations purement économiques »[1]).

Le mir payait à l'Etat des redevances supplémentaires dont les autres paysans étaient exempts[2]). Ces paiements étaient garantis. De 1839 à 1849, le mir avait été introduit chez 533.000 paysans de la couronne[3]).

Le mir partage la terre entre les familles selon le nombre de « bouches » ou selon les forces de travail: il se règle tantôt sur la norme de consommation, tantôt sur la norme de production. Les partages d'après la norme de production se fondent sur le bétail et l'inventaire que possède chaque famille. Les lots sont strictement proportionnés aux charges de chaque famille, et le nombre des parts est calculé selon le nombre non des « bouches » mais des « âmes », c'est-à-dire des individus inscrits au dernier recensement.

Pour les paysans d'Etat, sous le servage, chaque « révision » ou recensement de la population masculine donnait lieu à une répartition égale des impôts et des terres. Lors de l'émancipation, les paysans gardèrent les lots tels qu'ils avaient été fixés par la dernière révision de 1858. Mais ce partage, effectué d'après les forces de travail de 1858, devint rapidement injuste avec l'accroissement de la population. Les paysans attendaient un nouveau rescensement pour effectuer un nouveau partage: le caractère fétichiste qu'ils attachaient au partage de 1858 se manifesta par le fait que, lorsqu'une « âme de révision » mourait, sa terre n'était pas partagée entre ses héritiers: elle passait aux « âmes de révision » qui survivaient[4]). Le sol s'accumula entre quelques mains, aussi la masse frustrée exigea-t-elle bientôt des partages. Les partages furent faits soit d'après la norme de production, soit d'après la norme de consommation. Dans le premier cas, le principe invoqué était le droit au travail, dans le second le droit à l'existence.

Le partage d'après la norme de production a amené des fissures individualistes dans le principe égalitaire de la posses-

---

[1]) *Mémoire du Ministère de l'agriculture.* 1849.
[2]) V. V. *Le Mir*, p. 32 *(en russe).*
[3]) Solovieff, *Otetchestvennia Zapiski.* 1858, 2, p. 623 *(en russe).*
[4]) Katcharovsky, *Le mir russe*, p. 230 *(en russe).*

sion communale. C'est qu'en effet le partage inégal du sol d'après les forces de travail ou les moyens de production permet le partage d'après le capital de chacun (grains, bétail, instruments aratoires). Une mesure dictée par un esprit égalitaire contribua à la formation d'un petit nombre de feux riches à côté d'un grand nombre de feux pauvres.

Les Commissions de Rédaction qui élaborèrent la réforme de 1861 étaient hostiles aux partages. Elles avaient voulu limiter « l'arbitraire des majorités » en exigeant le vote de $^3/_4$ des membres de l'assemblée; au cours des débats cette majorité fut réduite à $^2/_3$. La loi du 8 juin 1893 maintint ce chiffre et décida que le partage devait être effectué pour une durée de 12 ans au moins: il devait en outre être soumis à l'approbation du *zemsky natchalnik* (préfet rural) et confirmé par le conseil de district.

Les paysans des propriétaires qui payèrent si cher, après leur émancipation, les lots reçus et qui devaient acquitter durant 49 ans les intérêts et l'amortissement, n'étant pas sûrs du tout de conserver leurs lots si la population augmentait, auraient préféré passer à la propriété individuelle. Mais pour eux surtout, la garantie solidaire fut rigoureusement observée; le mir, qui ne tolérait les arrérages d'impôts, procéda à des partages pour que chaque paysan pût contribuer au paiement total. Cependant, la charge accablante des redevances et l'exiguïté des lots de terre le poussaient vers la fabrique, vers l'industrie, vers la construction des chemins de fer. A partir de 1887, on assiste à un phénomène inverse: l'exode rural fait place, pour différentes raisons, à la chasse à la terre. D'abord, la capitation et certains impôts ont été supprimés; le prix des denrées agricoles monte; l'accroissement de la population fait renchérir le prix de la terre et tomber les salaires. Les paysans qui ont payé régulièrement les impôts du mir n'admettent pas le retour aux champs de ceux qui ont abandonné leur lot et qui viennent le réclamer. Ils demandent, dans le gouvernement de Riazane, le passage à la propriété privée, « pour n'avoir pas eu à payer en vain les redevances »[1]). En l'occasion, ce sont des

---

[1]) Katcharovsky, *Le mir russe*, p. 299 *(en russe)*.

« âmes de révision » ou leurs descendants qui réclament, et ils considèrent que le partage, lors du dernier recensement, doit subsister, parce qu'il a été ordonné par la loi.

Le passage à la propriété privée peut se produire par l'accord, tacite ou formel, intervenu entre les paysans, de cesser les partages; le mir abandonne son droit sur le lot qui passe, après la mort de son possesseur, aux héritiers naturels. Les partages sont alors faits « pour toujours ». Les paysans usent aussi du § 165 de la loi d'émancipation qui leur permet de se libérer de la garantie solidaire et de mettre fin aux partages. Pourtant les propriétés communales ont formé jusqu'au début du XX[e] siècle les $^4/_5$ des terres paysannes.

Le paysan riche craint les partages. Il n'a rien à y gagner, et tout à y perdre. S'il reçoit moins de terre, il sera obligé de vendre son inventaire, souvent à mauvais prix. Quant au paysan pauvre, la reprise de son lot en propriété privée signifie pour lui le droit de le vendre [1]).

La longueur des délais entre les partages amène forcément l'inégalité. Mais le morcellement de la terre communale entraîne l'appauvrissement et la prolétarisation [2]). Partout où se conserve le mir avec partages périodiques survient la misère générale, suite de la garantie solidaire. Le mir étant l'unité fiscale, le paysan n'a pas, en tant qu'individu, intérêt à élever son niveau de production. Il se contente d'un minimum, ne voulant pas obtenir un superflu qui servirait à payer la part des camarades défaillants. Ceux-ci sont d'ailleurs sévèrement poursuivis par le mir; l'assemblée du mir loue ceux qui ne paient pas comme ouvriers; elle leur enlève leur lot, car elle répondra pour eux devant la police. « Plus des $^3/_4$ de notre population vit sous le poids d'un système d'impôts diamétralement opposé à tout ce que le monde civilisé considère comme un système normal d'impôts. Les principes fondamentaux d'un fisc

---

[1]) Selon Keussler, le phénomène le plus marquant dans la vie du mir depuis l'émancipation des serfs est la répulsion croissante qu'éprouvent ses membres à entreprendre de nouveaux partages. Ces derniers, par suite de l'accroissement de la population, entraînent la diminution des lots.

[2]) Postnikoff, *La possession communale*, p. 55, 67, 69 *(en russe)*.

civilisé ne sont pas employés pour notre population rurale jusqu'à aujourd'hui » [1]). La contrainte, la démoralisation, le chaos, la faible productivité de l'agriculture, la corruption dont se servent les riches pour imposer leur volonté au sein de l'assemblée communale, — voilà le mir !

« La commune agraire se dissout en tant qu'alliance volontaire, et il ne reste plus qu'une « société » dans le sens administratif, un groupe de personnes, soumises par contrainte à la garantie solidaire, c'est-à-dire à la responsabilité de chacun pour l'impossibilité de payer de tous, que le fisc ne veut pas comprendre. Tous les avantages, procurés autrefois par le mir, ont disparu ; seuls les inconvénients sont restés. » [2])

A. Leroy-Beaulieu et Le Play, effrayé des dangers que présentent la petite propriété et son extrême morcellement [3]), ont admiré longuement le mir russe. « On voit tout de suite quel encouragement donne à la population, dans un cas comme dans l'autre, ce système de partage. Chaque fils venant au monde, ou chaque fils arrivé à l'âge d'homme, apporte à sa famille un nouveau lot de terre. Au lieu de diminuer, en le divisant, le champ paternel, une nombreuse progéniture l'agrandit ». Quant à Le Play, il voit dans le mir russe le dernier refuge de toutes les vertus patriarcales. « Cette alliance de la religion et de l'autorité paternelle confère aux paysans russes le caractère de dignité qui les distingue. Elle explique, en outre, les libertés communales dont ils jouissent depuis longtemps et la liberté individuelle qui leur a été accordée en 1861 » [4]). Nous regrettons pour « le caractère de dignité qui distingue les paysans russes » de n'avoir aperçu nulle part ni les libertés communales ni la liberté individuelle dont parle Le Play. Enfin Cheysson écrit dans la Réforme sociale: « Les pêcheurs ont des enfants

---

[1]) Terner, *L'Etat et l'agriculture*. 1896, I, p. 288 *(en russe)*.

[2]) V. V., *Le mir (en russe)*.

[3]) On se rappelle l'anathème que lance le vieux Clousier, le juge de paix de Balzac, dans *Le Curé de Village:* il maudit le titre des successions du Code civil, « ce pilon, dont le jeu perpétuel émiette le territoire, individualise les fortunes, en leur ôtant une stabilité nécessaire et qui, décomposant sans recomposer jamais, finira par tuer la France ».

[4]) Le Play, *Les ouvriers européens*, t. II, chap. II et IV.

parce qu'ils peuvent en avoir beaucoup impunément, sans morceler l'héritage et parce que chaque mousse apporte en naissant son lot comme l'enfant du mir russe apporte le sien. » Voyons ce qui se passe dans la réalité.

Chaque enfant qui naît dans le mir « apporte en naissant son lot ». Plus une famille a d'enfants, plus elle va recevoir de lots au prochain partage. Mais le lot qui revient à chaque « âme » du mir est toutes les fois plus petit. L'accroissement de la population, loin d'agrandir le champ paternel, le diminue. Le mir n'empêche pas la formation d'un prolétariat rural: il ne fait que prolétariser l'immense masse des paysans.

« Le simple mécanisme de la production de ces communes qui se contentent de leurs propres produits et les reproduisent sans cesse dans de mêmes formes, et qui, en cas de destruction, renaissent à la même place, avec le même nom, — ce mécanisme », a écrit Marx, « nous dévoile le mystère de l'état immuable des sociétés asiatiques, qui se trouve dans une si vive contradiction avec la succession incessante des Etats et des dynasties. La structure de l'élément économique fondamental de ces sociétés n'est pas touchée par les tempêtes de l'horizon politique ». Mais cet élément fondamental des sociétés barbares, — la commune agraire, — qui résiste aux tempêtes des révolutions politiques cède devant la nécessité de l'évolution économique. Le développement de l'économie monétaire et de la production commerciale dissout peu à peu l'ancien mir.

Au sein de la même commune, on peut trouver des feux où il n'y a qu'un cheval, d'autres avec trois chevaux. Les paysans du premier feu se débattent dans la gêne, ils sont candidats au prolétariat, — sinon déjà prolétaires. Il se forme un groupe de paysans qui, dépourvus de bétail pour travailler leurs lots, sont obligés de vendre leur force de travail, de prendre des terres à ferme à des conditions spéciales que nous décrirons plus loin, ou bien d'abandonner complètement leurs cultures. La petite agriculture paysanne, basée sur le travail du propriétaire, ne peut se maintenir qu'avec la grande famille coopérative: dès que celle-ci disparaît, les ouvriers salariés apparaissent. Pour qu'un feu prospérât, il fallait, à la fin du XIXe siècle, trois

travailleurs [1]). Avec les progrès de l'individualisme, le cultivateur solitaire doit recouvrir au louage d'un ou de deux ouvriers. La famille d'agriculteurs dont le travail se complète par le travail d'un, de deux ouvriers devient un type courant de coopération agricole qui remplace la coopération de la famille naturelle.

A un pôle du mir, on voit apparaître des propriétaires riches qui se liguent contre les pauvres et empêchent tout nouveau partage; voulant conserver les lots fertiles, ils font de leurs terres un bloc dont ils se passent tour à tour les lots. A l'autre pôle de la commune s'accroissent la misère, la désolation et la ruine [2]). On distingue « le côté froid et le côté rouge », les « sans le sou et les paysans aisés » *(poustyrniki i khoziastvennye moujitchki)*.

Cette vérité économique est traduite en vives couleurs par la description que donne l'écrivain Zlatovratsky d'un village communal qu'il contemple du haut d'une colline: « Quelle diversité, cependant! Ici, un amoncellement d'isbas, vieilles, à deux fenêtres, recouvertes de paille..... Là, au contraire, des isbas neuves, à trois fenêtres, largement espacées entre elles, recouvertes de poutres; et entre elles brillent même des toits verts en fer avec des girouettes aux cheminées. Et en voici une troisième, longue, rampant comme un ver: là, près de l'habitation du riche koulak, s'élève, à peine à fleur de terre, on ne sait quoi, — tente ou hutte. »

Le mir choisi par Zlatovratsky représente, selon lui, « le type moyen du nouveau village, dont tendent à se rapprocher tous les villages russes, que certains mêmes ont dépassé de loin dans le même sens, c'est-à-dire le sens de la désorganisation de l'ancien village, représentant le principe du travail et de l'égalité économique. »

Ainsi, la masse paysanne, jadis homogène, devient un Janus à deux faces. Le village contient deux couches de population

---

[1]) Gourvitch, *La situation économique du village russe (en russe)*.
[2]) Orloff, *Les formes de la propriété foncière paysanne*, p. 55 *(en russe)*.

dont les intérêts sont différents et opposés: d'une part, les *koulaki*, les « mangeurs du mir », — accapareurs et usuriers, d'autre part ceux que leur lot insuffisant, trop pauvre ou impossible à cultiver condamne à travailler en qualité de salariés sur la terre d'autrui *(batraki)* [1]).

L'ancien mir patriarcal est détruit par l'économie monétaire, les inégalités qu'elle entraîne, les impôts. Il n'arrive plus à défendre les intérêts de tous ses membres sans exception, il se transforme en une commune de *koulaki* dont la destruction importe à la *pauvreté* paysanne [2]).

Les conséquences du mir au point de vue des cultures sont des plus funestes. Sous le régime de partage des terres communes, le paysan et sa famille ne sont pas poussés à amender constamment la part qui leur échoit. En effet, à la prochaine répartition des lots, auront-ils encore les mêmes terres à travailler? Ils ne le savent pas et la production agricole en souffre.

Le système de l'allotissement périodique est contraire au progrès, puisqu'il fixe une fois pour toutes le mode d'assolement.

La division du sol en parts égales et le tirage au sort de ces parts ont lieu à des dates fixes ou à des dates variables, selon les régions. Pour éviter les inégalités résultant de l'éloignement plus ou moins grand des champs par rapport aux maisons d'habitation, de la fertilité plus ou moins grande de ces champs, la division porte sur chacun d'entre eux. Chaque lot comprend plusieurs parcelles dans chacun des trois champs, sous le système de l'assolement triennal (blé d'hiver, blé de printemps, blé de jachère): les travaux agricoles doivent donc se faire d'ensemble. Un champ contient ordinairement de sept à dix subdivisions ou *kons*, quelquefois plus. Enfin, chaque *kon* est à son tour divisé en parcelles ou lots. Les champs peuvent donc être très morcelés, soit à cause de la configuration naturelle du terrain, soit à cause des enclaves des terres du seigneur; quand leur périmètre est irrégulier, on les divise en un certain nombre de quadrilatères devant être subdivisés à leur tour. On aboutit sous ce régime communiste à des parcelles excessivement nombreuses.

---

[1]) Gvosdeff, *Koulaks et usuriers (en russe).*

[2]) Plekhanoff, *Le mir (en russe).*

Ces terres, appartenant à une même famille, mais ne formant pas un seul tout, ces bandes dispersées, disséminées au sein d'autres lots, — *tcherezpolossitza zemelnaia* — ce fractionnement infini dû à un souci excessif de justice empêchent l'application de systèmes perfectionnés d'agronomie et mettent les cultivateurs dans la dépendance les uns des autres. Ces enclaves éparpillées perdent toute valeur économique: elles deviennent la source de perpétuelles disputes et de désordres agraires où l'on voit les paysans se dresser contre les propriétaires fonciers ou encore se quereller entre eux [1]). Dans certains gouvernements, comme celui d'Iaroslavl, on trouve, au sein du mir, des lots composés de 120 parcelles souvent fort éloignées entre elles [2]). Selon la juste remarque du prince Vassiltchikoff, ces enclaves sont une suite du servage: le paysan était alors obligé d'accepter les lots qui lui désignait le seigneur. La législation russe qui émancipa les serfs laissa subsister l'éparpillement des enclaves, jusqu'à la loi de Stolypine et de Krivocheine qui avait pour but la création d'une propriété paysanne [3]).

Les commissions agraires officielles qui ont fonctionné en Russie de 1907 à 1911 ont toutes relevé l'état de marasme et de

---

[1]) Pobédonostzeff, *De la possession parcellaire*, dans la revue: *Messager juridique*. 1867-1868, livre III *(en russe)*.

[2]) A. Antonovitch, *La possession parcellaire, son origine et sa signification économique*, dans la revue: *Economie rurale et forestière*. 1878 *(en russe)*.

[3]) La possession parcellaire où les terres qui appartiennent à un seul propriétaire ne sont pas d'un seul tenant n'est pas un phénomène spécial à la Russie. On la rencontre encore aujourd'hui en France et en Allemagne. Elle a été répandue en Angleterre jusqu'au XVIe et au XVIIIe siècles où le mouvement d'enclosure opère la concentration de la propriété foncière aux dépens des *yeomen* expropriés.

Alors qu'au XVIe siècle les grands propriétaires se partagent les communaux et remanient à leur profit la division du sol, le plus souvent par la force, malgré les lois de Henri VII *(l'acte pour empêcher la destruction des villages)* et de ses successeurs, au XVIIIe siècle au contraire les enclosures ont des sanctions légales. Une pétition est envoyée au Parlement à la suite d'une assemblée de propriétaires où les votes comptent en raison de la superficie possédée, les signataires devant représenter les 4/5 des terres possédées. (Mantoux, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle*. Paris 1905, Thèse de doctorat ès-lettres.)

Voici la pétition envoyée pour l'enclosure de Henlow, dans le comté de Bedford, en 1795: « Il y a dans la paroisse divers *open et commonfields*, prairies, pâturages, terres vagues et cultivées d'une

stagnation de l'agriculture, qu'elles imputent en grande partie à la possession communale du sol: « La valeur de la terre », dit un rapport, « ne dépend pas seulement de son étendue, mais il faut tenir compte de sa plus ou moins grande fertilité, de son emplacement, de sa proximité ou de son éloignement du village, des cours d'eau, des voies de communication. Le partage égal entraîne un morcellement infini, jusqu'aux dernières limites de l'absurde: les parcelles de terre attribuées au même feu se trouvent éloignées les unes des autres et, par suite de cet état de choses, on voit une même famille se borner à cultiver les parties les plus proches de son foyer. On arrive à avoir des bandes parcellaires disséminées depuis le point le plus rapproché du village jusqu'à une distance de 4 à 5 kilomètres du village pour un même feu; ce fait n'est pas rare, il en résulte qu'on rencontre fréquemment sur la limite des communes des parcelles non cultivées. D'autre part, si, par un travail acharné et des efforts sérieux, les détenteurs d'un lot arrivent à lui donner une plus grande richesse, les $^2/_3$ des chefs de famille de la commune peuvent décider que la présence d'une bande fertile dans un seul feu détruit l'égalité du partage et que, dès lors, un nouveau partage s'impose. La petite bande de terre, cause du litige, est à son tour divisée entre tous les feux. Le sol se trouve ainsi morcelé en bandes tellement minces qu'il n'est pas rare de voir des languettes de terre de deux ou trois mètres de large sur plus d'un kilomètre de long. Des lisières couvertes de mauvaises herbes occupent des bandes de plus en plus larges; dans la Russie centrale, par exemple, où il y a un grand besoin de terres, $^1/_7$ des champs sont perdus sous les sillons des limites.

L'étroitesse des parcelles cultivables, leur contact avec d'autres parcelles appartenant à de nombreux propriétaires

---

superficie d'environ 2.000 acres; ces champs sont situés d'une façon incommode, mêlés les uns aux autres, ce qui empêche tout progrès de la culture; les divers propriétaires et personnes intéressés sont désireux d'enclore ces terres et de les diviser, de les allotir en proportion de leurs propriétés et de leurs droits. »

Dans la littérature anglaise du XVIIIe siècle, seul John Cowper a protesté contre les enclosures. Arthur Young, dans une page fameuse, a vanté les bienfaits des remembrements: selon lui, si l'Angleterre est riche, elle le doit « à ces pionniers du progrès agricole, aux landlords ».

imposent des cultures uniformes. Le pâturage de la commune oblige chaque famille à se soumettre à l'ordre des cultures. Les semailles, les récoltes doivent être effectuées aux mêmes jours et si l'un des cultivateurs ne suit pas cette règle, le bétail communal commet sur son lot de sérieux dégâts.

Tous ces efforts égalitaires n'ont pas comme corollaire l'égalité de tous les membres de la commune. L'équilibre rêvé a été rompu au lendemain même du partage par le fonctionnement général de l'organisme social. Ce système paralysait tout effort, annihilait toute initiative individuelle, chaque feu n'avait pas son entière liberté dans l'exploitation de la terre; or, toute modification du faire-valoir, même la plus insignifiante, devient difficile, sinon impossible, dès que le propriétaire est privé de la certitude d'un bénéfice personnel. »

Le mir n'a pas empêché la marche du capitalisme dans lès campagnes. Pour que naisse un capitalisme agraire, point n'est besoin de forme spéciale de possession du sol. La forme que revêt la propriété foncière à l'époque du procédé capitaliste de la production ne répond pas à ce procédé: « Cependant la propriété foncière ne revêt pas au début de la production capitaliste une forme adéquate à cette dernière, et c'est la production capitaliste elle-même, en subordonnant l'agriculture au capital, qui se charge de la lui donner, en assurant la transformation de la propriété féodale, de la propriété du clan et de la petite propriété paysanne combinée avec la communauté de la mark » [1]). La production capitaliste assujettit à sa forme économique toutes les formes juridiques différentes et s'adapte aux conditions particulières qu'elle rencontre pour mieux en triompher.

Nous avons vu ce qu'il fallait penser du mir et de ses prétendus avantages. Examinons maintenant la communauté familiale, voyons si l'esprit patriarcal y a subsisté ou si, comme le mir lui-même, elle n'est plus qu'une façade qui s'effrite sous les coups de l'économie monétaire.

Tant que la famille était homogène et que les liens d'une coopération étroite l'unissaient, les revenus de la famille, fruit du travail collectif de ses membres, étaient la propriété collective de la famille. Le chef est obéi parce qu'on lui reconnaît

---

[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 192.

la plus grande expérience et les plus fortes qualités administratives. Mais dès que la famille doit chercher ses revenus à des sources différentes, la désagrégation commence.

La somme des impôts dépassant le revenu des lots, les paysans quittent la terre pour aller travailler dans les villes et, quoique restant attachés au mir et soumis à ses redevances, en fait, ils font à peine partie de la famille; l'inégalité des revenus, la différenciation économique entraînent une différenciation au sein de la communauté familiale. L'esprit individualiste sape la base communiste, le despotisme séculaire des membres aînés de la famille devient insupportable, le chef de famille n'arrive pas à mater « cet esprit de désobéissance aux anciens » — car il ne possède plus, dans les questions nouvelles de l'industrie et du commerce, la même compétence qu'autrefois dans le travail des champs.

Les effets de l'influence de l'économie monétaire qui décompose la communauté familiale ont été admirablement décrits par Gleb Ouspensky [1]) : « A l'époque actuelle il y a dans la vie des familles paysannes un tel amas de problèmes difficiles et insolubles que si les grandes familles paysanne (dans les régions suburbaines) se maintiennent encore, ce n'est, pour ainsi dire, que par l'observation des rites extérieurs; mais de vérité intérieure, il n'y en a guère. Il m'arrive souvent de rencontrer les membres d'une de ces grandes familles paysannes. A la tête de la famille se trouve une vieille femme de soixante-dix ans, de constitution robuste, intelligente à sa façon et expérimentée. Mais toute son expérience est puisée dans le servage et ne se rapporte qu'aux travaux agricoles, auxquels participe toute la famille: le revenu entier est pris par la vieille qui le partage ensuite comme elle l'entend et du consentement de tous. Mais voici qu'on a construit une chaussée; et le tonneau de choux vendu par le voiturier a rapporté plus que toute une année de travail d'un homme aux champs. Voici déjà une violation évidente de l'égalité du travail et du gain. Puis le chemin de fer a passé, les veaux ont augmenté, la capitale les a demandés.

---

[1]) Gleb Ouspenski, *Otetchestvennya Zapiski*. Septembre 1880, p. 38-39 *(en russe)*.

Un fils s'est fait cocher et a gagné en six mois plus que toute la famille en un an au village. Un autre fils est devenu portier à Saint-Pétersbourg, recevant par mois 15 roubles, ce qu'autrefois il ne recevait pas en un an. Quant au cadet, avec ses sœurs, ils ont arraché durant tout le printemps, durant tout l'été, de l'écorce, et n'ont pas gagné le tiers de ce qu'a touché le cocher en deux mois... Et voilà pourquoi, quoique tout semble extérieurement aller bien dans la famille et que tous y apportent « également » le fruit de leurs travaux, la vérité est autre: le portier a « caché » de la mère quatre billets rouges, et le cocher encore plus. Et comment faire autrement? Cette jeune fille s'est écorché jusqu'au sang les mains, elles les a usées contre l'écorce pour gagner 5 roubles, et le cocher en a gagné 25 en une seule nuit parce qu'à Saint-Pétersbourg il a promené des messieurs, de minuit jusqu'à l'aube. En outre, l'autorité de la vieille aurait eu de l'importance, et une grande importance, si le gain de la famille avait eu pour origine des travaux exclusivement agricoles. Car, sur ce terrain, elle est une autorité. Mais que peut-elle comprendre dans les gains du portier, du cocher et autres? Que comprend-elle, quels conseils peut-elle donner? Voilà pourquoi son autorité est fictive, et si elle signifie quelque chose, elle le signifie pour les femmes restées à la maison, et les femmes elles-mêmes savent fort bien que ce n'est que pour faire semblant: car elles connaissent exactement les gains de leurs maris et combien chacun a caché à la vieille, et elles gardent scrupuleusement le secret. L'autorité du chef est fictive, fictifs tous les rapports au sein de la famille et du mir. Chacun a caché quelque chose de la vieille, qui représente ces rapports, chacun l'a caché pour soi. Que la vieille meure, et cette grande famille ne subsistera pas deux jours, même sous sa forme actuelle. Tous désireront des rapports empreints de plus de vérité, et ce désir en amènera nécessairement un autre: vivre chacun selon ses moyens: « ce que tu gagnes, profites-en. »

Ainsi, que nous considérions le mir ou la communauté familiale, un même spectacle nous attend et une même solution s'impose.

Le courant du socialisme russe né du romantisme des slavophiles, — le « narodnitchestvo » (populisme), dont les socia-

listes-révolutionnaires d'aujourd'hui sont les épigones, — a découvert dans le mir une institution socialiste grâce à laquelle la Russie pourrait brûler l'étape de la propriété privée pour entrer d'un seul coup dans le royaume du socialisme. En réalité, le mir n'est qu'un débris de l'organisation féodale, une entrave supplémentaire à l'agriculture russe, conservé pour servir de garantie à la rente et à la corvée féodales. A mesure que la population s'accroît, le mir devient un obstacle à la productivité de l'agriculture, une cause de misère et de retard économiques pour la Russie. Mais ce vestige du passé féodal, s'il empêche le développement des côtés positifs du capitalisme, favorise tous ses côtés négatifs. Le régime du partage périodique des terres est, dans la chaîne de l'évolution, l'anneau intermédiaire entre le régime du communisme primitif et le régime de la propriété privée individuelle. Le mir, où flottait une atmosphère patriarcale, se dissout peu à peu, confirmant la prédiction de Frédéric Engels, qui disait que le communisme agraire légué par l'époque précapitaliste ne pouvait engendrer que sa propre décomposition. Il n'est donc pas l'arche de Noé sauvée par une main toute puissante du chaos primitif et qui porte avec elle le salut de l'avenir: ce n'est qu'une misérable épave battue par la tempête et où des survivants d'un âge défunt se dévorent, — comme sur le radeau de la Méduse.....

CHAPITRE III

LA PERSISTANCE DU CARACTÈRE FÉODAL DANS L'AGRICULTURE

Le passage de la corvée au travail libre. — Les otrabotki. — *Ses traits caractéristiques. — Les* otrabotki *et le salariat. — Signification économique des* otrabotki.

A l'époque du servage, la terre de la *votchina* était divisée en deux catégories: *barskaia* — celle du seigneur, *krestianskaia* — celle du paysan. Cette dernière était affermée en lots aux paysans qui en tiraient de quoi subvenir à leur entretien. Le produit de ce travail permettait au paysan de continuer à vivre; quant au produit du travail par le paysan de la terre seigneuriale, il allait au pomiechtchik. Ainsi, l'espace marquait la frontière entre le travail nécessaire et le surtravail: le premier était limité aux lots paysans, le second était représenté par la terre seigneuriale. Le paysan travaillait pour le pomiechtchik certains jours de la semaine, les autres jours pour soi. Les lots concédés aux paysans avaient pour but de pourvoir le pomiechtchik en force ouvrière: Engelhardt a très bien caractérisé l'économie servile en la représentant comme un système défini où le pomiechtchik est le souverain dispensateur qui fournit de la terre aux paysans et les appelle à tels ou tels travaux [1]).

La corvée ne peut exister que dans un régime d'économie naturelle où la *votchina* représente un tout fermé, en faible liaison avec le monde extérieur. La production du pomiechtchik pour le marché, — nous l'avons vu à propos des céréales —, annonce déjà la fin de ce régime.

De plus, la corvée suppose l'attachement du producteur à la glèbe, sinon le pomiechtchik ne serait pas sûr de trouver des forces ouvrières. L'économie servile se distingue essentiellement

---

[1]) Engelhardt, *Lettres du village (en russe).*

par ce trait de l'économie capitaliste; toutes deux perçoivent un surproduit; mais dans le premier système il est fondé sur l'attachement du producteur à la terre, dans le second sur sa libération et son détachement de la terre [1]).

Usant de tous les moyens de violence et de contrainte, l'économie servile avait maintenu la productivité à son niveau le plus bas, la routine dans la technique, les paysans dans la misère et l'ignorance.

L'abolition du servage marque le passage d'une époque à une autre: l'économie naturelle et le pouvoir du pomiechtchik sur le paysan font place à un régime où la terre du paysan se sépare de la terre seigneuriale. Ce passage est difficile et lent. Les conditions indispensables au développement du capitalisme reposaient encore dans les limbes du devenir. La formation d'une classe d'ouvriers salariés et la création d'une agriculture commerciale et industrielle ne sont pas chose rapide. Le pomiechtchik devait en outre remplacer l'inventaire que fournissait jadis le paysan, et pour cela devenir entrepreneur. Les premières tentatives de faire venir des machines et même des ouvriers de l'étranger aboutirent, pour les propriétaires, à un échec.

Pour que le système de la corvée disparût, il fallait que l'économie du paysan fût séparée de l'économie du pomiechtchik. Or, les propriétaires fonciers conservèrent une partie importante des lots paysans, — des abreuvoirs, des bois, des pâturages, des « coupes ». Le paysan, privé de ces parts essentielles, continuait à se trouver sous la dépendance du seigneur qui, par la situation des « obligés temporaires », la garantie solidaire de tous les membres de la commune, les punitions corporelles, l'envoi aux travaux publics, pouvait user contre lui de contrainte.

Entre l'ancien travail servile où la violence et la contrainte

---

[1]) Répondant à Henry George qui disait que l'expropriation de la masse populaire avait été la grande et l'universelle cause de la pauvreté et de l'oppression, Engels écrit: « Historiquement, cela n'est pas tout à fait juste... Au moyen âge, ce n'est pas l'expropriation du peuple de la terre, mais, au contraire, son appropriation à la terre qui fut la source de l'exploitation féodale. Le paysan conservait sa terre, mais il lui était attaché en qualité de serf et il était obligé de payer au propriétaire en travail ou en produits ». *La condition de la classe ouvrière en Angleterre en 1844.* — Préface de 1887.

jouent un si grand rôle et le travail libre où la seule contrainte qui subsiste est une contrainte purement économique, apparaît tout un système transitoire, aux formes extraordinairement variées, qui unit les traits de la *barchtchina* et du salariat. C'est l'*otrabototschnaia sistema*. Il est caratérisé par le fait que le paysan travaille la terre seigneuriale avec son propre inventaire. Le salaire est payé soit en argent, en cas de louage de services, soit en produits, soit en terre; dans ce dernier cas (*otrabotki* au sens étroit du mot), le pomiechtchik prête sa terre au paysan en guise de salaire pour le travail accompli par ce dernier dans les champs seigneuriaux.

Cette forme de fermage, appelée *otrabotki*, est acceptée par nécessité: ou bien les paysans ont emprunté des semences ou de l'argent au seigneur et ils doivent les racheter par leur travail, — *otrabotat*. Des procédés usuraires permettent au pomiechtchik de rabaisser de 20 à 30 % le salaire des paysans [1]).

Le paiement du travail, dans le système des *otrabotki*, est toujours inférieur au salaire du libre louage capitaliste. La rétribution en nature rend les propriétaires plus indépendants des variations de prix observées sur les marchés du blé et du travail. Ils trouvent chez les paysans de leur voisinage une main-d'œuvre à meilleur marché et jouissent ainsi d'un véritable monopole local. Ils les retiennent auprès d'eux et se dispensent d'avoir leur propre inventaire. Le salariat sur un marché libre où règne la loi de l'offre et de la demande est infiniment plus avantageux pour le paysan [2]). L'allotissement du paysan, en le fixant à la terre et en lui assurant un lot, insuffisant pour le nourrir, mais suffisant pour l'aider à se contenter d'un salaire minime, a donc principalement servi à assurer au propriétaire foncier une force ouvrière à bon marché. Il représente la source et la condition de l'exploitation servile au moyen âge, et il en

---

[1]) Yermoloff, en décrivant, d'après son expérience personnelle de propriétaire foncier, les modes de location de terres aux paysans affirme que « le paysan chez nous — et ailleurs aussi probablement — préfère payer ses redevances en personne, par son travail, qu'en espèces sonnantes ». *La Russie agricole devant la crise agraire*, p. 69. Mais il est seul de cette opinion. Presque tous les auteurs soutiennent le contraire.

[2]) Prof. Kabloukoff, *Les conditions du développement de l'exploitation paysanne en Russie*. 1908 *(en russe)*.

est une des survivances. Aussi le salaire du paysan soumis aux *otrabotki* est-il inférieur au salaire d'un ouvrier, bien que le premier travaille avec son propre inventaire et le second avec l'inventaire de celui qui l'emploie [1]). D'ordinaire, les paysans aisés qui afferment la terre du pomiechtchik demandent à payer en argent, ne voulant pas tomber sous le joug des *otrabotki*. Mais la misère souvent les y précipite.

Le fermage payé par le paysan revêt des formes diverses: parfois, outre le travail, le paysan doit s'acquitter en argent et en produits. Pour une déciatine qu'il recevra, il s'engagera à travailler 1½ déciatine de la terre seigneuriale, à donner 10 œufs + 1 poule. Il remettra en outre le fumier de son bétail, car tout, jusqu'au fumier, devient objet de paiement. Souvent encore, le paysan s'oblige « à faire tout ce qu'exigera le propriétaire », à rentrer les moissons, à couper le bois, à transporter des fardeaux. Quelquefois, le produit du travail effectué par le paysan sur la terre du pomiechtchik est partagé en parts égales entre le propriétaire et le travailleur (*polovnitchestvo*). Le paysan reçoit d'ailleurs, en bien des cas, le tiers au lieu de la moitié.

La fréquence du prêt d'argent sous *otrabotki* s'explique par les garanties qu'offrent de pareilles dettes: la saisie de la propriété du paysan était illusoire, mais le travail que ce dernier s'est engagé à faire, les autorités le forceront à l'exécuter, même s'il en souffre personnellement et si ses moissons, restées sur pied, pourrissent. Seuls de longs siècles d'esclavage avaient pu faire naître chez le paysan cette tranquille apathie qu'il montrait en toutes circonstances quand, abandonnant ses moissons à la merci de l'orage, il allait rentrer les gerbes du propriétaire foncier [2]).

Si la rentabilité des *otrabotki* était plus forte que la rentabilité du louage d'ouvriers salariés, sa productivité était moindre. Les paysans travaillaient la terre seigneuriale encore plus mal que la leur, ils employaient de mauvaises semences et de mauvais instruments aratoires. Le rendement moyen d'une déciatine, là où les paysans étaient soumis aux *otrabotki*, était de 50 pouds de céréales, le rendement moyen d'une déciatine appartenant à un

---

[1]) Lénine, *La question agraire en Russie*, p. 17 *(en russe)*.
[2]) Engelhardt, *Lettres du village*.

lot paysan était de 54 pouds ; pour une déciatine de terre seigneuriale exploitée sous un mode capitaliste, il était de 66 pouds. L'économie rurale capitaliste dépassait de 22 % le rendement du lot paysan, lui-même supérieur de 4% au mode précapitaliste des *otrabotki*. La grande propriété foncière qui se fige dans les vieilles formes d'exploitation précapitaliste se trouve encore plus arriérée que l'économie primitive des paysans.

Le système capitaliste du louage des ouvriers et le système des *otrabotki* subsistent longtemps côte à côte, les propriétaires les emploient simultanément. Dans le plus grand nombre de domaines, une partie de la terre, — la moindre —, est travaillée par des ouvriers employant l'inventaire du pomiechtchik, l'autre partie est affermée aux paysans qui s'obligent à travailler la terre seigneuriale, à payer en argent ou à fournir des produits. L'union de ces deux formes économiques étrangères et ennemies donna lieu à des conflits profonds et complexes.

Comment se partagent les deux systèmes ? Dans la région du tchernoziom, la densité de la population qui n'arrive pas à tirer sa subsistance de la culture des lots, le haut prix atteint par les fermages, les salaires très bas dont se contentaient les paysans soumis aux *otrabotki* amènent jusqu'au début du XXe siècle la prédominance de ce dernier système.

Pour la période de 1883-1887, on peut diviser les régions agricoles en 3 groupes.

	Zone du tchernoziom :	Zone en dehors du tchernoziom :
Gouvernements où domine le système capitaliste.........	9	10
Gouvernements où domine le système mixte............	3	4
Gouvernements où domine le système de *otrabotki*	12	5

Ainsi, vers 1883-1887, le capitalisme prend l'avantage sur les *otrabotki* (19 gouvernements contre 17). Souvent d'ailleurs le système des *otrabotki* passe dans le système capitaliste. Un

paysan afferme un lopin de terre et s'engage à travailler un certain nombre de jours. Quelle différence y a-t-il entre ce paysan et le *batrak*, l'ouvrier salarié qui reçoit un lopin de terre affermé pour prix de son travail durant un laps déterminé de temps? Où finit le système des *otrabotki*? Où commence le capitalisme? La vie, — qui rapproche sans cesse le passé du présent et les réconcilie, — crée ici également des formes où s'unissent les systèmes contraires.

Malgré tout, à mesure que disparaît l'économie naturelle et que la masse rurale se décompose, le capitalisme tend à l'emporter. Les paysans riches ne recourent plus aux *otrabotki*, qui n'apportent que la ruine à l'économie paysanne. Le prolétariat rural, qu'il soit sans terre ou pourvu d'un lopin de terre, s'adresse au salariat, l'ouvrier agricole s'en va loin de son village pour se louer aux conditions les meilleures. Le travail dans les mines, si dur, si nuisible à la santé, est préféré pourtant aux *otrabotki* sur les domaines privés: c'est que le paysan est attiré par l'appât d'un salaire en argent qui n'existe point dans les *otrabotki*, où il faut travailler pour payer la terre affermée ou l'argent déjà emprunté. Dès qu'il a amassé quelques roubles, le paysan paie pour la terre: ainsi s'établit le fermage en argent.

La survivance tenace des méthodes de l'exploitation féodale a empêché l'augmentation de la productivité dans les domaines seigneuriaux, de même que la survivance du mir avait empêché le développement des forces productives de l'agriculture paysanne. Toutes ces traditions du passé pèsent sur l'économie rurale et lui donnent un caractère primitif et arriéré.

Lorsque le servage fut aboli dans l'Europe centrale, on laissa subsister les redevances et les corvées des paysans. Ce n'est que la Révolution de 1848 qui les emporta. De même, en Russie, après l'émancipation des serfs, l'*obrok* et la *barchtchina* antiques prirent une forme voilée. Débris de l'âge féodal, ils survécurent dans les redevances et dans les *otrabotki*, et ils s'adaptèrent à ce point aux cadres nouveaux de l'économie rurale qu'il faut attendre, pour les voir définitivement disparaître, jusqu'à la Révolution de 1917, qui les balaya avec tout le système dans lequel ils s'étaient incrustés.

Chapitre IV

LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME DANS L'AGRICULTURE

Les phénomènes économiques qui marquent l'apparition du capitalisme. — La division du travail. — La croissance de la population industrielle au détriment de la population rurale. — La ruine des petits producteurs. — L'élargissement du marché intérieur. — Rôle des chemins de fer.

Les machines dans l'agriculture. — Le salariat agricole. — Les otkhojie promysly. — *Les* koustari.

Décomposition et délitation de la paysannerie. — Bourgeoisie rurale, classe moyenne, prolétariat.

Le mouvement de la propriété paysanne. — Les récoltes paysannes et le marché extérieur.

La mission du capitalisme en Russie.

C'est nécessairement dans l'agriculture que subsistent le plus longtemps, à chaque nouvelle période économique, les formes archaïques de la propriété et de la production. C'est dans l'agriculture, « la moins différenciée des grandes industries », que le progrès social et technique se fait le plus lentement sentir. Aussi, lorsque le capitalisme et les conditions qui en assurent le fonctionnement, — la libre concurrence des capitaux, leur transmissibilité d'une branche à une autre, le nivellement des taux de profit, les phénomènes de concentration et de monopole, — sont arrivés à leur plein épanouissement dans le système industriel, l'économie rurale semble ne pas obéir encore aux mêmes lois. La marche de l'évolution agraire diffère-t-elle donc de l'évolution industrielle? La question ne peut être résolue théoriquement, mais historiquement. « Le capital s'empare-t-il de l'économie rurale, et de quelle façon? Accomplit-il un changement, fait-il que les anciennes formes

de production et de propriété sont mortes et en fait-il naître de nouvelles ?[1]) ». C'est ainsi qu'il faut poser le problème.

Le capitalisme naissant est caractérisé par la création d'un marché intérieur s'appuyant sur la division du travail, par l'accroissement de la population industrielle, par la ruine des petits producteurs, par l'emploi des machines.

Ce sera le grand mérite d'Adam Smith d'avoir montré que la division du travail entre les villes et les campagnes a été la base première d'une économie étayée sur l'échange. Avec l'apparition d'une économie commerciale, l'industrie manufacturière se sépare de l'industrie extractive: chacune d'elles présente sous forme de marchandises ses produits et les échange les uns contre les autres. Bientôt le développement de l'économie commerciale donne naissance, pour chaque produit, pour chaque partie d'un même produit, à une branche spéciale de l'industrie. Cette masse d'unités économiques, identiques des unes aux autres et isolées, dont chacune exécutait autrefois toute la gamme des travaux divers, depuis l'extraction de la matière première jusqu'à sa préparation dernière en vue de la consommation, et dont l'ensemble constituait le régime de l'économie naturelle, fait place à une économie commerciale où les produits se multiplient alors que le nombre d'unités économiques préparant un même produit décroît. La division du travail va créer un marché intérieur indispensable au capitalisme. « Les produits y sont des marchandises, des valeurs d'usage, qui n'ont une valeur d'échange convertible en monnaie que pour autant que d'autres produits leur soient opposés comme marchandises et comme valeurs, par conséquent pour autant qu'ils soient obtenus, non pour être consommés directement comme moyens de subsistance par ceux qui les produisent, mais pour être utilisés comme valeurs d'échange, ne devenant valeurs d'usage que par leur aliénation. Le marché de ces marchandises s'étend à mesure que la division sociale s'accentue, car la subdivision du travail producteur a pour effet de transformer les produits en marchandises devant être échangées entre elles[2]) ». L'agricul-

---

[1]) Kautsky, *Agrarfrage*, p. 5.
[2]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 217.

ture devient une industrie, elle se transforme peu à peu en une branche de l'économie qui produit des marchandises. La division du travail dans l'agriculture, qui s'opère d'après les régions géographiques et les produits (céréales, bétail, etc.), donne lieu à des échanges, non seulement entre l'industrie et l'agriculture, mais encore entre les diverses branches de l'économie rurale. La spécialisation de l'agriculture commerciale s'accentue dans tous les pays capitalistes et dans le monde entier par suite de la division internationale du travail. Elle apparaît nettement en Russie vers 1880—1890.

L'extension de l'industrie attire la population rurale vers les villes. La population d'un pays avec une économie commerciale peu développée est presque exclusivement agricole. Les masses paysannes travaillent elles-mêmes les produits de l'agriculture, l'échange et la circulation des richesses font défaut. Le développement de l'économie commerciale entraîne dans son orbite des foules de plus en plus considérables. « Il est de la nature de la production capitaliste de pousser continuellement à la diminution de la population agricole relativement à la population qui ne cultive pas la terre, étant donné que dans l'industrie (dans le sens étroit du mot) la diminution progressive du capital variable relativement au capital constant est toujours accompagnée d'une augmentation absolue du capital variable, tandis que dans l'agriculture le capital variable nécessaire pour l'exploitation d'une terre déterminée diminue d'une manière absolue, à moins qu'il ne s'agisse de la culture de terres nouvelles, ce qui suppose un accroissement encore plus grand de la population non agricole [1]) ». Mais ce phénomène porte un caractère particulier en Russie: dans l'immense majorité des cas les paysans qui s'en vont habiter en ville ne rompent pas leurs attaches avec le village et l'agriculture. Le déplacement des cultivateurs à la ville ou à la fabrique n'entraîne pas pour eux un changement définitif de domicile et de profession. A l'encontre de ce qui se passe en Europe occidentale, les ouvriers russes sont pour une bonne part des paysans qui ne se laissent absorber que lentement par l'industrie. Dans les régions où le

[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 217.

mir subsiste, — et elles sont en majorité, — ces ouvriers ne perdent pas leur droit à la terre; ils peuvent venir redemander un lot s'ils n'arrivent pas à se faire au genre d'existence de l'ouvrier. « L'ouvrier russe est en même temps un paysan russe, et le paysan russe est souvent doublé d'un ouvrier.... La vie a réduit leurs intérêts au même dénominateur, et ce dénominateur commun est leur force de travail [1]) ».

La création de centres industriels exerce une influence profonde sur les campagnes et favorise l'agriculture commerciale et industrielle.

La séparation du producteur et des moyens de production, c'est-à-dire son expropriation, marque le passage de la simple production d'objets de consommation à la production capitaliste. On se trouve désormais en présence, d'une part, du propriétaire des moyens de production, de l'autre, d'un ouvrier salarié. La transformation du petit producteur de jadis en ouvrier salarié suppose qu'il a perdu ses moyens de production, sa terre, son bétail, ses instruments de labour. Ces objets ont passé dans d'autres mains, ils se sont transformés en capital. Les nouveaux propriétaires de ces moyens de production vendent sous forme de marchandises les produits qui étaient consommés par le producteur lui-même. Ils élargissent ainsi le marché intérieur. Mais, d'un autre côté, ils demandent au marché des instruments nouveaux, des matières premières, des moyens de transport, des objets de consommation (car l'enrichissement de ces nouveaux propriétaires entraîne un accroissement de consommation, l'apparition d'industries somptuaires, d'objets de luxe). La ruine du petit producteur qui vivait des produits de son sol l'oblige à vendre sa force de travail pour se procurer de l'argent. Ses anciens moyens de subsistance serviront à acheter sa force de travail. « Avec la partie libérée de la population rurale sont libérés aussi ses anciens moyens de subsistance. Ils deviennent désormais un élément réel du capital variable [2]) ».

Le marché intérieur pour le capitalisme s'élargit en fonction

---

[1]) Péchekhonoff, *Paysans et ouvriers dans leurs rapports mutuels*, p. 52 *(en russe)*.
[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. I, p. 675 *(édition allemande)*.

du degré atteint par la division du travail et de la dissociation entre le producteur et ses moyens de production: « Les événements qui transforment les petits paysans en ouvriers salariés et leurs moyens d'existence et de travail en éléments du capital industriel créent en même temps pour celui-ci un marché intérieur [1]) ».

L'importance de ce marché intérieur croît grâce à la construction de voies ferrées qui joignent aux rayons agricoles Saint-Pétersbourg et Moscou, puis Riga, Odessa et Rostov. En 1875, le plan élaboré par l'ukase de 1862 était réalisé: les centres producteurs du Volga, du Centre et du Sud, étaient unis à Moscou, aux ports de la Baltique et de la Mer Noire. La construction de lignes de chemin de fer doit être considérée comme la conséquence naturelle des besoins de la production agricole, à laquelle les marchés locaux ne suffisent plus, et qui tend vers un marché plus large, intérieur et extérieur.

Pour le pomiechtchik qui ne peut plus utiliser le travail gratuit du paysan, pour le paysan qui cherche un marché où il écoulera ses produits, le chemin de fer sera un intermédiaire indispensable. C'est à cette époque que de grands changements se produisent dans la géographie économique de la Russie. Les centres industriels groupés autour de Moscou, comme Kolomna, qui occupaient jadis la première place dans la consommation des céréales, voient leur importance décroître par rapport à d'autres débouchés. L'ordre d'importance des ports d'exportation se modifie également: les ports de la Baltique n'entraient en 1852 que pour 11,3% dans les exportations totales de la Russie, ce chiffre était même tombé en 1855 à 4,2%. La Mer Noire, à proximité des terres agricoles du Centre et du Sud, exportait alors 66,5% et 68,9% [2]). Avec la construction du réseau ferré, l'importance des ports de la Baltique grandit au détriment de ceux de la Mer Noire [3]).

---

[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. I, p. 675 *(édition allemande)*.
[2]) Tschaslavsky, *Le commerce des céréales dans le rayon central (en russe)*.
[3]) Blioch, *L'influence des chemins de fer sur l'état économique de la Russie*. 1878 *(en russe)*.

Années	Baltique	Mer Noire
1869	18,65 %	64,04 %
1872	19,51 %	61,33 %
1875	33,74 %	43,80 %
1876	40,00 %	37,00 %

Le port de Riga qui exportait en 1869 pour 1.334.000 pouds de céréales, en exporte en 1870 pour 6.801.000 [1]).

Les chemins de fer ouvrent de nouveaux marchés aux produits et permettent la production pour le marché. Ils appellent à la vie de nouvelles régions agricoles et créent ainsi une concurrence redoutable pour les gouvernements du Centre qui détenaient jusqu'alors le monopole de la production des céréales.

La division du travail, la croissance de la population industrielle au détriment de la population agricole, la ruine du petit producteur marquent les premiers pas du capitalisme dans l'agriculture. Mais il lui apporte, comme don de joyeux avènement, l'usage des machines.

L'usage des machines caractérise l'agriculture moderne [2]). En Russie, la pénétration des machines dans les campagnes se divise en plusieurs périodes. Dans les années qui précèdent l'émancipation et dans celles qui la suivent, les pomiechtchiks achètent des machines pour se passer du travail des serfs. Leur emploi ne donne pas les résultats attendus, et dès 1863—1864, leur importation se ralentit.

Elle reprend en 1881, année où sont abolis les droits perçus sur le fer et la fonte destinés aux usines qui fabriquent des instruments agricoles. La production intérieure monte rapidement.

En 1885, les droits sont rétablis: 50 copecks-or par poud de métal. Ces droits élevés provoquent un ralentissement dans la production intérieure, atteinte déjà par la crise agricole qui s'ouvre à cette période.

L'importation des machines reprend de nouveau après 1889:

---

[1]) Tchouprov, *L'économie ferroviaire (en russe).*
[2]) Kautsky, *Agrarfrage*, ch. IV.

Années	Milliers de pouds	Milliers de roubles
1869-1872	259,4	787,9
1873-1876	556,3	2283,9
1877-1880	629,5	3593,7
1881-1884	961,8	6318
1885-1888	399,5	2032
1889-1892	569,2	2596
1893-1896	864,8	4868

Voici la statistique du nombre de machines employées:

Années	Nombre de machines fabriquées en Russie	Nombre de machines importées de l'étranger	Machines employées
1876	2.329	1.628	3.967
1879	3.830	4.000	7.830
1890	5.046	2.519	7.565
1894	9.445	5.194	14.639

La consommation des machines a monté 3 fois ½ en 18 ans, la production intérieure a quadruplé. Si l'on étudie l'emplacement des centres de fabrication, on s'aperçoit qu'ils se sont déplacés des provinces baltiques vers les provinces du Sud qui deviennent peu à peu le foyer du capitalisme agraire.

Production en roubles:

Années	Gouvernements baltiques (3) roubles	Gouvernements du sud (4: du Don, d'Ekaterinoslav, de Tauride et de Kherson) roubles	Dans le reste de la Russie roubles
1876	415.000	280.000	986.000
1879	433.000	557.000	1.752.000
1890	217.000	2.360.000	1.971.000
1894	314.000	6.183.000	2.567.000

De 1879 à 1894, la production des charrues a quintuplé. Pour les batteuses l'accroissement est plus lent, quoique sensible. Le nombre des tracteurs s'élève considérablement.

Années	Nombre de tracteurs
1875-1878	1.351
1901	12.091
1902	14.609
1903	16.021
1904	17.287

C'est une véritable révolution qui s'est produite en l'espace de 30 ans dans l'agriculture.

Si le capitalisme exige l'emploi des machines, l'emploi des machines dans l'agriculture entraîne la formation et le développement de rapports capitalistes d'entrepreneurs à salariés dans les campagnes.

Le système des *otrabotki* est lié à l'économie patriarcale, il est fondé sur une technique routinière. Il est caractérisé par l'étroitesse et la pauvreté économiques, l'absence de perfectionnements, l'extrême modicité des salaires. Mais dès que se développe, après l'émancipation des serfs, l'économie commerciale et capitaliste, les machines apparaissent. La concurrence, la dépendance de l'agriculture vis-à-vis du marché mondial rendent nécessaire la transformation de la technique. La chute des prix du blé ne fait que rendre plus vive cette nécessité.

D'autre part, le pomiechtchik qui possède une machine remplace l'inventaire du paysan par son propre inventaire. Il passe, de lui-même, du système des *otrabotki* au système capitaliste. Le fait, pour le pomiechtchik, d'avoir son propre inventaire rend inutile l'existence de la classe moyenne des paysans qui s'adresse aux *otrabotki* pour y trouver ses moyens de subsistance. L'extension et l'usage des machines sont des phénomènes liés à l'expropriation des paysans. L'emploi systématique de machines dans l'économie rurale détruit la classe moyenne paysanne comme la machine à vapeur chasse l'ouvrier à main des filatures.

Les machines entraînent la concentration de la production et l'augmentation de son intensité. Comme leur usage exige de

vastes capitaux, seuls les grands propriétaires peuvent les employer. Pour que le prix de la machine soit couvert, il faut une grande quantité de produits travaillés: l'accroissement de la production devient indispensable. La batteuse attelée exige, pour 4 à 8 chevaux, 14 à 23 ouvriers. Mais la batteuse à vapeur de 8 HP demande de 50 à 70 ouvriers [1]).

Les machines créent un marché intérieur pour le capitalisme qui demande à être alimenté en matières premières, en moyens de production (industrie minière, machines, etc.) et en force ouvrière. L'emploi en masse de machines suppose l'existence d'une masse d'ouvriers salariés.

Les machines, en rendant le travail plus facile, permettent d'employer des femmes et des enfants. Une hiérarchie se forme entre les ouvriers. On distingue: les ouvriers entiers et les demi-ouvriers, hommes et femmes au-dessous de 20 ans. Les demi-ouvriers comprennent eux-mêmes 3 catégories: les demi-ouvriers de 12 à 16 ans, ceux de grande force ou « trois quarts ouvriers » qui peuvent tout faire sauf faucher, enfin les demi-ouvriers de petite aide, enfants de 8 à 14 ans. Le nombre des enfants ainsi employés dans le gouvernement de Kherson atteignait en 1895 1,69% du nombre total des ouvriers. Dans ce même gouvernement de Kherson, le travail des femmes s'est répandu très vite avec l'usage des machines:

Années	Femmes employées
1890	12,7 %
1894	18,2 % (10.239 sur 56.464)
1895	25,6 % (13.474 sur 48.753)

Dès les années 1870—1880, on estime d'après les statistiques des Zemstvos que les 25% de la population rurale dans le tchernoziom, et les 10% dans les terres non-noires, travaillent en qualité de salariés. Il y a alors en Russie d'Europe 3.395.000 ouvriers agricoles, soit 20% de la population mâle adulte [2]).

[1]) Sur ce chiffre, il y a d'habitude une trentaine de filles et de garçons de 12 à 17 ans (gouvernement de Kherson). Ilin, *Le développement du capitalisme en Russie (en russe).*

[2]) Roudneff, *Les métiers des paysans dans la Russie d'Europe.* 1894.

Un cinquième de la population paysanne est donc employé en qualité de salariés chez les paysans riches et les pomiechtchiks. Sur ces salariés, la moitié à peu près travaillent chez les paysans riches. Dans 9 districts de Voronèje 43,4% des *batraki* se trouvent chez les paysans riches. Ceux-ci emploient au total 1 million et demi d'ouvriers agricoles. Comment parler alors d'une classe paysanne homogène, comme le font les *narodniks?* La classe paysanne jette d'une part sur le marché des milliers d'ouvriers, et d'autre part, elle les emploie.

Le salariat agricole est lié en Russie au phénomène des émigrations paysannes [1]). En 1875, Tchaslavsky parle déjà d'une «population à demi errante»: ce sont les futurs ouvriers salariés, les journaliers agricoles, — les *batraki*. Ils viennent surtout des gouvernements de Kief, Poltava, Tchernigoff, Kharkoff, Voronèje, Koursk, Toula, Orloff, Riazane, Tambov, Penza, Simbirsk, Kazan, où subsiste encore le système des *otrabotki*. Ils se dirigent vers les gouvernements de Bessarabie, Kherson, Tauride, Ekaterinoslaw, Samara, Saratov, Orenbourg et du Don, partout où commencent à prédominer les rapports capitalistes, où le travail à moitié libre fait place au travail libre. Ce n'est pas seulement un exode des régions surpeuplées vers des régions moins peuplées, quelque aveugle instinct de répartition uniforme à la surface du pays, c'est le désir d'une vie meilleure et d'un gain.

Il faut lire les descriptions des émigrations paysannes. Les paysans se déplacent presque tous à pied, ils sont trop pauvres pour acheter un billet de chemin de fer. « Ils errent pendant des centaines et des milliers de kilomètres le long de la voie ferrée et des berges des fleuves, admirant le tableau magnifique des trains lancés à toute vapeur et des navires qui voguent majestueusement » [2]). Ils ont en moyenne deux roubles pour toute fortune, péniblement acquis par la vente de leurs biens, l'hypothèque de leurs terres, la mise en gage de leurs habits, le prêt reçu contre les *otrabotki* chez le prêtre, le pomiechtchik, le

[1]) Flérovsky, *La situation de la classe ouvrière en Russie.* 1869, St-Pétersbourg *(en russe).*

[2]) Teziakoff, *Les ouvriers agricoles dans la province de Kherson (en russe).*

koulak du lieu. Souvent, n'ayant pas d'argent pour payer leur passeport, ils prennent des congés d'un mois moyennant 10 copecks. Le voyage dure parfois 10 à 12 jours, les pieds enflent et gèlent, nus dans la boue froide du printemps. 10 % de ces ouvriers s'embarquent sur des radeaux qui portent de 50 à 80 hommes et descendent ainsi les fleuves. Chaque année, un ou deux radeaux périssent... L'immense majorité de ces émigrants possède un lopin de terre, mais « en réalité tous ces milliers d'ouvriers ruraux sont des prolétaires » [1]).

Les migrations en masse créent de nouvelles formes de louage. Au Sud et au Sud-Ouest de la Russie apparaissent des marchés ouvriers où s'assemblent des milliers d'ouvriers qui veulent vendre leur force de travail et où se rendent les acheteurs. Ces foires humaines ont lieu d'habitude dans les centres industriels où les ouvriers trouveront plus facilement du travail dans les manufactures. Ainsi, le capitalisme unit l'agriculture et les métiers, le travail agricole et le travail non agricole, il permet aux ouvriers de passer d'une occupation à une autre, du labeur des champs au labeur de l'usine.

Les formes à moitié partriarcales, à moitié serviles du louage des ouvriers s'en vont. Elles disparaissent dans le nivellement général de l'achat-vente de la force ouvrière. D'habitude les ouvriers préfèrent se louer par jour ou par semaine, ce qui leur permet d'adapter plus exactement leur salaire aux variations des conditions de travail. Chaque foire possède en moyenne un rayon de 40 verstes et il s'y s'établit un prix uniforme au-dessous duquel le paysan ne veut pas travailler. On voit s'organiser des ententes de patrons et des grèves d'ouvriers, le sentiment des intérêts de classe se fait jour. Les entrepreneurs expérimentés savent que les ouvriers ne sont conciliants que lorsqu'ils n'ont plus rien à manger. « Un propriétaire racontait qu'il s'était rendu au marché pour louer des ouvriers: ils étaient debout en rangs. Il avançait parmi eux et touchait de son bâton leurs besaces. Quand il sentait du pain dans la besace, il n'engageait

---

[1]) Teziakoff, *Les ouvriers agricoles dans la province de Kherson (en russe).*

pas la conversation. Il attendit jusqu'à l'arrivée de besaces vides...» [1]).

Le petit capitaliste se montre plus oppressif que le gros. L'entrepreneur riche ne « chicane » pas ses ouvriers sur les salaires, il tâche d'éviter les conflits. Au contraire, le moujik qui possède un *khoutor* (métairie) ou les colons allemands paient quelquefois des salaires qui dépassent de 15 à 20 % les salaires habituels, mais ils exigent par contre un travail de 50 % plus productif. Là, les femmes ne connaissant « ni jour ni nuit », selon leur propre expression. Les moissonneurs sont surveillés pars les fils du propriétaire qui se relaient 3 fois par jour et poussent sans cesse, attentifs à tout ralentissement, les ouvriers. Voilà pourquoi l'on reconnaît à leur mine épuisée ceux qui reviennent de chez les paysans *khoutoriane* ou de chez les colons allemands. D'ailleurs ceux-ci ne louent que ceux qui ont déjà travaillé chez eux, ils renvoient les autres en leur disant: « Vous ne supporterez pas ce travail! »

Il est naturel que l'exploitation de l'homme par l'homme prenne dans ces cas sa forme la plus répugnante. Durant des semaines, les ouvriers travaillent de 12 heures ½ à 15 heures par jour; même durant les plus grandes chaleurs, les interruptions sont exceptionnelles, d'où la fréquence des cas d'insolation.

Le salaire des ouvriers de campagne est dérisoire, surtout dans les provinces de l'Ouest et du Sud-Ouest où vivent beaucoup de paysans sans terre et où ils sont, par conséquent, moins exigeants. Le salaire annuel moyen d'un ouvrier agricole était, à la fin du XIXe siècle, de 64 roubles dans la zone de tchernoziom, de 62 roubles 50 copecks hors de cette zone. Le prix d'une journée d'ouvrier variait entre 23 et 32 copecks (de soixante à quatre-vingt-quinze centimes). L'alimentation était insuffisante. « Les ouvriers, épuisés par le travail de la journée, se couchent serrés les uns contre les autres, souvent hommes et femmes côte à côte, dans une atmosphère saturée de miasmes de toutes sortes; ils sont étendus sur une litière de paille malpropre, couverts d'une pelisse sale ou même humide » [2]). Souvent,

---

[1]) Selsky Viestnik. 1890, n° 15 *(Messager rural)*.
[2]) Masloff, *La question agraire*, I, p. 422 *(en russe)*.

ces ouvriers sont victimes d'actes de violence, de coups administrés pour les contraindre à l'effort [1]). Les accidents du travail sont fréquents, les maladies surtout se développent (traumatismes, tuberculose).

Pour gagner quelques roubles supplémentaires les paysans s'adressent aussi bien à l'industrie qu'à l'agriculture. En 1877—1882, le travail dans les usines attirait 28 % des paysans venus dans le gouvernement de Moscou pour y trouver quelque gain, la petite industrie en absorbait 35 % et d'autres occupations diverses 37 %. En 1894 ces mêmes chiffres sont de 10,5 %, 41,5 % et 48 % dans le gouvernement de Tver. Parmi les « occupations diverses », on compte surtout des cochers, des employés de magasin et des domestiques. Tous ces multiples métiers portent un nom: ce sont les *otkhojie promysly*.

Il n'y a pas un gouvernement de Russie d'où ne s'expatrient les paysans à la recherche d'un gain. Les capitales et les grandes villes commerçantes les attirent; le bassin du Donetz a besoin de mineurs; le bord des mers, des rivières et des lacs leur offre la possibilité de travaux toujours renouvelés; les voies ferrées sont construites par le dur labeur des paysans, et comme l'a dit le poète Nekrassov, ils sont venus de tous les coins de la Russie pour y laisser leurs os. Haleurs et débardeurs du Volga, bûcherons des forêts du lac Ladoga, bergers de l'Oural, pêcheurs de la Caspienne, ouvriers dockers de Cronstadt, mineurs et carriers du Don, charpentiers, corroyeurs, boulangers, manœuvres ambulants qui s'en vont de ville en ville et qui font leur tour de Russie, employés des gares et des débarcadères, mariniers, déchargeurs, porteurs de fardeaux, terrassiers, maçons, tapissiers, repasseurs, et les métiers divers qui ne possèdent même pas un humble nom, c'est toute la Russie paysanne qui fournit ces rudes travailleurs. On ne saurait se déplacer, manger, dormir, vivre sans eux. Gorki nous a décrit dans des pages admirables les misères de leur vie errante où le vagabond mange quand il a réussi à trouver du travail. Les distances parcourues occasionnent une lourde perte de temps et l'économie nationale souffre de

---

[1]) Teziakoff, *Les ouvriers agricoles dans la province de Kherson (en russe).*

cette dépense improductive. Une statistique au sujet de mille ouvriers qui avaient été demandés pour la construction du chemin de fer Koursk-Kharkov-Mer d'Azov a montré que la grosse majorité de ces ouvriers (84 %) avaient mis de 2 à 6 mois pour venir; ils avaient gagné chacun en moyenne 38,2 roubles (les salaires payés variaient de 10 à 100 roubles) et ils avaient dépensé pour la route et durant les jours sans travail 21,8 roubles. Ils avaient donc gagné en moyenne 16 roubles 40, soit 4 roubles par mois ou 13-14 copecks par jour. Pour les gagner, ils avaient perdu le tiers de l'année ouvrière, et ce tiers s'étendait sur les mois d'été où l'on fait les moissons et où les salaires agricoles sont les plus élevés. Les chiffres de cette statistique, dressée vers 1880, ont été depuis encore plus défavorables aux ouvriers ambulants. Selon les données de Téziakoff pour le gouvernement de Kherson, une ouvrière touche un salaire brut de 20 à 50 roubles, un ouvrier de 50 à 70 roubles. Les faucheurs du gouvernement d'Orloff rapportent chez eux 25 roubles, les autres ouvriers agricoles 32 roubles; encore faut-il déduire de ces chiffres les sommes emportées par les ouvriers avec eux, soit en moyenne 8 roubles. Les ouvriers du gouvernement de Voronèje rapportent d'habitude de 20 à 30 roubles en moyenne; des gains plus élevés forment l'exception. Avant d'arriver à leur travail, ces ouvriers parcourent des centaines et parfois des milliers de verstes. Les ouvriers dont nous avons parlé à propos de la construction du chemin de fer Koursk-Kharkov-Mer d'Azov avaient perdu au total 3.195 journées de travail pour être venus à pied jusqu'au lieu où ils devaient construire la voie ferrée. Dans le gouvernement de Kherson, les ouvriers qui avaient été demandés en 1894—1895 étaient venus à pied pour la plupart (83,6 %) ; ils avaient perdu pour venir 12½ millions de jours de travail et, en mettant les salaires au plus bas, plus de 4 millions de roubles. Très souvent les ouvriers venus en trop grand nombre ne trouvent pas de travail et retournent chez eux sans avoir rien gagné, après avoir dépensé en pure perte leur temps et l'argent qu'ils avaient emprunté à de gros intérêts. Pour pouvoir regagner leur pays, ils doivent parfois mendier au retour. Ces longs voyages exercent la plus funeste influence sur la population. Sur les ouvriers du chemin de fer Koursk-Kharkov-Mer d'Azov,

4 % seulement avaient mangé en route des aliments chauds, les autres ne s'étaient nourris que de pain noir et de biscuits; 98 %, c'est-à-dire presque tous ils avaient dû passer leurs nuits dehors, sous les pluies torrentielles du printemps; 2 % seulement possédaient quelques hardes de rechange. Un travail excessif de 12 à 15 heures par jour et une mauvaise alimentation déterminent des épidémies parmi ces travailleurs. La tuberculose y fait ses ravages, et la race dégénère rapidement. On ne connaît qu'une seule tentative pour porter quelque peu remède à cette pénible situation: ce sont les « points d'ambulance et de ravitaillement » organisés chaque été depuis 1893 dans le gouvernement de Kherson par les Zemstvos.

Pourtant, malgré ses maux infinis, le salariat agricole représente, au point de vue économique, un avantage considérable pour les ouvriers. En se soumettant aux variations de prix observées sur le marché du travail, ils s'arrachent aux formes serviles du louage et des « otrabotki ». Tant que la population rurale ne se déplace pas vers les endroits où l'offre est la meilleure, elle travaille en vase clos et laisse au pomiechtchik local son monopole d'employeur. Le salariat agricole ne permet plus à l'entrepreneur de profiter seul de la concurrence entre ouvriers, il l'établit pour les deux parties. Enfin, les migrations donnent une certaine mobilité aux paysans, elles leur ouvrent de plus larges horizons, elles leur apprennent à regarder par delà le clocher du village. Aucun enseignement, aucune théorie ne peuvent remplacer les connaissances personnelles et les dures expériences que rapporte au village natal le peuple tragique des journaliers.

Par suite de l'insuffisance de l'agriculture qui n'arrive pas à nourrir les paysans, la petite industrie domestique — *koustarnaia promychlennost* —, où le cultivateur cherche l'appoint nécessaire qui lui permettra de vivre, se développe dans les campagnes.

Ce mode de production a marqué une phase dans l'histoire économique générale. Il a été très répandu du XIe au XVIe siècle, où les artisans travaillent pour un marché local [1]).

---

[1]) Ashley a décrit le passage du métier à la manufacture pour l'industrie textile en Angleterre. Cette industrie textile anglaise qui

Tout d'abord la famille paysanne confectionne par ses propres moyens des produits très simples qu'elle destine à son usage personnel: vêtements de toile, bure grossière, souliers d'écorce. Si cette production laisse des excédents ou si elle s'accroît sous l'effet des besoins, les paysans vendent ce qu'ils ne consomment pas. C'est l'épicier local, l'habitant du village, l'acheteur d'occasion qui s'en rendent acquéreurs. Mais bientôt l'ouvrier à domicile, — le *koustar,* — se rend au marché voisin pour y offrir sa marchandise. Il accroît ainsi son cercle de connaissances, il se lie avec des acheteurs de passage qui deviendront plus tard des clients. Ces acheteurs sont pour la plupart des commerçants, des marchands des villes qui viennent régulièrement s'approvisionner aux foires où se rend le *koustar* lui-même. Le *koustar* qui travaillait jadis à l'aveuglette pour le

---

est aujourd'hui localisée à Glascow et à Manchester est disséminée au XVe siècle sur tout le territoire anglais. On y voit trois types d'organisation qui se succèdent: les petits artisans complètement indépendants, qui sont propriétaires de leurs outils, qui achètent à leurs frais la matière première et qui vont vendre leurs pièces de drap à la ville voisine: c'est la survivance du moyen âge. Puis on trouve dès Henri VII (mort en 1509) quelques manufactures, dont les propriétaires ont laissé des noms qui sont demeurés célèbres dans l'histoire de l'industrie textile en Angleterre: John de Newbury employait plus de 1000 travailleurs groupés: c'est déjà l'organisation de l'avenir. Elle reste stationnaire, parce qu'elle est vue d'un mauvais œil par le gouvernement anglais qui cherche à s'opposer à son développement. Enfin, dans les régions où la population est le plus concentrée, on trouve le système de l'artisan à domicile sous la dépendance du marchand drapier qui achète la laine, la fait fouler et tisser, teindre par les différents corps de métiers qui travaillent dans des villages assez loin de l'endroit où il réside; il a un certain nombre de représentants, de commissionnaires, dont l'activité se borne à porter le travail, à prendre le travail fini chez l'un, pour l'envoyer à un autre qui continuera la fabrication. Ce qui fait la suprématie du marchand drapier, c'est le concours de deux circonstances: il appartient à une classe riche, il a des capitaux et il est intermédiaire entre l'artisan et le client. Du reste, l'intermédaire des marchands sert aussi aux petits artisans qui ont maintenu leur indépendance de fabrication. Ce marchand qui fait fabriquer n'est pas encore, à proprement parler, un industriel. Il laisse à l'artisan toute la partie technique de la fabrication, il est essentiellement marchand et l'industrie n'est pour lui qu'une forme de commerce.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que, tandis que la grosse industrie moderne charge le commerce de lui trouver des débouchés, c'est le mouvement commercial qui commande le mouvement industriel des *koustari* en Russie, comme il a commandé le mouvement industriel des artisans à domicile en Angleterre au XVIe siècle.

marché exécute maintenant les commandes que lui passe le marchand.

Cette forme primitive de la production industrielle par laquelle les sociétés plus évoluées d'Occident ont depuis longtemps passé se perpétue en Russie. Dans le gouvernement de Moscou où les travaux industriels jouent un si grand rôle, l'agriculture ne fournit à la population paysanne que 45% de son budget annuel. Les produits agricoles sont à peine suffisants pour la consommation des cultivateurs. Les 55% des budgets paysans sont fournis par le travail industriel des paysans. Les marchands qui servent d'intermédiaires entre le *koustar* et l'acheteur des villes sont souvent des paysans enrichis, des usuriers, des spéculateurs. La production artisane est tantôt une forme de grande production à domicile, organisée par des entrepreneurs; tantôt elle se rapproche de l'ancien métier et le *koustar* achète au capitaliste les matières premières qu'il ne peut se procurer lui-même et lui vend un objet fabriqué. Dans l'un comme dans l'autre cas, cette forme de la production est funeste au travailleur, objet d'une exploitation sans merci et qui connaît alors les horreurs du sweating system, un salaire minimum, des journées de travail accablant dans des conditions particulièrement pénibles et antihygiéniques. Il devient bientôt l'esclave du *skoupchtchik* qui l'emploie: souvent le *koustar* ne peut pas payer comptant les matières premières qu'il reçoit et il est obligé, dans l'espoir d'un bénéfice, si misérable soit-il, de passer par les conditions draconiennes du marchand. Quand l'artisan a recours au crédit, il paie naturellement les matières premières très au-dessus de leur prix. Il faut remarquer que le *skoupchtchik* russe diffère du marchand drapier de l'Angleterre du XVI[e] siècle: ce dernier en est déjà à la grande production à domicile, alors que le premier se livre aux opérations de prêt, d'achat et de vente qu'affectionne le capital usuraire et commercial.

Quand le *skoupchtchik* joint à sa qualité de marchand celle de banquier et qu'il avance au *koustar* des crédits, ce dernier tombe complètement sous sa domination. Souvent le *koustar* reçoit de faibles sommes en argent et le reste du prêt sous forme de matières premières à des prix supérieurs à ceux du marché.

Parfois même le *skoupchtchik* paie les impôts du *koustar*. Mais en ce qui concerne la production, le *koustar* continue à n'être pas un ouvrier salarié: il travaille chez lui avec ses instruments et ses matières premières et en supporte tous les risques. Les gains du *koustar* sont d'autant plus minimes que les intermédiaires entre les mains desquels passeront ses produits sont plus nombreux. Ainsi les fabricants de jouets du district d'Aleksandrovsk dans le gouvernement de Vladimir donnent leurs produits fabriqués aux *skoupchtchiki* locaux qui les revendent le double aux commerçants en gros de Moscou. Partout où les *koustari* ont des lots de terre trop petits, leurs conditions de travail sont extrêmement défavorables.

Le travail des *koustari* se fait d'habitude en famille. La femme y joue un grand rôle, elle s'occupe presque exclusivement des industries qui ont rapport aux dentelles, à la couture, aux ouvrages de passementerie; dans les travaux de tissage, les femmes se trouvent en majorité. D'après une statistique dressée pour le district de Gorbatovsk dans le gouvernement de Nijni-Novogorod, 72% des ouvriers qui s'occupent de couture sont des femmes. La participation des femmes et des enfants est fréquente dans l'industrie à domicile qui connaît des formes d'exploitation qu'ignore la grande industrie. Grâce à la division du travail au sein même de la famille, les enfants peuvent travailler dès l'âge de sept ans. Moyennant cette extrême utilisation du travail et des salaires dérisoires, les *koustari*, malgré leur technique rudimentaire, peuvent lutter contre la grande industrie. Rien n'est plus curieux que la confection des cuillers par une famille de *koustari*. Un enfant de sept ans casse des morceaux de bois qui correspondent à peu près à la grandeur et à la forme de la future cuiller, un adolescent de dix à quinze ans la façonne grossièrement à l'aide d'un outil; puis l'artisan lui-même, à l'aide d'un couteau et de tenailles, lui donne sa forme définitive; enfin la mère enlève toutes les rugosités à la surface de la cuiller et les jeunes filles l'ornent de dessins et la recouvrent de vernis.

Un essai de statistique au sujet des *koustari* fait par Andreeff a donné un chiffre de 7½ millions de *koustari* pour la Russie. Ce chiffre représente plutôt un minimum. On divise les

koustari en catégories diverses, selon leurs occupations, dont les principales sont: 1° industrie du bois, 2° métaux, 3° travaux de glaise, 4° tissage, 5° fourrures, 6° cuirs et 7° corne. Le travail du bois est répandu dans les gouvernements de Moscou et de Viatka, celui des métaux dans les gouvernements de Nijni-Novgorod, de Toula, de Moscou, de Tver, de Viatka, de Perm, d'Iaroslawl et de Novgorod. Le tissage est surtout répandu dans les gouvernements de Moscou, de Vladimir, de Nijni-Novgorod, de Kostroma et d'Iaroslavl. Enfin les cuirs et les fourrures sont travaillés dans les gouvernements de Moscou, de Nijni-Novgorod, de Vladimir, de Poltava, de Koursk, de Viatka, de Kazan et de Moguilev. Le chiffre des *koustari* — 7 à 8 millions — était au début du XXe siècle quadruple de celui des ouvriers industriels — près de 2 millions.

L'union entre le travail de l'artisan et les travaux agricoles donne au budget des paysans une plus grande stabilité. Elle les met davantage à l'abri des fluctuations du prix des céréales sur le marché, elle leur permet de payer leurs impôts. C'est le lien du *koustar* et de la terre qui permet d'expliquer l'extraordinaire bon marché de sa production. Ce bon marché est tel qu'on ne peut appliquer au travail des *koustari* les calculs ordinaires en ce qui concerne le prix de revient: on trouverait que le *koustar* travaille à perte. C'est grâce à une utilisation intensive du travail, c'est en remplissant de travail chaque pore du temps, c'est en allant jusqu'à l'extrême limite des forces humaines que les *koustari* arrivent à gagner un peu d'argent. Ils s'astreignent à un labeur épuisant de 16 à 18 heures par jour. Les frères Ivanov disent qu'ils peinent sans répit et que leur travail « n'a pas de fin »[1]). Combien sont-ils, en Russie, de frères Ivanov? Mais si les *koustari* tisserands du gouvernement de Moscou se contentent de salaires de 5 à 6 roubles par mois, alors que l'ouvrier tisserand d'usine reçoit de 13 à 14 roubles, c'est que ce dernier n'a pas d'autre source de revenus, tandis que le paysan *koustar* emploie à ses travaux industriels le temps qu'il passerait sans cela dans l'oisiveté. Voilà pourquoi les *koustari* peuvent faire concurrence, — au prix de quel labeur et de quelles

---

[1]) Gvosdeff, *Koulaki et usuriers (en russe).*

peines! — à la grande industrie munie de machines et de tous les perfectionnements de la technique moderne.

Les conditions économiques nouvelles ont de fortes répercussions sociales au sein des campagnes. A l'exploitation uniforme, égale et fermée de l'économie servile succèdent les contradictions du système capitaliste. La concurrence, la lutte pour l'indépendance économique, la réduction de la majorité en prolétariat, son exploitation à l'aide du capital commercial, le louage des journaliers agricoles, il n'y a pas un phénomène de la vie paysanne à cette époque qui ne présente cet aspect contradictoire, qui n'exprime la lutte et la dissociation des intérêts, qui ne signifie « plus » pour l'un et « moins » pour l'autre. Au sein de la commune agraire, loin de toute action étrangère et artificielle, on assiste à une formation continue d'éléments capitalistes. Malgré les mœurs anciennes qui s'y font le plus fortement sentir, malgré les traditions de l'âge partriarcal, — malgré et à cause de tout cela —, l'action du capitalisme (développement des forces productives, transformation des relations sociales existantes, naissance de groupes opposés) s'y manifeste le plus lentement et le plus sûrement.

La somme des contradictions économiques apparues dans la classe paysanne provoque la décomposition de cette classe. Il ne s'agit pas seulement d'inégalités de fortune, de simple différenciation. Les narodniks n'ont remarqué que le début de ce processus. Ils n'ont pas vu que la classe paysanne ne se différenciait pas seulement: elle est détruite, elle cesse d'exister dans sa forme antérieure; des catégories nouvelles apparaissent qui servent de base à une société où règnent l'économie commerciale et la production capitaliste. Les paysans ont eux-mêmes caractérisé d'un mot très juste ce phénomène: ils l'appellent *raskrestianivanie*, la dépaysanisation. C'est la ruine de l'ancienne paysannerie patriarcale, la création de nouveaux types dans la population des campagnes: bourgeoisie rurale, classe moyenne et prolétariat [1]).

Dans la genèse du capitalisme agraire, la décomposition des

[1]) Vassiltchikoff, *La possession du sol et l'agriculture*, t. I, chap. IX. Orloff, *Recueil de données statistiques pour le gouvernement de Moscou*, t. IV, p. 14 *(en russe)*.

petits producteurs est un facteur d'une importance extrême. Quand la rente en produits est remplacée, dans l'évolution des formes économiques, par la rente payée en argent, « le producteur immédiat est, comme dans les formes précédentes, le possesseur par hérédité ou par tradition de la terre, et il doit fournir gratuitement et obligatoirement à celui qui en est la propriétaire certaine quantité de travail, qui cette fois doit être remise non en nature, non sous forme de surproduit, mais en argent... Celle-ci fait son apparition d'abord à l'état sporadique, puis envahit petit à petit toutes les exploitations agricoles des pays; mais pour qu'il puisse en être ainsi, il faut que le commerce, l'industrie dans les villes, la production de marchandises et la circulation monétaire aient atteint un développement assez considérable »[1]. Les relations traditionnelles entre le paysan dépendant et son propriétaire deviennent ici des relations purement monétaires, fondées sur un contrat. On voit alors se produire, d'un côté, l'expropriation de l'ancienne classe paysanne, et de l'autre, une minorité rurale acheter des terres et les faire cultiver par des ouvriers qu'elle paie. « La transformation de la rente en nature en rente en argent a non seulement comme complément inévitable la formation d'une classe de journaliers ne possédant rien et obligés de louer leurs bras pour de l'argent, elle est souvent précédée de la création de cette catégorie de travailleurs. Pendant que cette classe se constitue et en attendant qu'elle cesse d'exister à l'état sporadique, les producteurs immédiats les plus avantagés sont amenés nécessairement à exploiter pour leur compte des ouvriers salariés, de même qu'à l'époque féodale les serfs aisés prenaient à leur service d'autres serfs, et parvenaient petit à petit à se constituer une certaine fortune et à préparer leur transformation future en capitalistes. L'ancienne classe des cultivateurs ayant la possession du sol et le cultivant eux-mêmes devient ainsi une pépinière de fermiers capitalistes dont le développement dépend des progrès de la production capitaliste non agricole et qui s'élève avec une rapidité extraordinaire, lorsqu'elle est favorisée par des circonstances spéciales »[2].

[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 393-394.
[2]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 395.

Il arrive en outre que la terre soit louée ou vendue à des capitalistes ayant vécu jusqu'alors loin de la ville et ayant acquis leur capital dans le commerce. C'est justement ce qui se passe en Russie, où la propriété foncière des marchands s'est agrandie depuis 1861 aux dépens de la propriété des pomiechtchiks. Au cours des quarante années qui ont suivi la libération des serfs, les marchands ont acquis:

De 1863 à 1872	4.451.000 déc.
De 1873 à 1882	4.502.000 »
De 1883 à 1893	2.195.000 »
De 1893 à 1904	1.102.000 »

Selon les statistiques de 1905, plus de 86,4 % des domaines marchands avaient une superficie supérieure à 500 déciatines. Les marchands possédaient en 1905 12,9 millions de déciatines auxquelles il faut ajouter 3,8 millions occupés par des entreprises industrielles et commerciales, soit 16,7 millions de déciatines. La terre ainsi achetée n'est qu'une matière à placements avantageux et à spéculation. Les marchands revendent la terre aux paysans, à des prix extrêmement élevés. Depuis les premières années du XXe siècle, les marchands ont vendu plus qu'ils n'ont acheté. De 1907 à 1911, ils ont vendu à la seule Banque des paysans 309,001 déciatines.

Ainsi, les nouvelles conditions économiques séparent entièrement le travail de la propriété de la terre qui n'est plus pour le propriétaire foncier que la source d'un tribut que son monopole lui permet de prélever sur le fermier. Tout en affranchissant la propriété foncière des anciens rapports de domination et d'esclavage, elles permettent au propriétaire d'un domaine dans le gouvernement d'Orel de passer toute sa vie à Biarritz ou sur la Riviera. « La production capitaliste aura eu le grand mérite d'avoir rendu l'agriculture rationnelle et capable d'être exploitée socialement, et d'avoir démontré l'absurdité de la propriété foncière. Comme tous les autres progrès historiques, celui-ci fut payé de la ruine complète des producteurs immédiats » [1]).

Mais cette ruine des producteurs immédiats qui forme d'un côté un prolétariat rural sans cesse grossissant donne naissance

---

[1]) K. Marx, *Le Capital*, L. III, 2, p. 194.

au type nouveau du bourgeois rural, du paysan riche [1]). L'union des formes de l'agriculture commerciale et d'entreprises moitié commerciales, moitié industrielles est caractéristique pour ces paysans. C'est dans cette catéogrie de paysans riches que se recrutent les gros fermiers: le fermage des terres pour la culture des céréales, la vente des céréales sur le marché leur rapportent souvent plus que l'exploitation de leur propre lot. Leur fortune a pour origine l'usure, l'accaparement, *koulatchestvo,* l'utilisation de toutes les circonstances économiques favorables pour accroître leurs terres au détriment de leurs camarades dans la gêne. Ils prélèvent parfois des intérêts annuels de 200—360 %. Souvent l'emprunt est garanti par l'hypothèque d'un lot individuel. Le paysan débiteur prend à bail son propre lot engagé au prêteur. La terre prise par le créancier à raison de 3-4 roubles la déciatine est parfois louée à son légitime possesseur pour le triple ou le quadruple de ce prix. Pour un poud de blé emprunté en été, le débiteur doit en rendre deux en automne. Rien de plus commun que cette spéculation effrénée. « Chaque paysan possède une certaine dose de *koulatchestvo,* à l'exception des faibles d'esprit et des hommes particulièrement bons et en général des carassins.... J'ai montré bien des fois que l'individualisme, l'égoïsme, la tendance à l'exploitation étaient développés chez les paysans... Chacun d'eux est fier d'être le brochet qui dévore le carassin [2]) ». Les sommes gagnées par eux dans les opérations commerciales et usuraires si développées dans les campagnes russes sont employées, quand les circonstances le permettent, au fermage ou à l'achat de terres. Souvent les pomiechtchiks ne veulent pas avoir affaire à une masse de paysans qui ne paieront rien en cas de mauvaise récolte. Aussi louent-ils leurs terres en gros, quelquefois le bien en entier, à ces *koulaki* qui les sous-louent par petites parcelles aux paysans. Le contrat avec le propriétaire se fait généralement pour plusieurs années, trois ou six; mais le *koulak* distribue la terre arable entre les paysans pour une année. Ces sortes de fermiers sont les plus féroces oppresseurs des paysans: que la récolte soit médiocre ou nulle,

---

[1]) Gvosdeff, *Koulaki et usuriers (en russe).*
[2]) Engelhardt, *Lettres du village (en russe).*

ils ne leur font jamais grâce d'un sou. Ils poursuivent leurs malheureux débiteurs devant les tribunaux et font vendre tout leur avoir, — sauf l'isba, le cheval et les outils de labour les plus indispensables que la loi veut bien laisser au débiteur insolvable.

L'achat et l'extension des terres des *koulaki* entraîne l'emploi de manœuvres, de journaliers agricoles dont l'apparition est liée à l'existence d'une classe de paysans riches. L'assujettissement économique de ceux-là à ceux-ci est « la suite d'un processus à ce point invisible et naturel et les rapports auxquels il donne lieu sont à ce point dépourvus de violence qu'il n'y a qu'à s'y soumettre. Et les va-nu-pieds s'y soumettent, non seulement par la force du destin, mais consciemment » [1]).

Les va-nu-pieds, obligés de quitter leur lopin de terre insuffisant pour les nourrir, forment la classe du prolétariat rural. « D'une manière générale la production capitaliste suppose que les travailleurs soient expropriés de leurs moyens de travail; en agriculture elle a pour condition que la terre n'appartienne pas aux ouvriers agricoles et que ceux-ci soient subordonnés à des capitalistes exploitant en vue d'un profit [2]) ». Mais le représentant typique du prolétaire rural en Russie est le *batrak*, le manœuvre, « l'ouvrier noir », qui possède un lot. Les petites dimensions de ce lambeau de terre, le manque d'instruments, l'impossibilité d'exister sans vendre sa force de travail et sans louer à un paysan plus aisé qui le cultivera son lot, — voilà les traits caractéristiques de ce type. Il faut y ajouter encore un niveau de vie extraordinairement bas, inférieur sans doute à celui d'un ouvrier sans lot.

L'allotement de l'ouvrier rural se fait souvent dans l'intérêt des propriétaires fonciers. Le *cottager* anglais et le *knecht* ou *bobyl* de la Prusse orientale correspondent au *batrak* russe. Chacun d'eux porte la trace des conditions agraires spéciales de son pays et des formes nationales de leur évolution; mais l'économiste les ramène tous au type du prolétaire rural [3]). Le droit

---

[1]) Saltykoff, *Oeuvres*, t. V, p. 88 *(en russe)*.

[2]) Kautsky, *Agrarfrage*, chap. 6.

[3]) « La propriété proprement paysanne doit être distinguée de la parcelle, du lot du *bobyl* ou de *l'ogorodnik*, dont le possesseur est

juridique des cultivateurs sur le sol est indifférent: que la terre lui appartienne en pleine propriété, comme chez le paysan parcellaire, qu'elle lui soit donnée en jouissance par le landlord ou le *Rittergutsbesitzer* [1]), qu'il la possède enfin comme membre du mir, elle ne lui suffit pas pour vivre et il doit travailler comme salarié. Mais, alors qu'en Occident, deux ou trois hectares suffisent à nourrir une famille, des lots de sept à huit déciatines sont voués en Russie, à cause de la mauvaise culture, à la ruine et à la décomposition [2]).

La disette de terres conduit les paysans pauvres à prendre en ferme les terres d'autres paysans, celles des pomiechtchiks ou de l'Etat [3]). Dans la plupart des cas, le fermage absorbe tout le revenu net et ne laisse pas même au fermier un salaire normal d'ouvrier. Le total des fermages payés par les paysans montait en 1902 à 315 millions de roubles, soit 25 roubles par feu paysan, — tribut prélévé sur la masse paysanne pour la terre qu'elle n'avait pas reçue.

Dans les premières années du XX[e] siècle, le prix moyen du fermage d'une déciatine était égal, dans 27 gouvernements, aux 81.1% du revenu net; aux 108.4% dans le gouvernement de Poltava, aux 133% dans ceux de Kalouga et de Tchernigoff. Tout le revenu net du fermier affamé et une bonne part de son salaire éventuel y passaient. « Ce que le paysan retire du travail

---

obligé de chercher une occupation et un gain à côté. » Konrad, *L'agriculture et l'économie rurale (en russe).*

Dans le même sens A. Souchon, *La propriété paysanne.* Paris 1899.

[1]) Voir la thèse de Lefèbure, *La réforme agraire en Prusse (La législation des Rentengüter).* Paris 1902.

[2]) Lokhtine, *Le prolétariat sans terre (en russe).*

[3]) « Le morcellement des domaines en toutes petites fermes comme dans quelques contrées à population très dense, les Flandres et la terre di lavoro (terre de labour) dans le royaume de Naples, ou à population famélique, comme l'Irlande, peut être favorable aux propriétaires; mais il n'est pas dépourvu d'inconvénients sociaux, parfois aussi de désavantages économiques. La concurrence acharnée des petits fermiers fait, en temps normal, monter les fermages à des taux très élevés; le propriétaire, trouvant ainsi un revenu facile et qui, en temps de prospérité, a une tendance à croître, se désintéresse de sa terre. Dans ce cas particulier, les hauts fermages reposent sur la détresse et l'exiguïté des besoins des tenanciers. C'est ce que certains écrivains anglais ont appelé: les fermages compétitifs. » Paul Leroy Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique,* II, p. 24.

qu'il accomplit sur une terre prise à bail est inférieur à un salaire ordinaire. Il lui est plus avantageux de s'engager comme ouvrier de campagne ou comme salarié de fabrique que de louer une terre [1]) ». De là cette multitude de vagabonds, de chemineaux, d'ouvriers errants sur les routes, jetés d'un endroit à un autre, partout où le besoin s'en fait sentir, — infanterie légère du capital.

La réforme de 1861 avait réparti la terre allotie d'après les feux en se basant sur le chiffre des personnes du sexe masculin. L'inégalité des terres attribuées à chaque feu créa chez les paysans une grande et une petite propriété, elle exerça une influence profonde sur le processus de formation d'une prolétariat rural dépourvu de toute propriété [2]).

Mais il y eut un facteur plus grave dans l'évolution de la propriété foncière paysanne: la terre fut donnée aux paysans en jouissance collective, sans être divisée en lots individuels. La possession communale du sol ne permit pas aux paysans d'améliorer leur situation matérielle en intensifiant les cultures. Une famille, pour subvenir aux besoins de sa subsistance. avait donc besoin d'une assez vaste superficie de terre. Seuls, les feux importants pouvaient arriver à se nourrir au sein du mir, les autres feux étaient voués au dépérissement, à la décomposition, à la ruine. Car si la réforme de 1861 avait donné à toutes les personnes du sexe masculin dans les mirs une étendue égale de terre, la situation du début se transforma bientôt. L'accroissement de la population, inégal dans chaque feu, amena rapidement, en certaines localités, un déficit considérable de lots par rapport à la population. Dès 1877, il y eut des districts où, dans 30% des feux, 3, 4, 5 hommes et plus se trouvaient sans lots [3]).

---

[1]) Professeur Kossinsky *(en russe)*.
[2]) Lokhtine, *Le prolétariat sans terre (en russe)*.
[3]) Il faut distinguer le mir dont nous avons étudié les principaux caractères (chap. II, IIe partie) du mir-artèle, qui exerce entièrement l'agriculture en commun.

Les artèles sont des unions volontaires qui poursuivent des buts économiques, leurs membres sont égaux et liés par la responsabilité solidaire. Ces escouades de maçons, de charpentiers, de bateliers, etc... entreprennent une besogne pour s'en partager directement

L'impossibilité d'une culture intensive eut pour effet l'avilissement de la valeur du sol. Les lots de petite dimension ne pouvaient nourrir ceux qui les travaillaient. Aussi les paysans pauvres cessèrent-ils de lutter pour la possession du sol. Bien plus, cette dernière leur devint rapidement à charge, si bien que ceux-là mêmes qui l'avaient le plus désirée cherchèrent les premiers à s'en libérer.

La comparaison des recensements de chevaux effectués en 1888—1891 et en 1896—1900 pour la Russie d'Europe, sauf

Catégories	Nombre de «dvors»	Pourcentage	Nombre de chevaux	Pourcentage	Moyenne de chevaux par dvor
			1888-1891		
Sans cheval . . .	2.765.970	27,3	—	—	—
		}55,8			
1 cheval	2.885.192	28,5	2.885.192	17,1	1
2 chevaux	2.240.574	22,2	4.481.148	26,5	2
3 chevaux	1.070.250	10,6	3.210.750	18,9	3
		}22,0		}56,4	
4 chevaux	1.154.674	11,4	6.333.106	37,5	5,5
	10.116.660	100	16.910.196	100	
			1896-1900		
Sans cheval . . .	3.242.462	29,2	—	—	—
		}59,5			
1 cheval	3.361.778	30,3	3.361.778	19,9	1
2 chevaux	2.446.731	22,0	4.893.462	28,9	2
3 chevaux	1.047.900	9,4	3.143.700	18,7	3
		}18,5		}51,2	
4 chevaux	1.013.416	9,1	5.476.503	32,5	5,4
	11.112.287	100	16.875.443	100	

les produits ou la rémunération sans passer par l'intermédiaire des sous-entrepreneurs.

Le mir-artèle diffère de l'association, *tovarichtchestvo*, où les associés ne sont pas obligés d'apporter leur travail, en ce que les membres du mir-artèle mettent leur travail et leur capital en commun. Le mir-artèle diffère d'autre part du mir par le fait qu'il est une alliance contractuelle, alors qu'on appartient de naissance au mir. Il ne faudrait pourtant pas s'en tenir rigoureusement à cette distinction: le principe patriarcal et la famille jouent leur rôle dans les mirs-artèles, et on rencontre d'autre part des mirs fondés sur un contrat. — *Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron*. 1893, article « Artèle » *(en russe)*.

le gouvernement d'Arkhangel, peut donner matière à quelques réflexions:

Le nombre de *dvors* paysans a augmenté, le nombre des chevaux a diminué. Les *dvors* sans chevaux qui formaient 27,3 % du total ont passé à 29,2 %. Au lieu de 5.651.162 prolétaires paysans sans cheval et avec un cheval, on en trouve, dix ans plus tard, 6.604.240.

L'augmentation des *dvors* est due à ce million de nouveaux prolétaires. Mais les paysans riches eux-mêmes sont moins nombreux. Leur total est tombé de 2.224.924 à 2.061.316. Seul, le nombre des paysans moyens n'a presque pas varié. La ruine du petit paysan et son expropriation sont, à la fin du XIXe siècle, les caractères marquants de l'économie rurale en Russie.

La prolétarisation des masses paysannes de la Russie est attestée par l'empressement toujours plus grand des paysans à fuir le village pour gagner la ville. En Russie comme partout ailleurs, cette fuite suit la ruine du paysan survenue après une lutte désespérée pour le maintien de son indépendance économique. La lutte se termine fatalement par la formation d'une minorité généralement infime de propriétaires aisés et par l'aggravation de la misère du plus grand nombre. Il en résulte inévitablement, d'une part, des exploitation capitalistes basées sur le travail salarié, d'autre part une masse de paysans expropriés obligés pour vivre de se transformer en salariés industriels ou agricoles.

Entre ces deux extrêmes se trouve la classe paysanne moyenne. Elle se distingue par sa faible production en vue du marché. Le travail agricole ne suffit à son entretien que durant les meilleures récoltes: dans la plupart des cas, le paysan moyen ne peut joindre les deux bouts et doit recourir à des emprunts dont il paie les intérêts en travaillant *(otrabotki)*. Il vend donc en partie sa force de travail. Sa situation économique est chancelante. Chaque mauvaise récolte jette une masse de paysans moyens dans le prolétariat. Par sa position sociale, ce groupe oscille entre la bourgeoisie rurale, vers laquelle il se sent attiré par ses intérêts et ses ambitions, et le prolétariat rural dans lequel le précipite inexorablement tout le processus de l'évolution économique.

Cependant, même lorsqu'elle se maintient un certain temps en équilibre, cette classe moyenne est-elle indépendante? Tougane Baranovsky, le professeur bien connu, répond ainsi à cette question: « Dans la forme, le paysan laborieux est un producteur indépendant et a l'air d'être indemne de l'exploitation capitaliste. Mais en réalité les paysans ne sont pas moins exploités par les classes possédantes que les ouvriers salariés. La base capitaliste du régime économique actuel se fait sentir par mille moyens dans l'économie du petit producteur. Le paysan paie à la banque son intérêt pour ses terres hypothéquées, on lève sur ses terres des impôts au profit de l'Etat de classe. Le paysan vend ses produits au capitaliste commerçant, prend à ferme les terres du grand propriétaire foncier et lui paie un fermage, etc. Toutes ces relations économiques sont autant de formes de l'appropriation du travail non payé du paysan ».

Le recensement de la population permet de se rendre compte de l'importance des différentes catégories paysannes. Le recensement de 1897 donne les chiffres suivants [1]:

Bourgeoisie et propriétaires fonciers.....	3	millions
Prolétaires des villes et employés	22	»
Petits propriétaires riches ou aisés......	23,1	»
Petits propriétaires pauvres............	35,8	»
Prolétaires et demi prolétaires ruraux...	41,7	»
	125,6	millions

Ainsi la population rurale qui s'élève à 100 millions ne représente pas une masse homogène. Elle possède le revenu sous tous ses aspects: salaire, profit et rente.

A mesure que s'accentue la décomposition paysanne, on voit d'un côté se multiplier le nombre d'économies sans chevaux. de paysans obligés d'affermer des terres ou de s'en aller vers les villes. Mais d'un autre côté on voit aussi s'affirmer des courants progressifs dans l'économie rurale, des paysans acheter de la terre, améliorer leurs cultures, accroître leur inventaire. Si le processus que nous avons étudié ne s'était pas produit, on se serait trouvé partout en présence d'une classe paysanne offrant

---

[1]) Ilin, *Le développement du capitalisme en Russie (en russe).*

un même type de petits propriétaires ruinés. Or, les chiffres concernant les terres passées par voie d'achat aux mains des paysans de la Russie d'Europe et possédées par eux en toute propriété sont les suivants:

1863-1872	1.290.000 déciatines
1873-1882	3.335.000 »
1883-1892	4.958.000 »
1893-1902	6.483.000 »

La propriété privée paysanne était acquise tantôt individuellement (13,2 millions de déciatines en 1905), tantôt par des communautés rurales (3,7 millions de déc.) ou par des « compagnies » (7,7 millions de déc.).

Parmi les paysans achetant individuellement se trouve un nombre considérable de gros acheteurs. Pour 1905, nous voyons qu'achètent:

jusqu'à 50 déc.	32,2 % des acquéreurs
de 50 à 200 déc.	24,8 % »
de 200 à 500 déc.	15,5 % »
de 500 à 1000 déc.	9,9 % »
plus de 1000 déc.	17,6 % »

Ainsi, au-dessus de la masse rurale misérable s'élèvent quelques spéculateurs enrichis, usuriers et *koulaki,* qui se livrent soit à de simples opérations d'achat et de vente, soit à l'extension et à l'amélioration de leurs terres. L'usure et la spéculation elles-mêmes mènent ici au mode de production capitaliste. Le paysan enrichi achète et prend à ferme la terre, accroît son inventaire, loue des ouvriers. D'autre part, le développement du commerce qui unit entre eux les bourgs et les villes, détruit les bazars ruraux primitifs, enlève son monopole à l'épicier de village et, avec l'apparition des formes du crédit moderne, supprime l'usurier, tout cela détourne du petit commerce et de la spéculation le paysan enrichi qui applique ses capitaux à la production.

La statistique suivante, dressée en 1905, nous montre la répartition de la propriété foncière en Russie. On y trouve:

Propriétés				Superficie totale
515.746	propriétés	de	20 déc. au maximum	3.215.253 déc.
103.237	»	»	20 à 50 déc.	3.301.004 »
76.265	»	»	50 à 200 »	7.806.756 »
29.800	»	»	200 à 500 »	9.519.739 »
13.982	»	»	500 à 1.000 »	9.816.246 »
12.054	»	»	1.000 à 5.000 »	23.771.821 »
1.098	»	»	5.000 à 10.000 »	7.604.750 »
699	»		au-dessus de 10.000 déc.	20.798.504 »

699 propriétés privées, appartenant en majeure partie à la noblesse, englobent 20 millions de déciatines, plus de 24% de la superficie de toutes les terres particulières, alors que plus d'un demi-million de petites propriétés ne recouvrent que 3,2 millions de déciatines, soit six fois moins! Chaque gros propriétaire possède en moyenne 29.755 déciatines. Sept cents pomiechtchiks, — moins encore, car un même propriétaire possède plusieurs latifundia — disposaient du quart des terres privées en Russie [1]).

La croissance du marché intérieur et du marché extérieur favorise la production de certaines branches de l'industrie

---

[1]) « Il est évident d'autre part que les enfants et les vieillards meurent parce qu'ils n'ont pas de lait; et qu'ils n'ont pas de lait, parce qu'ils n'ont pas de terres où faire paître le bétail, récolter du blé ou du foin; en un mot, que la cause principale, ou tout au moins immédiate, de la misère des paysans, c'est que la terre, leur unique nourricière, n'appartient pas à eux, mais à ceux qui profitent de leur propriété foncière pour vivre du travail d'autrui. » Tolstoï, *Résurrection*, p. 83.

Une page fameuse d'Herbert Spencer, qui fut pourtant le porte-drapeau de l'individualisme, revient à la mémoire: « La justice n'admet pas la propriété appliquée au sol; car, si une partie du sol peut être possédée justement par un individu qui la retient pour son usage, pour son profit personnel, comme une chose sur laquelle il exerce un droit exclusif, d'autres parties de la terre peuvent être occupées au même titre et ainsi toute la surface de notre planète tomberait entre les mains de certains individus. D'où cette conséquence que, si le droit des propriétaires sur la surface de la terre est réel, les non-propriétaires sont absolument privés de tout droit analogue; ces derniers n'existent donc que par tolérance. Tous sont en faute. Sauf le bon plaisir des propriétaires, il n'y a pas, sur le sol, de place pour la plante de leurs pieds. Bien plus, ces hommes sans terre pourraient être entièrement expulsés de la terre, sans que la justice fût offensée ». Herbert Spencer, *Social Statics*, chap. IX.

agricole, comme le coton; mais elle est en même temps un facteur puissant d'expropriation et de prolétarisation pour la classe paysanne moyenne. Si l'on examine les prix de la période 1871—1900, on voit que le prix du blé a baissé, que le seigle est tombé de 64 copecks à 59 copecks. Le producteur agricole ressent plus violemment encore la disette de terre. « Le paysan de la zone agricole, qui gère une exploitation indépendante, est forcé de vendre son blé même quand il en aurait besoin pour lui-même [1]) ». Il a besoin d'argent pour payer les contributions et couvrir les dépenses nécessitées par les cultures. Du moment que les prix baissent, il faut vendre davantage, et la part affectée à l'alimentation de la famille paysanne diminue d'autant [2]).

Aussi, la Russie, pays agricole par excellence, ne consomme, sur ses récoltes qui atteignent 22,4 pouds par individu, que 16 à 18 pouds. Les pays importateurs de blé ne connaissant point de chiffres aussi bas: le Danemark consomme annuellement par individu 57 pouds de blé, la France 34, l'Allemagne 28, l'Angleterre 26½.

Années	Récoltes de blé	Exportation de blé	Rapport entre les exportation et les récoltes
	en milliers de pouds		
1886-1890 (pour 50 gouv.)	351.869	162.825	46,3 %
1891-1895 (» 50 »)	452.212	171.211	37,9 %
1896-1900 (» 53 »)	581.886	166.884	28,7 %
1901-1905 (» 53 »)	866.923	230.859	26,6 %
1906-1910 (» 53 »)	891.983	228.106	25,6 %
1911	702.648	240.545	34,2 %
1912	995.441	161.020	16.2 %
1913	1.352.073	203.256	15,0 %

[1]) Kaufmann, *La question agraire*, t. I, 6 *(en russe)*.

[2]) « Au processus de la péjoration de la qualité de la consommation populaire sous le développement de l'économie monétaire obéit le pain lui-même, c'est-à-dire que ses meilleures espèces sont retirées de la consommation populaire..... L'économie monétaire a diminué la consommation du froment jusqu'à zéro. » — Nicolas-On, *Esquisse du développement économique de la Russie après la réforme*. St-Pét. 1893 *(en russe)*.

Malgré la nécessité pour le paysan d'écouler son blé sur le marché extérieur, car les capacités d'achat du marché intérieur sont limitées [1]), le chiffre de l'exportation par rapport aux récoltes tombe peu à peu [2]).

Le manque de terres chez les paysans, le caractère arriéré de l'agriculture empêchent la Russie des pomiechtchiks de lancer ses masses rurales dans une politique impérialiste [3]) et de les intéresser à la conquête de marchés extérieurs. Un trop faible développement du capitalisme, ralenti dans sa croissance par tous les déchets des âges antérieurs, ne lui permet pas de connaître ces périodes d'épanouissement, de fécondité qui marquent d'ordinaire, dans tous les pays, la jeunesse vigoureuse du capitalisme. La masse des paysans moyens, des demi-prolétaires et des prolétaires restait en dehors de la production pour le marché extérieur. Seuls les pomiechtchiks et les paysans fortunés prenaient part aux compétitions du commerce international, où l'absence de concurrents leur avait permis, grâce à l'étendue des espaces cultivés et en dépit des procédés primitifs de culture, d'occuper jusque vers 1880 la première place sur le marché de l'Europe occidentale. La concurrence des Etats-Unis enlève à la Russie son monopole; ces deux puissances se partagent le marché mondial du blé, en attendent l'apparition d'autres rivaux, — Argentine, Indes et Canada.

Si l'on cherche à dégager les traits essentiels de l'économie rurale en Russie dans la période de 1861 à 1917, on peut la

---

[1]) « Le paysan russe se contente de pain noir, pain de seigle, et vend son froment pour approvisionner l'étranger de pain blanc. Il économise sur la nourriture de son cheval, et livre son avoine au marché. Il ne donne à sa vache laitière souvent que de la paille, — car le foin lui manque généralement, — et ne peut y ajouter ne fût-ce qu'un peu de farine, de son ou de tourteau. Nous exportons de grandes quantités de son et de tourteau en Allemagne, qui en nourrit son bétail, au détriment du nôtre, auquel elle ferme en même temps ses portes. Notre exportation est donc en grande partie forcée, — nous sommes trop pauvres pour pourvoir avant tout à nous-mêmes. » Yermoloff, *La Russie agricole devant la crise agraire.* Paris 1907, p. 101.

[2]) Professeur Liachtchenko, *L'économie de grains et les rapports entre la Russie et l'Allemagne en liaison avec les taxes douanières.* Pétrograd, 1915, p. 55 *(en russe).*

[3]) Voilà pourquoi le peuple russe se désintéressait si profondément de l'occupation de Constantinople par la Russie, proclamée comme but de guerre en 1914—1917.

caractériser par le fait qu'elle prend de plus en plus un caractère commercial, et que cette croissance d'une agriculture commerciale crée un marché intérieur pour le capitalisme. Là comme ailleurs, le capitalisme joue, malgré les souffrances sociales qu'il engendre, un rôle économique éminemment progressif.

De l'ancien paysan patriarcal, figé dans la routine et l'ignorance, il fait un producteur autonome qui travaille pour le marché. Au village précapitaliste, au marché local qui lie entre eux quelques groupes minuscules de producteurs, il substitue un marché national, puis mondial. Il n'y a qu'à se représenter l'extraordinaire fractionnement des petits producteurs de jadis, unis par le mir en groupes administratifs et fiscaux, pour se rendre compte de ce caractère progressif du capitalisme qui détruit les barrières économiques et juridiques du moyen âge, la stagnation, l'ignorance et la routine. A la vieille société féodale, bariolée et multicolore, il impose une nouvelle table des valeurs où il classe l'individu d'après la place qu'il occupe dans la production.

Au système des *otrabotki,* vestiges de l'économie féodale, le capitalisme substitue le salariat et la libre concurrence qui exalte l'esprit d'initiative de chacun. D'une part, la sujétion et la dépendance personnelles, signes caractéristiques des régimes économiques antérieurs, sont remplacées par l'achat et la vente de la force ouvrière. D'autre part, le cultivateur étroit et borné doit faire place, sous menace de ruine, à un producteur qui calcule, qui suppute, qui prévoit les besoins du marché. Les *otrabotki* qui assuraient à l'Oblomoff de Goutcharoff un revenu fixe sans aucun risque, sans capital engagé, sans perfectionnement technique, ne le sauveront plus de la concurrence du farmer américain. La production pour la satisfaction des besoins personnels devient une production pour la société tout entière.

Sans doute, le producteur reste attaché à sa terre, mais il ne l'est plus dans le sens féodal. « Quant au fermier, au capitaliste industriel et à l'ouvrier agricole, ils ne sont pas plus attachés à la terre qu'ils exploitent que l'entrepreneur et l'ouvrier des manufactures ne le sont au coton ou à la laine ; ils n'éprouvent de

l'attachement que pour le prix de leur exploitation, pour le produit monétaire. De là les jérémiades des partis réactionnaires qui appellent de tous leurs vœux le retour de la féodalité, de la bonne vie patriarcale, des mœurs simples et des grandes vertus de nos aïeux. L'assujettissement du sol aux lois qui régissent toutes les autres industries est et sera toujours le sujet de condoléances intéressées. Ainsi on peut dire que la rente est devenue la force motrice qui a lancé l'idylle dans le mouvement de l'histoire » [1]).

Le capitalisme entraîne le développement des forces productives et de la technique. Trente ans de capitalisme ont plus fait pour l'agriculture que trois siècles d'histoire antérieure. Par la variété des formes de l'agriculture commerciale, par le perfectionnement des moyens de production, par le progrès des systèmes de culture, par la spécialisation du travail, le capitalisme, là où il triomphe, élève le niveau de la production rurale. La Russie de la *sokha* antédiluvienne et du métier à main est remplacée par la Russie de la charrue perfectionnée [2]) et du tour.

A l'immobilité d'autrefois, le capitalisme fait succéder des périodes de prospérité que compensent, il est vrai, des périodes douloureuses de crises. C'est qu'il ne se développe pas harmonieusement, mais par bonds: il avance tantôt par ici, tantôt par là. Mais toujours, il arrache à la vie patriarcale, à l'isolement du mir qu'il décompose, les paysans, et il les soumet aux lois du marché. Les crises elles-mêmes ne donnent qu'une impulsion plus vive au développement ultérieur de la production.

Le capitalisme pousse en avant les éléments économiquement retardataires qui tentent de prolonger ou de ressusciter des formes de production condamnées par la marche générale de l'histoire. Ainsi, les paysans artisans, ouvriers à domicile, les *koustari,* qui travaillent pour un marché local qu'ils connaissent et qui le considèrent comme un champ réservé à eux seuls, voient avec épouvante la concurrence détruire sans pitié le paradis arti-

---

[1]) K. Marx, *Misère de la philosophie*, p. 229—230. Edition Giard et Brière, 1908.

[2]) Ces charrues sont souvent importées d'Allemagne et d'Angleterre (charrues de Sack, d'Eckert, de Ransome et d'autres maisons connues).

ficiel des petits artisans. A cette masse rétrograde de producteurs, le capitalisme impose des problèmes que résolvent les classes les plus développées de la société.

Quand le village est arriéré, situé loin des voies ferrées, des centres industriels, des régions de grande culture capitaliste, le monopole des usuriers locaux est tout puissant. Ces tyranneaux de village, ces petits vampires prospèrent là où le capital et les moyens de crédit moderne font défaut. L'économie naturelle, la rareté des signes monétaires donnent à ces *koulaki* une importance hors de toute proportion avec l'argent qu'ils prêtent. Le village précapitaliste ne se conçoit pas sans ces trafiquants rapaces qui s'érigent en maîtres absolus du marché. C'est la mission du capitalisme d'abattre les bastilles des monopoles locaux, de dissoudre les formes vieillies de la sujétion et de la dépendance personnelles dans le sein du marché national et international.

La loi de la production précapitaliste est tout entière dans la conservation des vieux modes de la production: l'économie des pomiechtchiks reposant sur des redevances en nature, l'économie naturelle des paysans, la production artisane des petits industriels, — voilà ses derniers mots! Au contraire, la loi de production capitaliste, c'est le changement continu des moyens de production, c'est le renouvellement perpétuel, c'est la croissance infinie des forces et des dimensions de la production. Dans le cadre tranquille des formes d'utrefois, les unités économiques pouvaient vivre durant des siècles sans transformer leur caractère, sans franchir les limites de la *votchina* seigneuriale, du village paysan, du marché voisin où se rendaient artisans villageois et petits industriels. Au contraire, l'entreprise capitaliste dépasse nécessairement les frontières de la commune, du marché local, de la région, et ensuite du pays. Le particularisme, l'isolement des Etats sont détruits par la circulation des marchandises, chaque branche de l'industrie nationale aspire au marché international. Le travail progressif du capitalisme consiste à détrure l'étroitesse des vieux systèmes d'économie et, avec eux, l'étroitesse de la vie spirituelle et politique, — à unir les divers pays du monde en un seul tout économique.

Le capitalisme a créé en Russie une grande production agri-

cole appuyée sur l'emploi des machines et l'emploi des ouvriers. Il a mobilisé la population agricole, il l'a divisée en classes, il a précipité des masses rurales de plus en plus considérables dans le prolétariat. Par la concentration qu'il a opérée, par la socialisation du travail, il a poussé les individus d'un même groupe à prendre conscience de leurs intérêts communs et a préparé dans les campagnes les conditions économiques et psychologiques de la Révolution.

Le développement du capitalisme en Russie, rapide par rapport à l'époque précapitaliste, est lent quand on le compare à l'éclosion du capitalisme en Amérique. Là, il s'agissait d'un pays neuf, que n'embarrassaient ni les entraves, ni la persistance d'anciennes formes économiques. La Russie au contraire étouffait sous son passée qui ne voulait pas mourir. A voir cette multitude de débris féodaux qui jonchent le sol de la Russie au début du XX[e] siècle, ces institutions périmées, ces classes fossiles, ces « reliques vivantes », on se demande si cette Russie plus qu'à moitié féodale a souffert davantage du capitalisme ou de son développement insuffisant.

Chapitre v

L'ÉMIGRATION DES PAYSANS EN SIBÉRIE

L'émigration des paysans en Sibérie dans la seconde moitié du XIX[e] siècle. Ses causes principales: le manque de terre et les impôts excessifs, l'insuffisance du système de culture et la mauvaise organisation du système de propriété. — Les causes fortuites. — Le rôle du mir.

Les conséquences économiques de l'émigration.

La politique du gouvernement.

Le rôle économique et social des émigrations.

Les émigrations de paysans sont un phénomène qui se retrouve à tous les siècles de l'histoire russe. Au XVI[e] et au

XVII[e] siècles, la population fuyait les pénibles conditions de vie du servage. Au XVIII[e] siècle, sous le règne de Catherine II, les paysans envoient des pétitions à la Commission législative de 1767 en se plaignant déjà du manque de terre. « Nous avons besoin de terres arables et de pâturages », écrivent les paysans de Streletzk et d'Aleksinsk. Les cultivateurs allaient chercher la terre et la liberté dans les contrées du Sud récemment conquises. Au début du XIX[e] siècle les migrations augmentent. « En 1820—1830, les paysans des gouvernements de Tver, de Riazane et de Koursk se dirigeaient en masse vers la Nouvelle-Russie et vers la Bessarabie. Le nombre des fugitifs était si élevé que leur retour aurait arrêté le développement du pays: voilà pourquoi en 1827 il fut ordonné de laisser là où ils se trouvaient les paysans fugitifs qui avaient pénétré dans les gouvernements de la Nouvelle-Russie. En 1845—1847 les paysans fuyaient en foule au Caucase, quittant les gouvernements de Saratov, de Koursk et de Voronèje [1]) ».

L'émancipation des serfs n'arrêta pas ce mouvement d'émigration. Au contraire, les émigrations de paysans commencent à jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie nationale. Le flot des colons qui se dirigeait auparavant vers le Sud et vers l'Est de la Russie d'Europe gagne maintenant, par delà l'Oural, la Sibérie. « D'après les données officielles, on peut conclure que l'émigration des paysans n'a fait que croître sans cesse après la réforme de 1861. Le chiffre des émigrants atteignait en moyenne 2.000 âmes par an au début. Ce chiffre augmente considérablement dès 1880, il atteint pour les années 1881—1882, selon le calcul de Gourvitch, 74.000 âmes. En 1885 lorsque commencèrent à être dressées des statistiques au sujet des émigrants qui passaient par le gouvernement de Tobolsk, les chiffres atteignent une grande précision: ils s'élèvent à 11.832 personnes pour 1885 et en 1890, jusqu'à 47.378 [2]) ».

En 1891 le nombre des émigrants double, il monte à 82.150

---

[1]) Oganovsky, *Esquisse de l'histoire des relations agraires en Russie*. 1912 *(en russe)*.

[2]) *La colonisation en Sibérie en liaison avec la question des émigrations*. Edition de la Chancellerie du Comité des Ministres Saint-Pétersbourg 1900, pages 127—129 *(en russe)*.

personnes. Durant les quatre ans qui suivent, la moyenne des émigrants dépasse 50.000 et enfin en 1896 on a le chiffre imposant de 202.302 personnes. En 1897 on ne compte que 86.575 émigrants, mais en 1898, ils sont 205.646 et en 1899, 223.981 personnes des deux sexes. En 1900, d'après les données de la direction du chemin de fer sibérien, 230.000 colons franchissent l'Oural. Malgré les fluctuations assez fortes d'année en année, le nombre des paysans du XIX[e] siècle s'élève à mesure que le territoire de la Russie d'Europe se fait moins vaste par rapport à la population qui croît. La cause des émigrations serait donc, d'après le témoignage de tous ceux qui ont étudié la question, le manque de terre chez les paysans.

Pourtant, si nous examinons les proportions de ce mouvement, nous voyons que les paysans qui émigrent ne viennent pas tous des régions où la terre est rare. Les redevances et les impôts excessifs, même quand les lots sont suffisants, d'une part, et d'autre part des lots insuffisants même quand les salaires sont assez élevés obligent les paysans à fuir en Sibérie.

Dans les gouvernements des terres non-noires, le manque de terre, la faible productivité du sol, l'accroissement de la population poussent les paysans à émigrer. Ce ne sont pas seulement les paysans pauvres qui s'efforcent de partir, ce sont les paysans dont les lots ont une superficie moyenne.

Dans les gouvernements du tchernoziom, « il faut rappeler qu'ils fournissaient déjà vers 1850 la majorité des colons sibériens. Une constatation analogue doit être faite en ce qui concerne les émigrants pour la période qui s'étend après la réforme: ce sont les personnes originaires du tchernoziom qui sont les plus nombreuses parmi les émigrants [1]) ».

Lorsque les paysans avaient reçu leurs lots en 1861, ces lots nous l'avons vu, avaient eu une superficie moindre dans la région du tchernoziom. C'est dans le tchernoziom que les paysans eurent surtout recours aux « lots des mendiants ». Si l'on y ajoute l'accroissement rapide de la population, les redevances

---

[1]) *La colonisation en Sibérie en liaison avec la question des émigrations.* Edition de la Chancellerie du Comité des Ministres Saint-Pétersbourg 1900, page 132 *(en russe).*

excessives, la pauvreté générale qui empêchaient une culture rationnelle des terres, on voit que le manque de terre n'est qu'une des causes des émigrations et qu'il y en a d'autres, qui portent à la fois un caractère social et économique.

Sur 67.041 familles d'émigrants enregistrées en l'espace de sept ans (1887-1893) aux frontières de la Sibérie, on obtient, d'après leurs origines, le tableau suivant:

	Familles	% par rapport à la population paysanne du Gouvernement
Koursk	10785	2,8
Tambov	6796	2,3
Voronèje	5558	1,5
Viatka	5356	1,6
Samara	5072	1,5
Perm	4547	1,1
Poltava	3643	1,0
Riazane	3139	1,3
Saratov	2635	0,9
Kazan	2598	0,8
Penza	2472	1,2
Kharkov	2360	0,8
Tchernigov	2179	0,7

Dire que le manque de terre a été la cause unique des émigrations équivaut à ramener au manque de terre toute la question agraire en Russie. Le paysan aurait pu vivre sur son lot s'il avait abandonné l'assolement triennal sans engrais pour l'assolement triennal avec engrais, s'il avait pu passer à une forme de culture supérieure, si, enfin, liquidant le mir, il n'avait plus eu à souffrir des enclaves et du *flurzwang*. Les émigrations sont le résultat d'un manque de terre relatif et d'une crise générale dans le système de culture paysanne[1]). Elles sont

[1]) Masloff, *La question agraire*, p. 570 *(en russe)*.

importantes parce qu'elles illustrent avec une évidence singulière la nécessité de transformer entièrement le système de l'économie rurale, de plus en plus insuffisant à mesure que croît la population. A cette cause primordiale — l'insuffisance du système de culture et la mauvaise organisation du système de propriété — viennent s'ajouter des causes fortuites comme les incendies, les inondations, etc. Il y a parfois des groupes d'émigrants qui ne souffrent pas du manque de terre, mais qui s'en vont parce qu'ils cherchent où appliquer plus productivement leur capital. Les prêts accordés par le gouvernement aux émigrants, grossis dans leurs imaginations, les incitent au départ. C'est ainsi que la rumeur de larges secours fournis aux colons par le comité du chemin de fer sibérien explique en grande partie les proportions énormes qu'atteint l'émigration en 1898. Enfin, des écrivains ont allégué, pour expliquer ce phénomène économique, des raisons psychologiques, cet amour du nouveau et du changement, cet éternel désir d'aller ailleurs qui a poussé au cours des âges sans cesse plus loin la Russie perpétuellement errante. N'est-ce pas d'ailleurs l'un des plus grands exploits humains que cette conquête par l'homme des steppes d'Ukraine, des toundras du Nord et de la grande taïga sibérienne?

Les impôts qui accroissent et multiplient les besoins de la population l'obligent à chercher des gains dans un travail en dehors de l'agriculture. Les conditions économiques rendent cette recherche difficile et souvent infructueuse. Ainsi se crée au sein des populations ce désir d'aller n'importe où, fût-ce au bout du monde, pour trouver à gagner un peu d'argent. D'autre part, les impôts excessifs pèsent si lourdement sur le paysan pauvre qu'ils l'attachent au sol: il risque en allant travailler au loin de tomber aux derniers échelons du prolétariat et de perdre jusqu'à sa misérable propriété. Par une étrange contradiction, les impôts le chassent au loin à la recherche d'un gain et le fixent en même temps à la glèbe, par la menace d'une ruine plus complète encore.

Le mir, unité administrative et économique, joue un rôle particulier dans les émigrations. Le membre du mir qui a décidé d'émigrer va de perdre tout ce qu'il possède; le

mir prend la terre de l'émigrant pour les arrérages qu'il doit et les impôts qu'il lui faut désormais payer. La plupart du temps, l'émigrant part en qualité de simple prolétaire, dépourvu de tout capital. Pour s'en aller avec un capital, si faible soit-il, le membre du mir doit posséder, outre son lot, un inventaire, afin que sa vente puisse lui fournir les moyens nécessaires à l'émigration. Voilà pourquoi les membres du mir les plus pauvres ne peuvent bouger: ils n'ont rien à vendre. Le lot et les constructions qui se trouvent à sa surface sont pris par le mir. Aussi comprend-on qu'il y ait peu de membres de mir qui émigrent. Ce sont les propriétaires privés qui fournissent le plus gros contingent d'émigrants, quoique la propriété privée soit à la fin du XIXe siècle, beaucoup moins répandue en Russie que la propriété communale. Mais les paysans propriétaires les plus pauvres ont au moins la possibilité de liquider leur économie; ils tirent quelque argent de la vente de leur terre et de leur maison et, grâce à cela, ils peuvent partir à la recherche d'une vie meilleure.

Dans la question des émigrations, comme ailleurs, le mir ne fait que rendre plus pénible la situation de ceux qui en font partie. La majorité de ses membres, en retenant ceux qui voudraient émigrer, parce qu'elle ne veut pas payer leurs arrérages et leurs impôts, aggrave la situation économique de la majorité elle-même. Bientôt la main-d'œuvre se trouve en excédent au sein des campagnes, les salaires baissent, les fermages s'élèvent, la prolétarisation paysanne s'accélère. Il se crée une situation contradictoire dans laquelle se débattent vainement les membres du mir. Les impôts élevés poussent le paysan à émigrer, et d'un autre côté le mir l'empêche de liquider son économie et d'en tirer les sommes nécessaires à l'émigration.

La liquidation de l'ancienne économie a une grande influence pour l'installation des émigrants sur leur terre nouvelle. Le paysan qui n'a pas en sa possession une somme suffisante, provenant de la liquidation de son ancienne économie, risque de tomber dans une misère pire qu'auparavant. L'émigration sans aucun moyen ou avec de trop faibles moyens, comme l'aide légale fournie par le gouvernement, amène la prolétarisation rapide de l'émigrant dans son nouveau pays. Une statistique

dressée par Kaufmann au sujet des émigrants du gouvernement de Tomsk donne le tableau suivant:

Fortune des émigrants à leur arrivée en Sibérie	°/o des cours qui ensemencent moins de 1 déciatine	°/o des cours qui ensemencent plus de 10 déciatines	sans cheval ou avec un cheval
sans argent	41,5	2,7	42,2
jusqu'à 25 roubles......	27,1	3,1	25,1
de 25 à 50 roubles...	14,9	8,5	15,2
de 50 à 100 » ...	7,3	15,1	7,3
de 100 à 200 » ...	7,0	28,2	6,3
plus de 200 roubles.....	2,2	42,4	4,0

Ainsi, pour pouvoir s'établir, la masse des émigrants doit appartenir à la classe moyenne des paysans. « Les émigrants eux-mêmes en ont conscience, car lorsqu'on les questionne là-dessus, on reçoit d'eux la réponse caractéristique suivante: « Les riches n'ont pas besoin d'émigrer et les pauvres n'en ont pas les moyens [1]) ».

Ce n'est donc pas la partie la plus misérable de la population qui émigre: il lui manque pour cela les fonds nécessaires. Seul s'en va le paysan relativement fortuné qui peut subvenir aux frais du transport. L'émigration amène ce résultat paradoxal qu'au lieu d'améliorer la situation économique des paysans, elle la rend pire. En effet, elle se saisit du paysan moyen, elle l'enchante par des visions fantastiques, par des promesses fallacieuses, par le rayonnement boréal d'une terre de lait et de miel où la nature satisfait l'homme au delà de ses désirs; elle l'entraîne ainsi, victime d'une illusion, à travers la chaîne des monts Oural, elle le vide, elle l'épuise, elle lui prend son argent et sa vie, et le renvoie au village natal, ruiné, désespéré, vieilli, pour avoir écouté la voix de cette sirène...

---

[1]) *La colonisation de la Sibérie en liaison avec la question générale de l'émigration.* Edition du Comité des Ministres. Saint-Pétersbourg. 1900. p. 157 *(en russe).*

Il ne retrouve plus au pays, ce paysan moyen, ni son habitation, ni ses terres; s'il ne les a pas vendues avant son départ, ses co-villageois s'en sont emparés. Un nouveau prolétaire vient de naître.....

La politique du gouvernement a varié dans la question des émigrations paysannes. Avant l'émancipation des serfs, l'émigration des paysans des propriétaires ne pouvait avoir lieu que sur l'autorisation expresse des seigneurs. Au contraire, l'émigration des paysans d'Etat, d'après les règles de 1843, était considérée comme un moyen de porter remède à la situation des paysans qui se trouvaient à l'étroit sur leurs lots; selon le comte Kisseleff, l'émigration devait permettre à l'Etat de coloniser les terres lointaines et de répartir de façon plus égale la population sur toute la surface du pays. Voilà pourquoi les paysans dont les lots étaient inférieurs à 5 déciatines avaient seuls le droit d'émigrer: on leur assignait des régions spéciales où on leur réservait de 8 à 15 déciatines par âme. Le gouvernement s'occupait de les ravitailler en foin, en céréales, en bétail, en instruments agricoles et même parfois en argent (10 à 50 roubles par famille); on les libérait durant un certain temps du service militaire et des impôts. Ces règles furent appliquées de 1831 à 1866 à 320.000 émigrants. A côté de ces émigrations prévues par la loi, il y en eut d'autres, spontanées, comme celles de 1838 à 1846 (gouvernement de Tambov) et de 1840 à 1847 (gouvernement de Poltava).

Le manifeste du 19 février 1861 ne parle pas des émigrations. Seules quelques catégories de paysans (paysans de petits propriétaires, soldats en retraite, etc.) obtiennent des privilèges spéciaux pour la colonisation des terres inoccupées de l'Etat. Selon le témoignage de Terner, le silence du manifeste était dû à cette opinion du législateur que les paysans, libérés juridiquement, n'auraient plus besoin de la tutelle gouvernementale et sauraient trouver, en cas d'insuffisance du lot, un salaire suffisant chez les pomiechtchiks; d'autre part l'opinion publique était défavorable aux émigrations. Les propriétaires fonciers craignent « que les paysans, après avoir reçu la liberté, ne se mettent à errer en masse à travers la Russie; la difficulté de se procurer des ouvriers augmentera encore, les propriétaires fonciers ne trou-

veront plus de fermiers qui veuillent louer leurs terres et seront ainsi privés de la seule source certaine de revenus qui leur reste encore ».

L'administration locale retient ceux qui veulent partir parce que les propriétaires fonciers y ont intérêt [1]): ces derniers perdent en effet dans la personne des émigrants une force ouvrière à bon marché et des fermiers prêts à accepter toutes leurs conditions. « Les pauvres servent de force ouvrière et de fermiers aux économies moyennes et riches; les paysans aisés servent exclusivement de fermiers. Le propriétaire foncier pense que le départ des paysans pauvres et des paysans aisés contribuera à le léser gravement dans ses intérêts, à diminuer le nombre des ouvriers agricoles et des fermiers et en même temps à élever les salaires et à abaisser les fermages. Pour ces raisons les propriétaires fonciers s'efforcent d'empêcher les paysans d'émigrer. En beaucoup de cas l'administration locale adopte le point de vue des propriétaires fonciers et met à l'émigration des obstacles plus ou moins grands » [2]).

Dans la publication du Comité des ministres sur la colonisation en Sibérie nous retrouvons ces mêmes raisons: la crainte des propriétaires de perdre une main-d'œuvre à bon marché a inspiré la législation postérieure à l'abolition du servage [3]).

La contradiction entre la législation et le mouvement d'émigration qui ne s'arrêtait pas força l'attention du gouvernement. Pourtant ce dernier continuait à craindre que l'assignation de

---

[1]) En 1896 des tentatives furent faites par certains gouverneurs d'empêcher l'émigration en Sibérie des paysans pauvres: on leur défendait de vendre leur terre s'ils ne possédaient pas un minimum de 300 roubles. Ces mesures ne firent qu'amener des fraudes: les paysans qui désiraient partir pour la Sibérie assemblaient la somme exigée et chacun d'eux, après avoir reçu l'autorisation convoitée, transmettait la somme aux autres paysans qui voulaient aussi émigrer.

[2]) Issaeff, *L'émigration dans l'économie nationale russe.* 1891, p. 39 *(en russe).*

[3]) L'hostilité de l'administration du gouvernement de Pskov est caractéristique à cet égard. En 1901 à la suite de causes fortuites (mauvaise moisson) et de causes durables (exiguïté des lots, mauvaise qualité de la terre allotie) 2000 paysans avaient voulu émigrer. L'assemblée des Zemstvos trouva « que l'émigration des paysans était contraire aux intérêts et à la prospérité économiques du district, et qu'il fallait prendre contre elle des mesures énergiques ».

terres d'Etat aux paysans ne fît naître parmi eux l'espérance chimérique d'un allotement ultérieur, général et complémentaire. En 1876, une loi ordonne de recenser tous les émigrants qui ont gagné les gouvernements de Tobolsk et de Tomsk en Sibérie. Vers 1880 le gouvernement songe à prendre des mesures « pour diminuer les émigrations de paysans qui s'en vont, sous prétexte de chercher des gains, s'établir en Nouvelle Russie, dans les gouvernements de l'Oural et en Sibérie Occidentale ». Ainsi, parmi les causes qui retiennent l'émigration, les principales sont l'hostilité de la législation, de l'administration locale, du mir et les impôts; mais les conditions économiques générales sont plus fortes et poussent, malgré les obstacles, les paysans à émigrer.

En 1881, le Gouvernement décide de prendre en main la direction du mouvement de colonisation. Une Commission, nommée pour élaborer une loi à ce sujet, conclut que les émigrations ne doivent être soumises à aucune règle ni à aucune tutelle; chacun doit avoir le droit d'émigrer, avec les réserves indispensables à une bonne organisation de l'Etat, mais le ministre de l'intérieur, le comte D.-A. Tolstoï, n'accepta pas ces conclusions. Le gouvernement s'arrêta aux principes suivants: seuls les paysans les plus pauvres ont le droit d'émigrer dans les régions que leur indiqua l'administration; les émigrants peuvent obtenir un prêt du gouvernement pour leurs frais de route et leurs premières dépenses d'installation; l'administration se réserve le droit d'arrêter les émigrations quand elle l'estime nécessaire. Les sommes destinées aux prêts étaient des plus minimes (40.000 roubles en 1884 et 20.000 roubles les années suivantes). La loi du 13 juin 1889 autorise les paysans à émigrer, mais seulement après l'autorisation préalable des ministres de l'intérieur et des domaines de l'Etat; les émigrants qui seront partis d'eux-mêmes seront renvoyés chez eux; dans leurs requêtes, les paysans peuvent indiquer les lieux où ils voudraient se rendre, mais le pouvoir central n'est pas tenu d'exaucer leurs vœux. Les terres que le gouvernement réserve aux colons peuvent être possédées soit par des mirs, soit en possession privée.

L'afflux des émigrants fut bientôt tel que les lots qui devaient leur être réservés ne furent pas assez nombreux. De là des

désordres comme ceux de 1891. Le gouvernement, par une circulaire du 6 mars 1892, mit complètement fin aux émigrations. Celles-ci ne cessèrent pas pour cela, mais elles eurent lieu dans de plus mauvaises conditions. Les émigrants ne touchaient plus d'aide pécuniaire et n'occupaient plus des lots réservés par l'Etat. La situation tragique des paysans émigrés en Sibérie à la suite de la grande famine de 1891 attira l'attention du prince Golitzyne. Un comité spécial avança aux familles d'émigrants des sommes qui atteignirent parfois 50 et 60 roubles, mais d'ordinaire beaucoup moins. La construction du chemin de fer sibérien, commencée en 1892, donna un nouvel élan vigoureux aux émigrations. Des centres sanitaires furent formés où les paysans malades recevaient les soins que nécessitait leur état de santé. Le gouvernement semblait s'en tenir à un point de vue neutre: il ne favorisait pas l'émigration, il ne la combattait pas non plus, car elle n'enlevait point de sujets à l'Etat, puisqu'elle se produisait dans les frontières mêmes de la Russie: en conquérant à la civilisation de vastes territoires déserts elle contribuait à la puissance du pays. Mais les mesures prises étaient insuffisantes, et les colons connurent bientôt en Sibérie tous les maux dont ils croyaient s'être libérés en fuyant leur patrie d'origine.

Le départ des émigrants entraîne, au début, des conséquences favorables pour ceux qui restent. La population qui demeure a plus de terre et, comme ceux qui sont partis gagnaient d'habitude leur vie par des travaux agricoles, la concurrence entre les ouvriers agricoles et les fermiers des terres seigneuriales prend fin. Si l'on comprend que l'administration locale ait empêché l'émigration dans l'intérêt des propriétaires fonciers, les entraves apportées par le mir portent en fin de compte préjudice au mir lui-même. Plus les redevances du mir sont fortes, plus sa situation économique est pénible — et moins le membre du mir a de chances de pouvoir partir. La misère le pousse à l'émigration — et elle le retient en même temps. Contraignant à la famine les membres du mir restés par suite de l'impossibilité de vendre la terre, les autres membres du mir se condamnent par cela même, eux aussi, à la famine; en retenant ceux qui voudraient partir ils n'améliorent pas leur propre situation. Il se crée une égalité singulière, une détresse identique, résultat de conditions

sociales défavorables. Cette surpopulation d'un genre spécial entraîne l'abaissement des besoins. La population passive n'espère plus, au sein du mir, améliorer sa situation que par l'accroissement de la famille qui amènera l'accroissement des lots. Mais l'augmentation de la population produit des résultats inverses et l'accroissement relatif des lots correspond souvent à leur diminution absolue. L'économie paysanne et l'agriculture souffrent également de cet état de choses.

Mais il y a plus. Quand l'exiguïté des lots, les impôts trop élevés, l'absence de métiers industriels dans la région vers lesquels pourrait se tourner le paysan, les salaires trop bas, la misère générale font éclater les plaintes des paysans au sujet du manque de terre, — manque de terre auquel le paysan impute la faiblesse de ses revenus et sa détresse —, quand la surpopulation et les conditions sociales le poussent à l'émigration et qu'il a réussi à amasser quelque argent qui lui permette de s'établir en Sibérie, le problème n'est pas résolu. L'émigrant a beau être muni d'un petit capital, les frais de voyage et les frais d'installation l'ont vite englouti. Pour arriver à vivre, il doit de nouveau, en Sibérie comme autrefois en Russie, s'adresser à des métiers connexes et chercher dans des gains latéraux des moyens de subsistance. Sur les bords de l'Iénisséi et de la Léna, comme sur les bords du Dniéper, on paie l'impôt. Il refait bientôt connaissance, sous le climat rigoureux du Nord, avec tous les maux dont il croyait s'être définitivement débarrassé. Ce nouveau Colorado que son imagination lui représentait, d'après les lettres des *khodoki* ou éclaireurs partis en avant, comme paré des plus vives couleurs, perd bientôt pour lui son brillant attrait. Avec l'afflux des émigrants la terre même en Sibérie se fait rare; les lots reçus sont infimes, les terres arables sont bientôt toutes colonisées. Nombreux sont ceux qui reviennent, déçus et brisés, n'ayant connu dans ces terres lointaines, au lieu d'une vie nouvelle, que la fin de leurs espérances. En 1898, 51.028 émigrants s'en retournent, en 1899, 55.943, 68.593 en 1900. A eux tous, l'émigration n'a apporté que la ruine.

La cause immédiate du retour des émigrants est le manque de terre. Dès 1897 la colonisation a recouvert toute la zone centrale de la Sibérie et pénétré dans les espaces de la redoutable

taïga. Trois ans après, les colons se sont avancés si loin dans la taïga qu'il n'est plus possible pour les autorités gouvernementales de leur préparer des lots. La colonisation devient d'ailleurs de plus en plus difficile.

Les émigrants transportent en Sibérie les formes de propriété russes. Sans doute la propriété privée se rencontre plus fréquemment que le mir en Sibérie [1]); mais n'est-ce pas là un fait naturel, puisqu'en grande partie les émigrants jadis ont été de petits propriétaires? Le mir subsiste cependant en Sibérie, avec ses inconvénients.

Malgré l'administration qui tâchait de les retenir, malgré le mir, malgré les difficultés de toutes sortes, les paysans se sont acharnés à fuir leurs tristes conditions d'existence. Ils ont cru, en quittant les lieux de leurs misères, dépouiller le vieil homme et renaître à une vie nouvelle: de là les émigrations en Sibérie qui soulagent pour un temps la classe paysanne moyenne. Mais la situation ne dure pas, la question agraire, dans toute sa complexité économique et sociale, s'étend et gagne les pays colonisés. Quand la colonisation se sera étendue à toute la superficie habitable de la Sibérie, la question agraire en Russie se trouvera en quelque sorte repliée sur elle-même et elle sautera comme un machine dont la soupape de sûreté — l'émigration — ne peut plus fonctionner.

---

[1]) Kaufmann, *L'Emigration en Sibérie à la fin du XIXe siècle.* 1901. Revue économique russe *(en russe).*

CHAPITRE VI

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME DE 1861 ET DE L'AVÈNEMENT DU CAPITALISME EN RUSSIE POUR LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

Le rendement des grandes propriétés foncières et des économies paysannes.

Les causes de la crise agraire dans les domaines fonciers. — Les pomiechtchiks sont de mauvais capitalistes. — Endettement de la grande propriété. — La Banque de la noblesse. — Le gouvernement facilite aux pomiechtchiks le crédit. — Les banques hypothécaires.

Autres causes naturelles et économiques de la crise agraire. — Les conditions climatériques de la Russie. — Les fluctuations des prix. — Les difficultés de transport. — Les risques du marché.

Les exportations. — Productivité et rentabilité. — Le rôle économique des famines.

Autres causes de la crise agraire. — La mauvaise législation. — Les difficultés sociales.

Nous avons étudié dans les chapitres précédents les conséquences de la réforme de 1861 pour les paysans. Ils avaient reçu des lots trop petits, ils devaient payer des redevances trop fortes. Le mir, les enclaves, les impôts, l'ignorance dans laquelle le gouvernement laissait la masse rurale, les nouvelles conditions économiques, tout cela explique suffisamment le triste état de l'agriculture du paysan. La liberté juridique, formule magique et trompeuse, n'avait été qu'une défroque jetée sur ses épaules pour lui cacher la nudité de sa dépendance économique. Le cultivateur affranchi était encore plus qu'à moitié serf. La trace de la chaîne se voyait encore à son cou. Ce n'était plus Araktchéef qui poussait par bataillons les paysans au travail des champs, sous le commandement de chefs militaires: c'était la main osseuse du Roi Famine.

Mais quelle fut la situation des propriétaires fonciers au lendemain de la réforme? Ils possédaient la terre, et ils étaient assurés d'avoir des travailleurs. Ils avaient rêvé jadis, eux aussi, de s'évader des cachots de l'économie naturelle et de devenir, au grand soleil de l'initiative privée et de la concurrence, de libres marchands de céréales. L'évolution économique avait fait éclore cet âge heureux où ils n'avaient, semblait-il, qu'à envoyer sur un marché prêt à les absorber les fruits de leur domaines, qu'à détacher, pour ainsi dire, en produits agricoles les coupons de la terre. Allaient-ils ramasser enfin sans effort cet argent qu'ils poursuivaient de leurs désirs depuis plus d'un demi-siècle?

Si l'on considère le rendement des économies paysannes et celui des domaines fonciers, on s'aperçoit aisément que la production de ces derniers est plus forte. Comment s'en étonner? Pour des raisons spéciales à la Russie et d'autres communes à tous les pays, la grande production l'emportait sur la petite. Si l'on prend le chiffre 100 pour représenter la moyenne de la production des pomiechtchiks dans la période de 1883—1910, on trouve chez les paysans les chiffres suivants: pour le seigle 83,3; pour l'avoine 82,4; pour le blé de printemps 85; pour l'orge 88; pour le blé d'hiver 87; pour sarrasin 87,5; pour le lin 88,4; pour le chanvre 90; pour les pommes de terre 87,9 [1]). Grandeau [2]) a donné, en hectolitres et par hectare, les chiffres suivants: pour le seigle 11,5 chez les propriétaires, 9,4 chez les paysans; pour le grand blé 11 chez les propriétaires et 9,1 chez les paysans; pour le petit blé 9,6 chez les propriétaires, 8 chez les paysans; pour l'avoine 15,4 chez les propriétaires, 12,7 chez les paysans; pour l'orge 11,5 chez les propriétaires, 10,5 chez les paysans; pour les pommes de terre 92,3 chez les propriétaires, 72 chez les paysans.

Pour la production totale des grains, 68,4%, soit plus des ⅔, reviennent aux paysans. La masse des paysans ne peut cultiver que les céréales, elle n'a pas les moyens de se livrer aux cultures intensives des propriétaires.

---

[1]) Sommaire des données statistiques sur l'agriculture en Russie à la fin du XIXe siècle (Section de l'Economie rurale du Ministère de l'Agriculture).

[2]) Grandeau, *L'Agriculture et les institutions agricoles du monde au commencement du XXe siècle.* T. I, Paris 1901.

En ce qui concerne la superficie des terres, Yermoloff donne les chiffres suivants: 157 millions d'hectares appartiennent aux paysans, 116,6 millions aux propriétaires, 167 millions à l'Etat et aux apanages. Pour les terres arables qui couvrent en Russie 129 millions d'hectares, les paysans en détiennent 86 millions, soit 66,6%; les nobles 38 millions (29,4%), l'Etat, les apanages et les biens de main-morte 5 millions. La classe peu nombreuse des pomiechtchiks qui détient ⅓ du sol arable le loue en grande partie aux paysans; mais il n'y a pas, à proprement parler, de classe de fermiers en Russie. Le paysan qui loue continue à résider chez soi et ne vient sur la parcelle de terre louée que pour la labourer, l'ensemencer et y faire la moisson.

Dans ces grandes propriétés, le surproduit est-il au moins employé pour le perfectionnement de l'exploitation? Nulle propriété n'est plus endettée que la grosse propriété foncière. Si l'on considère l'hypothèque comme une forme d'emploi productif du capital, l'endettement de l'agriculture devrait servir de preuve de croissance du capitalisme productif dans l'économie rurale. Mais Rodbertus a démontré que l'endettement hypothécaire n'entraînait pas l'application du capital reçu à des emplois productifs et que le crédit hypothécaire n'était pas un crédit productif; le plus souvent, il est consacré à des usages latéraux et improductifs [1]).

Les pomiechtchiks, — produits du servage, — viveurs, joueurs, paresseux, tels enfin que nous les a décrits Gogol, étaient loin de réaliser le type économique de l'entrepreneur qui suppute, qui calcule, qui organise et lutte sans relâche contre les risques redoutables du marché. Ils souffraient d'ailleurs du faible développement du capitalisme, du manque et de la cherté des crédits. Dans le perpétuel besoin d'argent qu'ils éprouvaient pour assouvir leur amour du luxe et leurs passions, ils n'hésitaient pas à hypothéquer leurs domaines. Ces belles moissons dorées qui se balancent au souffle de la brise et qui ne sont pas encore fauchées, elles ont déjà été dépensées à Moscou, à Paris, sur la Riviera. Chaque année, de riches négociants

---

[1]) Rodbertus, *Zur Erklärung und Abhilfe der heutigen Kreditnot des Grundbesitzes*. 1881.

étrangers, venus d'Occident, se rendaient en Russie et y achetaient les moissons sur pied. Désireux de vendre au plus vite, les pomiechtchiks acceptaient leurs prix. D'ailleurs, le crédit était cher, les banques russes pauvres; les seigneurs se trouvaient obligés de passer par les fourches caudines des négociants étrangers. Pour quelques gros propriétaires dans l'opulence, comme le général Skalon, P. Rijov et ses sucreries de Rjevo-Pavlovsk, Terechtchenko, Kharitonenko, Kleinmichel et leurs économies modèles, combien de propriétaires endettés dont la situation était si précaire que la moindre crise économique devait amener leur ruine définitive! Yermoloff, ancien ministre de l'Agriculture et propriétaire foncier, raconte qu'il possédait un troupeau de mérinos de 2.500 têtes et qu'il vendait les 100 kilos de laine de 130 à 165 francs; survient une crise, et la laine tombe à 115 et à 95 francs. Lui, grâce à ses économies, résiste. Mais les autres propriétaires qui ne couvrent plus leurs frais vendent les mérinos à l'abattoir. Un an après, les 100 kilos de laine valaient 200 francs.

Pour venir en aide aux propriétaires fonciers dans l'embarras, la Banque de la Noblesse avait été fondée le 15 janvier 1886 [1]). Un propriétaire possède un domaine qui vaut 1 million de roubles. Il obtient à la Banque 600.000 roubles en lettres de gage pour lesquels il paie un intérêt et un amortissement. Afin d'avoir de l'argent comptant, il revend ses lettres de gage à la Bourse où elles sont cotées à 70%—75%: il touche ainsi 420.000-450.000 roubles bien qu'il paie l'intérêt et l'amortissement pour la somme de 600.000 roubles. Tel est le mécanisme de la Banque de la Noblesse dont l'avantage sur les banques hypothécaires consiste dans le fait qu'elle prend un intérêt minime. Les termes du remboursement définitif qui étaient d'abord de 36 $^{7}/_{12}$ et de 48¾ années furent portés à 38¼ et 51¼ années. Les intérêts à payer oscillaient entre 5¾% et 6¼%, l'amortissement entrant dans cette somme pour 1,50% et le prélèvement au profit de la Banque pour 0,25%. La loi du 12 juin 1890 édicta des mesures favorables aux propriétaires. Bientôt les banques hypothécaires, devant la concurrence de la Banque de la Noblesse, furent obligées d'abaisser leur taux d'intérêt. Par

[1]) Voir ci-dessus p. 107.

la loi du 6 juin 1894, les propriétaires nobles de Russie qui désiraient acheter dans les provinces baltiques des terres non-russes, pouvaient s'adresser à la Banque. La loi du 1er mai 1897 abaissa le taux de l'intérêt à 3½% et porta le terme du remboursement définitif à 66½ années. La loi du 21 mars 1906 fixa un taux d'intérêt de 5% et de 5½%. Mais la loi du 28 octobre 1907 accorda de nouvelles facilités aux propriétaires fonciers à la suite des désordres agraires, pour qu'ils pussent relever leurs domaines dont la situation économique était ébranlée. La loi du 19 décembre 1911 abaissa l'intérêt à 4½%.

Voici les résultats de l'activité de la Banque. Ces chiffres montrent mieux que de longs raisonnements à quel point les pomiechtchiks avaient besoin de crédits:

Années	Propriétaires fonciers	Superficie des terres inscrites en déciatines	Estimation de la Banque	Prêts consentis
			en millions de roubles	
1886	2.135	1.640,2	121,8	68,8
1887	2.412	2.275,7	124,2	71,0
1888	1.372	1.125,2	58,4	33,7
1889	1.231	1.041,4	63,3	36,7
1890	1.886	1.971,0	107,1	61,7
1891	1.602	1.787,9	100,3	56,2
1892	1.076	1.198,4	61,9	32,3
1893	884	1.644,6	77,1	42,1
1894	656	1.160,1	71,2	39,2
1895	1.378	2.272,5	151,9	82,0
1896	1.563	2.882,5	180,6	98,0
1897	1.451	2.316,3	154,6	89,0
1898	2.261	3.071,5	200,2	120,5
1899	1.250	2.052,9	124,2	71,6
1900	1.059	1.752,5	133,5	76,1
1901	963	1.680,7	148,2	84,0
1902	843	1.893,9	155,3	80,0
1903	691	1.411,7	117,3	66,5
1904	537	1.291,5	94,0	53,0
1905	301	947,8	69,7	39,8
1906	247	763,9	56,1	32,6
1907	78	615,1	43,5	26,2
1908	192	523,5	53,3	31,7
1909	261	825,3	85,1	49,7
1910	446	1.083,2	149,4	87,1
1911	459	1.101,7	152,2	88,8

Il est certain que la Banque de la Noblesse rendit de grands services aux pomiechtchiks. Mais le crédit, arme merveilleuse entre les mains de ceux qui savent s'en servir, devient une arme à double tranchant pour les incapables et pour les prodigues. Les ruines retentissantes de quelques gros propriétaires furent un avertissement de l'histoire qui ne laisse la propriété qu'à ceux qui ont assez de sagesse économique pour la faire prospérer.

Mais les pomiechtchiks n'entendirent pas cet avertissement. Les domaines seigneuriaux périclitaient, sous les orages des crises économiques et des troubles agraires. Le gouvernement leur vint encore en aide: il autorisa, sous le ministère de Witte, la Banque de l'Etat à consentir des prêts de 2, 3 et 4 ans aux propriétaires, pour qu'ils pussent surmonter les difficultés. Ces prêts devaient aussi leur permettre de ne pas vendre leur blé à des conditions onéreuses, mais d'attendre et de choisir leur heure. La direction des chemins de fer leur faisait crédit pour le transit de leurs marchandises.

Malgré ces mesures extrêmement favorables, les propriétaires fonciers s'adressent aux banques hypothécaires. Les dix banques hypothécaires de Kharkov, Poltava, Saint-Pétersbourg, Moscou, Bessarabie, Nijni-Novgorod, Kief, Vilna, Don, Iaroslavl, fondées en 1871—1873, avaient fait les opérations suivantes:

Années	Propriétés	Superficie en déciatines	Estimation en milliers de roubles
1905	46.135	21.355.634	1.133.568
1906	47.039	22.053.516	1.180.165
1907	47.496	22.273.293	1.205.283
1908	47.892	22.345.441	1.217.332
1909	49.240	22.741.575	1.267.923
1911	54.250	24.107.866	1.443.154

L'époque qui suivit les troubles de 1905 fut une période de spéculation effrénée: beaucoup de propriétaires terrorisés vendirent leurs domaines à n'importe quel prix, d'autres, qui croyaient à la hausse, achetèrent des terres hypothéquées et se ruinèrent aussi.

---

[1]) *Statistique du crédit à long terme.* 1912, fascicule I, p. 7.

Les propriétaires fonciers qui s'étaient promis jadis de s'enrichir sur le marché en connaissent bientôt toutes les vicissitudes. Ils perdent leur belle confiance d'antan. « C'est Dieu qui fait les prix », répètent-ils avec un soupir. En effet les fluctuations des prix sont très fortes et les conditions de vente et de transport incertaines. Pour avoir passé de l'économie servile à l'économie capitaliste, les propriétaires fonciers n'ont pas changé les conditions climatériques du pays: « Les années de disette dont nous souffrons périodiquement sont inconnues aujourd'hui dans les pays de l'Europe occidentale, et même dans certaines parties de la Russie, le Nord et Sud-Ouest par exemple, elles ne tiennent exclusivement qu'à des causes climatériques, — la sécheresse épouvantable dont nous souffrons bien trop souvent, hélas, et devant laquelle sont impuissants, quelquefois, les procédés de culture les plus perfectionnés [1]) ».

Les prix accusent des variations considérables. Si l'on prend le chiffre 100 pour moyenne on obtient 41 pour une année et 159 pour l'année suivante. Les prix varient aussi d'endroit à endroit. Dans les 3 gouvernements de Samara, d'Orenbourg et d'Astrakhan le prix du froment passe de 38 à 197. Si l'on prend de nouveau le chiffre de 100 comme moyenne des prix payés pour le seigle dans la période de 1881 à 1900 dans la région du Volga, on obtient 49,1 pour 1896, 125,5 pour 1898 et 72,7 pour 1900. D'autre part, les voies ferrées ne suffisent pas au transport des produits agricoles, malgré l'active construction de voies nouvelles sous le ministère de Witte. Les entrepôts sont trop peu nombreux: les sacs de blé restent durant des mois par terre, à ciel ouvert, exposés aux intempéries, et ils pourrissent. Dès qu'un engorgement se produit, que la demande dans les villes augmente, les marchandises s'agglomèrent dans les gares. Les pomiechtchiks ne peuvent écouler leurs produits, les marchands agricoles se ruinent, ils ne peuvent remplir leurs engagements, sans qu'il y ait en quoi que ce soit de leur faute.

Les difficultés rencontrées sur le marché intérieur incitent les pomiechtchiks à s'adresser au marché extérieur. Le seigle

---

[1]) Yermoloff, *La Russie agricole devant la crise agraire.* Paris 1907.

est expédié en Allemagne, l'avoine en Angleterre, le froment en Italie, en France, en Angleterre et en Hollande, l'orge en Angleterre et en Allemagne. A la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e], la Russie se heurte, sur le marché mondial des céréales, à des concurrents redoutables. Il faut soulignerr l'importance du marché extérieur pour l'agriculture des propriétaires fonciers. Comme le marché intérieur russe a des capacités d'achat limitées, il est naturel que les producteurs de céréales, fuyant les conditions économiques d'un pays arriéré, s'adressent là où le capitalisme a atteint un haut degré le développement. Aussi lorsque les pays étrangers, comme la France, frappent les céréales russes de droits d'entrée, les propriétaires fonciers en souffrent, et les mesures protectionnistes de l'Europe occidentale ont une répercussion défavorable pour les pomiechtchiks à l'intérieur de la Russie.

Dans une économie nationale fortement constituée, comme celle qu'ont préconisée F. List et les théoriciens de l'autarchie, avec Fichte, Schmoller, Naumann, la nation n'exporte que ce qu'elle ne peut consommer elle-même. Il n'en est pas ainsi en Russie. L'exportation russe est en grande partie forcée, ce pays est trop peu développé pour se suffire à lui-même, il échange ses produits agricoles contre les produits industriels ou les articles de luxe de l'Occident. Il se prive alors du nécessaire pour avoir le superflu. La vente sur un marché libre où règne la loi de l'offre et de la demande se règle d'après la capacité des acheteurs. Ce ne sont pas des excédents que la consommation intérieure ne peut absorber qui sont exportés à l'étranger, mais ce dont elle aurait besoin et qu'elle ne peut se procurer, faute de moyens d'achat. Bien plus: quand pour une raison quelconque le marché extérieur se ferme et que les propriétaires sont réduits au marché intérieur, les bonnes récoltes deviennent pour eux une véritable calamité.

C'est qu'en effet, durant les années de bonne récolte, les frais de production des pomiechtchiks augmentent, il y a moins de main-d'œuvre, les paysans qui parviennent à se nourrir ne vont plus travailler au loin comme ouvriers agricoles et, s'ils le font, étant moins nombreux, ils exigent des salaires plus élevés. D'autre part les prix de vente baissent, de sorte que les propriétaires se plaignent qu'ils sont en déficit. De là de longues

discussions d'un caractère spécial: il s'agit de savoir ce qui est préférable pour le pomiechtchik; une année de bonne récolte et des prix très bas, ou une année de récolte insuffisante et des prix très élevés.

Effertz [1]) a opposé la productivité à la rentabilité. La productivité dépend de deux facteurs: d'une part, de l'utilité que peut donner le produit obtenu, d'autre part du coût auquel on obtient le produit. Plus la production matérielle sera abondante, plus on pourra dire que dans une nation il y a une grande productivité. Au point de vue de la société, ce qui importe surtout, c'est de réaliser ce maximum de productivité. Une nation sera vraiment riche d'un point de vue collectif si elle peut produire beaucoup de blé et obtenir ce blé au prix le plus bas possible, parce qu'alors la masse des besoins satisfaits sera certainement plus élevée que si cette nation produisait peu de blé et le vendait très cher. La rentabilité, au contraire, est la recherche de la part du producteur du maximum de profit dans l'œuvre de production. Ce maximum de profit ne correspond pas nécessairement au maximum de production matérielle. Dans bien des cas il peut y avoir intérêt pour le producteur à réduire la quantité matérielle afin de s'assurer un profit qui sera plus élevé que si ce producteur avait lancé sur le marché son maximum de produits.

Les années de famine remplissent en Russie ce rôle de réductrices de productivité dans l'intérêt des propriétaires [2]). En

---

[1]) O. Effertz, *Arbeit und Boden*. Berlin, 1897.

[2]) La limitation volontaire de productivité se retrouve à tous les temps et dans tous les pays. La campagne romaine abandonnée, autrefois prospère, les immenses domaines en Autriche qui autrefois produisaient des grains en quantité et qui ont été consacrés depuis à l'élevage, l'évolution de la propriété en Ecosse sont autant d'exemples de limitation de la productivité que nous a laissés l'histoire. Cournot a cité l'exploitation des forêts sous le régime de haute futaie, exploitation très intéressante pour la société prise dans son ensemble, mais qui nécessite, de la part des propriétaires privés, de longues années d'attente et des sacrifices auxquels ils ne consentent pas d'habitude. Landry dans son étude sur «L'utilité sociale de la propriété individuelle» (Paris 1901) démontre qu'il y a nécessairement conflit entre la propriété privée et sa mise en valeur, et les besoins collectifs. Proudhon, avant lui, avait dit que la société recherche le plus grand produit brut, alors que l'entrepreneur vise constamment au plus grand produit net, dût-il ne l'obtenir qu'au prix de l'extermination du genre humain. On est

outre, elles ruinent les faibles exploitations paysannes et confèrent un véritable monopole aux pomiechtchiks.

Le monopole de ces derniers sur le marché intérieur de la Russie est défendu par les tarifs de chemins de fer, qui montent brusquement après Tcheliabinsk et ne permettent pas aux consommateurs de faire venir, pendant les années de hausse, le pain à bon marché de Sibérie.

Les exportations de céréales ne diminuent pas durant les années de disette malgré les prohibitions partielles d'exporter du gouvernement. La période de 1891 à 1895, marquée par la famine de 1891, voit les exportations de blé s'élever à 171.211.000 pouds soit 37,9 % de la récolte. Quelles que soient les variations survenues dans les récoltes de blé de 1886 à 1913 (et ces variations furent considérables, oscillant entre 352 millions de pouds et 1.352 millions), le marché extérieur absorbe des quantités qui varient entre un minimum de 162 millions de pouds et de 240 millions de pouds. Il semble donc qu'avant de satisfaire ses propres besoins l'économie nationale russe, où les pomiechtchiks et les paysans riches jouent le premier rôle en tant que producteurs, travaille pour le marché extérieur qu'elle alimente régulièrement.

Si encore les pomiechtchiks avaient employé l'argent reçu à l'étranger pour des acquisitions profitables à l'industrie et à l'agriculture! Si du moins « les produits échangés contre les produits » avaient amené en Russie un peu de prospérité et de richesse! Mais les popriétaires fonciers employaient une grande partie de leur argent à des dépenses inutiles au point de vue de l'économie nationale. L'agriculture restait arriérée et c'étaient des capitaux étrangers surtout qui alimentaient et fécondaient la jeune industrie russe [1]).

Pour accroître sa rente, le pomiechtchik devait se livrer à une exploitation extrême du paysan. Nous ne reviendrons pas sur les formes de fermage que nous avons déjà décrites. Non

---

loin de la philosophie sereine d'Adam Smith, de Ricardo et de Stuart Mill qui montraient au contraire la production dominée par les besoins présents ou les possibilités de modification de ces besoins sous l'empire du mécanisme de substitution.

Sur la question qui nous intéresse, voir Nicolas-On et V.V. *(en russe).*

[1]) Sur le rendement de la terre seigneuriale travaillée avec l'inventaire du paysan, voir ci-dessus p. 135—136.

content de l'exploiter, il lui imputait le mauvais état de l'économie seigneuriale [1]) : si l'agriculture était arriérée, si les lois agraires étaient mauvaises, si le pomiechtchik ne pouvait pas lutter sur le marché occidental avec le farmer américain, si ses domaines étaient hypothéqués, c'était le paysan qui en était responsable, parce qu'il était de son naturel fainéant et ivrogne [2]).

---

[1]) L'écrivain russe Korolenko dans une lettre à Lounatcharsky, Commissaire du Peuple à l'Instruction publique, écrit en 1920: « L'historien anglais Carlyle que vous connaissez dit que les gouvernements périssent le plus souvent à cause de leurs mensonges... Votre dictature a été précédée par la dictature des nobles. Elle a reposé sur un mensonge colossal qui a longtemps pesé sur la Russie. Pourquoi, après l'émancipation des serfs, la richesse du pays n'a-t-elle pas augmenté, mais diminué, pourquoi le pays a-t-il sombré dans des famines sans cesse croissantes? La dictature des nobles répondait: à cause de la paresse et de l'ivrognerie des paysans. Ainsi, les famines ne croissaient pas parce qu'une stagnation mortelle régnait chez nous et que notre force principale, l'agriculture, était immobilisée sous de mauvaises lois agraires, mais uniquement par suite de l'insuffisante tutelle sur un peuple de fainéants et d'ivrognes. Il m'a fallu avec mes camarades, durant les années de famine, lutter par la plume et dans les réunions publiques contre ce monstrueux mensonge. Que l'ivrognerie était répandue chez nous, c'était la vérité, mais une vérité partielle. Le fond de la paysannerie, en tant que classe, était non l'ivrognerie, mais le travail, et encore un travail mal payé, sans aucun espoir d'amélioration. Toute la politique des dernières décades du tsarisme à reposé sur ce mensonge. De là, la toute puissance du préfet rural *(zemsky natchalnik)* et la prépondérance des nobles dans l'ordre civil et dans les Zemstvos. Ce mensonge criant avait pénétré tout notre vie... La société cultivée essayait bien de lutter contre lui et dans cette «opposition» rentraient jusqu'aux meilleurs éléments des nobles eux-mêmes. Mais les masses populaires ne croyaient qu'aux tsars et les aidaient à écraser ce mouvement libérateur. Le gouvernement autocratique n'avait pas d'hommes assez intelligents pour comprendre à quel point ce mensonge, soutenu par une force aveugle, menait de la plus réelle des façons le régime à la ruine.

La formule de Carlyle, comme vous le voyez, peut s'appliquer pour définir les causes de la chute de l'ancien régime. Au lieu d'écouter la voix de la vérité et de s'arrêter, le gouvernement ne faisait qu'ajouter de nouveaux mensonges, aboutissant enfin à la bêtise monstrueuse d'une « constitution autocratique », c'est-à-dire à la pensée de conserver par un mensonge le fond absolutiste dans une forme constitutionnelle.

Et le régime s'écroula. »

[2]) « La noblesse d'ici trouve, en général, qu'on s'occupe trop des paysans. En leur témoignant une bienveillance si marquée, on risque, dit-elle, de faire naître en eux d'insupportables prétentions. Les paysans, habitués à leur dure existence, ne souffrent pas autant que le croient les habitants des villes. Si vous subvenez à tous leurs besoins, ils cesseront de travailler et deviendront de plus en plus exigeants; familiers d'abord, bientôt arrogants. » Legras, *Au pays russe.* Paris, 1910.

Mais pourquoi dans ses plaintes le pomiechtchik oubliait-il la mauvaise législation rurale? La loi qui défendait de mettre les terres en fermage pour une période s'étendant sur plus de douze années était funeste à l'agriculture. Un tel terme est tout à fait insuffisant pour le fermier qui prend à bail un bien ruiné ou dépourvu de bâtiments nécessaires à son exploitation, ou quand il s'agit de terres incultes, de terrains marécageux qu'il faudrait assécher, d'un sol dépourvu d'eau qu'il faudrait irriguer: de pareilles entreprises demandent des travaux de longue haleine et le paysan qui loue pour trois ou six années, et la plupart du temps pour beaucoup moins (un an), ne pouvait rentrer dans ses frais. Cette loi faite dans l'intérêt des possesseurs futurs contre les agissements irréfléchis de leurs précurseurs ne les protégeait pas en réalité; elle ne faisait que leur nuire, car un propriétaire imprévoyant trouvait toujours moyen de léser ses successeurs, et ces fermages minuscules qui étaient dans le temps ce que les enclaves étaient dans l'espace portaient un grave préjudice à l'agriculture.

A côté de ces causes diverses de décadence économique, les difficultés sociales jouent leur rôle. Une propriété assise sur la violence appelle la violence [1]). Les paysans opprimés se tournent contre les seigneurs. C'est une lutte perpétuelle, tantôt ouverte, tantôt cachée, mais qui se poursuit inlassablement aux frontières douteuses des propriétés mal délimitées et des enclaves. « Qui terre a guerre a » dit un vieux proverbe français. Cette vérité ne trouve nulle part plus large application qu'en Russie. Le laboureur dont le champ trop exigu ne nourrit pas la famille se fait braconnier. « Tels sont les côtés néfastes de la situation actuelle des paysans dans bien des localités de notre pays. Mais de cette situation ceux-ci ne sont pas seuls à souffrir. Nous, les propriétaires, leurs voisins, nous nous en ressentons tout autant qu'eux. Quel moyen de sauvegarder nos terres dont les limites

---

[1]) Proudhon, dans le style brillant et heurté qui lui est propre, a dit: « Puisque la propriété se manifeste par l'occupation et l'exploitation, qu'elle a pour but de fortifier et d'agrandir le monopole par le domaine et l'hérédité, qu'au moyen de la rente, elle recueille sans travail et par l'hypothèque compromet sans caution, qu'elle est réfractaire à la société, que sa règle est le bon plaisir et qu'elle doit périr par la justice, la propriété est la religion de la *Force.* » Proudhon, *Contradictions économiques* II, 242. Œuvres complètes, t. V.

ne sont pas nettement déterminées, contre l'envahissement graduel de nos bons voisins? Comment garantir nos prairies et même nos champs contre l'invasion de leur bétail qui ne trouve pas sa pâture sur leur terrain à eux? Comment préserver nos forêts contre la hache des voleurs de bois, qui sont souvent poussés par la misère et obligés de nous soustraire les quelques bûches, sans lesquelles ils risqueraient de mourir de froid dans leurs chaumières pendant la rude et longue saison d'hiver, surtout quand la provision de paille et même de fumier d'étable desséché qu'ils emploient pour se chauffer est à court? Je ne parle point du braconnage dans nos forêts ni de la pêche clandestine dans nos rivières et nos lacs, — ce sont des bagatelles auxquelles nous ne regardons pas d'aussi près; — mais le moyen de ne pas poursuivre les infractions plus sérieuses à nos droits, l'envahissement de nos terres, la dévastation de nos prairies, la coupe de notre bois, etc....? Les gardes-champêtres, les gardes forestiers sont souvent insuffisants à nous protéger, et puis ils risquent quelquefois leur vie en sauvegardant les intérêts de leurs patrons avec trop de zèle. Nous sommes donc obligés de nous adresser aux tribunaux, quand nous parvenons à connaître le nom de ceux dont nous avons à nous plaindre, — ce qui n'est pas toujours facile; — mais, même dans le cas d'un verdict de culpabilité, nous n'y gagnons pas grand'chose, une indemnisation de nos pertes est rarement possible sans la ruine définitive du condamné, et sa séquestration en prison ne servirait qu'à nous créer un ennemi de plus dans notre voisinage le plus proche, — ce qui n'est guère désirable et prudent —, les meules de foin, les granges de blé et même nos bâtiments rustiques prennent feu si facilement... » [1]).

Dévorés de soucis, entourés de dangers, rendus malheureux par la conservation de leurs domaines et redoutant de les perdre, harcelés par les misères morales, les ennuis d'argent, la crainte d'une exploitation déficitaire, les propriétaires fonciers se consument dans le manteau de Nessus de leur propriété. La Révolution de 1917 devait les en délivrer.

---

[1]) Yermoloff, *La Russie agricole devant la crise agraire.* Paris 1907, p. 51—52.

Chapitre VII

LA RÉVOLUTION DE 1905—1906, LA RÉFORME DE STOLYPINE (1906) ET LA BANQUE DES PAYSANS

La Révolution de 1905. — Le but de la réforme agraire de Stolypine et de Krivochéinc. — Ses résultats.

La Banque des Paysans. — Ses opérations. — Son histoire. — Prêts d'argent et ventes. — Les Commissions agraires de 1906. — Leur rôle.

Les résultats de l'activité de la Banque des Paysans.

Le manque de terres chez les paysans, le faible niveau de la productivité, les famines, le marasme et la stagnation de l'agriculture, l'oppression et la dégradation croissantes d'une masse rurale sans cesse plus nombreuse poussaient les paysans à la Révolution. Dès 1901, des troubles éclatent. Aux défaites de Mandchourie répondent les grèves géantes du prolétariat à Pétrograd et à Moscou, et elles semblent préluder aux combats décisifs.

L'influence des villes avait pénétré peu à peu dans les campagnes. Le paysan que la faim avait poussé dans les usines en était revenu avec des idées politiques arrêtées.

Un immense mouvement agraire se déchaîna à travers le pays. Destructions de châteaux, incendies de 2.000 propriétés de pomiechtchiks, émeutes, résistances à main armée, prises de possession et partages des terres seigneuriales, refus de paiement des impôts, grèves rurales, il prit des formes diverses, inconnues jusque là. Sa faiblesse et sa force résidèrent dans son caractère d'anarchie spontanée. Inorganisée, élémentaire, la Révolution effraya davantage par ce qu'elle laissait devenir de sa puissance que par ce qu'elle fit. Mais le paysan, — qui s'était soulevé luimême dans les campagnes, — écrasa, sous l'uniforme du soldat, la révolte du prolétariat urbain, et la première Révolution russe fut noyée dans le sang [1]).

[1]) Otto Bauer, *Bolschewismus oder Sozialdemokratie?* Vienne 1921.

Pourtant, la masse paysanne qui s'était tue pendant des siècles avait parlé, et elle avait dit: « Partage de la propriété foncière entre les paysans! » La réaction qui triomphait désira à la fois conserver ses privilèges et résoudre la question agraire. Elle ambitionna de créer une paysannerie conservatrice pareille à celle de l'Europe occidentale. Pour cela, il fallait que le paysan devînt propriétaire, et qu'une partie au moins de la paysannerie reçût assez de terres pour n'avoir rien à gagner à un bouleversement social. Ce fut le but poursuivi par la réforme agraire de Stolypine et de Krivocheine.

D'après les lois de 1906 et de 1910, tout paysan peut sortir du mir et réclamer la cession de son lot en propriété privée. Pour qu'il ne soit pas obligé de recevoir les diverses parcelles, souvent distantes les unes des autres, qui composent son lot, il peut exiger un morceau d'un seul tenant. Le lot ainsi remembré se sépare du mir, il n'est plus soumis à l'obligation des cultures simultanées, et les droits de pâturage des associés du mir sur ce lot s'éteignent.

La réforme agraire a, sans aucun doute, fortifié, multiplié, consolidé les éléments d'une bourgeoise paysanne. Mais d'autre part, elle a libéré une masse de paysans pauvres et en a fait des prolétaires « libres comme des oiseaux ». La réforme agraire, agissant aux deux pôles du village, a hâté le processus de décomposition de la masse rurale. En six ans, de 1907 à 1912, 827.305 feux paysans reçurent ainsi en propriété privée 8,4 millions de déciatines. 15 % de tous les feux qui se trouvaient sous le régime de la possession communale du sol quittèrent leurs mirs[1]). Ceux qui partaient, c'étaient d'une part les paysans riches, — la bourgeoisie rurale, qui ne voulait plus subir l'obligation des cultures simultanées, obstacle à toute culture intensive, et craignait de voir ses lots amoindris à un prochain partage. D'autre part, les prolétaires, ceux qui ne pouvaient plus travailler leur lot faute d'inventaire, les orphelins et les veuves, les ouvriers industriels, les émigrés en Sibérie qui avaient conservé leurs lopins, toute cette plèbe villageoise réclama ses lots pour les vendre. Ce furent naturellement les riches qui s'en portèrent acquéreurs. Les familles paysannes nombreuses,

---

[1]) Preyer, *Agrarfrage in Russland*. 1914, p. 247 et 348.

frustrées dans leurs espoirs, virent avec amertume d'autres familles moins nombreuses se soustraire ainsi aux futurs partages. L'extinction du droit de pâturage sur les lots passés en propriété privée accentua la décadence de l'élevage. Enfin les remembrements donnèrent lieu entre le mir et les autorités, et entre les paysans eux-mêmes, à des dissenssions, à des luttes sans fin.

C'est à la même préoccupation — la création d'une solide propriété paysanne, — qu'obéit le législateur en abaissant, à la même époque, le taux d'intérêt de la Banque des Paysans. Créée le 18/30 mai 1882, la Banque devait primitivement prêter aux paysans l'argent nécessaire à l'achat de terres. Les annuités de paiement allaient de 24½ années à 34½. La Banque des Paysans avançait jusqu'à 60 % (exceptionnellement 90 %) de la valeur du bien acheté, sans dépasser toutefois 500 roubles par famille ou 125 roubles pour chaque membre adulte du sexe masculin. Les annuités que devait payer le paysan étaient très hautes: 8½ % (intérêt et amortissement compris) quand ces annuités de paiement s'étendaient sur 24½ années, 7½ % quand elles atteignaient 34½ années. Une loi de novembre 1894 abaissa les taux d'intérêt respectivement à 7½ % et 6½ %. La loi du 6/19 décembre 1898 fixa 5 modes de remboursement de l'avance consentie par la Banque des Paysans, notamment en 13, 18, 28, 41 et 55½ années. Les taux des intérêts correspondants étaient de 10¾ %, 8¾ %, 6¾ %, 5¾ % et 5¼ %. Ces chiffres signifiaient un abaissement de ¼ % par rapport aux taux antérieurs. Pour cette première période de son existence, l'activité de la Banque des Paysans se décompose comme suit:

Années	Argent prêté aux paysans en milliers de roubles
1885	10.325
1886	23.863
1887	34.378
1888	41.257
1989	45.463
1890	47.998
1891	50.775
1892	53.440
1893	56.170
1894	59.301
1895	63.025

L'augmentation est constante. Mais ce n'est que plus tard que la Banque des Paysans allait devenir « la plus grande institution de crédit foncier de tout l'univers », comme l'a appelée Wieth Knudsen [1]).

A la fin de 1895, la Banque de Paysans reçoit le droit d'acheter des biens privés et de les revendre aux paysans, si possible d'un seul tenant. De 1896 à 1905, elle a vendu ainsi aux paysans 700.000 déciatines pour la somme de 52 millions de roubles.

Pour les prêts, les chiffres sont les suivants:

Années	Argent prêté aux paysans en milliers de roubles
1896	67.403
1897	73.024
1898	92.565
1899	128.827
1900	170.438
1901	221.001
1902	272.914
1903	326.096
1904	388.257
1905	423.929
1906	450.595

Une période nouvelle s'ouvre en 1905 dans la vie de la Banque des Paysans. Jusque là les prêts avaient été consentis uniquement pour l'achat de terres et l'extension de propriétés agricoles: encore l'argent donné l'était-il directement au vendeur et non au paysan acheteur. Désormais, par l'ukase du 15/28 novembre 1906, les paysans peuvent obtenir des prêts pour l'amélioration de leur exploitation et pour de nouvelles cultures. L'ukase du 3/16 novembre 1905 déclare abolir à partir du 1er janvier 1907 les hypothèques d'Etat qui pesaient sur les lots paysans et qui représentaient les annuités de rachat capitalisées: les hypothèques s'élevaient à 1624 millions de roubles. Ces propriétés sont, à l'avenir, affranchies de toute dette.

Le taux de l'intérêt qui avait été élevé temporairement le 14/27 juillet 1905 est abaissé par l'ukase du 14/27 octobre 1906 dans les proportions suivantes: pour 13 ans, 9¼ %; pour 18 ans,

---

[1]) Wieth Knudsen, *Bauernfrage und Agrarreform in Russland*. Munich 1913, p. 134.

7½ %; pour 28 ans, 5¾ %; pour 41 ans, $4^{19/20}$ %; pour 55½ ans, 4½ %. Cet abaissement qui va de ¾ % à 1½ % rend le crédit meilleur marché. D'autre part, — et c'est là un trait caractéristique pour la nouvelle politique du gouvernement —, les propriétaires privés obtiennent des conditions de crédit plus favorables et des allégeances par rapport aux mirs paysans. Au lieu de 60 % comme autrefois, la Banque avance aux paysans 90 % de la valeur des biens qu'ils veulent acquérir.

L'ukase du 12/25 août 1906 met 2 millions de déciatines des apanages à la disposition de la Banque des Paysans. Celle-ci peut acheter des terres qu'elle revendra aux paysans.

Années	Terres achetées par la Banque pour les revendre aux paysans	
	Total	Terres achetées à l'Etat
1906	1.144.461 déc.	— déc.
1907	1.519.848 »	353.713 »
1908	572.082 »	784.122 »
1909	172.855 »	57.627 »
1910	172.189 »	7.562 »

Les ventes de terres à la Banque des Paysans se multiplient après les désordres agraires de 1905 et de 1906. Elles atteignent leur maximum en 1907. A cette époque, des agitateurs parcourent les campagnes, prêchent l'insurrection à main armée, appellent au partage général du sol. Les meurtres, les destructions, les incendies se succèdent. Si les propriétaires s'efforcent de vendre leurs domaines, les acheteurs par contre sont peu nombreux; la paysannerie préfère attendre le partage qui lui permettra d'acquérir la terre sans débours.

Le Gouvernement prend des mesures pour que, dans la panique générale, la terre ne tombe entre les mains de spéculateurs qui profiteraient du moment pour l'acquérir à bas prix et la revendre ensuite avec des bénéfices énormes, quand la situation serait redevenue plus normale. Des Commissions agraires sont nommées [1]). Elles ont pour but d'examiner, pour le compte de

[1]) Il y a, à ce sujet, un rapprochement intéressant à faire avec la législation anglaise de 1903 en Irlande, où la question agraire est

la Banque des Paysans, les offres de vente de domaines fonciers qui sont faites. En 5 ans, elles examinent 2.449 propositions concernant la vente de 2.514.380 déciatines. Elles abaissent les prix d'achat de 145 à 111 roubles par déciatine.

Années	Terres proposées à la Banque des Paysans	Acceptées par les commissions agraires	Refusées par les commissions agraires
1907	4.684.005 déc.	3.440.618 déc.	923.601 déc.
1908	1.590.275 »	1.105.996 »	596.691 »
1909	416.281 »	330.313 »	165.137 »
1910	361.002 »	160.428 »	226.675 »
1911	209.635 »	93.691 »	
	7.261.198 déc.	5.131.046 déc.	

Les Commissions agraires administrent en outre, par l'ukase du 27 août / 9 septembre 1906, certains domaines d'Etat qu'elles doivent vendre aux paysans (il ne faut pas confondre ces domaines avec les apanages de l'ukase du 12/25 août 1906). La presque totalité des terres constitue des propriétés isolées (*otroub, khoutor*) :

Années	Acheteurs des domaines de l'État	Déciatines	Propriétés privées constituées (*Otroub* ou *Khoutor*) Acheteurs	Déciatines
1907	6.293	9.664	563	5.631
1908	12.662	45.173	2600	39.624
1909	18.014	139.355	7078	131.642
1910	14.728	86.541	4812	82.621
1911	5.596	48.272	2468	45.486
	57.293	329.005	17.521	305.004

De ces domaines d'Etat, les Commissions agraires louent aux paysans:

si aiguë et où la misère des paysans est comparable à la misère des moujiks. La loi agraire du 14 août 1903 a créé une Commission agraire avec pouvoir d'acheter des terres au landlord et de les revendre au tenancier. — Voir là-dessus la thèse de Béchaux. *La question agraire en Irlande au commencement du XXe siècle.* Paris 1905.

Années	Déciatines
1907	853.231
1908	745.122
1909	888.515
1910	1.287.405
1911	757.410
	4.531.683

Les terres louées aux paysans l'emportent donc de loin en superficie sur tous les terres vendues.

Les cultivateurs qui achètent à la Banque des Paysans des terres se décomposent ainsi, d'après la dimension de leurs propriétés:

Déciatines	Propriétaires privées	Mirs	Communautés	Total	%
0	14.565	7.693	1.199	23.457	22,1
de 0 à 1 1/2	11.230	4.833	1.664	17.727	16,7
de 1 1/2 à 3	10.048	6.012	4.070	20.130	18,9
de 3 à 6	9.018	8.942	5.811	23.771	22,4
de 6 à 9	3.321	4.921	2.465	10.707	10,1
de 9 à 15	2.052	3.452	2.246	7.750	7,3
plus de 15	754	1.270	756	2.760	2,5
	50.968	37.123	18.211	106.302	100

Les 4/5 des clients de la Banque des Paysans appartiennent à la catégorie des paysans qui possèdent moins de 6 déciatines, c'est-à-dire de ceux qui ont le plus besoin de terre. Mais il ne faut pas oublier, d'abord qu'une famille paysanne qui possède moins de 6 déciatines n'arrive pas, en Russie, à se nourrir et se voit obligée de recourir au travail salarié; ensuite, que le chiffre total des propriétaires privés qui achètent à la Banque (50.000 sur une population paysanne masculine de 50 millions) reste insignifiant.

Par le règlement du 21 mars / 3 avril 1906, le ministre Witte autorise la Banque à vendre la terre aux paysans moyennant des versements annuels durant les délais fixés pour les prêts.

Outre ces opérations de vente, la Banque des Paysans continue, comme par le passé, ses opérations de prêts.

Années	Prêts en milliers de roubles
1907	500.493
1908	605.357
1909	723.126
1910	864.616
1911	1.027.464
1912	1.167.994

Les prêts se décomposent comme suit:

Prêts	Au 1er Janvier 1909	Au 1er Janvier 1912
pour 13 ans	1.253.510	3.608.355
pour 18 ans	1.479.702	2.077.064
pour 28 ans	15.264.808	20.384.185
pour 41 ans	83.339.507	87.829.650
pour 55 1/2 ans	594.858.027	1.036.930.939
	696.195.554	1.150.830.193

Le pourcentage, suivant la dimension de leurs propriétés, des paysans qui s'adressent à la Banque est le suivant:

Dimensions des lots:	1909	1911
Paysans sans lot	15,1	18,2
1 à 3 déciatines	30,1	28,0
3 à 6 déciatines	26,2	25,3
6 à 9 déciatines	13,8	13,5
9 à 15 déciatines	10,9	10,5
15 à 25 déciatines	3,2	3,7
plus de 25 déciatines	0,7	0,8
	100	100

5/6 des paysans emprunteurs possèdent moins de 9 déciatines. Enfin des opérations financières de la Banque ont donné les résultats suivants:

Années		Roubles
1901	+	2.287.497
1902	+	2.152.936
1903	+	3.524.334
1904	+	3.187.088
1905	+	3.116.355
1906	—	244.235
1907	—	1.626.108
1908	+	181.697
1909	+	123.264
1910	+	104.068
1911	+	138.043

La réforme agraire de 1906 et les facilités de crédit offertes aux paysans auraient pu à la longue créer une petite propriété paysanne. Mais les conditions générales de la vie économique et sociale, la décadence de l'agriculture, l'extrême misère des paysans pour lesquels le crédit lui-même représentait des dangers étaient des facteurs autrement puissants. On ne pouvait verser le vin nouveau de la propriété paysanne dans les vieilles outres de la domination de classe des pomiechtchiks.

En libérant du mir les paysans les plus riches et en amenant l'accroissement de leurs terres aux dépens des plus pauvres, en concentrant et en prolétarisant, la réforme agraire a élargi et approfondi toutes les contradictions antérieures. Elle a accéléré l'évolution que nous avons suivie depuis l'affranchissement des serfs.

CHAPITRE VIII

TABLEAU DE LA MISÈRE DES PAYSANS SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Le milieu physique. — Le village russe. — Les conditions d'existence. — La femme au village.

La situation juridique du paysan. — Le côté financier de la question agraire, impôts et redevances.

L'épuisement des terres et des exploitations paysannes. — Les récoltes. — Les famines.

Le voyageur qui a traversé en express les espaces immenses de la Russie, ses forêts et ses steppes et qui a vu, de la fenêtre du wagon, durant des centaines de kilomètres des champs cultivés, — mais qui resteront désormais cinq, six et dix ans en jachère, — ce voyageur ne connaît par le pays. Il faut abandonner les voies ferrées le long desquelles on ne voit rien qu'on n'ait vu autre part et qui cachent, derrière leur décor artificiel, l'existence secrète de la plaine.... Pour comprendre l'âme de misère et de pitié du peuple russe, il faut quitter les villes industrielles, leur bibliothèques, leurs musées, leurs théâtres, monter dans quelque méchante *tarantasse* sans ressorts et, par des routes qu'ont défoncées les pluies d'automne, rouler dans la solitude des campagnes.

Le cocher fait claquer son fouet, par la vaste étendue la clochette du cheval tinte uniformément. Voici les derniers canards sauvages qui se hâtent vers le Sud en poussant un cri plaintif. Oh! la mélancolie épandue sur la plaine, l'herbe rêche et jaunie, les marécages, les tristes bouleaux..... Comme elle est tragique et profonde, l'amitié de notre chair errante et de ces champs abandonnés! Que de fois, plus tard, dans la ville aux maisons de pierre, aux horizons limités, l'étranger, le voyageur, le passant d'un jour sentira quelque vague regret, quelque noble inquiétude, — le regret, l'inquiétude de cette terre et de ses horizons illimités!

Mais elle est terrible en hiver, par des froids de 25 degrés, quand la tempête de neige fait rage, la plaine. Le vent cingle et fouette, les flocons aveuglent, respirer devient une souffrance. Les démons de la sottise, de la lâcheté, de la peur vous frôlent de leur aile glacée, sous les sarabandes noires des sorcières..... Y a-t-il quelque part, bien loin d'ici, un ciel bleu? — Toutes les puissances du chaos se sont déchaînées sur la terre....

L'homme n'est pas fait pour vivre dans les ténèbres: il aspire éternellement à la lumière. Aussi la Russie est-elle la véritable patrie du rêve. Le climat et la hideur des réalités sociales en ont été de tout temps la cause. Sous les brumes natales et les humiliations infinies, le paysan porte en lui la nostalgie d'un Orient ruisselant de lumière et d'amour. Bloqué durant les longs hivers dans son isba, à l'écart du monde, il se crée un univers chimérique en mélangeant le réel et l'irréel. Dans la faim et le froid, sous ses cinq sagènes de neige, étranger sur son propre sol, il refait la création.

La nature extérieure favorise cet appétit d'extraordinaire. Dans le Sud, l'infini des steppes, dans le Nord l'infini des saisons, six mois de ténèbres, deux mois de clarté. A la pâle lueur des nuits blanches, les coteaux, les forêts se spiritualisent et semblent se noyer dans le ciel. Les couleurs s'éteignent, les lignes prennent quelque chose d'éthéré et de toujours changeant. L'âme alors, l'âme malade erre aux bords de la vie, comme un soleil saignant à l'horizon et toujours sur le point de se coucher. Dans toute cette nature, il y a des proportions qui déroutent les esprits timorés et craintifs. Mais le paysan russe s'y adapte. Il se forge des conceptions à l'image de ce milieu démesuré. Il croit aux lutins, aux roussalkas, aux monstres, aux nains dont s'alimente la superstition populaire. De cette richesse d'imagination d'où sortent les mythes monstrueux et les croyances barbares naît aussi, à certaines époques de l'histoire, la foi mystique en un Etat idéal de fraternité et de justice, dressé là-bas, splendide, aux confins du monde....

Durant des siècles le paysan s'est tu. Durant des siècles on l'a torturé, aservi, exploité. Durant des siècles, on l'a maintenu dans la plus crasse ignorance. Il faut, avant de se tourner vers l'avenir, contempler une dernière fois ce passé.

Quelles sont, sous l'ancien régime, les conditions de vie de cette masse rurale de cent millions d'êtres humains qui forment l'immense majorité du pays? Pénétrons dans le morne enfer du village russe.

Comme un cerbère à trois têtes, le propriétaire foncier, le pope, le préfet rural en défendent jalousement l'entrée.

Pour s'y introduire l'autorisation de ces gardiens vigilants du peuple est nécessaire.

Ce qui frappe le plus l'étranger qui traverse un village, fût-ce en été, c'est l'absence de tout ornement. Pas de rideaux aux fenêtres, aux murs pas de couleurs. Les potagers sont sans arbres fruitiers, dans les jardinets on ne trouve point de fleurs. Il semble que l'homme lui-même se soit refusé à corriger la nature, à mettre de la poésie dans la prose implacable des jours.

Tous les villages d'une même région se ressemblent. Là où il y a des forêts, les maisons sont en bois. Dans le Sud où abondent les carrières, les maisons sont en pierre, les toits en brique. Mais au cœur même de la Russie, en plein tchernoziom, dans ce centre agricole qui nourrit l'Europe et meurt lui-même de faim, le bois est cher, la pierre est rare. Aussi les huttes sont-elles faites en paille, et cette paille, noircie par la poussière, battue par la neige, moisit et pourrit jusqu'à l'heure où l'ouragan l'emportera comme un fétu, où l'incendie la dévorera en quelques minutes, elle et le bétail humain qu'elle abrite.

Il est difficile, pour celui qui n'y est pas accoutumé, de s'habituer à l'atmosphère qui règne dans ces isbas. On ne peut imaginer que des êtres humains y vivent. L'isba du paysan moyen se compose généralement d'une pièce unique de huit à dix mètres carrés, haute de deux mètres. La porte est si basse qu'il faut se courber pour entrer. Le sol est presque partout en terre battue, de minuscules fenêtres laissent filtrer en juillet une lumière agonisante. Les murs en bois mince, insuffisamment bourré d'étoupe, laissent pénétrer les froids d'hiver. Telle est la demeure du paysan pauvre dans la Russie du tchernoziom, où les paysans pauvres forment les neuf dixièmes de la population.

A l'intérieur de l'isba, le poêle occupe le quart de la chambre. O poêle russe, vénérable Maître Jacques! C'est lui qui chauffe

la maison; c'est là qu'on prépare les aliments, qu'on cuit le pain, qu'on lave le linge; c'est là que les membres de la famille se baignent tour à tour et que les vieux viennent se reposer..... Un poêle universel, que seul pouvait inventer un peuple qui vit six mois dans la neige. Poêle bienfaisant, mais effroyable..... Il accepte le bois, la paille, le fumier qu'on y jette: il dévore tout ce qui appartient à son pauvre maître, y compris les poutres du plafond! Quand le poêle est chauffé, c'est un tourment véritable de se tenir dans la cabane. Le poêle russe n'a pas de tuyau: la fumée s'amasse dans la pièce, elle rend l'atmosphère comme bleutée, elle se cherche une issue à travers le plafond, les murs en paille, les fissures du toit. Elle pique, elle mord les yeux du paysan: voilà pourquoi il y a tant d'aveugles en Russie.

Quand le paysan n'y tient plus, il ouvre la porte, malgré l'hiver. La cabane se refroidit; dans les coins de la chambre, dans les moindres lézardes, le givre scintille, malgré le fumier dont on a revêtu l'isba jusqu'au toit, afin de garder la chaleur.

Les paysans se lavent dans le poêle, étendant sur leur corps leur crasse délayée dans un peu d'eau tiède; ils n'ont presque jamais de savon. Le savon est un objet de luxe que les moyens du paysan ne lui permettent pas d'acquérir. Les femmes nettoient le linge en remplaçant le savon par de la cendre. Cette cendre elle-même, elles l'obtiennent chez le propriétaire foncier en la payant d'une ou deux journées de travail.....

L'entassement de la population dans l'isba rend l'air lourd et comme rance. L'humidité de l'intérieur, les écoulements à travers le toit et le revêtement de fumier ont tôt fait de dégrader le bâtiment. On maintient de jour en jour cette pourriture par toutes sortes d'artifices, en étayant les murs, en replâtrant les coins. Cependant, à l'intérieur, la famille travaille: les vieux tressent des souliers d'écorce, et les femmes sont assises à l'antique rouet. Les filles et les garçons se disputent auprès d'un berceau d'où partent des pleurs, tandis que devant le poêle reposent, béatement étendus sur de la paille, un veau, un agneau, un pourceau! Il fait chaud dans l'isba, et les bêtes gèleraient dans leurs étables de treillis. Aussi les introduit-on dans la maison. La nuit, tous dorment ensemble, sur des bancs et des lits de camp, près du poêle: vieillards, époux,

enfants, hommes et animaux, corps contre corps, haleines mêlées. Il faut avoir été habitué dès sa naissance à pareille atmosphère pour en supporter l'écœurement.

C'est sur ces huit à dix mètres carrés que se déroule la pitoyable existence du paysan. Il y naît, il y souffre, il y meurt:

> C'est là que tout commence et là que tout finit
> De la première aurore au feu du dernier cierge. [1]

Les générations se succèdent vite en Russie. Leur misère physiologique résulte en grande partie de leur mauvaise alimentation. Un gentleman anglais périrait au bout de quelques semaines s'il lui fallait se contenter de la maigre pitance du paysan russe. En période prospère, celui-ci mange de la viande 20 ou 30 fois l'an, aux jours de fête. En période ordinaire, les mets tels que la viande, le gruau, le lard, l'huile de tournesol ne paraissent sur la table que deux ou trois fois l'an. Sa nourriture habituelle se compose d'une soupe d'eau avec quelques feuilles de choux qui y nagent, de pain noir, de pommes de terre, de concombres en été et en automne. C'est tout. L'insuffisance constante de l'alimentation cause toutes sortes d'affections gastriques. Le pain, les choux, les concombres sont aigres, cette acidité seule préserve les paysans du scorbut. Dans les régions industrielles et forestières où l'on connaît l'usage du samovar, la population boit du thé sans sucre. La même où se trouvent des vaches, le lait est réservé pour l'exportation, on en fait du beurre et du fromage sans donner le précieux liquide aux vieillards et aux enfants.

La famine chronique, un labeur excessif, les mauvaises conditions de vie ruinent la santé des populations: l'alcoolisme, les épidémies, la tuberculose et la syphilis font le reste. On rencontre dans les villages des enfants au teint blafard, aux cheveux rares et cireux, aux yeux souffrants. Ces infirmes, ces rachitiques, ces dégénérés portent déjà en eux les tares héréditaires..... Des maladies étranges, inconnues partout ailleurs, apparaissent au village. Que peuvent faire les médecins, quand

---

[1]) J. M. de Heredia, *Les Trophées.*

il y en a? La population est si ignorante qu'elle ramène tout à la volonté de Dieu. Elle accepte la mort avec un fatalisme oriental et ne croit ni à la contagion ni à l'hygiène. Elle qui ne sait pas vivre, elle sait mourir. L'extrême pénurie des médecins, — le médecin de campagne est un véritable apôtre, — entraîne le triomphe des charlatans, des rebouteuses, des sorciers de village, grands pourvoyeurs des cimetières..... Il n'existe d'ailleurs à tant de maux qu'un seul remède: une nourriture abondante et saine; et il n'est pas à la portée des pauvres gens.

La règle: « Qui ne travaille pas ne mange pas » est appliquée au sein des familles paysannes avec la dernière rigueur. Le vieillard penché vers la mort, et dont le bras se refuse à la tâche, lui paie cependant son tribut, et l'enfant déjà grave se courbe sous cette loi.

Plus encore que dans les villes, l'existence de la femme n'est qu'une suite d'occupations pénibles et épuisantes. Les travaux essentiels de la ménagère, — le service de propreté, la cuisine, la lessive et la couture, — ont pour caractéristique qu'ils ne sont pas nécessaires à l'économie nationale, qu'ils ne donnent naissance à aucune valeur nouvelle et ne contribuent pas à la prospérité générale. Mais, écrasants et improductifs, ils obligent la ménagère à nettoyer, à laver, à rapiécer continuellement, sans qu'il reste nulle trace matérielle de ce labeur de Sisyphe, sans qu'elle crée de ses pauvres mains infatigables une valeur quelconque pour le marché. Vivrait-elle mille ans qu'elle recommencerait mille ans la même tâche, inutile et renouvelée. Les jours montones apporteraient pour elle leur tribut familier de poussière, de saleté et d'usure. Esclave domestique, elle resterait opprimée, abrutie, exploitée par les petits travaux de la maison.

Dès cinq ans, la paysanne surveille les petits enfants. A huit ans, elle s'occupe des chevaux. La simplicité des mœurs, la vie commune dans une chambre lui enlèvent dès son jeune âge ses illusions. Jeune fille, dès quatorze et quinze ans, elle va travailler chez le propriétaire voisin dont les domaines se trouvent à 20 ou 30 verstes du village. Elle y reste toute la saison, touchant des salaires de famine, 15, 20, 30 copecks au maximum,

pour des travaux très pénibles, comme le sarclage, et qui durent 12 à 14 heures par jour. Elle doit naturellement subvenir elle-même à sa subsistance, ne recevant de ses maîtres qu'un peu de paille pour dormir dans un lieu couvert. Plus la femme est jeune, plus elle est mal payée. Il faut voir les larmes que verse une fille de dix-huit ans quand elle ne les paraît pas et qu'on lui enlève de ce fait 3 ou 5 copecks: on comprend alors le prix de chaque copeck pour ces malheureuses. Objet du mépris ou de la concupiscence de l'intendant qui dirige les travaux, elle n'est jamais qu'une esclave, soumise aux caprices et à la force brutale de ceux qui l'emploient.

Sous le servage, le propriétaire foncier s'immisçait dans la vie privée du paysan: il se réservait un droit sur la virginité des filles. La tyrannie qu'il exerçait avait son complément dans le despotisme du père et du mari. L'épopée et la balade populaires ont longtemps représenté le mariage comme une véritable calamité pour la jeune fille. Même quand elle est malade, — et comment pourrait-elle ne pas l'être, cette misérable qui travaille au-dessus de ses forces, enfante en marchant et supporte les injures et les coups? — la femme partage avec les hommes les travaux des champs, elle entretient la maison, prépare la nourriture, lave le linge. Quand tous reposent, elle ne connaît pas de repos. De la toison des quelques moutons qu'elle possède, elle fait en hiver des vêtements pour la famille entière. Dure et pénible besogne! Elle se tourmente, elle file, elle file sans fin, à l'heure où tous dorment, sous l'avare clarté d'une lampe fumeuse, ou, quand il n'y a pas d'huile, dans les ténèbres. Elle file ainsi, à tâtons, et, comme les tisserands d'Hauptmann, elle prépare, cette ouvrière diligente, avec les chemises des vivants le linceul de la vieille Russie!

La dépendance de la femme au sein de la famille s'affirme par les brutalités et les violences de son époux. Celui-ci ne fait que suivre les préceptes séculaires du pomiechtchik et du pope qui lui ont répété que la femme doit craindre l'homme, qu'elle doit lui être soumise, que c'est la volonté de Dieu sanctionnée par la loi. Aussi les relations de maître à esclave se perpétuent-elles de mari à femme. Si sauvages, si détestables sont les mœurs là où n'a pas pénétré la lumière de la véritable civilisa-

tion, qui repose tout entière sur le principe de la dignité humaine et sur l'amour du prochain!

L'alcoolisme était une plaie du village, — l'alcoolisme, conséquence fatale de la pauvreté et de l'oppression économiques. Les besoins du paysan sont multiples, il lui faut du pain, du sel, de l'huile, et il ne possède que trente copecks. Que faire avec cette somme? La boire! Le paysan buvait pour oublier durant une heure d'ivresse son éternité de malheurs.

Tchekhov, dans sa nouvelle intitulée « Les moujiks », a décrit la vie des paysans:

« Dans le cours de l'été et de l'hiver, il y avait eu des heures et des jours où il lui semblait que ces hommes vivaient plus mal que des bêtes, où cela avait été épouvantable de rester avec eux. Grossiers, malhonnêtes, répugnants de saleté, ils passaient leur existence dans de continuelles disputes, ils n'avaient aucune estime les uns pour les autres, ils ne cessaient de se craindre et de se soupçonner.

Qui donc tenait auberge et poussait les moujiks à l'ivrognerie? Le moujik! Qui volait pour le boire l'argent de la commune, du mir, de l'école et de l'église? Le moujik! Qui spoliait ses voisins, prononçait contre eux de faux témoignages et, pour une bouteille d'eau-de-vie, les faisait condamner en justice? Le moujik! Qui, le premier, dans les réunions de commune et les conseils des Zemstvos, se dressait contre le peuple? Le moujik, toujours le moujik!

Oui, vivre avec eux était épouvantable; mais ils étaient quand même des êtres souffrants, ils pleuraient comme des hommes, et dans la vie qu'ils menaient, on pouvait trouver de quoi les excuser.

Le travail, après lequel, la nuit durant, le corps reste endolori, l'hiver impitoyable, les mauvaises récoltes, les vexations; rien, jamais rien de bon à attendre de nulle part!

Ceux qui étaient plus riches et plus forts qu'eux ne pouvaient leur être d'aucun secours, car ils étaient aussi grossiers, aussi prêts à l'injure, aussi malhonnêtes, aussi ivrognes qu'eux. Le plus petit fonctionnaire, le plus humble régisseur, se conduisait avec tous les moujiks comme avec des chemineaux; même quand il s'adressait à l'ancien de l'église et au staroste, il s'arrogeait le droit de les tutoyer.

Oui, quelle aide attendre, quelle bonne mesure, quel secours, de gens cupides, dépravés, avilis, paresseux, qui venaient dans les villages seulement pour humilier, pour effrayer et pour soutirer de l'argent? »

Page magnifique à laquelle il n'y a rien à ajouter. L'homme avec lequel on est féroce devient féroce. L'esclave qui ne connaît que la misère avilissante et les coups s'enlaidit de toute la laideur qui l'écrase. Les institutions funestes le dégradent et en font une pauvre chose à leur image. Toutes les vertus comme tous les vices sont en puissance dans la nature humaine: ils croissent ou ils périssent selon la qualité du sol qui les nourrit. Philosophes généreux, cœurs admirables qui tentez de réformer les hommes et leur enseignez que c'est en nous et en nous seuls qu'il faut vaincre et tuer le dieu du mal, vous voulez supprimer les conséquences, mais vous vous détournez des causes! A l'être défiguré et souffrant d'aujourd'hui vous apportez vos beautés éclatantes, vous allumez les flambeaux de l'âme, mais cette âme elle-même n'est qu'un reflet des circonstances où elle s'agite, et, dans les ténèbres du monde, sa lumière intérieure s'éteint... Allez toujours et combattez, philosophes généreux, cœurs admirables! L'histoire travaille pour vous et sans vous, et possède aussi sa philosophie....

Jusqu'en 1917, les paysans russes étaient soumis à une législation particulière. Tout était couvert par les mots: « Coutume ancienne, droit de la commune, volonté du mir ». Aux yeux de la loi, le paysan n'était pas seulement frappé à beaucoup d'égards d'une incapacité de droit, il était encore tenu pour incapable de fait. On pouvait l'emprisonner ou le déporter après jugement et aussi sans jugement ni enquête, le battre, le torturer. Les crimes les plus féroces commis contre lui n'entraînaient que des peines légères. Quand un paysan volait à un autre une paire de bottes, il était condamné par l'assemblée communale à un mois de prison. Mais s'il les avait dérobées à un noble, il était jugé par le *zemsky natchalnik* qui le châtiait à sa guise. Les juges de l'assemblée communale étaient élus par les paysans, mais confirmés ou récusés par le *zemsky natchalnik*.

Le *zemsky natchalnik,* — préfet rural, — a été créée par Alexandre III à la place des administrateurs élus. Choisi dans le sein de la noblesse locale, il disposait de pouvoirs immenses,

presque discrétionnaires, vis-à-vis des paysans. Le préfet rural était à la fois administrateur, juge informateur, juge et exécuteur des sentences. Les recours contre ses actes étaient examinés par une assemblée de ses pairs. Sûr de l'impunité, il martyrisait le paysan, le fouettait, le violentait, se livrait à des abus abominables sur sa personne. Dans les premières années du XXe siècle, une police rurale fut créée, destinée à défendre les pomiechtchiks en cas de troubles agraires.

Les chefs et les juges du village, quand ils n'étaient point imposés par le *zemsky natchalnik*, étaient élus non pas grâce à leurs qualités personnelles, mais à cause de leur influence, de leur richesse relative, de leurs pots de vin dans le sens littéral du mot, puisqu'ils offraient à boire aux électeurs afin d'obtenir leurs suffrages.

Les paysans ne connaissent pas la liberté individuelle. La législation tsariste s'était efforcée de maintenir le système autocratique dans la famille, considérée comme la cellule sociale primitive. Le plus âgé commande. Les partages du mir ne peuvent se faire sans son autorisation: en outre, l'assentiment du préfet rural est nécessaire, sinon le partage n'est pas reconnu par la loi.

Le droit de circuler n'a jamais existé pour le paysan. Pour se déplacer, il a besoin d'obtenir un passeport, qui ne peut être délivré qu'au cas où il produit une attestation officielle du *starost* (maire) de sa commune certifiant qu'il n'y a pas d'obstacle à son départ. L'Etat tâchait ainsi de renforcer sa tutelle et utilisait le système des passeports de façon à faire rentrer exactement les impôts levés sur les paysans et à empêcher l'accumulation des arrérages. Enfin, s'il voulait changer de condition, le paysan devait renoncer pour toujours à participer aux partages du mir, c'est-à-dire à sa part de la terre appartenant au mir dont il était membre, rendre son lot, payer tous les arrérages *kazennyé, mirskie* et *zemskie,* ainsi que toutes les contributions jusqu'au 1er janvier de l'année suivante, acquitter ses dettes envers les particuliers: en réalité, même après 1861, se paysan restait attaché à la terre.

« Le droit du plus fort règne actuellement dans la campagne russe; elle est sous l'empire sinistre d'une justice où la per-

sonne et les biens ne sont pas garantis par l'autorité légale, mais par les forces propres de l'individu. En cas de violation de ses droits personnels ou civils, le paysan ne peut trouver de défenseur au village. La privation du droit y est complète. A l'égard du paysan, tout est permis [1]) ».

Le côté financier de la question agraire n'est pas moins important que le côté juridique. « Avant 1861 », disaient les paysans, « c'est à coups de bâton qu'on nous assommait, depuis 1861, c'est à coups de roubles. »

Les impôts et les redevances qui frappent le paysan sont énormes. Un comité de Moscou a établi le compte exact des impôts payés en 1901—1902 par une famille paysanne de situation moyenne. Avec un revenu net de 45 roubles par an qui est celui d'un lot familial de dimensions moyennes, la famille en question payait annuellement 22 roubles 50 copecks d'impôts directs et 44 roubles 21 copecks d'impôts indirectes. Dans les impôts directs rentrent les indemnités de rachat pour les terres attribuées aux paysans lors de leur affranchissement ou rachetées par eux à l'Etat, puis l'impôt foncier à l'Etat, les impôts *zemskié* et *mirskié*. On comprend sous le nom d'impôts indirects l'accise, les droits sur l'eau-de-vie, le thé, le sucre, les indiennes, le pétrole, le tabac, les allumettes.

L'impôt foncier, impôt de répartition, variait entre ¼ de copeck (pour le gouvernement d'Arkhangel) et 17 copecks par déciatine (pour le gouvernement de Koursk). La noblesse jouait un rôle prépondérant dans la répartition de l'impôt foncier. Aussi y avait-il deux poids et deux mesures pour les nobles et pour les paysans, pour la propriété foncière privée et pour la propriété paysanne. En 1903, 100 millions de déciatines de terres de pomiechtchiks payaient 2,5 millions de roubles d'impôts d'Etat *(kazennyé)* et 20,3 millions d'impôts *zemskié*, levés pour les besoins locaux, soit 22,8 millions de roubles. Dans la même année, 124,6 millions de déciatines paysannes supportaient 4 millions d'impôts d'Etat, 31,4 millions d'impôts *zemskié*, 60,2 millions de *mirskié*, et 15 millions

---

[1]) « Commission spéciale pour l'étude des besoins de l'industrie agricole » réunie en 1903 sur l'initiative du comte Witte.

d'assurances, — sans compter 89,5 millions pour les indemnités de rachat qui n'étaient pas encore abolies (elles le furent à partir de 1907).

Les impôts locaux *(zemskié)* n'étaient pas affectés en totalité aux besoins de l'endroit. Ils rentraient dans la caisse du fisc. Depuis 1864, ils étaient fixés par les Zemstvos: les nobles et les fonctionnaires y représentaient en moyenne 57% de l'assemblée. Tandis que les conseils des Zemstvos n'avaient pas le droit d'imposer le commerce et l'industrie au delà de limites bien déterminées, il n'y avait pas de maximum établi pour l'imposition des terres.

Les impôts du mir étaient affectés à l'entretien de l'administration de la *volost* et de l'administration rurale. Les paysans étaient encore tenus à des prestations en nature, héritées du servage: voirie, charroi, police, entretien des routes régionales, extinction des incendies de forêts, très fréquents en Russie. Certaines corvées particulières étaient remplies par des *deciatskié*, dizainiers, et des *sotskie,* centeniers, pris parmi les paysans. L'accomplissement des corvées se faisait sur l'ordre de policiers de grades inférieurs, cruels et brutaux, qui convertissaient les paysans en domestiques, leur extorquaient des milliers de roubles, les soumettaient à des peines corporelles. Jusqu'à la Révolution de 1917, les contribuables retardataires étaient poursuivis sans pitié: les autorités gouvernementales vendaient à la moitié ou au quart de leur valeur les biens des paysans pour récupérer les impôts arriérés. Tout y passait, les vaches, les chevaux, les couvertures, la vaisselle, les humbles défroques. Pour éviter ces drames affreux de l'automne, le paysan allait supplier le propriétaire de lui avancer de l'argent. Il recevait un rouble, mais il s'obligeait à un travail qui représentait deux ou trois roubles. La perception des impôts favorisait ainsi l'usure au village.

Malgré la férocité des percepteurs, menacés de destitution dans le cas de non-rentrée des impôts, malgré les châtiments de toutes sortes, les paysans ne payaient pas. « Comme la masse paysanne russe était perpétuellement surchargée d'impôts d'Etat et autres et que d'en haut on prescrivait les procédés de perception susmentionnés, il était fatal que les contribuables paysans fussent chroniquement en retard dans leurs paiements. Si forte que fût

la pompe aspirante de la perception, il arrivait des moments où le piston était immobilisé par les arrérages obstruant l'appareil. Quand les arrérages rentraient, c'étaient les taxes de l'année courante qui restaient en souffrance; si la taxe de l'année était versée incomplètement, c'étaient des arrérages qui s'accumulaient. Il était impossible de les recouvrer » [1]).

Il aurait fallu alléger le fardeau des contributions pesant sur la population paysanne. Il aurait fallu la mettre sur le même pied que les autres classes en proclamant l'égalité de tous devant l'impôt. C'étaient là des réformes que l'ancien régime ne pouvait accomplir sans désavouer le principe fondamental sur lequel il reposait tout entier: l'exploitation du paysan. Car « depuis les temps les plus reculés, la tâche du gouvernement a consisté souvent à traire cette vache avec suite et méthode afin de lui faire rendre le plus possible » [2]).

A la misère et à la ruine des paysans correspond l'épuisement presque général des terres et des exploitations paysannes. Les commissions instituées en 1901 pour étudier les causes de l'appauvrissement des provinces centrales de la Russie ont établi une comparaison éloquente entre la disette des terres et le minimum nécessaire à la subsistance du paysan. Tandis que la norme alimentaire annuelle est de 20 pouds (333 kg) par tête d'habitant et de 40 pouds d'avoine par cheval, les années de récolte moyenne n'apportent à chaque individu que 16,6 pouds de produits alimentaires, soit 17 % de moins que la norme et à chaque cheval de trait 41 % de moins que la norme. La sous-alimentation est donc chronique.

L'examen des budgets paysans nous amène à la même conclusion. Un feu moyen retire en moyenne de l'agriculture et de l'élevage du bétail 98 roubles 56, déduction faite du prix du fermage et des frais d'entretien du bétail. Or, une famille de paysans a besoin chaque année pour sa nourriture, ses chaussures et ses vêtements de 158 roubles 88. D'où un déficit de 60 roubles qu'il lui faut combler par des travaux autres que ceux de l'agriculture.

---

[1]) Prof. Khodsky, *Organisation financière de l'Etat en Russie.* 1913, p. 155—156 *(en russe).*

[2]) Roubakine, *La question agraire en Russie.*

En 1891—1900, les surfaces ensemencées des lots paysans ne s'étaient agrandies que de 3 % en moyenne par rapport à la décade 1861—1870, et cela malgré l'augmentation de la population. La moyenne de 825 déciatines de terre pour 1000 âmes en 1861—1870 était tombée à 547 en 1891—1900. La réduction des semailles par rapport à la population est de 42.3 % pour l'Ukraine, de 43,7 % et de 46,4 % pour les provinces agricoles du centre, de 34,9 % pour le bassin moyen du Volga. Le cheptel a diminué également:

Animaux	Pour 100 habitants	
	1888	**1910**
Chevaux	25,7	20,8
Gros bétail	34,3	31,1
Moutons	60,8	37,2
Porcs	13,1	10,0

Cet appauvrissement général, dû au manque de terres et au système barbare de culture, est attesté par l'énorme accumulation des arrérages d'impôts. Pour une imposition annuelle de 31 millions de roubles, les paysans du tchernoziom devaient 51 millions d'arrérages en 1899. En 1917, ils doivent neuf fois plus qu'en 1877. Dans certaines provinces, comme celles de Moscou et de Nijni Novgorod, la proportion des arrérages atteignait 300 % et 400 % de l'importation annuelle.

Maintenu dans le dénuement et l'ignorance, le paysan russe ignorait la technique agricole moderne. Avec la culture à trois assolements, une déciatine rapporte au paysan russe 40 pouds de blé, alors qu'en Allemagne on obtient pour la même surface de 110 à 120 pouds.

Avec l'accroissement de la population, qui double tous les cinquante ans, la récolte des principales céréales qui donnait en 1893—1896 30,9 pouds par tête tombe en 1897—1901 à 27,5 pouds, en 1902—1904 à 25 pouds, en 1905—1909 à 22 pouds, en 1911 à 15.73 pouds. La principale nourriture du paysan russe est le seigle. Mais la consommation annuelle de cette céréale tombe en dix ans (1897—1907) de 8.39 pouds à 7.7 pouds.

Les conditions climatériques de la Russie contribuent à la fréquence des famines. Pendant les mois où elles sont le plus

nécessaires à la culture, dans la région du tchernoziom et du Volga, les précipitations atmosphériques y sont le plus rares. Les sécheresses sont suivies de récoltes déficitaires. De 1889 à 1917, il y a eu, en 28 ans, 14 années de grandes famines: 1889, 1891, 1892, 1897, 1898, 1901, 1903, 1905, 1906, 1907, 1908, 1911, 1912, 1913. Des régions entières, grandes comme plusieurs fois la France, (29 gouvernements en 1891) sont atteintes par le fléau [1]). Les paysans se nourrissent de glands, d'écorce, de sciure, de mousse, d'herbes et de décombres. Le gouvernement du tsar, pour inspirer confiance et obtenir des emprunts extérieurs, affirmait officiellement à l'Europe que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Même dans les années où la récolte est le plus abondante, les paysans ne tirent pas assez de céréales de leurs terres. Dans la zone du tchernoziom, 68 % de la population n'obtiennent pas sur leurs lots assez de blé pour la subsistance de leurs familles [2]).

De Marès a dressé le tableau suivant des régions économiques durant les années de bonne récolte:

Groupe avec des céréales insuffisantes	33.533.000	âmes	52,3 %
» » » » strictement suffisantes	20.428.000	âmes	31,8 %
» » » » en excédent	10.176.000	âmes	15,9 %

Ainsi sous l'ancien régime, plus de 33 millions de paysans sont perpétuellement condamnés à la famine, et 20 millions la côtoient sans cesse.

Saluons, des neiges de Carélie aux rochers du Caucase, de l'Oural glacé à la Crimée brûlante, ces bataillons déplorables d'hommes, de femmes et d'enfants, — ces nourriciers d'une partie du monde! Quel spectacle de désolation et de détresse! Même s'ils défilaient en files de vingt, épaule contre épaule, au pas accéléré, leur effroyable cortège durerait soixante jours,

---

[1]) « Partout la misère, la souffrance, la mort... Les typhiques gisent sur des peaux, devant leur porte, dans l'ombre tiède... Sans la farine qu'on leur distribue, ils n'ont rien à manger; ni lait, ni choux, ni pommes de terre; pas une racine, pas une herbe. » Legras. *Au pays russe.* Paris 1910.

[2]) De Marès, *La production et la consommation du pain dans l'économie paysanne (en russe).*

soixante nuits. Et de tous ces millions d'êtres humains, pas un qui soit convenablement vêtu, pas une femme bien nourrie, pas un enfant heureux, tous sont découragés, tous en guenilles, tous des images vivantes de la mort !

La Révolution va apporter à cette masse opprimée la terre qu'elle a arrosée de ses pleurs. Mais « le saut du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté » dont parle Engels s'étend sur plusieurs décades. Longtemps encore, la lente décomposition des temps anciens empoisonnera les temps nouveaux, et les maux innombrables du passé hypothèquent lourdement l'avenir.

TROISIÈME PARTIE

LA REVOLUTION RUSSE ET LA POLITIQUE AGRAIRE DES SOVIETS

(1917-1922)

Le développement graduel de l'égalité est un fait providentiel. Il en a les principaux caractères: il est universel, il est durable; il échappe chaque jour à la puissance humaine; tous les événements comme tous les hommes ont servi à son développement . . . . Pense-t-on qu'après avoir détruit la féodalité et vaincu les rois, la démocratie reculera devant les bourgeois et les riches? S'arrêtera-t-elle maintenant qu'elle est devenue si forte et ses adversaires si faibles?

A. DE TOCQUEVILLE
De la Démocratie en Amérique.

Nous commettons souvent la faute de traiter en ennemi une tendance, un parti ou une époque, parce que nous n'arrivons par hasard qu'à voir leur côté extérieur, leur étiolement ou les « défauts de leurs qualités », qui y sont nécessairement attachés — peut-être parce que nous-mêmes nous y avons principalement participé. Alors nous leur tournons le dos et cherchons une direction opposée; mais le meilleur serait de rechercher les bons côtés importants ou de les créer en soi-même. Il est vrai qu'il faut un regard plus fort et une volonté meilleure pour faire progresser ce qui se fait et n'est point achevé que pour le pénétrer et le renier dans son imperfection.

F. NIETZSCHE.
Humain, trop humain.

La Russie n'est pas une théorie, la Russie est un fait. Il faut le reconnaître pour l'analyser et le comprendre. Le Mont Blanc devait-il

ou ne devait-il pas se trouver en Savoie? Nous pouvons le discuter, mais ce sera inutile. Le Mont Blanc est un fait qu'aucun raisonnement n'effacera.

HERZEN.

CHAPITRE PREMIER

LES PARTIS POLITIQUES ET LA QUESTION AGRAIRE EN 1917

*La Révolution française de 1789 et de la Révolution russe de 1917. — Leurs caractères particuliers et leurs rapports. — Le paysan français du XVIII*e *siècle et le moujik russe du XX*e *siècle. — La classe paysanne a profité des deux Révolutions. La « faim de la terre » du moujik. — Les programmes des partis politiques: cadets, socialistes populistes, socialistes révolutionnaires, mencheviks et bolcheviks. — La pensée de Lénine.*

La Révolution russe de 1917 est l'aboutissement logique du développement de la question agraire. Cet immense mouvement populaire, ce cataclysme social qui a soulevé, bouleversé, transformé de fond en comble un immense pays dont la superficie représente la sixième partie du globe a été préparé par le travail souterrain des siècles, par une longue fermentation intérieure pareille à celle des volcans. La flamme intérieure n'avait pas encore percé l'écorce qu'on en percevait les sourds grondements. Seuls ceux qui ignoraient tout de la Russie ont pu ne pas prévoir la Révolution et s'en montrer surpris, comme d'un brusque orage dans la sérénité d'un beau jour.

L'Europe occidentale s'intéressait quelque peu à la vie factice et superficielle des dvorianes: elle n'avait cure de la masse silencieuse des moujiks. Il y a eu plus d'ouvrages écrits sur telle ou telle peuplade obscure d'Afrique que sur les paysans russes. Pourtant ils représentent un peuple de cent millions d'hommes, et qui vaut bien, aux yeux de l'économiste, les Hottentots et les Zoulous.

On a coutume aujourd'hui de nier toute parenté entre la

Révolution russe de 1917 et la Révolution française de 1789. Ainsi Edmond Burke, au déclin du XVIII[e] siècle, rejetait avec horreur l'assimilation qu'on voulait faire entre la Révolution de 1789 et celle de 1688.

Les partisans de cette thèse affirment que le paysan français de 1789 n'est nullement comparable au moujik russe. Il possédait, en 1789, une expérience acquise par des siècles de propriété. Si le domaine direct avait appartenu au seigneur en vertu de l'adage: « Nulle terre sans seigneur », le domaine utile avait appartenu au vassal censitaire, et l'abolition des droits féodaux n'a pas été un transfert absolu de biens. Cette abolition n'a pas fait de nouveaux propriétaires: ce fut le dernier acte d'une évolution qui durait depuis des siècles. Si la vente des biens nationaux a permis aux paysans français d'accroître la superficie de leurs terres, ils étaient déjà, pour la plupart, depuis longtemps propriétaires.

Quant au contenu de la Révolution de 1789, il ne peut y avoir là-dessus aucun doute. La suppression des droits féodaux (mainmorte, lods et ventes, franc-fief, retrait lignager) avait déjà été demandée par les Physiocrates [1]). Merlin de Douai, l'organisateur du système de rachat des droits féodaux, a expliqué ainsi leur abolition: « En détruisant le régime féodal, vous n'avez pas entendu détruire les propriétés, mais changer leur nature: elles ont cessé d'être des fiefs et sont devenues des propriétés franches et libres ». C'est au nom de la propriété individuelle que l'Assemblée Constituante condamne les droits féodaux.

Mais la propriété individuelle ne devrait-elle pas être, en bonne logique, le droit de chaque individu à la propriété?

Un siècle avant 1789, La Bruyère avait écrit: « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus dans la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine; et, en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines. Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour

[1]) Weulersse, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, t. I, p. 403—439.

vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé ». Taine a estimé qu'en 1715 6 millions de paysans étaient morts de misère et de faim. La situation n'a pas changé durant tout le XVIII[e] siècle. En 1740 Massillon, évêque de Clermont-Ferrand écrivait à Fleury: « Le peuple de nos campagnes vit dans une misère affreuse, sans lits, sans meubles; la plupart même, la moitié de l'année, manquent du pain d'orge et d'avoine qui fait leur unique nourriture et qu'ils sont obligés d'arracher de leur bouche et de celle de leurs enfants pour payer les impositions ». Le marquis d'Argenson écrivait: « Je me trouve en ce moment en Touraine dans mes terres. Je n'y vois qu'une misère effroyable; ce n'est plus le sentiment triste de la misère, c'est le désespoir qui possède les pauvres habitants: ils ne souhaitent que la mort et évitent de peupler... Je vois les pauvres gens y périr de misère ». Et autre part: « Une personne du Languedoc m'a dit que quantité de paysans désertent cette province et se réfugient en Piémont, Savoie, Espagne, effrayés, tourmentés de la poursuite du dixième en régie... Les maltôtiers vendent tout, emprisonnent tout, comme housards en guerre, et même avec plus d'avidité et de malice, pour gagner eux-mêmes ». Changez les noms géographiques, mettez à la place de « maltôtiers » le mot: *zemsky natchalnik,* et vous aurez un tableau exact des émigrations de moujiks. Saint-Lambert, qu'on peut ranger parmi les poetae minores du XVIII[e] siècle, a protesté, dans son poème des « Saisons », contre les exactions des fonctionnaires royaux et la cruauté des intendants:

J'ai vu le magistrat qui régit la province,
L'esclave de la cour et l'ennemi du Prince,
Commander la corvée à de tristes cantons
Où Cérès et la faim commandaient les moissons.

« Il est clair », écrit Taine, « que le peuple vit au jour le jour; le pain lui manque sitôt que la récolte est mauvaise. Vienne une gelée, une grêle, une inondation, toute une province ne sait plus comment faire pour subsister jusqu'à l'année suivante; en beaucoup d'endroits il suffit de l'hiver, même ordinaire, pour amener la détresse » [1]). S'il est propriétaire, le paysan français

[1]) Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. II, p. 213.

du XVIIIe siècle, quel misérable propriétaire n'est-il pas! Young, qui a admiré la paysannerie française, — que Stuart Mill a appelée depuis « the beautiful french peasantry » —, a décrit l'aspect déplorable des habitations paysannes. Comme les isbas russes, elles étaient de chaume et de torchis et laissaient pénétrer dans la pièce unique les froids de l'hiver. A la veille de la Révolution Moreau de Jonnès observait que la nourriture des paysans était semblable à celle des anachorètes. Selon de témoignage de Mauguin, sur 25 millions d'habitants, 3 à 4 millions étaient perpétuellement condamnés à la famine.

D'ailleurs, la paysannerie française possédait encore moins de terre à la veille de la Révolution que la paysannerie russe avant 1917: les terres paysannes en Russie recouvraient à peu près les ⅔ des terres arables; au contraire, en France, « le troisième ordre, qui embrassait tout le reste de la nation, n'avait en sa possession qu'environ un tiers des biens fonds » [1])... « Les paysans ne possèdent en propriété (et encore propriété non franche) qu'une partie minime du sol français. Les laboureurs n'ayant donc pas tous de la terre, et surtout en quantité suffisante pour établir une culture, la plupart sont réduits à faire valoir, en qualité de métayers, de fermiers, de journaliers, etc..., le domaine d'autrui, surchargé de toutes sortes de rentes, et ce travail est si défavorable que beaucoup d'entre eux émigrent dans les villes, déjà remplies de mendiants, et que le sol autrefois cultivé tombe en friche » [2]).

La jacquerie qui commence dans la seconde moitié de juillet 1789 porte les mêmes caractères que la jacquerie de 1917. « Ce qu'il y a de remarquable dans cette guerre faite par les paysans aux nobles, à leurs châteaux, à leurs chartiers surtout, c'est qu'elle ne porte pas la marque de vengeances personnelles. Louis Blanc, qui cherche à l'atténuer, affirme que la colère des paysans allait surtout aux châteaux et aux titres, que les cruautés furent rares et que les seigneurs qui avaient été bons furent parfois protégés. Taine, qui fait de ce mouvement une peinture fort

---

[1]) Kareew, *Les paysans et la question agraire en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle* (Traduction Woynarowska). Paris 1899, p. 208.

[2]) Kareew, *Les paysans et la question agraire en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle*, p. 532.

chargée, n'est pourtant pas éloigné de s'accorder sur ce point avec Louis Blanc. Selon lui, cette jacquerie ne visait pas des personnalités, mais l'anéantissement de toute une classe [1]).

« Maisons, châteaux historiques, bibliothèques et collections inestimables ont été brûlés, les bêtes de race exterminées, les instruments agricoles brisés », écrit M. Landau-Aldonov [2]), en parlant de la Révolution russe. — « Ces châteaux brûlés », fait observer un député de l'Assemblée Nationale, « ces propriétés pillées, ces métairies saccagées, — tout cela, c'est la guerre des pauvres contre les riches. L'assemblée doit la réprimer » [3]). Ne nous arrêtons pas à ces scènes trop connues de violences et de pillages, communes à toutes les jacqueries. Ce qui doit retenir notre attention, c'est qu'en 1793 le peuple ne met plus seulement à sac les châteaux de la noblesse, mais les fermes des riches propriétaires; il ne combat pas seulement l'aristocratie du sang, mais aussi l'aristocratie de la richesse qu'il avait naguère soutenue. Saint-Just affirme à la Convention que seule la guerre contre les puissances coalisées empêche la réalisation de nouvelles réformes sociales [4]).

Sans doute, les deux Révolutions ont eu une conception différente de la propriété. Robespierre lui-même, qui pourtant a déclaré qu'elle ne pouvait préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables, » dit dans son discours du 24 avril 1793: « Je vous proposerai d'abord quelques articles nécessaires pour compléter votre théorie sur la propriété. Que ce mot n'alarme personne. Ames de boue! qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors, quelque impure qu'en soit la source. Vous devez savoir que cette loi agraire, dont vous avez tant parlé, n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles. Il ne fallait pas une révolution sans doute pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes, mais nous n'en sommes pas moins con-

---

[1]) Kareew, *Les paysans et la question agraire en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle*, p. 443.

[2]) *Deux Révolutions*. Paris 1921, p. 43.

[3]) Buchez et Roux, II, p. 214. *L'Histoire parlementaire de la Révolution française*. Paris 1836.

[4]) Esquiros, *Histoire des Montagnards*. Paris 1847, II, page 380.

vaincus que l'égalité des biens est une chimère. Pour moi, je la crois moins nécessaire encore au bonheur privé qu'à la félicité publique. Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire la richesse ».

La Révolution française n'a pas eu l'intention de favoriser la petite propriété. « La Constituante sanctionna la division des paysans en propriétaires et prolétaires ruraux, en les distinguant en citoyens actifs et passifs. Il n'entrait point dans ses plans de reconstituer la vie des campagnes sur la base du développement de la petite propriété. La vente des biens nationaux fut pour la Constituante une mesure purement financière; ses politiciens n'y virent même pas l'occasion de donner de l'extension à la petite propriété en partageant ces biens en petits lots. Si, dans la suite, on y songe, ce n'est que pour se créer un nouveau moyen politique dans la lutte avec les partis ennemis » [1]).

Au point de vue idéologique, les deux Révolutions sont opposées. L'une est individualiste, l'autre socialiste. Pourtant, elles ont toutes deux en définitive profité surtout aux paysans.

Avec la propriété seigneuriale, les derniers restes du communisme primitif disparaissent dans les villages russes [1]). L'immense population campagnarde sera composée de petits et de moyens paysans pour qui la Révolution aura été la grande bienfaitrice [2]), car elle leur aura apporté la libération et la propriété individuelle de la terre. Comme pour mieux marquer la ressemblance du présent avec le passé, le paysan d'aujourd'hui, comme celui de jadis, ayant tout gagné, demeure hostile et méfiant. Dans un document de 1795, nous lisons: « L'habitant des campagnes est à l'aise; il est devenu égoïste; il ne prend aucun intérêt à la chose publique; il regarde au contraire le gouvernement comme son ennemi » [3]). En 1798, Guyel fait le rapport suivant au Direc-

---

[1]) Kareew, *Les paysans et la question agraire en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle.* Paris 1899, p. 541.

« Par un parodoxe qui est dans la logique des choses, sinon des mots, la conclusion du communisme futuriste sera sans doute la disparition des dernières traces du communisme dans le régime agraire de la Russie. » Rist, *L'Avenir* (revue), avril 1920.

[2]) « Celui qui ne possède pas est le plus à plaindre des esclaves, car il est l'esclave de tous. » Tolstoï.

[3]) Schmidt, *Tableaux II*, page 438—439.

toire: « Nos riches laboureurs, qui ont le plus gagné à la Révolution, se montrent les ennemis les plus acharnés de ses formes. C'est la honte de cette classe entière, qui seule s'est enrichie par la Révolution, sans nulle compensation des pertes; la République ne devait pas s'attendre à être méconnue par ses enfants gâtés » [1]). On croirait entendre Kalinine, président de la République Fédérative des Soviets, adresser des exhortations aux paysans.

Ce qui rapproche, malgré les théories différentes sur la propriété, les deux Révolutions, c'est qu'elles sont toutes deux un vaste mouvement démocratique issu des masses profondes du peuple. « Qu'on objecte pas (à la ressemblance des deux révolutions) que Robespierre respectait la propriété individuelle, tandis que Lénine la nie. La différence des temps explique la différence des théories et des solutions, mais le fond des choses reste identique [2]) ». La Révolution russe, dans son ensemble, est liée à la Révolution française comme 93 est lié à 89 [3]).

La « faim de la terre » a poussé les moujiks à la Révolution [4]). Ils l'ont accomplie à une époque où leur ignorance et leur inexpérience économiques les condamnaient aux pires malheurs. Est-ce leur faute? Devaient-ils attendre une instruction qu'on ne leur aurait jamais donnée? Les Révolutions sont dues à un

---

[1]) Schmidt, *Tableaux III*, page 313—314.

[2]) A. Mathiez, *Le Bolchevisme et le Jacobinisme*. Paris 1920, p. 7.

[3]) Charles Maurras a écrit: « Et M. Mathiez aura raison. Et la distinction des deux Révolutions est un ridicule bateau. » L'Action française, N° du 24 avril 1922.

[4]) Tolstoï, dans une scène fameuse de sa comédie: « Les fruits de l'instruction », a décrit cette faim de la terre du moujik russe:

3e moujik: — Aie pitié, notre père. Notre terre est petite, on ne peut seulement pas y lâcher, non du bétail, mais même un poussin. (Il salue.) Ne commets pas de péché, notre père! (Il salue).

Leonide Federovitch (pomiechtchik): — Eh! c'est vrai, sans doute, que l'année dernière j'étais prêt à vous accorder un délai, mais des circonstances se sont produites.... De sorte que cela m'est incommode aujourd'hui.

2e moujik: — Sans cette terre il nous faut nous priver de la vie.

1er moujik: — En vérité, sans terre, nous faiblirons et dépérirons.

3e moujik — (il salue): — Notre père! notre terre est petite, non seulement du bétail, mais un poussin, on peut le dire, nous n'avons pas où les lâcher. Notre père! aie pitié, accepte notre argent, notre père! (Les fruits de l'instruction, Acte I, Scène 26.)

Tolstoï avait prédit « la vengeance de ceux qui sont privés de labourer le sol à leur profit, et qui ne tarderont pas à reprendre par la force ce qu'on leur a volé. »

excès de misère, il faut les accepter avec leur inévitable cortège de douleurs, de crimes, et de ruines. Tragique destinée que celle de ces masses qui souffrent quand elles sont opprimées et qui souffrent encore quand elles se délivrent.....

Des économistes [1]) ont soutenu qu'il aurait fallu chercher la solution de la question agraire en Russie, non point dans la confiscation des terres des pomiechtchiks, qui n'occupaient en somme qu'un tiers des terres arables, mais dans l'élévation du niveau de la production. A cela on peut objecter d'abord que l'élévation du niveau de la production était chose impossible dans les conditions économiques et sociales de l'ancien régime; ensuite, qu'il y avait à l'expropriation des gros propriétaires fonciers de puissantes raisons psychologiques. Ce qui choque le sentiment de justice chez les paysans, ce n'est pas l'imparfaite égalité entre un cultivateur d'une terre féconde, au tuf prospère et riche, et un autre cultivateur d'une terre ingrate; c'est le défaut de proportion entre les classes, c'est la rente prélevée sur le travail d'autrui, c'est l'oppression économique [2]).

Au lendemain de la Révolution de février 1917, les monarchistes disparurent de la scène. Il n'y eut plus, comme partis organisés que les *constitutionnalistes démocrates*, dits *cadets*, les *socialistes populistes*, les *socialistes révolutionnaires*, et les *socialistes démocrates (mencheviks* et *bolcheviks)*.

Le Gouvernement Provisoire, devant l'urgence d'un remaniement complet dans les rapports fonciers, avait créé des comités agraires, « chargés de rassembler les matériaux concernant les conditions agraires locales et les besoins agraires de la population, et aussi de résoudre, durant l'époque de transition qui durera jusqu'à la promulgation de la réforme agraire par l'Assemblée Constituante, les litiges et les controverses qui s'élèveraient au sujet de problèmes agraires. »

Devant la question agraire qui se posait dans toute son

---

[1]) Yermoloff, *La Russie agricole devant la crise agraire*. Paris 1907.

[2]) « Il n'y aura qu'une différence, mais immense et décisive: c'est que toute la quantité de travail fournie par les travailleurs leur fera retour. » Jaurès, *L'organisation socialiste*.

acuité, chaque parti politique élabora un programme. Les *cadets,* qui, sous le tsarisme, avaient été monarchistes et qui s'étaient réveillés au lendemain de la Révolution de février avec un cœur républicain, adoptèrent, à leur VIIIe Congrès, tenu le 12 mai 1917, les résolutions suivantes qui avaient donné lieu à des discussions passionnées: « La terre doit appartenir à la population rurale laborieuse. Les enclaves doivent disparaître. Les propriétés privées dont la superficie dépasse la norme laborieuse peuvent être expropriées pour la portion qui dépasse cette norme. Les normes sont fixées dans les différents rayons par les institutions agraires locales et sanctionnées ensuite par la loi. Les terres expropriées le seront *contre une indemnité,* correspondant au revenu normal de la terre, abstraction faite des éléments fortuits qui élèvent ce revenu, comme le besoin agraire de la population locale, les conditions spéciales du louage des ouvriers, etc.... Les terres du fonds de réserve de l'Etat seront mises à la disposition de la population. »

Le parti *socialiste populiste,* dans une conférence tenue à Moscou (23/25 mars 1917) décida que les terres devaient être données en jouissance à ceux-là seulement qui les travaillent par eux-mêmes. Il préconisa, jusqu'à la promulgation d'une réforme agraire générale, la création immédiate de comités, chargés de la gestion des terres de l'Etat.

Le parti *socialiste révolutionnaire,* qui occupait au début de la Révolution une situation prépondérante dans les campagnes, maintint, à son IIIe Congrès, son programme traditionnel. « Le passage sans indeminité de la terre en propriété au peuple pour sa jouissance laborieuse et égalitaire doit être promulgué par l'Assemblée Constituante. Toute réforme sociale doit se baser sur la psychologie populaire et sur les conditions sociales et économiques du pays donné et de l'époque donnée. Les mots d'ordre de « socialisation de la terre » se fondent non seulement sur les normes générales de justice sociale qui découlent de l'idée du socialisme, mais encore sur la conscience populaire et juridique du paysan russe. Cette conscience populaire, qui a pour principe fondamental le droit au travail et la négation de la propriété privée sur la terre comme étant un objet

non créé par le travail de l'homme [1]), s'est formée à la suite de la possession communale du sol par la paysannerie russe. L'ukase du 9 novembre 1906 et dix ans de lutte contre le mir ont porté à ce dernier un préjudice considérable, ont compliqué notre tâche et transformé, jusqu'à un certain point, la proportion des forces dans les campagnes. » Les socialistes révolutionnaires reprennent donc à leur compte la vieille idée du caractère socialiste du mir, ils s'en tiennent obstinément à ce communisme suranné. Ils demandent une série de mesures qui tendent à fortifier le principe communal, à faciliter le crédit aux communes, à développer les labours communaux et le travail en commun, etc..... Quant à leur formule: « socialisation de la terre » elle signifie: partage égal du fonds agraire.

Comme les socialistes révolutionnaires, les socialistes démocrates *mencheviks* voulaient que la réforme agraire fût votée par l'Assemblée Constituante. Dans l'élaboration de la réforme, ils préconisaient la confiscation des terres appartenant aux églises, aux monastères et aux particuliers pour le cas où elles dépasseraient la norme fixée. Les terres expropriées sont considérées comme propriété de l'Etat, les formes et les procédés de l'exploitation agricole étant laissés à l'initiative des organes démocratiques de l'administration locale.

La pensée de Lénine, en ce qui concerne la question agraire, a varié. Il est intéressant de la connaître. Le programme agraire voté au deuxième Congrès du Parti socialiste démocrate (août 1903) où se dessina la scission entre les mencheviks et les bolcheviks fut rédigé sous l'influence directe de Lénine. Ce programme agraire rejetait toute espèce d'expropriation en dehors de celle des enclaves qui traversent les terres paysannes. On jugeait inadmissible, au point de vue marxiste, l'accroisse-

[1]) C'est exactement la pensée de Stuart Mill. « Le principe essentiel de la propriété étant d'assurer à toute personne ce qu'elle a produit par son travail et accumulé par son abstinence, ce principe ne peut s'appliquer à ce qui n'est pas le produit du travail: le matériel brut de la terre » *Principes d'économie politique.* L. II, ch. II, § 5.

Pour le droit au travail de la terre, on trouve dans Henry George: « Le droit égal de tous les hommes à l'usage de la terre est aussi clair que leur droit égal à respirer l'air ». Henry George, *Progrès et pauvreté,* livre VII, ch. I.

ment de la petite propriété paysanne, ce qui, selon les socialistes démocrates, aurait forcément ralenti la marche de l'évolution capitaliste. Affranchissement des anciennes dettes de rachat, adjonction aux terres paysannes des lots refusés lors de l'émancipation, quelques exigences démocratiques, la nationalisation des terres de la couronne et de l'Eglise, — c'était tout. Lénine a reconnu plus tard que ce programme était « beaucoup trop étroit ». A cette époque Lénine considérait que l'avenir immédiat appartenait en Russie à la République démocratique. Avant d'aborder la Révolution sociale, il fallait passer par l'étape du radicalisme bourgeois, il fallait que les paysans fussent bouillis dans la « marmite capitaliste ». Il écrivait en 1905: « Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe [1]). Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que ces transformations démocratiques du régime politique et ces transformations économiques et sociales, qui sont devenues pour la Russie une nécessité, non seulement ne signifient pas en elles-mêmes la rupture de la domination de la bourgeoisie, mais, au contraire, libéreront pour la première fois véritablement le terrain pour le développement du capi-

---

[1]) Nous extrayons de Loria (1893) cette page curieuse: « Cette révolution bourgeoise qui, dans les pays les plus civilisés de l'Europe, s'est accomplie à une époque déjà éloignée de nous, s'opère de la même façon, sous nos regards, dans la Russie actuelle. Qu'est-ce, en effet, que le mouvement nihiliste qui agite aujourd'hui la Russie, sinon une révolte du revenu capitaliste allié au prolétariat contre le pouvoir fondé sur la propriété patriarcale et collective?.... Cette lugubre association, qui fait que le prince et le mendiant fraternisent dans une commune pensée de ruine et de mort, cette ténébreuse Vehme, qui cherche ses affiliés dans les misères de l'isba et au milieu des splendeurs du trône, n'est, comme on le voit maintenant, que le produit de l'insurrection du revenu capitaliste, lequel, désormais victorieux dans le champ économique, prétend recueillir, dans la conquête de la souveraineté, le fruit suprême de sa victoire..... Il n'est donc pas étonnant que la reproduction, en Russie, du contraste observé dans la France du siècle dernier, entre le pouvoir politique et la constitution économique — c'est-à-dire l'attribution du pouvoir aux classes dont les rapports économiques imposent la destruction, — entraîne, comme corollaire fatal, la reproduction de la Terreur, inscrite d'une manière indélébile, en caractères de feu et de sang, dans les annales de la Russie contemporaine ». A. Loria, *Les bases économiques de la constitution sociale.* Paris 1893. Traduction Bouchard, pages 354—355.

talisme large et rapide, européen et non asiatique [1]) ». Et autre part: « Les jacobins de la démocratie socialiste contemporaine, les bolcheviks, veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et les paysans, règle le compte de la monarchie et de l'aristocratie à la plébéienne, en annihilant impitoyablement les ennemis de la liberté, en réprimant par la force leur résistance, en ne faisant aucune concession à l'héritage maudit du servage, de l'asiatisme et de l'insulte à l'humanité [2]) ». Mais déjà Lénine, à cette époque, entrevoyait pour l'avenir un temps où la lutte contre l'absolutisme serait finie. « Alors, il sera ridicule de parler de l'unité de volonté du prolétariat et des paysans, de la dictature démocratique, etc. Alors, nous penserons à la dictature socialiste du prolétariat [3]) ».

Lorsque la Révolution de 1917 éclate et que les événements, réalisant et dépassant toutes ses prévisions, poussent les socialistes au pouvoir, Lénine se rallie à la confiscation immédiate de la terre des pomiechtchiks, estimant que l'abolition de la propriété seigneuriale est la première tâche de la Révolution.

Dans une conférence tenue le 28 avril 1917, le parti bolchevik avait défini ainsi sa politique agraire:

«1° — Le parti du prolétariat lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et entière de toutes les terres des propriétaires fonciers en Russie (et aussi des terres de la couronne, de l'église, du cabinet de l'empereur, etc.)

2° — Le parti exige le passage immédiat de toutes les terres aux mains des paysans, organisés en Soviets de députés paysans, ou à d'autres organes d'administration locale autonome, élus à un suffrage véritablement démocratique et entièrement soustraits à l'influence des propriétaires fonciers et des fonctionnaires.

3° — Le parti du prolétariat exige la nationalisation de toutes les terres du pays: le passage du droit de propriété sur toutes les terres à l'Etat, et la transmission du droit de jouissance des terres aux organisations démocratiques locales.

4° — Le parti doit lutter de façon décisive: d'une part contre le Gouvernement Provisoire, qui, par la bouche de Chingareff et dans ses déclarations collectives, contraint les paysans « à un accord de plein gré

[1]) Lénine, *Deux tactiques de la démocratie socialiste. En 12 ans*, t. I, p. 710 *(en russe)*.
[2]) Lénine, *En 12 ans*, p. 418 *(en russe)*.
[3]) Lénine, *En 12 ans*, p. 436 *(en russe)*.

avec les propriétaires fonciers », c'est-à-dire donne en réalité un caractère de gros propriétaire foncier à la réforme, et menace les paysans de punitions à la suite des « dispositions arbitraires », c'est-à-dire de violence de la part de la minorité de la population (gros propriétaires fonciers et capitalistes contre la majorité); d'autre part le parti doit lutter contre les oscillations petites bourgeoises de la majorité des populistes et des menchéviks social-démocrates conseillant aux paysans de ne pas prendre toute la terre jusqu'à l'Assemblée Constituante.

5° — Le parti conseille aux paysans de prendre la terre de façon organisée, sans permettre la moindre détérioration des biens et en se préoccupant de l'augmentation de la production.

6° — Toutes les transformations agraires en général ne peuvent être couronnées de succès et durables qu'avec la démocratisation complète de tout l'Etat, c'est-à-dire, d'un côté, la suppression de la police, de l'armée permanente et des fonctionnaires privilégiés en fait, et d'un autre côté une administration locale autonome la plus large possible, entièrement libérée de la surveillance et de la tutelle d'en haut.

7° — Il est nécessaire de se mettre immédiatement et partout à l'organisation indépendante du prolétariat rural, aussi bien sous la forme de Soviets de députés des ouvriers ruraux (et de Soviets de députés spéciaux formés de paysans demi-prolétaires), que sous la forme d'organisation de groupes prolétariens ou de fractions dans les Soviets généraux de députés paysans, dans tous les organes d'administration locale et municipale, etc.

8° — Le parti doit soutenir l'initiative des comités de paysans qui, dans une série de régions de la Russie, font passer l'inventaire des propriétaires fonciers, bétail et matériel, dans les mains des paysans organisés en comités pour l'exécution sociale et régulière du travail sur toutes ces terres.

9° — Le parti du prolétariat doit conseiller aux prolétaires et aux demi-prolétaires des campagnes d'obtenir qu'on forme de chaque domaine assez grand de propriétaire foncier une exploitation modèle qui serait tenue au compte de tous par les Soviets de députés des ouvriers agricoles sous la direction d'agronomes et en utilisant les meilleurs moyens techniques. »

Ainsi, au concept de socialisation des socialistes-révolutionnaires, — au partage égal du fonds agraire entre les travailleurs, — les bolcheviks opposent le concept de nationalisation, — le passage du droit de propriété sur toutes les terres à l'Etat qui en transmet le droit de jouissance aux mains des organisations démocratiques locales, — des Soviets.

Bien que le programme des socialistes-révolutionnaires répondît mieux aux aspirations individualistes des masses, il ne con-

tentait pas leur désir d'appropriation immédiate, puisqu'il disait d'attendre jusqu'à l'Assemblée Constituante. Au contraire, dès le début de la Révolution, le parti bolchevik est le seul qui promette formellement, et pour tout de suite, la terre aux paysans. « Lutte, prends tout entre tes mains, organise-toi! » lui crie-t-il. Sans doute, les masses rurales qui voulaient posséder la terre étaient-elles hostiles à toute nationalisation. Mais elles ne voyaient qu'une chose: les bolcheviks disaient au paysan qu'il fallait se débarrasser des gros propriétaires et s'emparer de leurs propriétés. Aussi avaient-ils alors une excellente réputation dans les campagnes: ils donnaient tout et ne demandaient rien en retour.

CHAPITRE II

LA BASE SOCIALE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

La guerre extérieure. — La Révolution de février 1917. — Les journées de juillet. — L'insurrection paysanne s'étend à travers la Russie. — Les ouvriers et les soldats de Pétrograd proclament le pouvoir des Soviets.

Le développement rapide du capitalisme en Russie depuis 1861 avait amené, avec l'apparition d'une grande industrie, la naissance d'un prolétariat dans les villes. — Ces ouvriers qui avaient été paysans n'avaient pas perdu tout lien avec les campagnes. Ils y avaient introduit des idées et un esprit nouveaux.

Les populations rurales, écrasées et exploitées, formaient une masse mécontente où vivaient les souvenirs et la grande expérience des insuccès de 1905, — toujours prête à apporter à la Révolution le concours de sa force latente et à s'emparer de la terre des pomiechtchiks.

« L'industrie la plus concentrée de l'Europe sur la base de l'agriculture la plus arriérée de l'Europe », c'est ainsi que

Trotsky a caractérisé la Révolution russe. Une agriculture arrêtée dans son développement par des formes de propriété et de production à demi-féodales et qui doit briser par les efforts violents d'une révolution gigantesque ces entraves, et d'un autre côté une industrie concentrée disposant des derniers perfectionnements de la technique moderne et groupant dans ses usines des masses disciplinées d'ouvriers, — voilà la base sociale de la Révolution russe. Une classe ouvrière, essentiellement révolutionnaire et qui porte dans son cœur la foi et la volonté du communisme universel, et d'autre part une masse paysanne, révolutionnaire tant qu'il s'agit du partage des terres, mais hostile au socialisme et qui n'a, au fond que l'idéal du petit propriétaire, — telles sont les deux forces dont l'union assure l'avènement du régime des Soviets.

La guerre de 1914 avait tiré les paysans de l'isolement des campagnes, elle les avait organisés en bataillons et en régiments, elle leur avait mis les armes à la main. Ainsi, la guerre elle-même, en remplaçant l'ancienne armée dévouée au tsarisme par une armée vraiment nationale de moujiks en uniforme, devait amener le renversement du tsarisme et, en même temps, la solution de la question agraire dans le sens de la dépossession des pomiechtchiks.

Le soulèvement des ouvriers de Pétrograd en février 1917 se mua en révolution quand la garnison passa du côté du prolétariat. On vit surgir alors spontanément des organisations démocratiques, — les Soviets, qui avaient déjà existé en 1905. Mais ce fut la bourgeoisie russe qui prit d'abord le pouvoir. Elle était peu développée, sans traditions et sans connaissances politiques, incapable de résoudre aucun des grands problèmes de l'heure, car il aurait fallu les trancher contre ses intérêts. Plekhanoff et les mencheviks commirent la lourde erreur de croire que la Révolution russe était essentiellement bourgeoise, qu'elle allait remplacer la domination des propriétaires fonciers par celle des capitalistes industriels. En réalité, la révolution bourgeoise en Russie (février-octobre 1917) ne fut « que le prologue immédiat d'une révolution prolétarienne » [1]).

---

[1]) Marx, *Manifeste communiste.*

Le Gouvernement Provisoire était incapable de donner une solution aux innombrables problèmes qui surgissaient. Tant que la guerre durait, il ne pouvait aborder véritablement la question agraire: la nouvelle d'un partage des terres seigneuriales à l'intérieur du pays aurait comme par enchantement vidé les tranchées. La politique du gouvernement de Kerensky consista à reculer la solution de tous les problèmes jusqu'à la convocation d'une Assemblée Constituante, à temporiser avec le prolétariat des grandes villes qui exigeait des réformes décisives, à promettre la terre aux paysans et à continuer la guerre, contrairement à la volonté des masses pour lesquelles la Révolution signifiait la paix. Après l'offensive malheureuse du 18 juin, un mouvement spontané, parti des usines de Pétrograd et qui n'a pas de chefs connus, menace, dans les journées des 3 et 4 juillet, de jeter bas le fragile édifice du pouvoir. La population ouvrière de Pétrograd s'insurge contre ceux-là mêmes qui prétendaient parler en son nom et manifeste par des actes son désir « d'approfondir » la Révolution. Le soulèvement n'est d'ailleurs pas sanctionné par le Comité Central du parti bolchevik:

« Nous considérions que l'heure n'était pas encore venue d'agir de la sorte, à cause de l'état d'esprit rétrograde des campagnes. Mais nous craignions d'autre part que les événements du front ne créassent le chaos au sein de la Révolution et ne fissent désespérer les masses. L'attitude de notre Parti en présence des événements des 3—5 juillet fut donc imprécise. Nous redoutions que Pétrograd ne se séparât du reste du pays et nous espérions pourtant que son initiative énergique sauverait la situation. Nos agitateurs dans les masses marchaient avec elles et se montraient intraitables [1]) ».

L'émeute des 3—4 juillet échoua. Cependant, le paysan-soldat attendait toujours en vain la terre et la paix. De mois en mois il s'impatientait davantage, il se détachait des délégués socialistes-révolutionnaires et mencheviks, intellectuels de la petite bourgeoisie dont il avait rempli les Soviets. Le parti bolchevik persécuté menait une agitation intense dans le pays,

---

[1]) Trotsky, *L'avènement du bolchevisme* (Les journées de juillet).

lançant pour mot d'ordre: « Tout le pouvoir aux Soviets! » En même temps, l'insurrection paysanne couvait dans les campagnes. Les populations rurales, en certains endroits, chassaient les comités agraires établis par le Gouvernement Provisoire, expropriaient les pomiechtchiks et se partageaient la terre. Cette jacquerie immense qui, après la chute du tsarisme, dressait une fois encore, de l'un à l'autre bout du pays, les paysans contre les châteaux, fut accompagnée d'actes de destruction, d'incendies et de représailles populaires. La colère et la haine amassées au long des siècles se donnèrent libre cours, les bandes de paysans se livraient au partage des domaines et de l'inventaire, au pillage, à la confiscation pure et simple. Des actes de violence inutile furent commis [1]).

---

[1]) Gorki a écrit sur *La révolte des esclaves* une page admirable: « Madame, vous voulez savoir ce qui est arrivé au peuple? Il a perdu patience. Il s'est tu pendant longtemps; pendant longtemps, sans bouger, il s'est soumis à la violence; pendant longtemps, son dos asservi a porté tout le poids de la vie des puissants. Mais à présent, il n'en peut plus. Et cependant, il est loin encore d'avoir secoué de ses épaules le poids dont on l'avait chargé. Vous vous effrayez trop tôt, chère madame. A franchement parler, qu'aurait donc pu devenir le peuple, sinon une bête de proie? Qu'avez-vous fait pour qu'il en soit autrement? Lui avez-vous inculqué quoi que ce soit de raisonnable, avez-vous semé la moindre semence de bonté en son âme?

... A quoi pouvez-vous donc vous attendre de la part du paysan, lorsque, sachant comment il vivait, vous n'avez rien fait pour améliorer son existence? Et maintenant, c'est vous qui êtes les misérables. Et vous voilà écrivant d'une main que la peur fait trembler, des lettres de désespoir à un homme qui — vous devriez le savoir — ne peut ni dissiper vos craintes, ni adoucir votre chagrin. Certes, non.

« L'expiation est dans l'ordre des choses. Nous vivons dans un pays où jusqu'à ces derniers jours les hommes furent fouettés avec des nagaïkas, et bastonnés à mort; dans un pays où des côtes furent cassées, des figures mutilées par plaisir; dans lequel les violences faites aux hommes n'avaient pas de limites; dans lequel les tortures furent variées à l'infini jusqu'à rendre fou de dégoût et de honte. Un peuple élevé à une école qui rappelle de façon triviale les tourments de l'enfer, un peuple élevé à coups de poing, de verges et de nagaïkas, ne peut avoir le cœur tendre. Un peuple que les agents de la police ont piétiné sera capable à son tour de marcher aussi sur le corps des autres. Dans un pays où l'iniquité régna pendant si longtemps, il est difficile au peuple de réaliser du jour au lendemain la puissance du droit. L'on ne peut exiger de celui qui n'a pas connu la justice qu'il soit juste. Tout se comprend, dans un monde où vous, Madame, et la société, avez permis sans protester que l'homme fût violenté de toutes façons. Les hommes ressentent

Cependant, à Pétrograd, pour sauver la Révolution menacée par Korniloff, Kérensky appelle de Cronstadt les matelots bolcheviks et anarchistes, vilipendés et punis pour leur participation aux émeutes de juillet, tandis que le Soviet arme les ouvriers. Les circonstances placent brutalement et d'une façon décisive les masses entre deux dictatures. Réaction tsariste ou révolution prolétarienne, c'est ainsi que la question est invinciblement posée.

Déjà, la première était en marche, tandis que le parti bolchevik travaillait ouvertement à la seconde. Il en indiquait à l'avance la date, en annonçant que le 25 octobre, lorsque se réunirait à Pétrograd le 2e Congrès panrusse des Soviets, il inscrirait à son ordre du jour « la réalisation du pouvoir des Soviets ».

Le Gouvernement Provisoire, pour désarmer Pétrograd menaçant, résolut d'envoyer la garnison au front. Les bolcheviks répondirent par la création d'un Comité révolutionnaire militaire, chargé d'étudier les raisons militaires du déplacement des troupes, — état-major du futur coup d'Etat. Dans toutes les casernes de Pétrograd circulait la même consigne: « Ne pas quitter Pétrograd avant la réunion du Congrès des Soviets et y assurer, les armes à la main, la transmission du pouvoir aux Soviets. »

---

plus profondément aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, le soufflet que votre père donna alors à son laquais.

Les hommes se sont développés; et au fur et à mesure qu'ils se développaient, le sentiment de la dignité personnelle croissait en eux, et cependant on continuait à les traiter comme des esclaves, à ne voir en eux que des animaux. Chère madame! N'exigez pas des hommes ce que vous ne leur avez pas donné. Vous n'avez pas droit à la pitié, la pitié vous est inconnue. Le peuple a été tourmenté et continue à être tourmenté par tous ceux qui avaient ou ont encore une prise quelconque sur lui. Maintenant que le tsarisme et le capitalisme ont amené le pays à la révolution, toutes les forces obscures du peuple se sont déchaînées, tout ce qui a été réprimé pendant des siècles a fait explosion, et la vengeance éclate de toutes parts.

Il y a cependant dans le pays une autre force, une force lumineuse, animée d'une grande pensée, inspirée par le rêve éblouissant d'un royaume de justice, de liberté, de beauté... Mais à quoi bon, chère madame, décrire en paroles la beauté et la grandeur de la mer, à qui n'a plus d'yeux pour les voir? »

Ce furent les ouvriers et les paysans en uniformes de soldats, les ouvriers et les soldats de Pétrograd qui accomplirent, presque sans effusion de sang, la Révolution du 25 octobre. Ce fut l'alliance entre les ouvriers et les soldats-paysans qui permit aux Soviets d'établir la dictature du prolétariat. Le pouvoir tombait entre leurs mains comme un fruit mûr. Kerensky disparaissait, Moscou se soulevait à son tour. La locomotive de l'histoire, lancée à toute vapeur, avait franchi la première étape de la Révolution et elle ne s'y était pas arrêtée.

Chapitre III

LA SOCIALISATION DE LA TERRE

Le décret du 26 octobre 1917. — La loi de socialisation de la terre. — Son contenu et sa forme. — Ses contradictions. La fin de la propriété des pomiechtchiks. — La signification de la Révolution d'octobre 1917 pour les paysans.

Dans la nuit du 26 octobre, au Smolny où siégeait le 2e Congrès panrusse des Soviets, composé en majorité de bolcheviks, Lénine lut le décret qui abolissait la propriété des pomiechtchiks, de l'Etat et de l'Eglise et mettait leurs domaines à la disposition des comités agraires de paysans:

I. La propriété des grands propriétaires fonciers est abolie immédiatement sans aucun rachat.

II. Les domaines des propriétaires, ainsi que toutes les terres de la couronne, des monastères et des églises, avec tout leur inventaire et le cheptel, leurs constructions agricoles et toutes leurs dépendances, sont mis à la disposition des comités agraires de canton et des Soviets de députés paysans de district jusqu'à l'Assemblée Constituante.

III. Toute détérioration quelconque des biens confisqués, appartenant désormais au peuple entier, est déclarée crime grave, ressortissant du tribunal révolutionnaire. Les Soviets de district des députés paysans prendront toutes les mesures nécessaires pour observer l'ordre le plus strict lors de la confiscation des domaines des propriétaires pour déter-

miner les limites de superficie et les terres sujettes à la confiscation, pour l'établissement de l'inventaire exact des biens à confisquer et pour la stricte garde révolutionnaire de toute la propriété passant au peuple: terres, constructions, instruments, bétail, stocks de produits, etc.

IV. Pour la réalisation des grandes réformes agraires on se guidera partout, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée Constituante, sur les « instructions » suivantes, établies, sur la base des instructions adoptées par 242 sociétés locales de paysans, par la rédaction des « Izviestia du Soviet panrusse des députés paysans » et publiées dans le N° 88 des « Izviestia » (Pétrograd, N° 88, 19 août 1917).

V. La terre des simples cosaques et paysans n'est pas confisquée.

Les instructions publiées par les « Izviestia » du Soviet des députés paysans à la date du 19 Août, auxquelles renvoie le décret du 26 octobre, sont les suivantes:

« La question de la terre, dans toute son étendue, ne pourra être résolue que par l'Assemblée Constituante nationale.

La plus équitable solution de la question agraire serait la suivante:

I. Le droit de propriété privée sur la terre est aboli pour toujours; la terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni donnée à bail, ni engagée, ni aliénée de toute autre manière. Toute la terre, de l'Etat, de la couronne, du cabinet de l'Empereur, des monastères, des églises, des majorats concédés, des propriétés privées communale et paysanne, etc., est expropriée sans indemnité, constituée en domaine public et passe en jouissance à tous ceux qui la travaillent.

A ceux qui subiront un préjudice du fait de la transformation sociale du droit de propriété, on ne reconnaît que le droit à l'assistance publique pendant le temps nécessaire pour s'accommoder aux nouvelles conditions d'existence.

II. Toutes les richesses du sous-sol: mines, naphte, charbon, sel, etc., ainsi que les bois et les eaux ayant une importance nationale passent exclusivement à l'Etat. Tous les petits cours d'eau, les lacs, les bois, etc., passent aux communes, à la condition d'être gérés par les organes locaux d'administration.

III. Les biens fonciers scientifiquement cultivés: jardins, plantations, pépinières, orangeries, etc., ne sont pas soumis au partage, mais deviennent cultures modèles et sont remis en jouissance exclusive à l'Etat ou aux communes, suivant leur superficie et leur importance.

La terre des maisons d'habitation, urbaine et rurale, avec les jardins particuliers et les vergers, est laissée en jouissance aux propriétaires actuels; toutefois les dimensions de ces terrains et l'importance de l'impôt pour leur jouissance seront fixées par voie législative.

IV. Les haras, les établissements gouvernementaux et privés d'élevage, d'aviculture et autres sont confisqués, deviennent propriété nationale et

sont transmis soit en jouissance exclusive à l'Etat, soit aux communes, suivant leur superficie et leur importance.

Les questions de rachat sont de la compétence de l'Assemblée Constituante.

V. Tout l'inventaire agricole des terres confisquées, matériel et bétail, passe à la jouissance exclusive de l'Etat ou des communes, suivant sa grandeur et son importance, sans rachat.

La confiscation de l'inventaire ne concerne pas les paysans petits propriétaires.

VI. Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens (sans distinction de sexe) de l'Etat russe qui désirent la travailler eux-mêmes avec l'aide de leur famille ou en association et seulement aussi longtemps qu'ils auront la force de la travailler. Le travail salarié est interdit.

En cas d'incapacité accidentelle d'un des membres de la société agricole pendant 2 ans, la société agricole est tenue, jusqu'à complet rétablissement de sa faculté de travail de lui venir en aide pendant ce temps par le travail en commun de sa terre.

Les agriculteurs qui, par suite de vieillesse ou d'invalidité, ont pour toujours perdu la possibilité de travailler eux-mêmes la terre perdent leur droit de jouissance sur elle et reçoivent en échange une pension de l'Etat.

VII. La jouissance de la terre doit être égalitaire, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs suivant les conditions locales d'après les normes du travail ou de la consommation. Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres: par foyer, par métairie, par commune, par artèle, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

VIII. Toute le terre, après sa confiscation, passe au fonds agraire commun. Sa répartition entre les travailleurs est assurée par les administrations locales et centrales, depuis les communautés rurales et urbaines organisées démocratiquement sans distinction de classe, jusqu'aux institutions centrales de région.

Le fonds agraire est soumis à des repartages périodiques, suivant l'accroissement de la population et l'augmentation de la productivité et le perfectionnement de la culture agricole.

En cas de modification des limites d'un lot, le noyau primitif de ce lot reste intangible.

La terre des membres partants fait retour au fonds agraire; toutefois les proches parents des membres partis ou les personnes qu'ils auront indiquées ont un droit de préférence sur ces lots.

Les sommes dépensées pour les engrais et pour l'enrichissement des terres (améliorations fondamentales), pour autant que ces engrais n'auront pas été utilisés lors de la remise du lot au fonds agraire, doivent être remboursées.

Si, dans certaines localités, le fonds agraire constitué n'est pas suffisant pour satisfaire toute la population locale, l'excédent de la population doit se déplacer.

L'organisation du déplacement, ainsi que ses frais et la fourniture de matériel agricole et de bétail, etc., sont à la charge de l'Etat.

Le déplacement s'effectue dans l'ordre suivant: les paysans sans terre qui en auront manifesté le désir, puis les membres vicieux de la commune, les déserteurs, etc., et enfin au sort ou à la suite d'un accord.

Tout ce qui est contenu dans ces instructions étant l'expression de la volonté indiscutable des paysans conscients de toute la Russie, est déclaré loi provisoire jusqu'à l'Assemblée Constituante, entre en vigueur autant que possible immédiatement, et, pour certaines parties, dans la progression déterminée par les Soviets de district des députés paysans ».

Au lendemain de la Révolution d'octobre, les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient entrés dans le gouvernement et avaient reçu le commissariat de l'agriculture. Héritiers des anciens populistes, ils étaient devenus, depuis 1905, les idéologues de la paysannerie russe. Ils personnifiaient le combat des paysans pour la possession du sol, pour le partage révolutionnaire des domaines seigneuriaux entre les paysans. Ils combattaient non pour la socialisation de l'agriculture, mais pour l'établissement et la confirmation de la propriété individuelle paysanne, établie sur les ruines de la grande propriété foncière. Comme ils formaient un parti révolutionnaire, et que la seule classe révolutionnaire, dans l'Europe du XXe siècle, se trouvait être le prolétariat, ils adoptèrent ses théories générales. Mais l'enveloppe seule, la terminologie étaient socialistes: le fond restait individualiste. Dans leur programme agraire, ils préconisaient l'expropriation de la terre seigneuriale, la suppression du caractère commercial de la terre, la libération pour les paysans du joug capitaliste et la suppression du salariat dans l'agriculture.

En exposant les thèses du décret du 26 octobre 1917 au Comité exécutif central, Lénine avait déclaré: « D'aucuns disent que décret et institutions appartiennent aux socialistes révolutionnaires. Soit! Qu'importe l'origine du décret? En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas ne point tenir compte des revendications des couches inférieures de la popula-

tion, quand même nous ne serions pas d'accord avec elles... Que ce décret soit conçu dans notre esprit à nous ou dans celui des socialistes-révolutionnaires, l'essentiel n'est pas là. Il importe que les paysans aient la certitude de ce que les propriétaires fonciers n'existent plus, qu'ils peuvent résoudre eux-mêmes toutes les questions et disposer de la terre ».

La loi fondamentale sur la socialisation du sol, œuvre des socialistes-révolutionnaires de gauche, fut votée le 19 février 1918 par le 3e Congrès panrusse des Soviets [1]).

« Toute propriété sur la terre est abolie pour toujours » (art. 1). La terre appartient à la totalité du peuple travailleur qui en dispose par l'intermédiaire des Soviets. Elle est donnée en jouissance aux paysans, pour autant qu'elle ne forme pas des économies soviétiques, c'est-à-dire de grandes exploitations agricoles sous la direction des Soviets. « Le droit de jouissance sur la terre n'appartient qu'à ceux qui la travaillent eux-mêmes » (art. 3). L'emploi d'ouvriers salariés est défendu et peut être puni par la suppression du droit de jouissance. Le partage du sol s'effectue d'après la norme de consommation et de travail, d'après les « mangeurs » et les « forces ouvrières ». Le droit de jouissance concédé s'éteint par la mort de l'usufruitier: la terre retourne alors au fonds commun et est donnée à nouveau par le Soviet.

La loi sur la socialisation laisse subsister la propriété paysanne individuelle. Le paysan reste un producteur de marchandises. Les socialistes révolutionnaires ont voulu étendre et consolider la propriété individuelle paysanne, et ils ont cru avoir réalisé le socialisme. Ce fut de leur part une illusion singulière: leur « socialisation » n'est qu'une feuille de vigne dont ils ont habillé le principe de la propriété individuelle.

Dix ans avant la Révolution d'octobre, Lénine avait prévu la portée et la signification de cette mesure [2]) : « La portée réelle de la transformation qui apparaît au narodnik comme une socialisation sera de déblayer systématiquement la route au capitalisme et d'anéantir le servage féodal de la manière la plus déci-

---

[1]) Nous reproduisons la « loi sur la socialisation de la terre » in extenso dans notre « Appendice ». Voir p. 301.

[2]) Lénine, *Le programme agraire de la socialdémocratie*. 1907.

sive. Le narodnik s'imagine que la jouissance égalitaire élimine le caractère bourgeois, tandis qu'en réalité, elle est l'expression des tendances de la bourgeoisie la plus radicale. Et tout ce que la jouissance égalitaire implique en plus de cela n'est que fumée idéologique, illusion petite bourgeoise ». Et plus loin : « Une issue favorable de la révolution agraire, issue qui, pour les narodniks, signifierait le triomphe du socialisme populiste, ne serait en réalité que sa faillite foudroyante et décisive. Plus la victoire de la révolution paysanne serait complète et décisive, et plus vite le paysan se transformerait en fermier bourgeois libre, qui dirait adieu au socialisme des narodniks ».

Pouvait-on, en octobre 1917, en février 1918, poser le problème agraire dans toute son ampleur et le résoudre par le travail social sur une terre socialisée? Certes non: car la masse paysanne ne désirait qu'un partage égalitaire du sol. La loi de socialisation pouvait parler de l'annulation du droit de propriété privée sur le sol, de partages périodiques, d'égalisation, de suppression du salariat: ce n'étaient que des mots. Il n'y a pas de socialisation tant qu'il n'y a pas de travail collectif. L'égalisation prescrite par la loi n'était qu'un pas fait sur la route du socialisme, — un pas insuffisant par lui-même pour transformer l'économie entière en économie socialiste et pour amener le développement de formes économiques qui auraient permis une production socialiste.

Le caractère utopique de la loi de socialisation entraîne des contradictions. D'une part, le fond de la loi peut être caractérisé comme une « déclaration des droits de la petite propriété paysanne ». D'autre part, d'après sa forme, elle demeure socialiste. Les dispositions qu'elle renfermait n'eurent d'ailleurs qu'un temps. La limitation du droit de jouissance à la durée de la vie de l'usufruitier ne fut pas observée: dès le 1er mai 1918, un décret décide que la suppression de l'héritage ne s'applique pas aux terres paysannes. Les paysans laissent en fait leur terre à leurs enfants. Quoique la terre soit déclarée inaliénable, il est difficile d'empêcher les paysans de faire entre eux des échanges ou de se livrer à des achats. L'interdiction du salariat agricole n'a pas eu non plus d'effets pratiques: le décret du 20 mai 1918 qui organise la *derevenskaia biednota* (la pauvreté villageoise) conserve aux paysans qui emploient des ouvriers salariés leur droit de suffrage

aux comités de pauvreté, si le revenu de leur économie ne dépasse pas la « norme d'alimentation », — leur consommation personnelle.

Dans les contradictions qui existent entre le contenu réel de la loi agraire et son apparence socialiste apparaît clairement l'influence des socialistes-révolutionnaires. La prise du pouvoir par les bolcheviks a permis aux socialistes-révolutionnaires de réaliser leur programme agraire: la victoire politique du prolétariat communiste a frayé le chemin aux conquêtes des paysans.

Les décrets concernant la terre ne firent que confirmer ce que les masses rurales avaient fait d'elles-mêmes: l'expropriation des pomiechtchiks. Là où cette expropriation n'avait pas encore eu lieu, ils donnèrent le signal de l'assaut. Mais l'égalisation dont parlait la loi ne se produisit point: les paysans riches et moyens s'emparèrent de la plus grosse part du butin, d'abord, parce qu'ils formaient l'élément directeur dans les campagnes, ensuite parce que les « comités de village » ne donnaient à chaque paysan que ce qu'il était en état de cultiver. Les pauvres qui ne possédaient presque pas d'inventaire ne reçurent que peu de terres. La « norme égale de travail » ne fut pas observée et des luttes violentes s'ensuivirent entre « la bourgeoisie de village » et « la pauvreté ».

Quoi qu'il en fût, la terre passait aux paysans, telle était la grande conquête de la Révolution d'octobre. Les paysans, qui avaient détenu dans 32 gouvernements de la Russie d'Europe 76,3% des terres arables contre 23,7% aux propriétaires fonciers et à l'Etat, en détinrent après la Révolution la presque totalité: 96,8%, le reste formant des exploitations collectives et soviétistes. En Ukraine, les paysans qui n'avaient détenu que 55,4 % de toute la terre contre 44,6 % aux pomiechtchiks et à l'Etat avant la Révolution eurent 96 % de toute la terre contre 4 % aux exploitations collectives et soviétistes.

La Révolution d'octobre a emporté les derniers restes du régime féodal dans l'agriculture, la corvée et les redevances. Elle a détruit les formes précapitalistes de la rente foncière. Elle a porté le dernier coup au mir. Ce vaste changement des rapports fonciers dans les campagnes ne s'est point produit à la suite d'une révolution bourgeoise, comme en Occident. C'est la révolution

prolétariene qui a donné la terre aux paysans. La paysannerie russe a reçu la terre des mains du prolétariat constitué en classe dirigeante, et son destin est par suite irrévocablement lié à celui du prolétariat. Derrière chaque armée contre-révolutionnaire qui menace la République fédérative des Soviets, derrière Koltchak, Dénikine, Wrangel [1]), les paysans aperçoivent la silhouette de l'ancien propriétaire foncier. Cet appui absolu donné par les paysans à la nouvelle République l'a rendue invincible: contre toute restauration tsariste, contre toute réaction politique, la minorité prolétarienne est défendue par un peuple de cent millions de paysans. Mais aussitôt que l'ennemi est battu, cette masse rurale retombe dans le cercle étroit de ses intérêts locaux. La menace des «blancs» l'appelle à la lutte, aux côtés du prolétariat, pour repousser ensemble l'ennemi commun, le propriétaire foncier et le propriétaire de l'usine. Mais la victoire la ramène à son existence végétative, à son économie retardataire, à ses conceptions bornées. Elle est le plus grand soutien pour le danger et le plus grand danger pour le soutien de la dictature du prolétariat.

Pourtant les bolcheviks, en ce qui concernait la question agraire, étaient libres des illusions socialistes-révolutionnaires. Ils envisageaient le partage des terres seigneuriales et l'établissement de la propriété paysanne non comme une mesure socialiste, mais comme une conclusion nécessaire, un aboutissement logique de la révolution bourgeoise. Les bolcheviks se considéraient comme l'avant-garde du prolétariat, comme les jacobins de la classe ouvrière. Ils savaient fort bien que le socialisme ne pouvait triompher que dans un pays de grande industrie et de grande production où le capitalisme a atteint un haut degré de développement. Espérer sa réalisation immédiate en Russie était insensé. S'ils avaient entrepris, dans un pays arriéré où les conditions objectives n'étaient pas mûres, la Révolution sociale, c'est que l'histoire elle-même leur avait imposé cette tâche. Ils compre-

---

[1]) Wrangel, dans sa *Loi agraire*, avait assuré aux paysans la libre possession des terres qu'ils cultivaient, moyennant une redevance temporaire, afin de sauvegarder le principe de propriété et d'indemniser les précédents détenteurs du sol.

naient que leur Révolution ne pouvait triompher en Russie que si elle l'emportait dans les pays industriels de l'Occident. Mais ce qui faisait la faiblesse économique de la Révolution russe faisait sa force politique. Le capitalisme avait été vaincu en Russie parce qu'en Russie justement il était le moins développé [1]. Le seul rôle qu'ambitionnaient les bolcheviks pour la Russie était celui d'éclaireur: ils se rendaient compte, dès le début, qu'elle était trop enfoncée encore dans son passé féodal, trop arriérée techniquement, trop ignorante pour réaliser le communisme.

Leur dictature était le produit de l'antithèse entre les aspirations de la classe politiquement dominante et la réalité économique. Les bolcheviks espéraient, grâce à elle, que la révolution des paysans dans les campagnes, en rompant violemment avec le passé, allait hâter la transformation de l'économie rurale dans un sens communiste et que la petite propriété paysanne, sortie de la grosse propriété féodale et capitaliste, donnerait à son tour naissance à la grande exploitation socialiste. La petite propriété paysanne devait être, dans leur esprit, un purgatoire où le paysan perdrait ses défauts, sa routine, son incurie, son ignorance. Purifié par le feu de la Révolution, il viendrait de lui-même au travail en commun de la terre. Cette grande exploitation socialiste, les bolcheviks en proclamèrent la nécessité et ils s'efforcèrent de la réaliser.

---

[1]) Radek, *Le développement du socialisme de la science à l'action.*

CHAPITRE IV

LES EXPLOITATIONS COLLECTIVES

Les exploitations collectives. — Les communes. — Les artèles. — Les cultures communales.

Les exploitations soviétistes. — Leurs résultats, leur rôle.

Si grande que fût la superficie des terres remises aux paysans, la part de chaque paysan en particulier ne s'en trouva pas sensiblement augmentée. Dans la plupart des gouvernements l'accroissement des lots par paysan s'exprime en dixièmes et même en centièmes de déciatine de terre.

Il apparaissait donc avec netteté qu'il n'était pas suffisant de donner une part supplémentaire de terres à chacun. Il fallait encore accroître le rendement des forces productives. Dans ce but et dans le but d'organiser une agriculture socialiste, l'exploitation collective des terres et les propriétés soviétistes attirent spécialement l'attention du pouvoir des Soviets. L'organisation de ces formes d'exploitation devait permettre aux paysans les plus pauvres, dépourvus d'outillage, de passer à des procédés de travail plus commodes et de plus grand rendement.

Engels, dans une préface à la « Guerre des paysans », écrite en 1872, avait indiqué l'évolution qui devait conduire l'économie rurale qu'il avait sous les yeux à l'économie rurale socialiste: « Les ouvriers agricoles ne peuvent se libérer de leur horrible misère que si leur principal instrument de travail, la terre, soustrait à la propriété privée des gros paysans et des propriétaires fonciers plus gros encore, passe en propriété sociale et est travaillé par des collectivités d'ouvriers agricoles à leur profit ». La Révolution russe avait accompli la première partie de cette tâche: elle allait aborder la seconde.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche eux-mêmes, dans la personne de leurs leaders les plus enthousiastes, comprenaient la grandeur de l'œuvre tentée. Spiridonova, présidente du Comité exécutif de la section paysanne, membre du Comité exécutif des

socialistes-révolutionnaires de gauche, avait écrit, dans la préface à la « Loi sur la socialisation de la terre »:

« La tâche imminente de la paysannerie doit être le passage à la culture socialiste, par artèles, parce que c'est le chemin le plus court et le plus sûr qui mène au socialisme, à la libération complète des travailleurs.

Le travail socialisé doit être le cri de notre Révolution socialiste, la devise de feu qui rassemble autour d'elle tout ce qu'il y a de vivant et d'énergique, d'actif et de socialiste dans la paysannerie, — cette grande catégorie sociale de notre histoire.

Il faut approfondir, élargir, développer la réforme révolutionnaire de la socialisation de la terre, et sa conclusion merveilleuse sera la commune paysanne sur de nouvelles bases sacrées, — une commune de camarades paysans, libres et égaux ».

Les communes rurales devaient être la base de l'organisation socialiste des campagnes. L'instruction des 3/16 août 1918 pose les règles suivantes: celui qui entre dans une commune renonce à toute propriété privée. Tout son inventaire, vivant ou non, ses biens mobiliers et immobiliers, sa maison, son argent passent à la commune. La direction de la commune appartient à l'assemblée générale de ses membres et au conseil qu'elle a élu. Le sol est travaillé en commun par les membres de la commune selon les directives du conseil. La première tâche de la commune est de remplacer le travail individuel par le travail socialisé. La commune dispose des produits du travail de ses membres. Elle prélève d'abord ce qui doit servir à couvrir leurs besoins communs: elle s'efforce de créer pour eux des habitations communes, des salles de travail et de récréation, des écoles, des bibliothèques. Le reliquat est partagé entre les membres de la commune, véritablement fraternelle, puisque chacun, donnant selon ses forces, reçoit selon ses besoins.

Les bolcheviks n'avaient pas seulement élaboré cette théorie de la commune agraire: ils voyaient déjà ceux qui la mettraient en pratique. Les masses d'ouvriers industriels, qui chômaient dans les villes, affluaient dans les campagnes. Comme les paysans s'étaient souvent déjà partagé les domaines seigneuriaux, ils ne trouvaient pas de terre libre. Ils ne possédaient pas de maisons, pas d'inventaire, pas de bétail. Mais ils apportaient de la ville

l'habitude du travail en commun et un enthousiasme vibrant pour le socialisme. N'allaient-ils pas travailler le sol en commun, au lieu de se fixer chacun sur sa petite parcelle et de mener un dur combat pour sauvegarder son indépendance économique? D'autre part, dans les villages, la « pauvreté paysanne » ne pouvait, faute d'inventaire, cultiver les parcelles dont elle s'était saisie lors du partage des domaines fonciers [1]). N'allait-elle pas, elle aussi, s'efforcer d'acquérir collectivement les moyens de production dont l'acquisition individuelle lui était impossible? Les « comités de la pauvreté » ne devaient-ils pas devenir tout naturellement les organisateurs des communes [2])? Aigrie contre les paysans riches, la « pauvreté » devait aspirer à un nouveau partage. Si les comités réussissaient à prendre le pouvoir au village, ils pourraient transformer le village en commune, et les paysans en membres de la commune. Tels étaient les espoirs de ceux qui voulaient approfondir la révolution dans les campagnes. Le prolétariat rural, d'ailleurs, avait passé jadis par l'école des artèles et des mirs-artèles, il avait jadis loué collectivement sa force de travail: il semblait préparé à la culture collective, au travail en commun du sol.

Les premiers chiffres fournis relativement à une certaine quantité de communes agricoles se rapportent à la fin de 1918. Au 1er novembre 1918 on comptait 950 communes dans 26 gouvernements.

Nombre de communes:

1er novembre 1918 (dans 26 gouv.). .	950 communes
1er novembre 1919 (dans 31 gouv.). .	1.596 »
1er septembre 1920 (pour 42 gouv.). .	1.826 »

La superficie des terres dans les communes atteignait:

1er novembre 1918 (26 gouv.)	72.329 déciatines
1er novembre 1919 (31 gouv.)	97.345 »
1er septembre 1920 (28 gouv.)	140.786 »

L'accroissement rapide de la superficie générale des terres des communes s'explique par le développement de ces communes en Sibérie où elles sont plus étendues.

---

[1]) Kiy, *La commune rurale.* Pétrograd 1918.
[2]) Mechtcheriakov, *Des communes rurales.* Moscou 1918.

Nombre d'âmes dans les communes :

1er mars 1919 (30 gouv.)	85.619
1er novembre 1919 (30 gouv.)	91.676
1er septembre 1920 (33 gouv.)	76.052

Très répandues sont les artèles; leur nombre était :

1er mars 1919 (pour 19 gouv.)	422
1er novembre (30 gouv.)	3.401
1er septembre 1920 (43 gouv.)	7.510

La superficie des terres dans les artèles atteignait :

1er mars 1918 (pour 19 gouv.)	38.459,7	déc.
1er novembre 1919 (pour 30 gouv.) . . .	78.902	»
1er septembre 1920 (28 gouv.)	604.920	»

Nombre d'âmes dans les artèles :

1er mai 1919 (31 gouv.)	97.920
1er novembre 1919 (31 gouv.)	173.353
1er septembre 1920 (33 gouv.)	459.629

Les chiffres généraux de l'exploitation en commun des terres au 1er septembre 1920 s'exprimaient ainsi :

Chiffre total des collectivités	10.575
Nombre d'âmes	705.368
Superficie en déciatines	1.122.190

Sans doute, beaucoup de communes différaient du tableau idéal qu'en avait tracé l'« Instruction » du 3 août : les unes, créées par des hommes que hantait le vieux rêve de Cabet, — utopistes généreux, mais inexpérimentés, — échouèrent lamentablement, rééditant en pleine République socialiste la tragique épopée des républiques icariennes du Far West et de l'Illinois. D'autres dégénérèrent en entreprises capitalistes, s'adonnant à la spéculation en grand et à l'exploitation des petits paysans des alentours. En bien des cas, les anciens propriétaires, restés dans leurs domaines, réussirent à conserver la direction de leur ancienne propriété en lui attachant le masque de la commune.

Malgré tout, si l'on songe aux difficultés que devait rencontrer la création de ces communes agraires chez un peuple que le long esclavage du passé avait maintenu dans l'ignorance, l'aveuglement, l'égoïsme et la paresse, on ne peut qu'admirer cet esprit de sacrifice et d'idéalisme qui a présidé à leur création et à leur développement.

Les associations volontaires de travailleurs se proposant de cultiver la terre en commun sont une seconde forme de culture collective.

Enfin, au dernier stade de l'exploitation collective, se trouve la culture communale dans le sens défini par la loi du 19 février 1919: « Dans ce cas la terre est cultivée par toute la population paysanne de la localité, ou bien par certains groupes de membres de cette population, qui mettent en commun leur travail, leurs ressources et leurs instruments lors du labour, des semailles, de la récolte, etc. ».

De cette façon l'évolution naturelle devrait être la suivante: 1° la culture communale, où l'association des cultivateurs individuels apparaît comme relativement instable; 2° les artèles, où toute l'exploitation se fait en commun; 3° la commune, où non seulement la production, mais encore la consommation, sont collectives. Il semblerait qu'on dût s'attendre à un développement plus grand de la culture communale et à un développement moins grand des communes. Il n'en est pas ainsi.

La dimension des terres cultivées par telle ou telle forme d'association est exprimée par le tableau suivant qui concerne le mois de novembre 1920:

	Nombre	Hectares	Bouches
Communes	1.774	142.175	83.061
Artèles	7.348	388.100	481.866
Cultures communales	927	53.676	48.043
	10.049	583.951	612.970

Au 1er février 1921, on comptait:

Communes	2.153
Artèles.	10.925
Cultures communales	1.473

Ainsi nous voyons que les artèles sont les plus développées, puis viennent les communes et enfin seulement les cultures communales.

Le tableau qui suit nous donne des renseignements concernant en 1920 les communes et les artèles selon les régions entre lesquelles le Commissariat de l'Agriculture a réparti les provinces de Russie [1]):

Régions	Nombre		Hectares de labour par association		Hectares de labour par bouche		Nombre moyen de bouches par association	
	Communes	Artèles	Communes	Artèles	Communes	Artèles	Communes	Artèles
1	83	590	139,8	43,1	3,1	1,2	46,3	33,7
2	370	1.996	85,4	44,4	1,9	0,5	44,1	76,9
3	485	763	55,8	63,9	1,1	1,4	47,3	44,3
4	106	1.059	133,2	32,3	2,9	0,3	47,4	88,2
5	258	778	65,1	74,1	1,1	1,1	66,5	83,9
6	34	668	129,5	53,6	1,9	0.8	69,1	56,4
7	172	232	—	88,6	—	1,2	46,8	57,5
8	149	269	81,7	102,2	2,1	2,2	38,1	45,4
9	112	614	199,1	35,1	1,8	0,7	48,0	47,3

Terres sur lesquelles elles se sont constituées:

Régions	COMMUNES				ARTÈLES			
	Terres paysannes	Domaines privés	Domaines d'Eglises	Terres de la Couronne	Terres paysannes	Domaines privés	Domaines d'Eglises	Terres de la Couronne
1	3	95	—	2	95	—	5	—
2	4	88	13	—	29	45	26	—
3	1	99	—	—	—	100	—	—
4	32	51	1	16	53	42	5	—
5	45	29	2	14	44	48	—	8
6	38	50	—	12	5	—	—	95
7	pas de statistique							
8	19	61	14	5	25	52	3	20
9	4	23	73	—	24	54	15	7

[1]) Ces 9 régions sont les suivantes: 1. Pétrograd, 2. Moscou, 3. Provinces du Sud-Ouest, 4. Orel-Koursk, 5. Provinces du Moyen-Volga, 6. Bas-Volga, 7. Oural, 8. Kostroma-Perm, 9. Provinces du Nord.

Si nous considérons maintenant l'importance relative des communes et des artèles, nous voyons que dans l'ensemble les communes sont sensiblement plus étendues: tandis qu'une commune occupe en moyenne 74 hectares, une artèle en occupe seulement 52. Les unes et les autres sont donc de petites exploitations.

Ces chiffres varient sensiblement selon les régions, mais nulle part il n'existe d'artèle ou de commune de grande étendue:

Etendue	Communes	Artèles	Cultures communales
	%	%	%
0 à 9 hectares . . .	0,8	3,4	2,5
10 à 24 » . . .	3,5	5,7	14,4
25 à 49 » . . .	13,0	18,9	30,1
50 à 99 » . . .	30,0	36,6	40,0
100 à 149 » . . .	18,7	17,2	13,0
150 à 199 » . . .	9,6	8,2	—
Plus de 200 hect. . . .	24,4	10,0	—
Total . .	100 %	100 %	100 %

Ainsi la plus grande partie des associations de culture en commun appartient à la catégorie des petites exploitations. Elles dépassent de peu l'étendue moyenne de la grande exploitation paysanne.

Une différence essentielle se remarque entre les communes et les artèles. Les premières se sont constituées presque exclusivement sur les terres des grands propriétaires privés, des monastères ou de la couronne, tandis que 11% seulement d'entre elles ont vu le jour sur les terres paysannes. Il en est autrement des artèles: ici, plus de 30% sont des artèles formées sur les terres paysannes. On peut donc dire, en ce qui concerne les artèles, que les masses paysannes leur sont favorables, mais on ne saurait l'affirmer à propos des communes, constituées pour les neuf dixièmes sur des terres autres que les terres paysannes.

A côté des exploitations collectives (*Kolkhoz*), — communes, artèles et cultures communales, — apparaissent bientôt les exploitations soviétistes, ou *Sovkhoz*.

Le décret du 14 février 1919 sur la culture socialiste de la terre proclamait la nécessité de mesures transitoires pour y parvenir. « Pour organiser l'agriculture sur la base du socialisme et avec application de toutes les conquêtes de la science et de la technique; pour éduquer les masses laborieuses dans l'esprit du socialisme et pour unir le prolétariat et les éléments pauvres de la campagne dans leur lutte contre le capital, il faut une transition entre les formes individuelles de l'agriculture et les formes sociales. — Le meilleur moyen d'atteindre ces fins est fourni par les grandes exploitations soviétistes, les communes, la culture collective et les autres formes de jouissance coopérative de la terre. C'est pourquoi il faut considérer tous les aspects d'exploitation individuelle comme des formes transitoires dégénérescentes. » (Art. 3.)

L'art. 29 indique les buts des exploitations soviétistes. Ce sont: l'augmentation de la quantité de produits, obtenue par le relèvement de la production agricole et par l'extension de la superficie des terres cultivées, la création de conditions indispensables pour le passage définitif à la culture communiste de la terre; la création et le développement de centres de culture à la campagne.

Bogdanoff, président du Conseil de l'Economie nationale, a divisé en principe les exploitations soviétistes en trois catégories: celles qui produisent un surplus, celles qui se suffisent à elles-mêmes, celles qui consomment, c'est-à-dire qui ont besoin de l'aide du gouvernement.

Les propriétés soviétistes présentant une importance directe pour l'Etat ressortissent au Commissariat de l'Agriculture. En outre, toute une série de propriétés soviétistes sont attribuées à des unions de prolétaires industriels à l'effet de satisfaire à leurs besoins alimentaires.

Suivant les données de la fin de juillet 1920, le chiffre total des propriétés soviétistes organisées dans 40 gouvernements de la Russie d'Europe était égal à 3.076, sans compter celles qui étaient rattachées aux raffineries de sucre, celles d'Ukraine, de la région du Don, de la Sibérie et du Caucase.

Il y avait (dans 27 gouvernements) 1.020 propriétés soviétistes exploitées par des unions prolétariennes.

La superficie totale des *Sovkhoz* atteignait 2.238.567 déciatines.

Au 1er novembre 1920, le nombre total des *Sovkhoz* pour l'Ukraine, au sujet de laquelle les renseignements sont assez complets, se montait à 560. Ils couvraient une superficie de 253.795 déciatines [1]).

Gouvernements	Nombre d'exploitations soviétistes	Superficie en déciatines
Kharkov	70	19.472
Poltava	54	7.266
Podolsk	5	390
Volynsk	6	1.727
Krementchoug . .	25	6.626
Kieff	16	3.142
Tchernigov . . .	30	6.406
Ekaterinoslav . .	83	14.189
Alexandrovsk . .	49	1.659
Donetz	62	64.291
Odessa	74	64.940
Nicolaevsk . . .	86	63.687
	560	253.795

Ces exploitations soviétistes emploient des ouvriers et possèdent du bétail dans les proportions suivantes [2]):

Gouvernements	Ouvriers	Chevaux	Vaches	Bœufs
Kharkov	7.347	323	220	466
Poltava	4.334	382	516	745
Podolsk	123	80	9	83
Volynsk	169	26	10	48
Krementchoug . .	4.010	pas de statistique		
Kieff	178	58	14	158
Tchernigov . . .	1.569	125	26	253
Ekaterinoslav . .	4.755	760	10	750
Alexandrovsk . .	—	pas de statistique		
Donetz	3.624	363	88	541
Odessa	2.060	100	36	273
Nikolaevsk . . .	4.278	206	279	541
	32.447	2.324	1.300	3.358

[1]) Ekonomitcheskaia Jizn, 14. 4. 21.
[2]) Ekonomitcheskaia Jizn, 14. 4. 21.

On trouve donc pour 245.407 déciatines (abstraction faite pour les gouvernements de Krementchoug et d'Alexandrovsk) 2324 chevaux et 3.358 bœufs, soit 1 cheval pour 106 déciatines et 1 bœuf pour 73 déciatines. Pour 32.447 ouvriers il y a 1.300 vaches, soit 1 vache pour 26 ouvriers. Le chiffre du bétail est tout à fait insuffisant pour que ces exploitations prospèrent. Non seulement elles ne peuvent pas nourrir la ville et remplir les buts qui leur furent assignés, mais elles doivent encore avoir recours à l'aide du gouvernement.

Dans le gouvernement de Saratov, les exploitations soviétistes recouvraient en 1920 12.000 déciatines [1]). Elles produisaient 333.708 pouds de blé, et employaient 6.421 ouvriers, 847 employés et 10.698 membres de leurs familles. La consommation de ces *Sovkhoz* montait à 580.000 pouds de différents produits, elle dépassait donc la production. Dans le gouvernement d'Orloff [2]), en décembre 1920, 132 Sovkhoz couvraient une superficie de 30.000 déciatines. Par suite du manque de force ouvrière, un tiers des terres est travaillé par des paysans dont le travail est payé en nature. La crise du cheptel, le manque et la détérioration des instruments empêchent les *Sovkhoz* de ravitailler les villes et de servir de centres à une agriculture intensive. Malgré cela, leur productivité est beaucoup plus forte que celle des exploitations paysannes [3]) :

Céréales	Par déciatine, en pouds	
	Exploitations soviétistes	Exploitations paysannes
Seigle	33	19
Blé	19	11
Avoine	26	15
Pommes de terre . . .	211	130

La répartition des cultures dans les exploitations soviétistes varie beaucoup. Dans le gouvernement de Tchernigov, sur 5.339 déciatines, il y a 1.787 déciatines de terres arables, 2.921 déciа-

[1]) Ekonomitcheskaia Jizn, 3. 3. 21.
[2]) Ekonomitcheskaia Jizn, 22. 12. 20.
[3]) Ekonomitcheskaia Jizn, 3. 3. 21.

tines en potagers et en jardins, 631 déciatines en pâturages [1]). La commune de Pétrograd possède des *Sovkhoz* dans 30 gouvernements de Russie: leur nombre atteint 71, leur superficie 70.000 déciatines [2]). Les plus grands *Sovkhoz* de la commune de Pétrograd se trouvent dans la région de Semipalatinsk (14.000 déciatines), du Don (12.000 déciatines) et de la région de l'Altaï (4.000 déciatines).

En dehors des difficultés économiques qui rendent si pénible leurs existence, les *Sovkhoz* souffrent souvent de l'incurie et de la négligence du personnel, du manque de dévouement, de malversations, de vol du matériel [3]).

Les conditions générales dans lesquelles se trouvait placée la Russie des Soviets ont empêché les exploitations collectives de répondre à leur destination et de remplir leur rôle dans le relèvement de l'agriculture et dans le ravitaillement de la population. Ilots perdus dans la mer des propriétés paysannes, elles ne pouvaient introduire le communisme dans l'économie rurale. « Vouloir transformer l'agriculture en fortifiant successivement les exploitations soviétistes et les associations volontaires adhérentes, c'est s'engager dans une voie utopique. Le socialisme sera réalisé non pas en propageant des « fabriques coopératives », oasis dans le désert bourgeois, mais en transformant simultanément toute l'économie nationale et toute l'économie individuelle » [4]).

Le tableau que nous offre la Russie de la Révolution en ce qui concerne la propriété foncière est particulièrement intéressant. Toute la terre, indépendamment des mains dans lesquelles elle se trouve, est considérée comme formant un fonds unique de l'Etat. Ce fonds présente un mélange varié de terres d'usage collectif et individuel. Il demande un travail formidable d'arpentage et de répartition. Les propriétés soviétistes, noyées dans la masse des petites propriétés paysannes, n'ont pu jouer les buts que leur avaient assignés leurs créateurs. Il n'en reste pas moins vrai que, si la grande culture l'emporte sur la petite, ces grandes exploitations collectives gardent leur valeur au point

[1]) Ekonomitcheskaia Jizn, 5. 2. 21.
[2]) Ekonomitcheskaia Jizn, 18. 3. 21.
[3]) Ekonomitcheskaia Jizn, 17. 4. 21. (Article de Tchessounoff.)
[4]) Ossinsky, *Russische Korrespondenz*. 1920.

de vue technique. « Notre tâche, par rapport aux petits paysans », a dit Engels, « consiste à transformer leur production et leur propriété privées en production et en propriété collectives, non par la violence, mais par l'exemple et l'offre d'une aide sociale dans ce but »[1]). Pareilles aux monastères qui gardèrent, dans les ténèbres du moyen âge, leur foi rayonnante et leur règle sévère, asiles de recueillement et d'étude pour les âmes tourmentées et inquiètes, les exploitations collectives doivent montrer l'exemple à la propriété paysanne qui se cherche et qui ne trouve pas sa voie [2]).

CHAPITRE V

LA POLITIQUE DES SOVIETS A L'ÉGARD DES PAYSANS 1917—1922

La lutte des classes dans les campagnes et les comités de pauvreté (1918). — Les réquisitions. — Le paysan moyen et le VIIIe Congrès du parti communiste. — Décadence de la production agricole. Les surfaces ensemencées. Le cheptel. Les machines agricoles. — Le soulèvement de Cronstadt. —

---

[1]) Engels, *La question paysanne*, p. 39.

[2]) Stuart Mill a considéré la petite propriété paysanne comme une étape vers l'association: « L'opinion exprimée dans une autre partie de ce travail au sujet des petites propriétés foncières et des paysans propriétaires a fait peut-être croire au lecteur que je compte sur une grande division de la propriété foncière pour exempter les ouvriers, ceux agricoles du moins, de la nécessité d'attendre exclusivement du salaire leurs moyens d'existence. Cependant telle n'est pas mon opinion. Je pense, il est vrai, que cette forme d'économie rurale, critiquée sans raison, est bien préférable quant à l'ensemble de ses effets sur le bonheur des hommes au travail salarié.... Mais le but du progrès n'est pas seulement de mettre des être humains dans une situation où ils puissent se passer les uns des autres, mais de leur permettre de travailler ensemble dans des rapports qui ne soient pas des rapports de dépendance ». (Œuvres, II, p. 310—311, liv. IV, ch. VII, § 4.)

Proudhon a vu aussi les possibilités de développement qu'offre la propriété paysanne. Voir à ce sujet la thèse de Berthod: *Proudhon et la propriété. Un socialisme pour les paysans*. Paris 1910.

Concessions à la paysannerie (mars-avril 1921). — L'impôt en nature. — La nouvelle politique économique. — Le discours de Lénine au IXe Congrès panrusse des Soviets (décembre 1921). — Les nouvelles mesures agraires. — La famine de 1921. — La « surproduction » de 1922. — La Révolution russe et la propriété foncière. — Les perspectives de l'avenir.

Lorsque les bolcheviks conquirent le pouvoir en octobre 1917, ils étaient soutenus par la paysannerie tout entière. La guerre des classes n'avait pas encore gagné la campagne. Ce n'est qu'au cours de l'été 1918 que commença la lutte des paysans pauvres contre la bourgeoisie rurale et les *koulaks.* La sélection des éléments prolétariens et demi-prolétariens des campagnes, leur fusion avec le prolétariat urbain devaient permettre d'organiser la « pauvreté paysanne » et de l'allier au prolétariat des villes. Le décret du 20 mai 1918 établit des « comités de pauvreté » [1]). Ces comités réorganisés devinrent les Soviets ruraux, organes du pouvoir prolétarien dans les campagnes.

Les comités de paysans pauvres, *komitety biednoty,* groupent les ménages qui possèdent moins de 3 déciatines, les familles nombreuses qui en possèdent moins de 5, les paysans qui n'ont ni chevaux, ni bétail, ni instruments. Ces comités ont reçu le droit de reprendre aux *koulaks* une partie de leurs animaux et de leurs machines. Des décrets postérieurs ont accru leur importance en leur réservant une part de l'impôt alimentaire qui varie suivant les lieux de 10 à 25 %. Dans cette part, les membres du comité ont le droit de prélever les semences dont ils manquent.

Durant la première année de son existence, alors que les signes monétaires n'étaient pas encore complètement dépréciés, que le commissariat du ravitaillement et les autres organes soviétistes disposaient encore de grands stocks de produits manufacturés et d'autres marchandises saisies dans les usines, magasins et

---

[1]) Bakounine avait déjà prescrit cette forme de la lutte de classe à ses Corps-francs: « La municipalité légale doit être remplacée par un Comité révolutionnaire formé d'un petit nombre de paysans les plus énergiques et les plus sincèrement convertis à la révolution ».

dépôts, le pouvoir des Soviets procédait par voie d'achats et de trocs.

Le troc dans les villages avait lieu dans des conditions extrêmement désavantageuses pour le pouvoir soviétiste. C'est ainsi que, d'après les données de Larine, les services du ravitaillement ont fourni en 1918-1919 aux paysans pour 9 milliards de roubles de produits. Dans des conditions normales d'échange, cette quantité de marchandises aurait dû mettre l'Etat en possession de 216 millions de pouds de céréales, tandis que les pouvoirs soviétistes n'en ont obtenu, en réalité, qu'à peine 107 millions de pouds.

Au fur et à mesure de la dépréciation des signes monétaires et de l'épuisement des stocks, le troc et l'achat donnaient des résultats de plus en plus insignifiants. Comme la ville ne lui fournissait en échange de ses produits que de l'argent déprécié, le paysan garda bientôt pour lui les fruits de son travail. Les villes, devant l'abstention des campagnes, connurent la famine et les Soviets durent recourir aux expéditions militaires, aux réquisitions forcées dans les villages (*prodrazviorstka*).

Dans la question de la répartition du revenu national, il n'y a pas harmonie d'intérêts entre les paysans et les ouvriers. Le paysan lutte contre le monopole du blé et pour l'élévation des prix du pain, contre l'élévation du prix des produits manufacturés et contre les impôts. L'ouvrier lutte pour l'élévation des salaires et pour de plus courtes journées de travail.

Tant qu'il est possible de faire du commerce avec le pain et de spéculer sur la famine, le paysan reste mi-ouvrier, mi-spéculateur. Comme spéculateur, il est irréductiblement opposé aux conceptions agraires du gouvernement des Soviets; mais comme ouvrier, il est son ami. Plus le paysan est riche, et plus il est spéculateur. De ce fait va découler toute la politique agraire du Gouvernement des Soviets.

Engels avait déjà défini la tactique du prolétariat: « Nous nous mettrons résolument du côté du petit paysan, nous ferons tout notre possible pour qu'il puisse mieux vivre, nous lui faciliterons le passage au collectivisme, pour le cas où il s'y déciderait; s'il n'arrive pas à prendre cette résolution, nous tâcherons de lui laisser le plus long délai pour qu'il puisse y réfléchir sur son lopin. Nous agirons ainsi parce que nous estimons possible

le passage dans notre camp du paysan moyen, travailleur indépendant, mais aussi par suite de nos intérêts de parti. La transformation sociale s'accomplira d'autant plus vite et plus facilement que le nombre de paysans que nous empêcherons de tomber dans le prolétariat et que nous attirerons dans notre camp encore à l'état de paysans sera plus élevé »[1]).

Nous avons vu que les communes créées devaient prouver à la masse, par la supériorité de leurs moyens techniques, les avantages matériels du travail collectif. Or, dans l'état où se trouvait l'industrie, les moyens techniques manquaient à l'agriculture. Les paysans pauvres, pour le labourage des champs en commun, se formaient en artèles. L'un apportait sa charrue, et l'autre son cheval, chacun fournissant ce qu'il possédait.

La Révolution, en accroissant considérablement le nombre des petites et des moyennes exploitations avait amené un nivellement de la propriété paysanne.

Sur cent exploitations il y avait [2]) :

	1917	**1919**	Différences
Petites propriétés . . .	60,1 %	49,4 %	— 10,7 %
Moyennes propriétés . .	29,6 %	46,5 %	+ 16,9 %
Au-dessus des moyennes	9,4 %	4,0 %	— 5,4 %
Grandes propriétés . . .	0,9 %	0,1 %	— 0,8 %

Les intérêts de cette classe montante de paysans moyens ne s'accordaient pas avec la politique communiste des Soviets. Il fallut composer avec elle.

« D'après les renseignements qui nous viennent de la province », avait déjà dit Lénine dans une circulaire du 11 août 1918, « il apparaît que l'organisation des paysans pauvres lèse très souvent les intérêts des paysans d'une aisance moyenne. Le mot d'ordre de l'organisation des paysans pauvres est souvent mal interprété dans ce sens qu'on oppose les pauvres à tout le reste de la population paysanne, — tant aux *koulaks* avérés, aux richards, qu'aux nombreux éléments moyens qui, hier encore, souffraient de la faim et qui n'ont respiré librement

---

[1]) Engels, *La question paysanne*, p. 41—42.
[2]) Ekonomitcheskaia Jizn, 7. 11. 20.

que sous le pouvoir soviétiste. Le pouvoir des Soviets n'a jamais fait la guerre aux paysans moyens. »

Ce fut au printemps 1919 que Lénine inaugura une politique de soutien des exploitations paysannes moyennes, tendant à consolider et à développer la propriété foncière paysanne. Dans son discours prononcé au VIII[e] Congrès du parti communiste russe, Lénine dit:

« Il ne s'agit plus de briser la résistance d'exploiteurs avérés, de les vaincre et de les renverser. C'était là le problème principal, mais à mesure que nous l'avons résolu, d'autres problèmes plus compliqués sont venus se poser. Ici, la violence ne servirait à rien. La violence envers la classe paysanne moyenne serait le plus grand mal que l'on puisse causer. Une classe qui comprend tant de millions d'individus doit être ménagée. Même en Europe, où nulle part elle n'est aussi puissante qu'en Russie, où la technique, la civilisation, la population des villes, les chemins de fer sont incomparablement plus développés que chez nous et où il serait bien plus facile d'y songer, personne parmi les socialistes les plus révolutionnaires n'a jamais préconisé des mesures de violence envers la classe paysanne moyenne.

Quand nous avons pris le pouvoir, nous étions appuyés par la classe paysanne tout entière. Alors, tous les paysans n'avaient qu'une tâche: la lutte contre les grands propriétaires. Mais jusqu'ici, les paysans ont gardé de la méfiance contre la grande culture. Ils pensent: « S'il y a la grosse propriété, je ne demeurerai qu'un simple journalier ». C'est une erreur évidemment. Mais rien qu'à l'idée de la grande culture, le paysan se rappelle comment les gros propriétaires le tenaient sous le joug, et il sent toute sa haine se rallumer. Il faut tenir bien compte de cette mentalité.

Nous devons nous pénétrer de cette vérité que, par les méthodes violentes, nous n'aboutirons à rien.

Le problème économique se pose tout autrement. Ici, le faîte qui peut être détaché, avec conservation de toutes les fondations et de tout le bâtiment, fait défaut. Le faîte constitué en ville par les capitalistes n'existe pas dans les campagnes. Ici, agir par la violence, c'est tuer la cause. Ce qu'il faut pour la campagne, c'est un processus de lente éducation. Le paysan de

chez nous, comme le paysan du monde entier, est pratique et réaliste; c'est par des exemples concrets que nous lui prouverons que la « commune » est la meilleure des solutions. Comment voulez-vous qu'on arrive à quelque chose de bon quand débarquent dans un village des faiseurs d'embarras venus de la ville, qui pérorent à tort et à travers, organisent quelques disputes intellectuels et aussi de non-intellectuels et, après avoir craché par terre, s'en vont pour ne pas revenir, ainsi que cela arrive? Au lieu de commander le respect, ils tombent dans le ridicule et à juste titre.

Sur cette question, nous devons dire que nous encourageons les communes, mais ces communes doivent être constituées de manière à conquérir la confiance du paysan. Jusque là, nous ne sommes pas les maîtres des paysans, mais leurs élèves. Que des gens complètement ignorants de l'agriculture et de la vie de la campagne, qui ont débarqué un beau jour au village tout simplement parce qu'ils ont entendu parler de l'utilité de l'agriculture en commun, parce qu'ils étaient fatigués de la ville et désireux de travailler à la campagne, estiment en savoir sur toute chose plus long que les paysans, rien ne paurait être plus bête. En effet, il n'est rien de plus bête que l'idée même d'employer la violence à l'égard de la classe paysanne moyenne dans le domaine de l'exploitation agricole.

Notre tâche consiste non pas à exproprier le paysan moyen, mais à tenir compte des conditions spéciales de la vie de la campagne; c'est au paysan de nous apprendre les moyens d'arriver à un régime meilleur, et ce n'est pas à nous de commander! Voilà la règle que nous nous sommes tracée. »

« ... Dans la société communiste, la classe paysanne moyenne ne sera avec nous que si nous lui rendons plus faciles, si nous améliorons les conditions économiques de son existence. Si nous pouvions fournir demain 100.000 tracteurs de première qualité, avec les provisions d'essence voulues, et leur trouver des mécaniciens (et vous savez que c'est du domaine de la fantaisie), le paysan moyen dirait tout de suite: « Je suis pour la commune ».

La loi de la socialisation de la terre avait proclamé le principe du travail individuel comme norme de la propriété fon-

cière. Pour encourager la culture intensive, un décret décida que les cultivateurs qui la pratiqueraient obtiendraient le droit de propriété sur toute la terre dont ils disposaient en fait, même si elle dépassait les normes fixées. Un nouvel agrandissement était prévu pour les cultivateurs qui pourraient à l'avenir améliorer leur production.

Afin que le laboureur ait la certitude de garder pour lui son lopin de terre, un décret promulgué le 30 avril 1920 interdisait toute répartition nouvelle durant une période de douze ans.

Les paysans sont intéressés au trafic, ils sont pour le commerce libre, contre l'économie par la contrainte. Quand les bolcheviks sont devenus le parti qui ne donnait rien, mais qui exigeait tout des paysans et qui leur enlevait leur blé, ils ont vu se dresser contre eux les paysans. Chasser les propriétaires avait été facile.

« Mais supprimer les classes est infiniment plus malaisé; la distinction subsiste toujours entre les ouvriers et les paysans. Le paysan, dès qu'il est installé sur un lopin de terre et qu'il s'approprie le blé qui n'est indispensable ni à lui ni à son bétail, tandis que les autres, manquent de pain, ce paysan-là est déjà un exploiteur. Plus il retient de ce blé pour son usage personnel, et plus il y gagne; que lui importe si les autres ont faim? « Plus ils auront faim, et plus je vendrai mon blé » [1]).

Chaque révolution est un processus de réorganisation des conditions sociales. Dans les révolutions de la bourgeoisie, ce processus n'est ni aussi profond, ni aussi vaste que dans la révolution prolétarienne. La propriété féodale était déjà une propriété privée, et cette propriété privée n'avait besoin que d'être libérée et affranchie pour se développer. Il s'agissait de transporter le mécanisme politique d'entre les mains d'un groupe de propriétaires entre celles d'un autre groupe. Une réorganisation profonde était nécessaire, accompagnée d'une chute de la production. C'est ce qu'on a vu se produire pendant la grande Révolution française. Il en fut de même pendant la guerre civile américaine qui retarda de dix ans au moins le

---

[1]) Lénine, *Discours prononcé au 3e Congrès panrusse de la Jeunesse Communiste* (1921).

développement économique du pays. Dans la révolution prolétarienne, le même phénomène se reproduit sur une échelle beaucoup plus vaste.

En effet, il ne s'agit pas seulement de mettre en pièces le vieux mécanisme de l'Etat et d'en construire un nouveau, mais de réorganiser tout le système de la production.

La ruine de l'agriculture, dans cette période de transition, est frappante. Le cultivateur travaille peu, produit peu, ne se souciant pas de vendre ou de voir réquisitionner ses excédents. Souvent, il manque de semences, ses réserves sont épuisées. Ailleurs, — et partout, — c'est la guerre civile qui a ravagé les terres, brûlé les moissons, saccagé et vidé les granges; c'est Koltchak descendu de Sibérie jusque sur le Volga et fuyant du Volga à travers l'Oural et la Sibérie; ce sont les brigands qui vivent dans les forêts, Makhno, Antonov, pilleurs de convois et de villages; c'est Kalédine Petlioura, Dénikine, « l'armée des volontaires », dévastant la zone fertile du tchernoziom et, sinistres faucheurs, jonchant les blés d'Ukraine d'hommes et de chevaux moissonnés. Quel travail utile peut fournir le paysan affolé et tremblant lorsque s'allume à l'horizon la pourpre des incendies, que les soudards aiguisent leurs couteaux, que les bandes affamées des brigands rôdent, comme des loups, aux alentours? Quel travail peut-il fournir, dans ces champs bouleversés par les combats, meurtris, défigurés, labourés par les tranchées pour l'œuvre de mort, sur ce sol mutilé et abreuvé de haines dont la beauté secrète a besoin pour s'épanouir des soins attentifs, de la longue tendresse, de l'effort glorieux des laboureurs? La terre est faite non pour la guerre et ses douleurs, mais pour la joie; elle fleurit à la douce chaleur de l'amour, elle ne se donne qu'à ceux qui la comprennent et qui l'aiment.....

L'aire de l'ensemencement a subi une très forte diminution:

	Superficie des terres ensemencées en milliers de déciatines	Blé et Seigle	Orge et Avoine	Lin
Pour 13 gouv. 1917	12.353	6.659	3.866	325
» » » 1920	8.975	5.323	2.354	183
Diminution:	27,3 %	20 %	39 %	44 %

D'après la statistique du professeur Kondratieff, nous trouvons[1]):

		Seigle et Blé	Orge et Avoine	Total
Rayon Central	1916 .	5.164.000	déc. 3.025.000	8.189.000
» »	1921 .	3.483.000	1.650.000	5.133.000
Moyen Volga	1916 .	5.800.000	2.315.000	8.115.000
» »	1921 .	4.096.000	1.337.000	5.433.000
Bas Volga	1916 .	5.412.000	1.097.000	6.509.000
» »	1921 .	3.794.000	663.000	4.457.000
Ukraine	1916 .	2.962.000	1.407.000	4.369.000
»	1921 .	1.947.000	758.000	2.705.000

Le professeur Kondratieff trouve pour toute la superficie qu'il a étudiée la diminution suivante:

	Superficie en milliers de déciatines		Diminution en %		
	1916	1921	1916-1921	1916-1920	1920-1921
Blé et Seigle	31.020	21.510	30.6	19,6	11
Avoine et Orge	16.560	9.599	42	24.5	17.5
	47.580	31.109	34.6	21.2	13.4

La superficie des terres où l'on cultivait des plantes industrielles (lin, chanvre, sucre) a diminué par rapport à la période de l'avant-guerre dans une proportion de 19 % (lin) à 71 % (sucre).

Les réserves de l'Etat ne suffisent plus pour la satisfaction des besoins. En 1920, il y eut, pour les semences de pommes de terres tirées des réserves de l'Etat[2]):

Nombre de pouds demandés	Nombre de pouds reçus par les sections agraires des gouvernements
38.677.000 pouds	6.793.000 pouds

Le décret du VIIIe Congrès des Soviets (décembre 1920) a été la dernière et la plus extrême manifestation de la politique communiste dans ses rapports avec les paysans. Ce décret sur

[1]) Ek. Jizn, 27. 4. 21.
[2]) Ek. Jizn, 21. 1. 21.

les « Mesures en vue de consolider et de développer l'agriculture paysanne » avait pour objet l'organisation de l'ensemencement en Russie suivant un plan général officiel. Pour résoudre ce problème, le décret, entre autres dispositions, donnait le droit à l'administration d'enlever aux paysans leurs semences en vue de la constitution d'une réserve d'Etat. L'Etat devait puiser dans cette réserve et répartir les semences entre les domaines agricoles, conformément au plan général d'ensemencement. Ces réquisitions de semences, ainsi que la levée forcée de l'impôt, — qui ne donnait en général qu'environ la moitié des quantités prévues —, déterminèrent dans les masses rurales des réactions violentes qui se traduisirent en plusieurs endroits par des luttes à main armée.

La diminution du cheptel est également importante. D'après les renseignements que donne le « Tableau de l'Economie Nationale dans la Russie des Soviets pour 1920 » [1]), la quantité des bêtes de labour ou de trait a diminué, en moyenne, en Russie, de 30 %, et de beaucoup plus dans certaines parties du pays. La diminution d'autres espèces que les animaux de labour et de trait a aussi son importance; la diminution du fumier réagit fâcheusement sur le rendement de la terre. Pour le bétail, nous avons la statistique suivante [2]) :

	Vaches		Brebis	Porcs
	Dans 22 gouv. d'Europe	Dans 3 gouv. de Sibérie	Dans 19 gouv. d'Europe	Dans 22 gouv. d'Europe
1916	6.072.000	1.337.000	9.393.000	4.205.000
1920	5.957.000	1.197.000	6.666.000	2.525.000
Différence	115.000	140.000	2.727.000	1.677,000
	1,9 %	10,5 %	29,3 %	40 %

Pour la Russie sans l'Ukraine et le Turkestan, Drozdoff trouve :

	Vaches		Brebis		Porcs	
1916	17.000.000	100 %	28.700.000	100 %	13.000.000	100 %
1920	16.500.000	97 %	20.400.000	71 %	7.800.000	60 %
1921	13.500.000	79,5 %	18.200.000	68,5 %	6.500.000	50 %

[1]) Supplément de l'Ekonomitcheskaia Jizn, N° 152.
[2]) Drozdoff, Ek. Jizn, 26. 4. 21.

La fabrication des machines agricoles a aussi baissé [1]).

	En pièces		
Machines	1913	1919	1920
Charrues	667.000	157.000	91.922
Herses	127.000	11.451	6.800
Faneuses	111.000	11.980	5.472
Batteuses	110.000	1.246	1.668
Faux	80.000	98.689	809.866
Serpes	1.300.000	684.420	282.360

D'après le « Tableau de l'Economie Nationale » [2]), la production des machines agricoles et des instruments de travail a atteint, dans la Russie de 1920, de 1½ à 13 % de la production d'avant guerre. On y voit aussi qu'au cours de trois années, 1918, 1919 et 1920, la population a reçu 292.000 charrues, alors qu'en temps normal, la demande de l'agriculture russe était d'environ 1 million et demi de charrues par an.

L'arrêt complet des importations étrangères par suite du blocus a rendu plus tragique encore la situation créée par l'usure du matériel agricole et par sa destruction au cours des expropriations chez les propriétaires et de la guerre étrangère et civile.

Le manque d'instruments de travail à son tour a rendu la culture collective à la campagne impossible. Il a fallu s'en tenir à l'exploitation moyenne paysanne, de faible productivité.

La question du ravitaillement des villes avait été résolue en 1918 dans le sens des réquisitions forcées. Ce « communisme de guerre » fut, de la part des Soviets, une lourde faute: il leur aliéna une grosse partie de la paysannerie. Ces réquisitions forcées, qui devaient donner, en 1918-1919, 260 millions de pouds, n'en donnèrent que 107 millions: le déficit était de 58,5 %. En 1919-1920, sur 319 millions prévus dans le plan du gouvernement, on obtint 180 millions. Malgré les succès remportés en Sibérie et dans le Kouban, où se trouvaient des réserves de blé, les stocks s'épuisaient; en février 1921 la situation était critique, les rations de pain furent diminuées dans les villes.

---

[1]) Données du Conseil Supérieur d'Economie Rurale.
[2]) Supplément de l'Ek. Jizn, N° 152.

Devant la faillite du système des réquisitions, les nécessités économiques obligèrent à chercher une politique nouvelle.

La mutinerie de Cronstadt en mars 1921 avec pour mot d'ordre: « Vivent les Soviets, à bas les bolcheviks! » ne signifiait qu'un épisode douloureux de la guerre civile. Mais il était symptomatique pour la situation intérieure de la Russie. C'étaient les matelots de Cronstadt que Trotsky, des marches du Palais de Tauride avait, en 1917, salués comme « la beauté et l'orgueil de la Révolution ». C'étaient ces matelots qui, tirant à bord de l'« Aurore », avaient participé au coup d'Etat d'octobre. Cronstadt avait été le cœur ardent de la Révolution, dont les battements précipités avaient annonçé des afflux d'énergie, dont le retentissement signifiait peut-être la mort.

Les matelots de Cronstadt étaient en majorité des fils de paysans, pour la plupart ukrainiens[1]). Or, le paysan en général, et surtout le paysan ukrainien n'a pour le communisme qu'une sympathie très modérée. Les matelots qui au cours de leurs permissions avaient regagné leurs villages en étaient revenus avec les sentiments et les idées des paysans[2]). Il est certain que le

---

[1]) Boukharine, *La nouvelle orientation économique de la Russie des Soviets.*

[2]) « Ce programme, comme on va le voir, c'est mot à mot celui des petits propriétaires paysans:

Dissolution des soviets en exercice. Election, non pas d'une Constituante comme les menchéviks l'ont toujours réclamé, mais de ces mêmes soviets par un scrutin secret, après une période électorale où les libertés de parole et de presse seraient assurées et après amnistie des ouvriers, paysans et soldats condamnés. — Voilà les revendications politiques.

Suppression des réquisitions. Egalisation des salaires en nature, sauf pour les travaux insalubres ou dangereux. Liberté laissée aux paysans de décider selon leur volonté dans toutes les questions relatives à la propriété des terres ou du bétail, pourvu qu'ils ne rétablissent pas le salariat. Liberté de la « fabrication non-industrielle ». — Voilà les revendications économiques.

Quest-ce que cela signifie en définitive?

Cela signifie d'une part: maintien du système soviétique, mais suppression de la « dictature du prolétariat » exercée par le parti communiste.

D'autre part: Suppression des réquisitions d'abord; mais surtout: rétablissement du petit commerce, rétablissement de la petite industrie.

Boukharine ne nous a-t-il pas dit que le programme de la paysannerie se résumait dans cette formule saisissante: « Vivent les soviets, à bas les communistes! » c'est-à-dire à bas les lois qui em-

soulèvement de Cronstadt a eu sa racine psychologique dans l'esprit des petits propriétaires paysans protestant contre la politique de contrainte des Soviets.

Lénine, dans un discours prononcé en mars 1921 au Congrès panrusse des transports, analysa la situation de la paysannerie et préconisa des mesures nouvelles [1]). Trois forces sont en présence, disait-il: capital, prolétariat, petite bourgeoisie.

« La seconde force, c'est ce qu'il y a entre le développement du capital et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie, les petits producteurs, résultant en Russie de l'énorme prépondérance de la population paysanne. D'une façon générale, ce sont les petits patrons et la petite culture. Pour les neuf dixièmes ces éléments sont tels et ne peuvent pas être autres. Dans la lutte aiguë du

---

pèchent le cultivateur, l'artisan, de disposer pleinement du produit de leur travail!

Ce programme de l'immense masse russe que le noyau communiste au pouvoir n'a pas encore conquise à son idéal, des « petits bourgeois » auxquels Lénine donne satisfaction en adoptant la « politique nouvelle », ce sont les insurgés de Cronstadt qui l'ont pour la première fois formulé.

Entre les coups de canon de Cronstadt et les premières réalisations de la politique nouvelle, on pourrait presque établir un rapport de cause à effet.

Ce serait d'ailleurs inexact. Les décrets auraient été pris sans la mutinerie des marins. Ils correspondaient aux nécessités de l'heure et il n'est que juste de reconnaître que Lénine sentait depuis longtemps la nécessité d'une évolution. » A. Morizet, *Chez Lénine et Trotzki*. Paris 1922, p. 80—83.

[1]) Voici les décrets de mars et d'avril 1921, si importants pour le développement de la question agraire:

12 mars. — Le Xe Congrès du Parti Communiste s'ouvre, Lénine annonce la suppression des réquisitions et l'établissement de l'impôt alimentaire.

17 mars. — L'armée rouge entre à Cronstadt.

19 mars. — Lénine annonce la liberté du commerce et l'application immédiate de l'impôt en nature, substitué aux réquisitions.

24 mars. — Un décret garantit aux paysans la jouissance de leurs biens. Ce décret « confirme aux organes agraires locaux l'interdiction d'aliéner par la force, pour en former des domaines soviétistes ou collectifs, des terres se trouvant légalement en possession de la population paysanne ».

29 mars. — Des décrets rétablissent la liberté du commerce du blé, de l'avoine et des pommes de terre. La réouverture des marchés est annoncée.

1er avril. — Décret sur les marchés.

2 avril. — Décret sur les primes en nature, les tarifs, les coopératives.

23 et 24 avril. — Décrets fixant les modalités de l'impôt en nature.

capital et du travail, ils ne prennent point part. Les conditions économiques et politiques, loin de les rapprocher, les désunissent, les séparent l'un de l'autre, les transforment en des millions de petits producteurs isolés. Ces faits vous les connaissez tous. Les communes agricoles, les associations de culture en commun n'y changeront rien avant une longue suite d'années.

Cette force, grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'audace de la dictature du prolétariat, s'est débarrassée avec une rapidité foudroyante de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires dont elle a anéanti la domination. Mais plus cette Révolution s'est vivement accomplie, plus elle s'est mise vivement à organiser sa propre exploitation du sol devenu national, plus catégoriquement elle s'est débarrassée aussi d'une petite minorité de bourgeoisie campagnarde, et plus vite elle s'est changée elle-même en petits patrons. Les campagnes russes se sont nivelées. La proportion des grands cultivateurs et des paysans sans culture a diminué, celle des cultivateurs moyens a augmenté. Nos campagnes sont devenues petites bourgeoises. C'est là une classe indépendante, qui après la suppression et l'expulsion des grands propriétaires et des capitalistes demeure la seule classe capable de s'opposer au prolétariat. Et c'est pourquoi il est absurde d'écrire sur nos placards que le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin.

Vous savez ce qui caractérise cette force au point de vue politique. C'est une force d'oscillation. Nous l'avons vu pendant notre Révolution à tous les bouts du pays, en Russie d'une façon, en Sibérie d'une autre, en Ukraine d'une troisième, mais partout le résultat a été le même: c'est une force d'oscillation. Elle a été longtemps menée par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, grâce à Kerensky, ensuite au moment de Koltchak, à Samara sous l'Assemblée Constituante, puis sous le ministère du menchévik Maevsky. Cette force hésitait entre la direction du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Pourquoi donc cette force qui compose l'énorme majorité ne s'est-elle jamais conduite elle-même?

C'est que les conditions économiques de son existence sont telles qu'elle est impuissante à s'unir et à se grouper elle-même. La chose est claire pour tous ceux qui ne se laissent pas tromper

par de vaines paroles sur le suffrage universel, la Constituante et autres boniments du même genre qui ont servi à berner le peuple pendant des siècles dans tous les pays, et chez nous pendant bien des mois de la part des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, qui d'ailleurs y ont chaque fois fait la culbute. Nous le savons par notre propre expérience, et nous en voyons la confirmation dans toutes les révolutions du monde depuis l'époque moderne, à peu près 150 ans.

Toujours et partout les tentatives de la petite bourgeoisie en général et des paysans en particulier pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur façon la vie économique et politique, ont abouti à un échec. Ou bien la direction du prolétariat, ou bien celle des capitalistes, pas de milieu. Rêver d'un milieu, c'est contredire la politique, l'économie et l'histoire. Toute la doctrine de Marx prouve que, dès lors qu'on a un petit producteur propriétaire du sol et des instruments de production, il s'établit nécessairement un échange d'où résulte le capital, et par suite un antagonisme entre le capital et le travail. La lutte entre le capital et le prolétariat est une fatalité, une loi universelle, qu'on est obligé de voir à moins de se leurrer volontairement.

...Telle est la seconde force.

Chez nous, cette seconde force hésite, elle est particulièrement fatiguée. Elle subit le poids de la Révolution, de plus en plus grand pendant les années écoulées: mauvaises récoltes, exigences de l'Etat, épidémies du bétail, manque de fourrage, etc. Dans cette situation on comprend que la masse paysanne ait cédé au découragement. Elle ne pouvait pas penser améliorer son sort, bien que trois ans se soient passés depuis la suppression des grands propriétaires. Or, une amélioration est cependant indispensable. L'armée démobilisée ne trouve plus le moyen d'utiliser rationnellement ses bras. Et alors cette force petite-bourgeoise se change en un élément anarchique qui énonce ses exigences dans le trouble. »

Dans un autre discours prononcé au Xe Congrès du parti communiste (12 mars 1921) Lénine esquissa les principaux traits de sa politique:

« Qu'est-ce que cette liberté du commerce réclamée par l'élément petit-bourgeois? C'est la preuve que dans les rapports du

prolétariat avec les petits cultivateurs il subsiste des problèmes que nous n'avons pas encore résolus. Je veux parler de l'attitude du prolétariat victorieux à l'égard des petits patrons, au moment où la révolution prolétarienne se développe dans un pays où le prolétariat est une minorité, où la majorité est petite-bourgeoise. Le rôle du prolétariat dans un pareil pays est de diriger ces petits patrons dans le sens du travail collectif pour l'intérêt commun. La chose est certaine en théorie. Nous avons pris pour cela de nombreux décrets, mais nous savons qu'il ne s'agit pas de décrets, mais de réalisation pratique. Or, en pratique le résultat n'est possible que si nous avons une grande industrie extrêmement puissante, pouvant fournir au petit producteur des avantages suffisants pour lui rendre évidents les avantages de cette grande production.

C'est ainsi que la question a toujours été posée dans la théorie par les marxistes et par tous les socialistes qui ont raisonné sur la révolution sociale. Or, nous avons une particularité essentiellement propre à la Russie, c'est la présence non seulement d'une minorité, mais d'une faible minorité de prolétariat et d'une énorme majorité de paysans. De plus les conditions dans lesquelles nous sommes obligés de défendre la Révolution nous ont rendu très difficile la solution du problème. Pratiquement nous ne pouvions pas montrer les avantages de la grande production, puisque cette grande production était détruite, réduite elle-même à végéter misérablement, et que nous ne pouvions la restaurer qu'en imposant de lourds sacrifices à ces mêmes petits cultivateurs. Il nous faut relever l'industrie, et pour cela nous avons besoin de combustible, comme combustible nous ne pouvons guère compter que sur le bois, et par suite nous devons tout demander au paysan et à son cheval. Vu la crise, le manque de fourrage et la destruction du bétail, le paysan doit faire crédit au Pouvoir des Soviets et avoir confiance dans cette grande industrie dont pour le moment il ne reçoit rien. Voilà le fait économique qui crée d'énormes difficultés et qui nous oblige à approfondir davantage les conditions du passage de la guerre à la paix. Nous ne pouvons maintenir notre vie économique pendant la guerre qu'en disant aux paysans: il faut donner à crédit au Gouvernement ouvrier et paysan, afin qu'il puisse sortir

de sa triste situation. Quand nous portons toute notre attention sur la restauration économique, nous devons savoir que nous avons devant nous le petit cultivateur, le petit patron, le petit producteur, qui travailleront pour le marché jusqu'à la pleine victoire de la grande production, victoire qui n'est possible que sur l'ancienne base. Ce sera l'affaire de longues années, de 10 ans au moins, et sans doute de plus, étant donné notre misère. Jusqu'alors pendant de longues années nous devrons avoir affaire aux petits producteurs comme tels et cette réclamation du commerce libre sera inévitable. Partant de là, le Comité Central a pris la décision et a voulu ouvrir la discussion concernant le remplacement des levées alimentaires par un impôt. Aujourd'hui il a mis la question à l'ordre du jour du Congrès, ce que vous avez approuvé par votre vote.

La question de l'impôt ou de la levée a été posée depuis longtemps, depuis la fin de 1918, mais elle n'a pas été appliquée. Elle a été accompagnée pendant quelques mois d'un certain nombre de circulaires qui n'ont jamais été mises en pratique. D'autre part l'enlèvement aux paysans de leur surplus était pour nous une mesure rendue nécessaire par la guerre, mais qui ne répond plus aux conditions de l'état de paix. Le paysan a besoin de savoir ce qui lui sera demandé et ce dont il pourra disposer pour son petit commerce. Toute notre économie nationale, dans son ensemble comme dans ses diverses branches, a été pénétrée des conséquences de la guerre. Nous avons donc dû nous proposer de rassembler une quantité déterminée de denrées alimentaires, sans prendre en considération le reste des besoins économiques. Aujourd'hui que nous ne sommes plus pressés par les exigences militaires, nous commençons à considérer d'un autre œil l'impôt en nature; il ne s'agit plus seulement de pourvoir aux besoins de l'Etat, mais encore de respecter ceux des petites exploitations agricoles. Nous devons faire le maximum dans ce sens... C'est là une chose essentielle. Il faut donner au paysan une certaine liberté de commerce local, changer la levée en un impôt permettant au cultivateur de régler sa production d'après le taux de cet impôt. Nous le savons, dans les circonstances actuelles, c'est là une chose difficilement réalisable. Mais nous devons faire le maximum de concessions les plus favorables aux paysans.

Jusqu'à ce jour nous nous sommes adaptés aux exigences de la guerre. Aujourd'hui nous devons nous adapter à celles de la paix. Voilà le problème qui s'est posé au Comité Central, il est étroitement lié à celui des concessions, c'est l'institution de l'impôt en nature sous le pouvoir du prolétariat. Le Gouvernement prolétarien, au moyen des concessions, peut s'assurer une alliance avec les Etats capitalistes les plus développés et par là renforcer son industrie, sans laquelle nous ne pouvons pas faire de progrès vers le communisme. En même temps, dans cette période de transition, dans un pays où la classe paysanne est dominante, nous devons savoir faire le maximum pour renforcer économiquement la classe paysanne. Il faut lui donner la possibilité de développer librement son exploitation. »

Les impôts en nature consisteront dans la remise à l'Etat de céréales et de vivres. Ces impôts seront perçus selon les capacités des paysans et sans léser leurs intérêts personnels. Une partie seulement de la récolte sera prélevée par l'Etat, le reste sera laissé aux paysans qui auront le droit de vendre leur superflu par la voie du commerce libre.

Le Xe Congrès communiste adopta les décisions suivantes en ce qui concerne les rapports du prolétariat et de la classe paysanne:

« La crise de l'économie rurale, affaiblie par sept ans de guerre, et la conviction établie chez les paysans que tout danger de restauration féodale est à jamais écarté, avaient gâté l'attitude de ces derniers à l'égard de la classe ouvrière. La classe paysanne, ou du moins une partie, estime que le Gouvernement prolétarien lui impose des exigences au-dessus de ses moyens. Le Congrès a dû chercher s'il n'était pas possible de soulager les paysans sans mettre en danger le ravitaillement de la population urbaine. Il a dû rechercher si la politique d'approvisionnement ne devait pas changer ses méthodes, et il en est venu à cette conclusion unanime qu'il y a en effet moyen de satisfaire les paysans tout en sauvegardant l'approvisionnement des villes. Le changement à opérer est de supprimer le système par lequel on réquisitionnait au paysan toute sa récolte, sauf le minimum reconnu nécessaire à sa subsistance, et de le remplacer par un impôt en nature n'enlevant qu'une portion déterminée des produits, en

tenant compte de la famille, du bétail et de la récolte, sauf le minimum reconnu nécessaire à sa subsistance, et de le remplacer par un impôt en nature n'enlevant qu'une portion déterminée des produits, en tenant compte de la famille, du bétail et de la récolte du producteur, qui peut ensuite librement disposer du reste. En prenant cette décision, le Congrès a trouvé le véritable moyen de stimuler l'intérêt du paysan à augmenter sa surface ensemencée et l'intensité de son travail. Le cultivateur pourra échanger son surplus contre les produits manufacturés d'un fonds spécial de marchandises constitué par le Commissariat de l'Approvisionnement. Ce fonds d'objets manufacturés sera partie acheté à l'étranger, partie fabriqué par l'industrie nationalisée, qui ne sera plus obligée désormais de travailler pour l'armée et pour la guerre comme elle a dû le faire au cours des trois dernières années.

L'« opportunisme » du Gouvernement Soviétiste est le plus grand des services qu'il puisse rendre au prolétariat européen. Tout ce qui sert à maintenir le pouvoir entre les mains de l'avant-garde de la classe ouvrière russe fournit un avantage direct au prolétariat occidental, qui n'a rien à gagner à ce que le Gouvernement Soviétiste donne dans la chimère d'un socialisme « pur » à réaliser dans la Russie isolée. Inversement, si la Russie doit être un point d'appui solide pour la Révolution universelle, elle a le droit de faire des concessions aussi larges qu'il le faut aux nécessités du moment ».

La réquisition est donc supprimée en Russie pour tout ce qui concerne les produits agricoles. Elle est remplacée par un impôt en nature (décret du 22 avril 1921). Le paysan qui aura acquitté ses redevances pourra disposer à son gré de l'excédent de sa récolte.

Les exploitations agricoles sont réparties en sept groupes: on tient compte de la quantité de terre arable et du nombre de membres que comporte la famille. De même les cultures sont classifiées et réparties en onze catégories, allant, selon le rendement des récoltes, de 25 à 70 pouds: plus la famille possède de terre arable, plus la récolte est riche et plus l'impôt est élevé.

L'impôt est progressif, les exploitations d'un hectare de culture et au-dessous en sont exemptées. Il doit être versé aussitôt après la rentrée de la récolte.

Les impôts sont évalués en seigle ou en froment. On peut, pour s'en acquitter, fournir d'autres céréales ou des légumes secs. Il a été établi un barème de compensation. Ainsi 16 kilogrammes de seigle ou de froment peuvent être remplacés par 14 kilogrammes de sarrasin, 10 kilogrammes de pois, de haricots ou de lentilles, 20 kilogrammes d'orge, d'avoine, de millet ou 24 kilogrammes de maïs.

Ces impôts apportent un grand soulagement au paysan par comparaison avec le système de la réquisition. Tandis que cette dernière exigeait de lui 6.768.000 tonnes de blé, l'impôt ne lui prendra que 3.840.000 tonnes. Il ne lui demandera que 960.000 tonnes de pommes de terre au lieu de 1.792.000 et 192.000 tonnes de graines oléagineuses au lieu de 384.000 [1]).

Le total de l'impôt représentait à peu près la moitié de la quantité de produits nécessaire pour fournir leur ration à tous les individus à nourrir. Pour que chacun reçût 750 grammes de pain par jour, il aurait fallu 400 millions de pouds: or, l'impôt avait été fixé à 240 millions de pouds. Les échanges devaient procurer la différence.

Le principe du prélèvement qui avait joué son rôle dans l'introduction de la jouissance égalitaire du sol, mais qui entravait le développement du rendement agricole, faisait donc place au principe de l'imposition. D'après la décision du Comité Central Exécutif du 25 mars, l'impôt en nature était fixé pour chaque exploitation individuellement, au prorata de la quantité de terre arable, du nombre de bouches à nourrir et de l'importance de la récolte. Mais le gouvernement déterminait à l'avance la quantité générale des produits qu'il se proposait d'obtenir. Le décret du 22 avril fixait la quantité de céréales, de pommes de terre, de graines oléagineuses à prélever. Leur total pour 1921 était moitié moindre que le prélèvement qui avait été projeté en 1920.

---

[1]) Un second décret, promulgué simultanément, remplace la réquisition des œufs par un impôt en nature. Le taux est fixé selon le nombre d'hectares cultivé; il varie suivant les provinces.

Un décret du 24 avril établit l'impôt sur les produits lactés d'après les mêmes principes. Le taux varie dans chaque exploitation, suivant le nombre de vaches possédées. Le beurre fondu est l'unité à laquelle sont ramenés les différents produits lactés. — Morizet, *Chez Lénine et Trotzki*, p. 87—88.

Le paysan, devenu propriétaire de sa récolte, est en même temps obligé par la loi « sur l'amélioration de la culture rurale » de se conformer au plan de culture établi par l'Etat. Le paysan acquiert des motifs individuels d'exécuter une tâche sociale réglementée par l'Etat. Le résultat est double: augmentation de la production rurale et participation plus intime du paysan à la vie sociale. La loi sur la réglementation par l'Etat de la culture paysanne semblait le dernier pas avant l'absorption complète par l'Etat des exploitations agricoles individuelles comme des entreprises industrielles. L'abandon du monopole des blés semble au contraire un aveu d'impuissance du régime socialiste. En réalité, ces deux mesures, en apparence opposées, se complètent: elles ont toutes deux pour but d'accroître le rendement du travail individuel [1]).

Par un décret relatif aux coopératives de consommation, celles-ci cessent d'être des organes de répartition sous la dépendance du Commissariat de l'Approvisionnement pour devenir des organes d'échange entre les divers groupes de petits producteurs. La coopérative reçoit de chacun de ses membres sa part en argent ou en nature et lui délivre la quantité de produits qui correspond à ses versements. La coopérative se procure les produits par des achats. Elle a le droit d'organiser des fermes laitières, des associations de production maraîchère, etc.

A la fin de la même année, le 5 décembre 1921, au IXe Congrès panrusse des Soviets, Lénine, dans un grand discours, a analysé la nouvelle politique d'adaptation, ses résultats et ses perspectives:

« La question fondamentale, la question essentielle, ce sont les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie; c'est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, c'est l'aptitude des ouvriers avancés, ayant passé par la longue, la pénible, mais la féconde école de la grande usine, leur aptitude à attirer de leur côté la masse des paysans, écrasés par leur vieille économie si chétive et si misérable, afin de leur prouver que seulement dans l'alliance avec les ouvriers, quelles que soient les difficultés

---

[1]) Pierre Pascal, *La nouvelle politique économique du Gouvernement Soviétique.*

qu'on rencontre sur cette route, — et il y en aura beaucoup, nous ne pouvons les ignorer, — seulement dans cette alliance repose la libération pour la paysannerie du joug séculaire des pomiechtchiks et des capitalistes.

.....Si l'on veut établir de façon régulière les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie, on ne peut imaginer que deux routes: si la grande industrie est florissante, si elle peut assurer aux petits paysans assez de produits, alors la paysannerie est satisfaite..... Or, la Russie n'a que les restes de sa grande industrie. La guerre civile a détruit le Don, la famine de 1921 a accru la misère et les demandes. La tentative d'assurer des produits aux paysans par la grande industrie n'a pas réussi.

Du moment que cette tentative n'a pas réussi, il ne peut y avoir d'autre lien économique entre la paysannerie et les ouvriers, c'est-à-dire entre l'agriculture et l'industrie, que l'échange, que le commerce. Le remplacement de la taxe par l'impôt — voilà le fondement de notre nouvelle politique économique, fondement très simple. S'il n'y a pas de grosse industrie florissante, capable de s'organiser de façon à satisfaire en produits la paysannerie, il n'existe pas d'autre issue pour le développement progressif d'une alliance puissante entre ouvriers et paysans que la voie du commerce et de l'élévation progressive de l'agriculture et de l'industrie au-dessus de leur niveau actuel, sous la direction et le contrôle du gouvernement ouvrier; il n'y a pas d'autre route. La nécessité absolue nous y a conduits. C'est en cela seulement que consiste le fondement et l'essence de notre nouvelle politique économique.

Vainqueurs sur le champ de bataille politique et militaire, nous avons subi toute une série de défaites sur le champ de bataille économique.

Nous apprendrons à vaincre seulement quant nous n'aurons pas peur de reconnaître nos défaites et nos défauts, quand nous saurons regarder en face la vérité, même la plus triste.

Le passage immédiat au socialisme n'est possible que dans la mesure où existe la grande industrie. Et si chez nous, par suite des conditions arriérées sous lesquelles nous sommes entrés dans la Révolution, il n'y a pas le développement industriel indispensable? Nous en irons-nous? Perdrons-nous confiance?

Non. Nous nous mettrons à un travail difficile, mais notre voie est sûre. Sur la route de l'alliance des masses populaires, le travail du paysan, le travail de l'ouvrier seront un travail pour soi, non un travail pour un exploiteur. Un lien économique est nécessaire entre eux, — le commerce. Voilà la raison de notre retraite, voilà pourquoi nous fûmes obligés de venir au capitalisme d'Etat, aux concessions, au commerce. Sans cela, nous sommes menacés du danger de voir l'avant-garde de la Révolution s'enfoncer si loin qu'elle se détachera et se séparera de la masse paysanne. Il n'y aura plus de liaison entre nous et la masse paysanne, et ce sera la perte de la Révolution..... Voilà pourquoi nous sommes unanimes à déclarer que nous appliquerons cette politique sérieusement et pour longtemps, mais aussi, comme on l'a justement observé, pas pour toujours. Elle est déterminée par notre état d'appauvrissement et de ruine, par l'extrême affaiblissement de notre grande industrie.

L'impôt en nature a apporté un soulagement certain au paysan. Le paysan s'est senti plus libre, il s'est intéressé davantage à son économie. Notre plan alimentaire pour l'année qui vient est dressé au plus juste, pour charger le moins possible les paysans qui ont souffert de la famine. Mais l'impôt doit être perçu entièrement, coûte que coûte.....

.....Les problèmes politiques et militaires pouvaient être résolus par l'enthousiasme..... L'enthousiasme, l'assaut, l'héroïsme qui restent et resteront toujours le monument de ce qu'a fait la Révolution et de ce qu'elle pouvait faire ont servi à résoudre ces problèmes. Grâce à tout cela, nous avons obtenu notre victoire politique et militaire et ces qualités sont maintenant nos plus dangereux défauts. Nous regardons en arrière et nous pensons qu'on peut résoudre de la même façon les problèmes économiques. Voilà l'erreur: lorsque la situation a changé et que nous devons résoudre des problèmes différents, on ne peut regarder en arrière et les résoudre d'après les méthodes d'hier. N'essayez pas: vous ne les résoudrez pas!

Apprenez à travailler sur un autre rythme, en calculant vos travaux d'après des décades et non d'après des mois. Agrippez-vous à la masse exténuée et qui ne peut travailler sur un rythme révolutionnaire et héroïque dans son labeur quotidien,

apprenez-le, — sinon ou vous comparera avec raison aux oies de la fable qui se vantaient que leurs ancêtres avaient sauvé le Capitole. Apprenez! C'est un apprentissage très sérieux, par lequel nous devons tous passer et qui ne ressemble pas à des cours professés à l'école ou à la préparation de tel ou tel examen. C'est un problème posé dans les lourdes conditions d'une lutte économique sévère, un problème posé parmi la pauvreté, des fardeaux inouïs, des jours sans pain, la famine et le froid, mais c'est le véritable apprentissage que nous devons faire.

L'histoire nous a imposé cette tâche; terminer la plus grande Révolution politique par un travail économique lent, pénible, difficile, aux longs délais. Les grandes révolutions politiques ont toujours exigé un long délai..... Il faut digérer cette Révolution, la faire entrer dans la vie, sans s'en tirer par une phrase banale sur les défauts du régime soviétique. Si le régime est mauvais, construisons-le à nouveau..... Les défauts de notre appareil, je les connais parfaitement et pour dix que chacun de vous me désignera, j'en citerai cent.

Il faut que toute la masse paysanne nous aide à assimiler la grande conquête politique que nous avons faite. Il faut être réaliste: cette conquête n'est pas encore entrée dans le sang et la chair de la vie économique quotidienne, dans les conditions d'existence des masses. Il faut pour cela des dizaines d'années et d'immenses efforts. »

Le rendement de l'impôt en nature avait été primitivement fixé pour l'ensemble du territoire de la Russie à 240 millions de pouds, ce qui équivalait au rendement effectif des réquisitions pour l'année 1920. Les faits démontrèrent que ce montant de 240 millions de pouds ne pouvait pas être perçu et ce chiffre fut abaissé à 180 millions de pouds. Cependant, d'après le rapport de Svidersky, 75 millions de pouds seulement avaient été recueillis à la date du 1[er] décembre 1921.

Au cours de ce même discours au IX[e] Congrès des Soviets, Lénine a tracé le tableau suivant des résultats de la perception de l'impôt en nature pour l'exercice 1921—1922:

« Dans son ensemble, le résultat de la perception de l'impôt en nature, pendant l'exercice en question, a été tel que nous

devons dire: Nous avons à tendre tous nos efforts pour ne pas sombrer. Voici, très succinctement, le bilan que je peux vous communiquer, d'après les derniers renseignements fournis par le Commissaire du Peuple au Ravitaillement. Il nous est indispensable d'avoir, au strict minimum, 230 millions de pouds, y compris 12 millions de pouds pour les victimes de la famine, 37 millions pour l'ensemencement et 15 millions pour fonds de réserve. Or, nous pouvons percevoir 103 millions de l'impôt en nature, 15 millions de la taxe de mouture, 12,5 millions à titre de remboursement de l'avance pour ensemencement, 13,5 comme produit du troc, 27 millions d'Ukraine et 38 millions de l'étranger.

« En additionnant les chiffres ci-dessus, nous arrivons à un total de 215 millions de pouds. Donc, déficit et pas un poud de réserve. Sans compter que la possibilité de faire des achats à l'étranger est loin d'être certaine. Notre plan de ravitaillement est actuellement établi au plus juste. Alors qu'en 1920 nous avions calculé avec un chiffre de 38 millions de personnes à la charge de l'Etat, nous avons réduit actuellement ce chiffre à 8 millions. Toutefois, il n'en résulte qu'une seule chose, à savoir; l'impôt en nature doit être perçu dans sa totalité de 100%, et cela à tout prix. »

Lénine envisageait donc une nouvelle réduction de l'impôt en nature. La Russie venait d'être frappée d'une terrible calamité, la famine; d'autre part, les paysans avaient continué à restreindre les surfaces ensemencées, la nouvelle politique n'avait pas eu encore le temps de porter ses fruits, et si les ensemencements d'hiver en 1921 avaient, de l'avis d'Ossinsky [1]), augmenté, la réduction des surfaces ensemencées avaient atteint pour les blés de printemps 18% des ensemencements de 1920.

La réforme agraire, acceptée par le IXe Congrès des So-

---

[1]) Discours d'Ossinsky, Commissaire de l'Agriculture, au IXe Congrès des Soviets.

D'après les données du bureau de statistique publiées par les *Izvestia*, la récolte nette, sans compter les semences, a atteint en 1921 1,1 milliard de pouds, et, avec les semences, 1,5 milliard de poud.

viets [1]), à la fin de décembre 1921, consistait essentiellement en ceci: on étendait aux groupements de paysans et aux agriculteurs isolés, qui pouvaient demander à sortir de la communauté agraire (en conservant leur part), le droit de choisir les formes de jouissance de la terre qu'ils désiraient, droit qui, jusque là, avait été réservé aux communautés agraires seulement. Tel était le sens des articles I et II de la Résolution du IXe Congrès des Soviets sur la question agraire.

Mais, en même temps, le principe de la nationalisation de la terre demeurait en vigueur [2]).

Le droit de disposer des parcelles dont les paysans avaient l'usage particulier, comme le droit d'utiliser le travail d'ouvriers embauchés, était limité par des dispositions spéciales. Le paysan n'avait le droit ni de louer sa terre, ni d'engager un ouvrier pour travailler sa parcelle, à moins d'obtenir une autorisation spéciale de l'administration. Le pouvoir des Soviets repoussait toute dérogation « au principe fondamental de la législation foncière de la République des Ouvriers et Paysans, qui est que l'Etat est propriétaire de la terre. »

L'article III prolongeait les délais de partage; le gouvernement renonçait à suivre, en ce qui touchait l'usage de la terre, les errements d'un communisme imprécis et ne faisait pas d'objection à l'adoption de formes plus solidement établies.

L'article IV chargeait le Comité Exécutif des Soviets de « légiférer sur les cas où le paysan pouvait être privé des terres mises à sa disposition et sur la procédure à suivre dans ce cas. » On voulait substituer une législation fixe à l'ancienne activité des tribunaux révolutionnaires qui privaient de l'usage de sa terre

---

[1]) Résolution du IXe Congrès Panrusse des Soviets sur la restauration de l'économie rurale paysanne (Izvestia du Comité Central Exécutif Panrusse, du 30 décembre 1921).

[2]) Les considérants de l'article 1er s'expriment ainsi: « Considérant que, pour le développement de l'économie rurale paysanne, il est particulièrement important d'établir un régime à la fois juste, solidement établi et bien adapté aux usages agricoles, pour l'usage de la terre, laquelle reste inébranlablement la propriété de l'Etat des Travailleurs, le Congrès Panrusse des Soviets croit indispensable de prêter une attention spéciale à la mise au point des rapports fonciers sur la base du libre choix, par le paysan lui-même, de la forme d'usage de la terre qui lui agrée et de l'accélération du partage des terres ».

pour des durées diverses et frappaient d'amendes élévées le paysan coupable d'avoir réduit les surfaces labourées, ou d'avoir dissimulé, par de fausses déclarations, leur étendue. Par toutes ces mesures nouvelles, le gouvernement des Soviets s'efforçait de gagner la confiance du paysan.

Cependant, pour transformer entièrement l'économie sociale, il faut intensifier la productivité du travail. Il faut intensifier la productivité du travail pour vaincre la famine, et la famine doit être enrayée pour permettre d'intensifier la productivité du travail. Cruel, cruel cercle vicieux! La famine, l'effroyable famine de 1921 qui atteint trente millions d'hommes n'est pas due seulement à une sécheresse sans précédent, à la guerre étrangère et civile, aux paysans eux-mêmes qui n'ont ensemencé que le strict nécessaire, au manque de réserves, enfin à la ruine économique qui accompagne toute révolution [1]). L'étude de la question agraire en Russie nous a montré que la famine était

---

[1]) ....A la station Aktubinsk, j'ai vu un vieillard ramasser de la terre, un morceau de fange, et le manger.

...Sur une étendue de 1.500 lieues, en suivant la voie des chemins de fer des régions du Volga, vers le sud, s'effectue un déplacement formidable de centaines de milliers de vieillards, de femmes et d'enfants, voire d'hommes valides. Ils ne demandent même pas du pain, ils supplient qu'on leur donne ne fût-ce qu'une croûte moisie. (*Pravda*, 23 juillet).

Saratov, ville jadis florissante, centre intellectuel important, n'est plus maintenant qu'un campement de gens affamés, exténués, mourants.

La plupart des villages sont déserts, les habitants les ayant quittés. Les chaumières, les ustensiles de ménage, le bétail sont vendus à vil prix. Les gens ont fui n'importe où devant la famine.

Dans certains villages, presque tous les habitants restent couchés, enflés par la faim, sans avoir seulement la force de se lever.

Ceux qui ont gardé quelque force, pris de désespoir, fuient dans les prairies, arrachent ce qui reste d'herbe et s'en nourrissent. (*Izvestia*, 27 juillet).

La campagne est devenue un foyer de choléra, les rues des villes un immense hôpital. Les gens tombent d'inanition. De toutes les maisons part un gémissement unique: «Du pain!». Le même gémissement vous poursuit sans trêve sur toute l'étendue de la route de Moscou au sud.

Des figures émaciées, misérables, apparaissent dans l'embrasure des fenêtres de wagons. Dès l'apparition d'un train, un cri retentit de toutes parts: «Du pain, du pain au nom du ciel, nous mourons de faim!» (*Pravda*, *30 juillet*).

Gouvernement de Saratov: Les petits blés ne sont presque pas

une tare, un vice honteux, une maladie chronique de l'ancien régime. Ces malheurs de la vieille Russie doivent inévitablement subsister longtemps encore, tant que la cause de ces désastres ne sera pas entièrement abolie [1]). Le rétablissement des forces productives, non sur les bases misérables et étriquées d'autrefois, mais sur des bases nouvelles, celles de la grande industrie et de l'électrification [2]), libérera la Russie paysanne de sa pauvreté et de ses famines [3]).

Un phénomène qui montre l'état tragique de l'agriculture se produit au printemps 1922. Tandis que l'industrie, à la suite de la création de trusts industriels et commerciaux à demi étatisés, se réorganise, les campagnes accablées par la disparition

---

semés. La récolte du seigle et de toutes les céréales est nulle. La population se nourrit de glands, d'herbes, de décombres.

Gouvernement d'Oufa: En proie à la famine, la population se nourrit d'écorces, de feuilles de tilleul, d'herbes, d'oseille.

On ne compte point sur les semailles d'automne: les champs de printemps, faute de semences, n'ont pas été ensemencés. (*Ekonomitcheskaia Jizn*, 30 juillet).

[1]) La France a connu, durant le moyen âge et la Guerre de Cent Ans, ces scènes d'épouvante:

Mais les Jacques, Seigneur! Dévorés de famine,
Ils vaguaient au hasard le long des grands chemins,
Haillonneux et geignant et se tordant les mains,
Et faisant rebrousser les loups, rien qu'à la mine!

...C'étaient d'horribles nuits après des jours affreux;
Et les plus forts tendaient aux plus faibles des pièges;
Et le Maudit put voir des repas sacrilèges
Où les enfants d'Adam se dévoraient entre eux.
Leconte de Lisle. (Un acte de charité.)

[2]) «Les applications dont l'électricité est susceptible en agriculture sont nombreuses. Toutefois, jusqu'à présent, les applications mécaniques aux travaux intérieurs de la ferme: élévation d'eau, battage sont seules entrées dans la pratique courante; les applications aux travaux de culture sont encore à l'état d'exception et, quant à l'action de l'énergie électrique sur la végétation, elle est encore dans la phase expérimentale.» Soubrier, *Les industries électriques d'hier et de demain*. Paris 1918, p. 101.

[3]) Sur les mesures prises par le gouvernement des Soviets pour combattre le fléau, voir le livre de Morizet: *Chez Lénine et Trotzki*. Il ne faut pas oublier les appels émouvants de Gorki, de Romain Rolland, d'Anatole France, et la beauté humaine de l'œuvre de Nansen au service des affamés du Volga. L'économie classique elle-même, combattant la funeste erreur des mercantilistes, avait exprimé, au XIXe siècle, par la bouche de J.-B. Say, l'idée de la solidarité mondiale: «Souhaiter de la prospérité aux autres peuples, c'est à la fois chérir et servir notre pays».

complète des réserves de blé et par la famine de 1921, sont incapables d'absorber les produits industriels. « La récente foire de Moscou », écrit l'Ekonomitcheskaia Jizn, « a bien démontré que non seulement à Moscou et à Pétrograd, mais dans toute la Russie, un grand nombre de trusts possèdent dans leurs entrepôts des quantités de marchandises qui dépassent cent fois la demande. Cela prouve bien que la Russie ruinée est entrée dans une crise de surproduction. La dépression provoquée par la famine qui a frappé une grande partie de la Russie est la la cause de l'absence d'acheteurs pour beaucoup de produits dans beaucoup de branches d'industrie. Bien qu'elles produisent pour la masse des consommateurs, elles ne peuvent écouler leurs marchandises parce que la population est obligée de dépenser son argent pour l'achat des vivres. » La capacité d'achat du paysan a diminué de sept fois par rapport à 1914. Le paysan revient à l'économie domestique fermée: au lieu de tissus fabriqués, il porte une toile faite à la maison; au lieu de lampes et autres ustensiles d'éclairage, il se sert de copeaux.

Popoff évalue toute la production agraire en 1921—1922 à 2625 millions de roubles-or. Il en retire le minimum nécessaire à la consommation de la population rurale; il conclut que les paysans peuvent disposer au plus pour 400 à 500 millions de leurs produits. L'Etat leur en prend, sous forme de l'impôt en nature, pour 200 millions environ. Il ne leur reste donc, pour effectuer des achats aussi bien à la grosse qu'à la petite industrie, que de 200 à 300 millions de roubles-or.

Ces crises sont fatales, elles dureront jusqu'au relèvement économique complet de la Russie.

Au-dessus de ces souffrances, de ces conflits, des ces maux atroces, mais passagers, un problème demeure, capital. Qu'a fait la Révolution russe, ce facteur dynamique de l'histoire, de la propriété foncière? Qu'est devenue celle-ci au sein de la tourmente sociale dont nous nous sommes efforcés de dégager, à travers le chaos des événements, la ligne d'évolution?

La Révolution russe a établi en fait la petite propriété paysanne. Le cultivateur jouit du *dominium utile,* mais l'Etat garde le *dominium eminens*. La nue propriété, le haut domaine est reconnu à la collectivité entière qui embrasse les générations

présentes et futures: elle est représentée par l'Etat qui ne laisse au détenteur qu'un droit d'usage soumis à son contrôle et à sa surveillance. Nous ne pouvons d'ailleurs pas prévoir toutes les formes juridiques que la propriété peut prendre à l'avenir [1]).

La propriété paysanne ne ramènera-t-elle pas les abus et les dangers de la propriété privée sur le sol? Ne verra-t-on pas renaître « ce droit terrible, et peut-être non nécessaire [2]) », ses conséquences fatales et le déchaînement « des furies de l'intérêt privé [3]) ? ». La malédiction de Rousseau s'éteindra-t-elle, et le vieux monde n'a-t-il été détruit par les pluies de feu et de soufre que pour faire place à un monde nouveau où refleurira l'ancienne injustice?

Boukharine, dans son « Programme communiste » (Mai 1918) a décrit ainsi les dangers de la petite propriété: « Quand nous aurions alors accompli le partage général et créé une masse de petits propriétaires, voilà ce qui arriverait: une partie d'entre eux (et une partie assez considérable) vendrait dès le lendemain ce qu'elle aurait reçu. Ces parts vendues tomberaient ainsi aux mains de la partie la plus aisée de la population; entre les propriétaires qui resteraient en présence s'allumerait un combat pour le marché: dans ce combat les plus aisés vain-

---

[1]) « Nos descendants verront changer les rapports des hommes entre eux pour la production, qui sera socialiste, alors que maintenant elle est monopolisée par les capitalistes. C'est entendu, mais le collectivisme intégral, lorsqu'il se substituera à l'individualisme incomplet — les économistes libéraux ont raison de le constater — où nous vivons, comportera-t-il une unité juridique que l'individualisme n'a jamais connue, même dans les sociétés qui semblent le réaliser au plus haut degré?

Il est probable que les codes de l'avenir offriront à nos fils plusieurs formes de propriété, au sens où nous avons pris ce mot.

Peut-être en surgira-t-il de complètement nouvelles que nous n'avons pas enregistrées jusqu'à ce jour. C'est assez peu probable: les catégories juridiques ne sont pas plus que les autres productions de l'esprit humain en nombre illimité: nous pouvons conjecturer que le collectivisme futur s'accommodera des institutions élaborées dans les sociétés mélangées à des doses diverses de communisme et d'individualisme qui l'auront précédé. Les emprunts d'un régime social à un autre sont une grande loi de l'histoire.

Dans l'ordre social comme dans l'ordre physique, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. » Tarbouriech, *Essai sur la propriété*. Paris, 1904, p. 335—336.

[2]) Beccaria.

[3]) Vico.

craient les moins aisés; les moins aisés seraient ruinés et transformés en prolétaires; leurs heureux rivaux accroîtraient leur fortune, loueraient des ouvriers et se transformeraient ainsi en véritables capitalistes. Nous retournerions ainsi après quelque temps au vieil état de choses que nous avions cru avoir détruit.

Le partage en propriété privée (petits propriétaires) n'est l'idéal ni des ouvriers ni des paysans. C'est le rêve du petit marchand opprimé par le gros marchand et qui voudrait devenir lui-même gros marchand. On ne l'effraye pas en lui disant que nous allons retourner au capitalisme parce qu'il nourrit en son cœur l'espoir que lui aussi il peut devenir capitaliste. » Le paysan de Tolstoï, « qui cherche Dieu », le paysan de Gorki, ce chemineau et ce partageux, retourneront-ils demain au type du petit propriétaire occidental, âpre au gain, avare et dur, tel que nous l'ont décrit souvent Zola et Mirbeau?

Bakounine s'était déjà posé la question et l'avait ainsi résolue:

« Mais si cela arrivait, si les paysans mettaient la main sur toute la portion du sol qui ne leur appartient pas encore, n'aurait-on pas laissé renforcer par là d'une manière fâcheuse le principe de la propriété individuelle, et les paysans ne se trouveraient-ils pas plus que jamais hostiles aux ouvriers socialistes des villes?

Pas du tout, car, une fois l'Etat aboli, la consécration juridique et politique, la garantie de la propriété par l'Etat leur manquera. La propriété ne sera plus un droit, elle sera réduite à l'état d'un simple fait [1]) ».

La petite propriété paysanne ne signifie pas l'extension du salariat et le développement des mauvais côtés du capitalisme. Au contraire, en préservant l'indépendance du cultivateur, elle l'empêche de tomber dans le salariat. Elle peut devenir le chaînon indispensable entre le communisme primitif et les formes supérieures d'association [2]). Elle développe l'initiative indivi-

[1]) Bakounine, *L'empire knouto-germanique et la Révolution sociale*. 1871, Œuvres, t. II.

[2]) Proudhon, qui avait préconisé d'abord une propriété paysanne indivisible, inaliénable, héréditaire, écrit dans sa *Théorie de la propriété*, p. 179: « Rien n'empêche que plusieurs familles s'associant pour certaines opérations, les avantages de la grande culture ne se trouvent unis à ceux de la petite propriété ».

duelle et l'intelligence du paysan, elle fait son éducation économique et lui permet d'acquérir cette sagesse sans laquelle les tâches de l'avenir lui demeureront à jamais fermées.

La *propriété usufruitière* du sol, le retour à l'Etat des terres non cultivées, la suppression de la grande propriété foncière individuelle, le travail personnel, la limitation du salariat, telles sont les garanties principales qui sauvegardent les droits imprescriptibles des masses laborieuses. Il n'en a pas fallu davantage à la Chine pour conserver, de l'an 9 de notre ère jusqu'à nos jours, ce régime de petite propriété foncière qui lui a donné sa stabilité [1]).

La Chine n'est pas un idéal pour nous; mais nous la citons à titre d'exemple. Et cet exemple est important et nécessaire, s'il est vrai, comme l'affirme Kropotkine [2]), que l'avenir, ou

---

1) E. Simon, *La Cité chinoise.*

2) « Tandis que les savants, guidés par Liebig, le créateur de la théorie chimique de l'agriculture, faisaient très souvent fausse route dans leur engouement de théoriciens, des cultivateurs illettrés ont ouvert une voie nouvelle de prospérité à l'humanité. Des maraîchers de Paris, de Troyes, de Rouen, des jardiniers anglais, des fermiers flamands, des cultivateurs de Jersey, de Guernesey et des îles Scilly nous ont ouvert des horizons si larges que l'œil hésite à les embrasser.

Tandis qu'une famille de paysans devait avoir, au moins, sept ou huit hectares pour vivre des produits du sol, — et on sait comment vivent les paysans, — on ne peut même plus dire quelle est l'étendue minimum de terrain nécessaire pour donner à une famille tout ce que l'on peut retirer de la terre, — le nécessaire et le luxe, — en la cultivant selon les procédés de la culture intensive. Chaque jour rétrécit cette limite. Et si on nous demandait, quel est le nombre de personnes qui peuvent vivre richement sur l'espace d'une lieue carrée, sans rien importer des produits agricoles du dehors, il nous serait difficile de répondre à cette question. Ce nombre grandit rapidement en proportion des progrès de l'agriculture.

Il y a dix ans, on pouvait déjà affirmer qu'une population de cent millions vivrait très bien des produits du sol français sans rien importer. Mais aujourd'hui, en voyant les progrès accomplis tout récemment, aussi bien en France qu'en Angleterre, et en contemplant les horizons nouveaux qui s'ouvrent devant nous, nous dirons qu'en cultivant la terre, *comme on la cultive déjà en beaucoup d'endroits*, même sur des sols pauvres, cent millions d'habitants sur les cinquante millions d'hectares du sol français seraient encore une très faible proportion de ce que ce sol pourrait nourrir. La population s'accroîtra d'autant que l'homme s'avisera de demander plus à la terre ».

Kropotkine, *La conquête du pain*. Paris, 1910, p. 268—269.

La science agronomique réduit à néant les sinistres prévisions de Malthus.

du moins l'avenir immédiat, appartienne, dans l'agriculture, à la petite production intensive.

Ainsi s'établit en Russie, à la faveur de la Révolution, une petite propriété paysanne. Le communisme intransigeant et apocalyptique, consumé d'ardeurs et parlant la langue des anciens prophètes, le communisme messianique de Weitling saluant « l'homme qui se mettrait à la tête de la grande armée des malheureux et ferait un paradis de cette vallée de larmes », le communisme guerrier de Boukharine, se frayant sa voie « un fer à la main », se transforme, sous l'influence du réalisme de Lénine, en un socialisme à l'usage des paysans. Il triomphe, mais aux conditions imposées par la vie à tous les partis politiques et religieux. « Tous, quels qu'ils soient, ils se tranforment si complètement dans la lutte, qu'après la victoire, il ne leur reste d'eux-mêmes que leur nom et quelques symboles de leur pensée perdue [1]) ».

CHAPITRE VI

L'ŒUVRE AGRAIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE DANS LA PERSPECTIVE DE L'HISTOIRE

Nécessité des renouvellements. — La position historique de la Révolution russe. — Elle établit en Russie la petite propriété paysanne. — Conclusion générale.

Les réformes que la nécessité arrache au législateur restent d'habitude un compromis avec le passé. Mais un progrès, une grande idée, un principe nouveau proclamés par une révolution contiennent la promesse de nouveaux progrès. S'il a fallu, pour les faire éclater au grand jour, tout un siècle d'évolution, de lente gestation, de travail moléculaire dans les masses, ce progrès, ces idées, ces principes cessent, dès qu'ils ont pris corps, d'être un simple produit de l'histoire. Ils agissent sur

[1]) A. France, *Sur la pierre blanche*, p. 318.

elle pour la transformer. La Révolution française, mûrie par cent cinquante ans de développement économique, de pensée philosophique, d'ascension constante du Tiers Etat, lègue au siècle qui suit son programme et sa foi. Cependant l'humanité s'endort dans la lente et humble fatigue d'une vie quotidienne et décroissante..... Un temps vient où les idées ont vieilli, où les principes ont épuisé leur force d'action. Les vérités flamboyantes d'autrefois, armées du glaive et semblables à des archanges, ne sont plus que des vieilles ratatinées qui semblent rabâcher de banals propos sur les tréteaux forains. Car les vérités philosophiques apparaissent et meurent avec les conditions concrètes qui leur ont donné naissance. L'heure sonne où il faut qu'elles rejoignent, dans les empyrées, les âmes de leurs sœurs défuntes, les vérités d'un jour qui ont passé sur la terre, et les âmes des vérités à venir, encore endormies au ciel de l'abstraction.

Chaque époque poursuit des tâches dont la solution a lentement mûri au cours de l'évolution antérieure. Ces tâches, l'humanité ne peut ni les éviter, ni les inventer. Certes, des penseurs isolés devancent parfois leur temps de plusieurs dizaines d'années et saluent d'un cœur confiant un avenir lointain. Mais chaque génération, dans son ensemble, se pose des problèmes qu'elle peut réaliser; elle ne s'assigne que des labeurs à la portée de ses forces.

La Révolution prolétarienne a arraché en Russie toutes les survivances du féodalisme: la monarchie, la division en castes, les différences de race et de religion, la propriété seigneuriale, la toute-puissance de l'Eglise, l'oppression des nationalités. Ce programme classique des révolutions bourgeoises, elle l'a accompli d'autant plus brillamment qu'elle visait plus loin. Mais, dans l'œuvre de reconstruction, c'est la vie elle-même qui décidera, en fin de compte, à quelle étape du développement économique s'arrêtera la Russie. C'est la vie elle-même qui conservera, qui améliorera ce qui mérite d'être conservé, d'être amélioré.

L'abaissement de la productivité, la qualité inférieure des matières premières et des marchandises, la ruine générale, le désarroi, l'angoisse, la famine sont nécessairement liés aux pé-

riodes chaotiques de l'histoire où un monde ancien meurt, où un monde nouveau apparaît. Au milieu du gigantesque combat que l'avenir livre au passé et où ils semblent succomber tous deux, l'individu souffre dans sa chair tous les maux de l'enfantement social. Il meurt à son passé, et il croit mourir entier dans l'ouragan des processus historiques qui transforment complètement les circonstances et les hommes.

Il est trop tôt encore pour porter un jugement définitif sur l'œuvre agraire de la Révolution russe. Ce qu'on peut dire, c'est qu'à défaut d'une grande agriculture collectiviste, elle a créé du moins en Russie la propriété paysanne. Elle a créé la propriété paysanne, si l'on réserve ce nom à ces « possessions moyennes, dont la récolte doit être assez abondante pour nourrir le maître et sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse, et que tous ses membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation » [1]). Sur les débris de la propriété féodale, elle a établi une démocratie de petits producteurs.

Ainsi, Marx paraît avoir travaillé pour Sismondi, Stuart Mill, Henry George. Il s'efface, et les solutions de ceux qu'on avait dédaigneusement qualifiés d'utopistes l'emportent. Il semble que certaines idées de Proudhon, — exposées dans sa « Théorie de la propriété », sinon dans ses premiers « Mémoires » —, se réalisent. Mais Sismondi et Stuart Mill auraient-ils triomphé sans Marx?

Il existe une légende d'Ukraine, si émouvante que tous les peuples l'ont reprise tour à tour: c'est la légende de Mazeppa. Mazeppa vivait tranquille et heureux. Un jour, surpris en flagrant délit d'adultère par un noble polonais, il est attaché nu sur un cheval sauvage qui le transporte à travers les steppes.

Son œil s'égare et luit, sa chevelure traîne,
Sa tête pend; son sang rougit la jeune arène,
Les buissons épineux;
Sur ses membres gonflés la corde se replie
Et comme un long serpent resserre et multiplie
Sa morsure et ses nœuds [2]).

---

[1]) Souchon, *La propriété paysanne*. Paris 1899, p. 10.
[2]) Victor Hugo, *Les Orientales*.

Le misérable cavalier, après cet épouvantable martyre, arrive en Ukraine et reçoit asile chez les Cosaques. Plus tard il sera roi et connaîtra alors, à un degrés plus élevé, la félicité et la gloire de ses premiers jours.

Au début de notre étude, nous avons parlé de ces peuplades slaves auxquelles les juristes byzantins reprochaient leurs institutions démocratiques et la possession communale du sol qu'elles pratiquaient. A travers les vicissitudes et les tempêtes des siècles de servage et de propriété seigneuriale, vont-elles atteindre enfin aux époques fortunées où refleuriront pour elles, dans une forme élargie, l'égalité et la fraternité des communes antiques? La propriété paysanne leur ouvre-t-elle les portes d'or de cet âge heureux? Est-elle, pour l'humanité lasse et brisée, après tant de naufrages, cette « mer stagnante » dont parle Stuart Mill, cette eau morte où s'apaisent, aux rayons des soleils couchants, les passions et les colères, où le flot paisible vient battre la carène des navires qui ne partiront plus?

Nous ne le croyons pas. La petite propriété paysanne n'est pas, selon nous, une rade où s'endorment les flottes naguère décimées entre le Charybde et le Scylla de la grande propriété seigneuriale et de la propriété parcellaire. Elle n'est pas ce havre silencieux qui hante l'imagination des navigateurs. Elle est un pont jeté vers l'avenir.

La propriété paysanne apparaît dès que chaque économie paysanne peut subvenir à ses besoins. Mais cette propriété n'est profitable à la société tout entière que du moment où, dans la masse des cultivateurs, se manifeste la volonté prévoyante d'augmenter la productivité du travail, d'avoir recours aux meilleures méthodes pour rendre la terre plus féconde, de veiller, avec une attention passionnée, sur chaque grain qui lève et sur chaque brebis, sur chaque arpent de sol et sur chaque sac de blé, afin qu'après avoir satisfait leurs besoins et ceux de leur famille il reste encore assez de produits aux agriculteurs pour les échanger contre les produits des villes. Ce rôle de l'intérêt personnel dans la production, — c'est tout le sens historique de la petite propriété paysanne. Par les sentiers étroits de la vente et de l'extension des besoins, il la conduit tout doucement vers cette

interdépendance économique qui n'est qu'un autre nom de la solidarité.

Dans la lente évolution de l'histoire où chaque phase prépare la phase suivante, il faut comprendre cette vérité, il faut mettre les paysans dans les conditions de production les plus avantageuses, il faut favoriser de toutes les façons leur obscur, leur pénible travail, si nous voulons que notre aspiration vers un monde meilleur se fasse chair, et ne demeure pas seulement une tendresse de l'âme, un élan vers quelque sphère supérieure, — une amitié d'étoile.....

APPENDICE

LOI FONDAMENTALE DE SOCIALISATION DE LA TERRE

VOTÉE PAR LE 3e CONGRÈS PANRUSSE DES SOVIETS

1918.

TITRE Ier.

Dispositions générales.

Article 1. — Toute propriété sur la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts et les forces naturelles est abolie pour toujours dans les limites de la République Socialiste fédérative russe.

Article 2. — La terre, sans rachat (réel ou fictif) passe en jouissance à tout le peuple travailleur.

Article 3. — Le droit de jouissance sur la terre n'appartient qu'à ceux qui la travaillent eux-mêmes, sauf les cas spécialement prévus par la présente loi.

Article 4. — Le droit de jouissance sur la terre ne peut être limité ni par le sexe, ni par la confession, ni par la race, ni par la nationalité.

Article 5. — La disposition du sous-sol, des forêts, des eaux et des forces naturelles est accordée, suivant leur importance, aux autorités des Soviets de district, de gouvernement, de région et fédérales, sous le contrôle de ces dernières. Le mode de jouissance et de disposition du sous-sol, des forêts, des eaux et des forces naturelles sera déterminé par une loi spéciale.

Article 6. — Tout l'inventaire agricole privé, bétail et matériel, passe sans aucun rachat, des exploitants non travailleurs, suivant son im-

portance, à la disposition des sections agraires des Soviets de district, de gouvernement, de région et fédéraux.

Article 7. — Toutes les constructions mentionnées à l'art. 6, ainsi que les exploitations agricoles y adhérentes, passent sans aucun rachat, suivant leur importance, à la disposition des Soviets de district, de gouvernement, de région et fédéraux.

Article 8. — Toutes les personnes inaptes au travail qui, en vertu de la présente loi d'expropriation des terres, forêts, inventaire et autres biens se trouvant sur ces terres, sont privées complètement de moyens d'existence, peuvent, sur certificats délivrés par les tribunaux locaux et les sections agraires des autorités des Soviets, et jusqu'à la promulgation d'une loi générale sur l'assurance des citoyens inaptes au travail, jouir d'une pension (jusqu'à leur mort ou leur majorité) égale à celle fixée pour les soldats.

Article 9. — La répartition des terres cultivables entre les travailleurs est assurée par les sections agraires des Soviets de village, de canton, de district, de gouvernement, de région, principaux et fédéraux, suivant l'importance de ces terres.

Article 10. — L'administration des fonds agraires de réserve dans chaque république est assurée par les sections agraires des Soviets principaux et du Soviet fédéral.

Article 11. — Dans le programme de disposition des terres par les sections agraires des Soviets locaux et centraux, outre la répartition équitable des terres agricoles à la population laborieuse agricole et l'exploitation la plus productive des richesses nationales, figurent :

a) La création de conditions favorables au développement des forces productives du pays, sous le rapport de l'augmentation de la fertilité des terres, le relèvement de la technique agricole et, enfin, le relèvement du niveau des connaissances agronomiques dans les masses laborieuses de la population agricole ;

b) La création d'un fonds agraire de réserve ;

c) Le développement des industries agricoles, telles que l'horticulture, l'apiculture, la culture maraîchère, l'élevage, la laiterie, etc. ;

d) L'accélération du passage de méthodes peu productives à d'autres plus productives de culture dans les diverses bandes, par voie de répartition égale des travailleurs agricoles ;

e) Le développement d'exploitations collectives, parce que plus avantageuses sous le rapport de l'économie du travail et des matières, aux dépens d'exploitations isolées, et dans le but de passer à l'économie rurale socialiste.

Article 12. — La répartition des terres entre les mains des travailleurs doit se faire sur des bases égalitaires, de façon que la norme de travail fixée, s'adaptant dans le rayon donné au système de culture élaboré par l'évolution historique, ne dépasse pas la puissance de travail des forces présentes dans chaque exploitation et, en même temps, fournisse la possibilité d'une existence sans misère à la famille de l'agriculteur.

Article 13. — Le travail personnel est la source générale et fondamentale du droit de jouissance de la terre agricole. En outre, les organes du pouvoir des Soviets peuvent, pour développer la culture agricole (par l'établissement de fermes rurales modèles ou de champs d'expérience et d'exemple) emprunter au fonds agraire de réserve formé par les domaines des anciens monastères, de l'Etat, de la couronne, du cabinet de l'empereur et des propriétaires fonciers, des lots déterminés de terre et les mettre en valeur par leur travail, rémunéré par l'Etat. Ce travail est soumis aux règles générales du contrôle ouvrier.

Article 14. — Tous les citoyens travaillant la terre doivent être assurés par l'Etat en cas de vieillesse, de maladie, d'infirmité les rendant incapables de travailler.

Article 15. — Tous les travailleurs agricoles inaptes au travail et les membres de leurs familles également inaptes au travail doivent être entretenus au compte des organes du gouvernement des Soviets.

Article 16. — Toute économie rurale laborieuse doit être assurée contre l'incendie, la mortalité du bétail, les mauvaises récoltes, la sécheresse, la grêle et autres calamités naturelles, par voie d'assurance mutuelle des Soviets.

Article 17. — Tout excédent de revenu, résultat de la fertilité naturelle des meilleures parcelles de terre, comme de leur situation plus favorisée par rapport aux marchés, est mis à la disposition des organes du gouvernement des Soviets pour la satisfaction des besoins sociaux.

Article 18. — Le commerce des machines agricoles et des semences est monopolisé par les organes du gouvernement des Soviets.

Article 19. — Le commerce des blés, à l'extérieur comme à l'intérieur, est déclaré monopole d'Etat.

TITRE II.

Qui a le droit de jouissance de la terre ?

Article 20. — Peuvent jouir des parcelles isolées de terre, à la surface, pour des besoins sociaux ou personnels dans les limites de la République socialiste fédérative des Soviets :

a) Dans des buts de culture et de civilisation :
- 1º L'Etat, représenté par les organes des Soviets fédéraux, régionaux, de gouvernement, de district, de canton et de village;
- 2º Les organisations publiques sous le contrôle et avec l'autorisation de l'autorité locale des Soviets;

b) En vue d'économies agricoles rurales :
- 3º Les communes agricoles;
- 4º Les associations agricoles;
- 5º Les mutuelles agricoles;

c) Dans le but de constructions nouvelles :
- 7º Les organes du gouvernement des Soviets;

8° Les organisations sociales, les familles et les personnes distinctes (si la construction n'est pas faite pour des bénéfices);
9° Les entreprises commerciales, industrielles et de transport (avec l'autorisation spéciale et sous le contrôle du gouvernement des Soviets);
d) Pour la construction de voies de comunication;
10° Les organes du gouvernement des Soviets (fédéraux, de région, de gouvernement, de district, de canton et de village, suivant l'importance des voies de communication).

Titre III.

Mode de concession de la terre en jouissance.

Article 21. — La terre est accordée en jouissance, par priorité, à ceux qui veulent la travailler non pour en tirer un profit personnel, mais au profit de la communauté.

Article 22. — Pour le travail de la terre en vue de profits personnels, la jouissance de la terre est accordée dans l'ordre suivant:

En premier lieu, à la population locale agricole n'ayant pas ou ayant peu de terres et aux manœuvres agricoles, à conditions égales.

En second lieu, à la population agricole ayant fixé sa résidence dans la localité considérée après la publication de la loi sur la socialisation des terres.

En troisième lieu, à la population non agricole, dans l'ordre d'enregistrement dans la section agraire du Soviet local.

Remarque: Lors de la fixation du mode de transmission de la terre en jouissance, la préférence est accordée aux associations agricoles laborieuses sur les exploitations personnelles.

Article 23. — Pour les jardins, la culture maraîchère, l'apiculture, l'élevage, les exploitations forestières, la terre est accordée en jouissance sur les bases suivantes:

En premier lieu, les terres mauvaises pour l'agriculture; en second lieu, bonnes pour l'agriculture, mais qui, à la suite des conditions locales, s'adaptent mieux à telle ou telle industrie agricole.

Article 24. — Pour la construction, les terres sont assignées au gré des Soviets locaux et de la population locale.

Dans les villes, les terres sont assignées dans l'ordre des déclarations faites au Soviet local correspondant, en tant que la construction ne menace pas d'apporter un dommage aux édifices voisins et satisfait les autres exigences du statut de la construction.

Remarque: La terre est assignée en dehors de tout ordre pour la construction des édifices d'utilité publique.

TITRE IV.

Fixation des normes de travail agricole.

Article 25. — La superficie des terres assignées aux exploitations agricoles pour l'agriculture, en vue d'en tirer des moyens d'existence, ne doit pas dépasser les normes de travail de la région considérée, calculées sur les bases indiquées dans les instructions ci-annexées.

Instructions

pour la fixation des normes de travail agricole sur les terres d'intérêt agricole.

§ 1. — Toute la Russie agricole est divisée en un nombre de bandes égal à celui des divers systèmes de culture (jachère, trois champs, huit champs, plusieurs champs, changement de semences) élaborés par l'histoire à la periode économique considérée.

§ 2. — Pour chaque bande de terre sont fixées des normes spéciales de travail agricole. A l'intérieur de chaque bande, ces normes peuvent être modifiées, suivant le climat et le fertilité naturelle du sol dans chaque domaine séparément, et aussi suivant la proximité du marché, de la ville et du chemin de fer et autres conditions ayant une grande importance locale.

§ 3. — Pour calculer de façon précise la norme dans chaque bande, un recensement agricole sera fait dans le plus bref délai pour toute la Russie.

Remarque: Après l'application de la loi sur la socialisation de la terre on mesurera immédiatement le sol et l'on procédera à un relevé topographique.

§ 4. — La répartition de la terre sur des bases égalitaires de travail entre la population agricole est effectuée progressivement dans chaque bande agricole sur les bases formulées par la présente loi.

Remarque: Jusqu'à l'application intégrale de la loi sur la socialisation de la terre sur les lieux, les rapports des agriculteurs sont réglés par les sections agraires des Soviets, sur la base d'une instruction spéciale.

§ 5. — Lors de la fixation de la norme de travail pour la bande donnée on prend la norme (une économie de dimension moyenne) d'un des districts de cette bande (ou quelque autre unité économico-administrative qui lui est égale par sa superficie), avec la densité de population la plus faible pour cette bande, et avec un rapport entre les différents domaines agricoles tel qu'il sera reconnu le plus normal par la population locale (congrès régional ou gouvernemental des sections agraires de Soviets) c'est-à-dire le plus favorable pour l'introduction du type d'économie qui domine dans cette bande.

§ 6. — Lors de la fixation de la propriété moyenne paysanne telle qu'elle existe aujourd'hui, il faut d'abord ne prendre en considération que les terres qui se trouvaient en fait jusqu'en 1917 en jouissance chez les paysans travailleurs, c'est-à-dire les terres achetées par les sociétés paysannes, unions, personnes privées, loties et louées.

§ 7. — Les forêts, le sous-sol et les eaux ne doivent pas entrer en ligne de compte dans ce calcul.

§ 8. — Ne doivent également pas entrer en ligne de compte les terres de toutes les économies privées de non-travailleurs, les terres se trouvant jusqu'à cette époque en possession de fait et en jouissance de l'Etat, des banques privées, des monastères, de la couronne, des propriétaires fonciers (du cabinet de l'empereur, de l'église); elles formeront un fonds agraire de réserve, d'où seront pris des lots pour tous les paysans sans terre ou ayant peu de terre, possédant aujourd'hui des lots au-dessous de la norme de travail paysanne existante.

§ 9. — Lors de la détermination de toute la quantité de terre se trouvant jusqu'à la révolution de 1917 dans la jouissance de fait des paysans travailleurs, il est nécessaire de calculer sa quantité d'après la nature des terres (arables, prés, terres arrosées et sèches, pâturages, terre stérile, enclos, vergers, jardins).

§ 10. — Un tel calcul doit être fait en chiffres absolus et en pourcentage par rapport à la dimension totale de chaque économie isolée, de la commune, du canton, du district, du gouvernement, de la région ou de toute la bande de culture du système considéré.

§ 11. — Lors d'une telle détermination de la quantité de toute la terre, il est nécessaire de fixer la qualité et la fertilité de chaque déciatine typique de labours et de pâturage, par la détermination du rendement de la moisson sur une déciatine de tel ou tel terrain, dans les limites de ladite bande, durant 10 ans, en pouds de blé ou de foin.

§ 12. — En même temps que la détermination de la quantité et de la qualité des terres, il faudra recenser toute la population de la bande considérée s'occupant d'agriculture et ceux qui en vivent.

§ 13. — Le recensement de la population s'occupant d'agriculture s'effectuera par sexe, âge et familles pour chaque exploitation agricole séparément (en additionnant ensuite seulement les données reçues par villages, cantons, districts, gouvernements de toute la bande).

§ 14. — Lors du recensement de la population, il est nécessaire de déterminer le chiffre des forces ouvrières et celui des bouches à nourrir, et c'est pourquoi on divisera toute la population par âge dans l'ordre suivant :

Inaptes au travail:

Filles jusqu'à l'âge de	12 ans
Garçons » » »	12 ans
Hommes après » »	60 ans
Femmes » » »	50 ans

On fera ressortir spécialement les inaptes au travail pour raisons physiques ou mentales:

		Pourcentage de la main-d'œuvre.
Les hommes	de 18 à 60 ans	1,0
Les femmes	de 18 à 50 ans	0,8
Les garçons	de 12 à 16 ans	0.5
Les filles	de 12 à 16 ans	0.5
Les garçons	de 16 à 18 ans	0,75
Les filles	de 16 à 18 ans	0,60

Remarque: Il est permis de s'écarter de ces chiffres en accord avec les conditions agricoles et les coutumes, après la décision des organes correspondants du pouvoir des Soviets.

§ 15. — Le chiffre des déciatines attribué à chaque force est obtenu par la division du chiffre des déciatines par le chiffre des forces.

§ 16. — Le nombre des bouches qui ne peuvent pas fournir de travail par rapport à une force ouvrière est obtenu en divisant le nombre de la population agricole inapte au travail par la quantité des forces ouvrières.

§ 17. — Il est nécessaire aussi de recenser et de dénombrer la quantité du bétail à cornes et du petit bétail qui peut être nourri sur une déciatine et avec une force ouvrière.

§ 18. — Pour évaluer la propriété moyenne paysanne qui existe actuellement dans le district pris comme point de départ pour toute la bande, il faut obtenir la détermination d'une déciatine de qualité et de rendement moyens. Cette moyenne s'obtient en divisant la somme des moissons des déciatines de sol différent par le chiffre des catégories de sol.

§ 19. — La moyenne obtenue par le moyen indiqué plus haut servira de base pour déterminer la norme laborieuse, d'après laquelle on égalisera toutes les économies, sur le compte du fonds agraire de réserve, dans toute la bande.

Remarque: Au cas où la moyenne fixée plus haut, après une évaluation préalable, n'est pas suffisante pour une existence sans misère (voir titre I, art. 12), elle est augmentée sur le compte du fonds agraire de réserve.

§ 20. — Pour déterminer la quantité de terres des diverses catégories, nécessaire pour le lotissement complémentaire de ceux qui ont peu de terres, il faut multiplier la quantité des déciatines de terres, qui revient dans le district à une force ouvrière, par la somme des forces ouvrières agricoles de la bande considérée et soustraire du résultat la quantité de terre en possession des paysans travailleurs.

§ 21. — Puis, ayant déterminé la quantité de déciatines de terre (en chiffres et en pourcentage par rapport aux catégories) qui se trouve dans le fonds de réserve et ayant comparé ce chiffre à la quantité de terre nécessaire pour un lotissement complémentaire de ceux qui ont peu de terres, il faut résoudre la question suivante: le déplacement pourra-t-il

se limiter aux frontières de la bande considérée? Si oui, il faut déterminer la quantité du fonds de réserve et son rendement. Si non, combien de familles doivent se déplacer dans une autre bande.

Remarque: Les principales sections agraires des Soviets doivent être tenues au courant de la présence de terres libres ou de leur absence, et aussi où et combien et quelles terres sont inoccupées.

§ 22. — Lors du lotissement complémentaire en terres des unités économiques isolées, il faut connaître de façon précise tout ce qui concerne la quantité et la qualité de la terre qu'elles ont par catégorie, la quantité du bétail par ville, la composition de la famille par rapport aux forces ouvrières, aux bouches à nourrir, etc.

§ 23. — Lors du lotissement complémentaire en terres des exploitations isolées conformément à la norme laborieuse, le lot doit être augmenté: 1° en rapport du trop lourd fardeau en membres inaptes au travail de la famille qui retombe sur la force ouvrière; 2° en rapport de la pauvreté du sol de cette exploitation; 3° en rapport de la qualité de la terre du fonds de réserve qui servira au lotissement dudit agriculteur (de même en ce qui concerne les pâturages).

§ 24. — Lors du lotissement complémentaire en terres, conformément à la norme laborieuse, au cas où dans le rayon considéré il n'y aurait pas en quantité suffisante telle ou telle sorte de terrain, cette exploitation est lotie d'une quantité correspondante sur le compte d'une autre sorte de terrain.

Titre V.

Fixation des normes de jouissance de la terre assignée pour constructions, pour industries agricoles, pour buts de civilisation, etc.

Article 26. — Lorsque la terre est destinée non à l'agriculture, mais à des buts de civilisation et d'industrie, et aussi à des constructions de maisons pour besoins personnels, à l'élevage, l'horticulture et autres industries agricoles, — la quantité de terre est assignée dans des proportions fixées par les Soviets locaux, conformément aux besoins des personnes ou des institutions qui demandent la permission de jouir de la terre, en rapport de la nécessité sociale du but pour lequel la terre est demandée.

Titre VI.

Déplacement.

Article 27. — Au cas où le fonds agraire des terres libres se trouverait insuffisant dans une bande donnée pour une attribution complémentaire à ceux qui possèdent peu de terres, une partie de ces derniers peut être déplacée dans une autre bande où il y a une quantité suffisante de terres libres.

Article 28. — Le déplacement d'une bande dans une autre doit être précédé de la répartition des agriculteurs à l'intérieur de cette bande.

Article 29. — Le déplacement d'une bande dans une autre, de même que la répartition à l'intérieur d'une bande doivent avoir lieu de la façon suivante: d'abord sont déplacés tous ceux qui se trouvent le plus éloignés de la terre du fonds agraire, en sorte qu'à éloignement égal:

a) en premier lieu jouissent de la terre du fonds agraire les agriculteurs du même village ou bourg, dans les environs desquels se trouve le fonds de terre libre;

Remarque: S'il y a plusieurs villages dans ce cas, en premier lieu passent ceux qui ont travaillé d'abord cette terre.

b) en second lieu, — les agriculteurs du canton, dans les limites duquel se trouvent les terres libres;

c) en troisième lieu, — les agriculteurs du district, dans les limites duquel se trouvent les terres libres;

d) enfin, si le système de culture donné embrasse plusieurs gouvernements, les agriculteurs du gouvernement dans les limites duquel se trouvent les terres libres.

Article 30. — Avec l'établissement d'un ordre pareil, se déplaceront d'un lieu à un autre:

a) en premier lieu les volontaires;

b) en deuxième lieu, les sociétés qui souffrent le plus du manque de terre;

c) enfin les associations agricoles ayant peu de terres, les communes, les familles ayant beaucoup de forces ouvrières mais peu de terres et les familles les plus petites ayant peu de terres.

Article 31. — L'allotement en terres des exploitations ayant peu de terres qui doivent d'après la loi se déplacer en d'autres lieux sera effectué dans l'ordre suivant:

a) en premier lieu, les familles les plus petites ayant peu de terres;

b) en deuxième lieu, les familles ayant le plus de forces ouvrières et le moins de terres;

c) en troisième lieu, les communes ayant peu de terres;

d) en quatrième lieu, les associations économiques et enfin, les communes.

Article 32. — Le déplacement d'une bande à une autre s'effectuera en sorte que le lieu où seront déplacés ceux qui ont peu de terres donne, par ses conditions naturelles, non seulement la possibilité effective de se livrer avec succès à l'agriculture, mais (par la surface du sol, le climat, etc.) corresponde aux conditions de la localité d'où sont déplacés les agriculteurs. Il est nécessaire de prendre aussi en considération les conditions de vie et la race de ceux qui se déplacent.

Article 33. — Le déplacement des agriculteurs en d'autres lieux s'effectue au compte de l'Etat.

Article 34. — En liaison avec le déplacement, l'Etat est tenu d'aider les déplacés, tant pour l'érection des constructions que dans l'établissement

de routes, de réservoirs, d'étangs et de puits, pour l'acquisition de matériel agricole et l'amélioration artificielle des terrains, par des irrigations artificielles (là où l'on en a besoin) et l'établissement de centres de civilisation et d'éducation.

Remarque: Dans le but de développer rapidement l'agriculture socialiste, l'Etat accorde aux déplacés tout son concours pour la direction méthodique et scientifique des exploitations collectives.

Titre VII.

Mode de jouissance.

Article 35. — La République fédérative socialiste des Soviets, dans le but de réaliser le plus rapidement possible le socialisme, accorde tout son concours (aide civilisatrice et matérielle) à la culture générale de la terre, faisant passer les exploitations communistes laborieuses, les artèles et les coopératives avant les exploitations privées.

Article 36. — Dans le but de lutter contre les enclaves qui empêchent le développement de l'économie rurale, les terres, de jouissance collective aussi bien que privée, doivent être données autant que possible d'un seul tenant.

Titre VIII.

Acquisition du droit de jouissance de la terre.

Article 37. — Le droit de jouissance est accordé:

a) Dans des buts de civilisation:
  1º Utilité publique;
b) Pour s'occuper d'économie rurale:
  1º Travail personnel;
c) Dans des buts de constructions:
  1º Utilité publique ou nécessité;
  2º Besoins de locaux d'habitation;
  3º Nécessité d'établir des exploitations laborieuses;
d) Pour la construction de voies de communication:
  1º Nécessité sociale.

Titre IX.

Mode d'acquisition du droit de jouissance de la terre.

Article 38. — Toute réalisation du droit de jouissance de la terre est précédée du dépôt d'une déclaration correspondante à la section agraire du Soviet, dans le rayon duquel ladite personne désire avoir une parcelle de terre pour en jouir.

Article 39. — Par cette déclaration s'établit pour chacun qui désire jouir de la terre un tour dans l'examen de sa demande; il est donné satisfaction au demandeur pour la quantité de terre qu'il indique sur les bases générales, prévues par la présente loi.

Remarque 1: Dans la déclaration, outre le nom, le nom du père, le nom de famille et le domicile de la personne qui désire jouir de la

terre, il faut indiquer: l'occupation précédente de cette personne, le but dans lequel la terre est demandée, la composition ou la situation de la famille, l'existence d'un inventaire, matériel et bétail (pour l'agriculteur) et le lieu où il demande qu'on lui donne une parcelle de terre, les dimensions de cette parcelle, et aussi les raisons pour les dimensions indiquées.

Remarque 2: Un recours peut être présenté dans le délai d'une semaine à la section agraire du Soviet de district contre la décision de la section agraire du Soviet de canton, et à la section agraire du Soviet de gouvernement dans le délai de deux semaines contre la décision de la section agraire du Soviet de district.

Remarque 3: Le droit de jouissance de la terre (le sous-sol, les eaux, les forêts et les forces vivantes de la nature) ne peut en aucune façon et en aucune circonstance s'acquérir par un acte d'achat ou de location, par voie de donation et d'héritage, ni en général par quelque transaction privée, quelle qu'elle soit.

Titre X.

Réalisation du droit de jouissance.

Article 40. — Le droit de jouissance de la terre dans chaque cas particulier est réalisé dans l'ordre ci-dessous.

Article 41. — Le droit de jouissance de la terre pour construction est réalisé par l'occupation effective de la terre ou par la préparation à son occupation dans un délai de moins de trois mois après la réception de la notification du Soviet local.

Remarque: Sont considérés comme une préparation effective le fait d'amener des matériaux de construction au lieu de la construction ou la conclusion d'un contrat avec des ouvriers au sujet du commencement des travaux dans le lieu donné.

Article 42. — Le droit de jouissance de la terre dans des buts d'industrie agricole à la condition de travailler soi-même est réalisé par l'exercice effectif de l'industrie elle-même à l'ouverture de la première saison agricole.

Article 43. — S'il s'occupe d'agriculture, le droit de celui qui jouit de la terre est réalisé par l'application effective de son travail à toute l'étendue de la terre arable (sans salaires), avant la première saison agricole qui suivra la réception de la notification de la section agraire du Soviet local.

Remarque: Sur les parcelles de terre arable l'élévation de constructions d'un type permanent n'est permise que sur une autorisation spéciale de la section agraire du Soviet local.

Article 44. — En cas d'impossibilité physique d'utiliser la parcelle prise dans le délai prévu, la section agraire du Soviet local peut accorder un sursis, si la non-utilisation est due à des causes respectables, comme: une grave maladie de la force ouvrière, des calamités naturelles, etc.

Titre XI.

Suspension des droits des personnes jouissant de la terre sur les parcelles qu'elles occupent.

Article 45. — Nul ne peut transmettre son droit de jouissance sur la parcelle de terre qu'il possède à une autre personne.

Article 46. — Le droit de jouissance de la terre s'acquiert par tous dans l'ordre établi par la loi et ne passe en aucun cas d'une personne à une autre.

Titre XII.

Transmission du droit de jouissance sur la parcelle de terre considérée.

Article 47. — Le droit de jouissance sur la parcelle de terre peut, par rapport à une personne donnée, s'interrompre, sans pour cela entraîner une suspension complète de ce droit.

Article 48. — Celui qui jouit de la terre peut, à une époque déterminée, ne plus jouir complètement de la parcelle de terre considérée, sans pour cela perdre le droit d'en jouir ultérieurement :

1) lorsque quelque calamité naturelle lui ôte temporairement la possibilité d'en jouir (débordement de rivières, effondrement de digues, etc.);

2) lorsque celui qui jouit de la terre est tombé malade temporairement, mais gravement;

3) lorsqu'il est pris par le service obligatoire de l'Etat ou des élections, et dans d'autres cas respectables au point de vue social, jusqu'à ce que surviennent des conditions telles que la personne donnée puisse se mettre à utiliser la terre qu'elle possède.

Remarque : Le délai de la suspension est déterminé dans chaque cas particulier par la section agraire du Soviet local.

Article 49. — Lors de chaque supension dans la production agricole (dans les cas indiqués par l'art. 48, dans le cas d'une privation temporaire de la faculté de travail, en cas de mort, etc.), le Soviet local, dans le but de sauvegarder les biens et de continuer la production, organise une aide sociale pour ces exploitations ou bien a recours au travail, payé par l'État et soumis aux règles générales du contrôle ouvrier.

Titre XIII.

Cessation du droit de jouissance de la terre.

Article 50. — Le droit de jouissance de la terre peut cesser pour l'exploitation considérée, en sa totalité ou pour les membres particuliers de ladite exploitation.

Article 51. — Le droit de jouissance de la terre peut cesser pour la personne considérée, soit complètement, soit par rapport à une parcelle déterminée.

Article 52. — Le droit de jouissance de la terre cesse complètement :

1) Pour un établissement, si ce dernier est supprimé ou si le but pour lequel la terre a été prise est supprimé ;

2) Pour les communautés laborieuses, les associations, les communes, lors de leur dissolution ou de la mort civile de l'unité économique en général ;

3) Pour les citoyens particuliers, lors de leur mort ou de la privation de tous leurs droits civils par suite d'un jugement ;

4) En cas d'impossibilité effective pour la personne donnée de s'occuper d'industrie ou d'agriculture, et qui aurait en même temps d'autres moyens de subsistance (par exemple une pension pour les inaptes au travail).

Article 53. — Le droit de jouissance de la parcelle de terre considérée cesse :

1) En cas d'un refus officiel de jouir de la parcelle de terre considérée ;

2) En cas d'une volonté évidente de ne pas jouir de la terre, bien qu'il n'y ait pas eu de déclaration officielle de la part de celui qui jouit de la terre ;

3) En cas d'utilisation de la parcelle de terre pour des buts prohibés par la loi (comme le rassemblement d'ordures dans un lieu non indiqué) ;

4) En cas d'utilisation de la parcelle de terre par des moyens prohibés par la loi (comme l'usage en secret du travail salarié) ;

5) Au cas où la jouissance de la terre par la personne donnée cause du tort à l'exploitation voisine (comme la fabrication de produits chimiques).

Remarque : Le jouisseur de la terre, au cas où son droit de jouir cesse et s'il n'a pas reçu de rémunération suffisante sous forme de revenus de son lot pour le temps où il en a joui, a le droit de réclamer de la section agraire correspondante du Soviet local une rémunération pour les améliorations qu'il n'aura pas utilisées, et aussi pour tout travail appliqué à la terre, aux constructions et bâtiments.

Le Président du Comité exécutif central panrusse :
Sverdloff.

Les membres du présidium :
Volodarsky, Zinovieff, Kamkoff, Lander, Mouranoff, Natanson-Bobroff, Okouloff, Peterson, Spiridonova, Oustinoff.

Les secrétaires du Comité exécutif central :
Avanessoff, Smoliansky.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple :
V. Oulianoff (N. Lénine).

Le Commissaire du Peuple pour l'Agriculture :
A. Kolegaeff.

BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

Baumstein. Le problème de la féodalité russe. Thèse pour le doctorat. Faculté de Droit de Paris, 1908, 25.

Berberoff. Etude sur le servage en Russie. Thèse de lettres. Faculté des Lettres de l'Université de Grenoble, 1912.

Bonnemère. Histoire des paysans depuis la fin du moyen âge jusqu'à nos jours. Paris, 1856.

Kovalevsky. Le clan chez les tribus indigènes de la Russie. Paris, 1905.

— L'avènement du régime économique moderne au sein des campagnes. Paris, 1896.

— Coup d'œil sur l'évolution du régime économique et sa division en périodes. Paris, 1896.

— Le passage historique de la propriété collective à la propriété individuelle. Paris 1896.

— Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété. Stockholm 1890.

Leroy Beaulieu. L'Empire des tsars et les Russes, 3 volumes, Paris, 1887.

Lestrellin. Les paysans russes, leurs usages, mœurs, caractères, religion, superstition et les droits des nobles sur leurs serfs, 1861.

Mackenzie Wallace. La Russie, le pays, les institutions, les mœurs. (Traduit de l'anglais.) 1877.

Meyer (R.), Ardant (G.). La question agraire, étude sur l'histoire politique de la petite propriété. Paris 1887.

Milioukoff. Essais sur l'histoire de la civilisation russe. Paris 1901.

Tikhomiroff. La Russie politique et sociale.

OUVRAGES EN ALLEMAND

Engelmann. Geschichte der Leibeigenschaft in Russland. Leipzig. 1884.

Keussler. Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Gemeindebesitzes in Russland. St. Pet. 1876—1887.

Naudé. Die Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten vom 13. bis zum 18. Jahrhundert, als Einleitung in die preussische Getreidehandelspolitik. Berlin 1896.

OUVRAGES EN RUSSE

Béliaeff. Les paysans en Russie. Moscou 1860.

Diakonoff. Contribution à l'histoire de l'attachement du paysan. Moscou 1893.

— Esquisse d'une histoire de la population rurale.

Dolgoroukoff. La question du servage en Russie. 1861.

Ignatovitch. Les paysans des pomiechtchiks à la veille de l'abolition du servage.

Karamzine. Histoire de la Russie.

Kavéline. Œuvres. Moscou 1897.

Khlebnikoff. La société et l'Etat dans la période prémongole de l'histoire russe. Saint-Pétersbourg 1872.

Klioutchevsky. Histoire de la Russie, Moscou 1911.

— Cours d'histoire russe.

— L'origine du servage en Russie, Moscou 1885.

— La douma des boyards.

— La capitation et l'abolition du servage en Russie, Moscou 1886.

Kostomaroff. Faut-il considérer Boris Godounoff comme le fondateur du servage?

— Esquisse du commerce de l'Etat de Moscou au XVIe et au XVIIe siècles.

Koudrinsky. Histoire du développement et de la chute du servage en Russie. Vilna 1911.

Krestiansky Stroï. Recueil d'articles de: A. Korniloff, Lappo-Danilevsky, Semevsky. Saint-Pétersbourg 1905.

Liachtchenko. Esquisse de l'évolution agraire en Russie. Saint-Pétersbourg 1908.

Mejov. La question paysanne en Russie. St-Pétersbourg 1865.

Milioukoff. Article: « les paysans » dans le Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron. T. 32. 1895.

Pavlov Silvansky. La féodalité dans l'ancienne Russie. 1907.

— Les origines de la noblesse russe.

— Les rapports féodaux dans la Russie des apanages.

— Recommandation et patronage.

Pobedonostseff. Enquêtes historiques et articles. St-Pét. 1876.
Pogodine. Morceaux d'histoire et de critique. 1867.
Rojkoff. Villes et villages dans l'histoire russe.
— L'économie rurale de la Russie moscovite au XVI[e] siècle. St-Pét. 1899.
Romanovitch Slavatinsky. La noblesse en Russie du début du XVIII[e] siècle jusqu'à l'abolition du servage.
Semevsky. Les paysans sous Catherine II. St-Pét. 1881.
— Les paysans de l'Etat sous Catherine II. St-Pét. 1879.
— La question des paysans en Russie au XVIII[e] et dans la première moitié du XIX[e] siècle. St-Pét. 1888.
Serguéevitch. Cours d'histoire du droit russe.
— Antiquités juridiques russes. St-Pét. 1890.
Sokolovsky. Esquisse d'une histoire de la commune agraire dans le Nord de la Russie. St-Pét. 1877.
— Les mœurs économiques de la population agricole de la Russie et la colonisation des steppes du Sud-Est avant le servage. St-Pét. 1878.
Soloviev. Histoire de la Russie à partir de l'époque ancienne.
Strouve. Les moments principaux du développement du servage en Russie. « Mir Bogy » 1889.
Tchitchérine. Etudes sur l'histoire du droit russe. 1859.
Troinitzky. La population servile de la Russie selon la 10[e] « révision ».
Vechniakoff. Les paysans propriétaires en Russie. St-Pét. 1858.
Vengueroff. Les principaux facteurs de l'abolition du servage. Dictionnaire Encyclopédique Brokhaus et Efron. St-Pét. 1903.
Vladimirsky Boudanov. Aperçu de l'histoire du droit russe. Moscou 1858.

DEUXIÈME PARTIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

Alexinsky. La Russie moderne. Paris 1912.
Alfassa. La crise agraire en Russie, quarante ans de propriété collective. Paris 1905.
Annuaire de statistique agricole. Année I. Institut international d'agriculture. Rome 1912.
Aperçu des travaux des commissions agraires pendant la première année de leur fonctionnement jusqu'au 1[er] octobre 1907. St-Pét. 1901.

Kovalevsky. La crise russe. Paris 1906.
— Le régime économique de la Russie. Paris 1898.
— La Russie à la fin du XIX[e] siècle. Paris 1900.
La réforme agraire en Russie. (Edition de la Chambre de Commerce russe de Paris.). Paris 1912.
Legras (Jules). Au pays russe. Paris 1910.
Leroy Beaulieu (Anatole). L'Empire des tsars et les Russes. Paris 1897.
— Un homme d'Etat russe, Nicolas Milutine d'après sa correspondance inédite. Paris 1884.
Marchand (René). La question agraire en Russie. (Extrait du livre: Les grands problèmes de la politique intérieure en Russie.). Paris 1912.
Milioukoff. La crise russe. Paris 1907.
Mokeevsky (de). La réforme agraire en Russie. Revue des Deux-Mondes, 1912, I. Paris.
Mouravieff. La quatrième Douma. Revue contemporaine, No 57 et 59. St-Pét. 1912.
Nicolas-On. Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs. Paris 1902. (Traduction Gg.).
Polejaëff. Six ans de vie politique. Revue contemporaine N° 60—67. St-Pét. 1912—1913.
Roubakine. La question agraire en Russie. (Revue politique internationale, Lausanne, juillet-octobre 1917.).
Rouslan. Le problème agraire russe: l'impuissance parlementaire. Revue contemporaine, sept. 1911, St-Pét.
Sée. Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, Paris 1921.
Tchernichewsky. La possession communale du sol. (Traduction.). Páris.
Travaux des commissions agraires (1907—1910). St-Pét. 1912.
V. V. Etat de la réorganisation agraire en Russie. Revue contemporaine, No 51 et 52. St-Pét. 1912.
Yermoloff. La Russie agricole devant la crise agraire. Paris 1907.
Zolotareff. La propriété foncière dans 50 gouvernements de la Russie d'Europe en 1905.
Zvorikine (de). La crise agraire en Russie et sa solution éventuelle. Paris 1907.

OUVRAGES EN ALLEMAND

Borchardt. Die bäuerlichen Verhältnisse im südwestlichen und zentralen Russland. Berlin 1902.

Claus. Die Grundbesitzverteilung in Russland. Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft. 1909, IV.
— Das russische Bankwesen. Leipzig. 1908.
Haxthausen. Studien über die inneren Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands, Hannover und Berlin, 1847—1852.
Herzenstein. Die Reform der Bauernbank. Jahrbuch für Gesetzgebung, 1896, II.
Hollmann. Die Agrarreform und innere Kolonisation in Russland. Archiv für innere Kolonisation, 1913, 10.
Keussler. Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Gemeindebesitzes in Russland. Riga und Petersburg 1876—1887.
Lutschitzky. Zur Geschichte der Grundeigentumsformen in Kleinrussland. Jahrbuch für Verwaltung, 1896, I.
Matthaei. Die wirtschaftlichen Hilfsquellen Russlands. Dresden 1883.
Melnik. Russen über Russland. Frankfurt 1906.
Oganowsky. Die Agrarfrage in Russland seit 1905. Archiv für Sozialwissenschaft, XXXVII, 1913.
Petrunkewitsch. Zur Agrarbewegung in Russland. Leipzig 1907.
Preyer. Die russische Agrarreform. Jena 1914.
Schlesinger. Land und Leute in Russland. Berlin 1909.
— Russland im 20. Jahrhundert. Berlin 1908.
Schulze-Gaevernitz. Volkswirtschaftliche Studien aus Russland. Leipzig 1899.
Simkhowitsch. Die sozialökonomischen Lehren der Narodniki. Jahrbuch für Nationalökonomie und Statistik, XIV, 1897.
— Die Feldgemeinschaft in Russland. Jena 1898.
Staehr. Ueber Ursprung, Geschichte, Wesen und Bedeutung des russischen Artels. Dorpat 1890—1891.
Stolypin und *Kriwoschein*. Die Kolonisation Sibiriens. Berlin 1912.
Thun. Landwirtschaft und Gewerbe in Mittelrussland. Leipzig 1881.
Wieth Knudsen. Bauernfrage und Agrarreform in Russland. München und Leipzig 1913.
Witte. Vorlesungen über Volks- und Staatswirtschaft. Stuttgart 1913.

OUVRAGES EN RUSSE

Bajaeff. Le fermage paysan en Russie. Moscou 1910.
Bekhtéev. Les résultats économiques des dernières quarante années. La question agraire. St-Pét. 1902—1904.
Belsky. La nouvelle Russie agricole. St-Pét. 1910.

Bezobrazoff. L'économie nationale de la Russie. St-Pét. 1882.
Bilimovitch. Les problèmes fonciers et la législation foncière en Russie. Kiev 1907.
Birioukovitch. La technique agricole. 1903.
Brjessky. Esquisse de la vie rurale des paysans. St-Pét. 1908.
Broutzkousse. Les rapports fonciers et la répartition de la population à l'étranger et en Russie. St-Pét. 1909.
Chakhovskoy. L'exode rural du paysan. St-Pét. 1905.
Chidlovsky. Les occupations de terres et le bornage. St-Pét. 1904.
— et *Lvoff*. La répartition de la proprirété foncière en 44 gouvernements de la Russie d'Europe. St-Pét. 1908.
Chtcherbine. Les budgets paysans Voronèje. 1900.
Drozdoff. Près de la terre: esquisse des rapports fonciers. Moscou. 1909.
— Les lois paysannes. Moscou 1910.
Engelhardt. Lettres du village. 1885.
Ermoloff. Les mauvaises récoltes et le malheur du peuple. St-Pét. 1892.
— Notre question agraire. St-Pét. 1905.
Esquisses sur la question paysanne. Recueil d'articles publiés sous la direction de Manouiloff. Moscou 1905.
Ezersky. L'industrie des *koustari*. 1894.
Filimonoff. Matériaux sur la question de l'évolution de la propriété foncière. Perm 1895.
Flérovsky. La situation de la classe ouvrière en Russie. St-Pét. 1869.
Fortounatoff. Résumé des cours de statistique agricole, 1902.
Goulichambarov. Pour le 40e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans l'Asie centrale. Askhabad, 1913.
Gourieff. A propos de la réforme de la Banque des Paysans. St-Pét. 1894.
Gourko. Les fondements de l'économie nationale de la Russie. St-Pét. 1902.
— Notre économie gouvernementale et populaire. St-Pét. 1909.
Gourvitch. La situation économique du village russe. Moscou 1896.
Guerrier et Tchitchérine. Le dilettantisme russe et la possession communale du sol. Moscou 1878.
Gvosdeff. Koulaks et usuriers. 1899.
Hermann. Les rapports fonciers chez les paysans. Moscou 1909.
Hertzenstein. La question agraire dans les programmes des différents partis. Moscou 1907.
Iadrintzeff. Le mir russe en prison et en exil. St-Pét. 1872.
Iasnopolsky. La signification de la question du mouvement de la propriété foncière. Kiev 1902.

Ilin (pseudonyme de Lénine). Le développement du capitalisme en Russie. 1899.
Ivanioukoff. La chute du servage. St-Pét. 1882.
Iveronoff. Les fondements du bornage et de l'organisation foncière. Moscou 1910.
Izgoeff. Le droit communal. St-Pét. 1906.
Kabloukoff. Des conditions du développement de l'économie paysanne en Russie. Moscou 1908.
Karéline. La possession communale du sol en Russie. St-Pét. 1893.
Karycheff. Les fermages paysans en dehors des lots. St-Pét. 1892.
— De la littérature sur la petite et la grande propriété. Moscou 1905.
Kasso. Le droit foncier russe. Moscou 1906.
Katcharovsky. Le mir russe. St-Pét. 1900.
— Le droit populaire. Moscou 1906.
Kaufmann. L'émigration et la colonisation. St-Pét. 1905.
— Le mir russe dans le processus de sa naissance et de son développement. Moscou 1908.
— La question agraire en Russie. Moscou 1908.
Khauke. La législation foncière russe. Moscou 1910.
Khodsky. La terre et l'agriculteur. St-Pét. I, 1891. II, 1905.
Kofode. Les métairies paysannes sur les terres alloties. St-Pét. 1905.
— La lutte avec les enclaves en Russie et à l'étranger. Saint-Pétersbourg 1907.
— Les rapports fonciers en Russie. 1914.
Korniloff. La question agraire. St-Pét. 1905.
Kossinsky. A propos de la question agraire. L'économie des paysans et des propriétaires fonciers. Odessa 1906.
Koutler. Discours et projet agraire du parti de la liberté du peuple. St-Pét. 1907.
Krassik. La Banque des Paysans et son activité de 1883 à 1905. Iourieff 1910.
La question agraire. Recueil d'articles publiés sous la direction de Dolgoroukoff et de Petrounkévitsch. Moscou 1906—1907.
Lazarevsky. Les actes législatifs de l'époque de transition. St-Pét. 1907.
Lebedeff Droit financier. 1882.
Le mouvement agraire de 1905—1906. Recueil d'études et d'articles. St-Pét. 1908.
Lénine. La question agraire. 1907.

Les besoins du village, d'après les travaux des comités sur les besoins de l'industrie rurale. Recueil d'articles publiés sous la direction de Tchouproff. St-Pét. 1904.
Levitsky. La question agraire en Russie. Kharkoff 1906.
Liachtchenko. Le commerce des céréales en 1911. St-Pét. 1912.
— 50 ans de notre législation agraire et économique. « Courrier des finances ». St-Pét., février 1911.
L'influence des récoltes et des prix des céréales sur quelques côtés de l'économie nationale russe. Recueil d'articles publiés sous la direction de Tchouproff. St-Pét. 1897.
Lokhtine. Le prolétariat sans terre. St-Pét. 1905.
— La situation de l'économie rurale de la Russie comparée à celle des autres pays. St-Pét. 1901.
Lossitzky. La décomposition du mir jusqu'à l'ukase du 9 novembre. St-Pét. 1912.
Manouiloff. La question agraire en Russie. Moscou 1905.
Masloff (P.). Le développement de l'économie nationale et le programme agraire. St-Pét. 1906.
— La question agraire. St-Pét. 1908.
Matveeff. Le droit successoral chez les paysans .1911.
Migouline. Le crédit d'Etat. Kharkoff 1900.
— La question agraire. Kharkoff 1906.
— La renaissance de la Russie. Kharkoff 1910.
Milioukoff. Essais sur l'histoire de la civilisation russe. St-Pét. 1896.
Mislavsky. La commune agraire en Russie. Moscou 1912.
Moratchevsky. Les succès de l'économie paysanne en Russie. St-Pét. 1910.
Nicolas-On. Esquisse de l'économie paysanne après la réforme. St-Pét. 1892.
Nikolsky. La terre, le mir et le travail. St-Pét. 1905.
Oganovsky. La régularité de l'évolution agraire. Saratoff 1909.
— Esquisse de l'histoire des relations agraires en Russie. Saratov 1912.
Orloff. L'économie paysanne. Moscou 1879.
Pakidoff. La nouvelle loi agraire. St-Pét. 1912.
Pechekhonoff. Les besoins fonciers du village. 1905.
— Le problème agraire en liaison avec les mouvements des paysans. St-Pét. 1906.
Perchine. A travers les métairies du gouvernement de Perm. Perm 1912.
Pestrjetzky. Essai d'un programme agraire. 1905.
Postnikoff. La possession communale du sol. Odessa 1878.
Prokopovitch. Les habitants locaux au sujet des besoins de la Russie. St-Pét. 1904.
— La crise agraire et les mesures du gouvernement. Moscou 1912.

Prougavine. Le mir russe dans les travaux de ceux qui l'ont étudié sur les lieux. Moscou 1888.
Rittich. La dépendance de la paysannerie de l'obchtchina et du mir. St-Pét. 1908.
Roudneff. Les métiers des paysans dans la Russie d'Europe. 1894.
Saloff. Au sujet de la question foncière. 1909.
Saltykoff. La mort par la faim sous l'étiquette d'un allotement complémentaire. St-Pét. 1906.
Sazonoff. L'activité des zemstvos dans l'économie rurale. St-Pét. 1906.
Semenoff. La libération des serfs sous le règne du tsar Alexandre II. St-Pét. 1889—1891.
— Esquisse statistique de la possession paysanne et de l'usage du sol dans la Russie d'Europe. St-Pét. 1904.
Serebriakoff. La propriété foncière dans le gouvernement de Saratoff. Saratoff 1901.
Simbirsky. La liberté sur la terre. St-Pét. 1912.
Skvortsoff. La question agraire et la Douma d'Empire. St-Pét. 1906.
Slonimsky. La protection de la propriété paysanne. St-Pét. 1891.
Soboleff. La mobilisation de la propriété foncière. Moscou 1898.
Sokolovsky. Histoire du mir russe. St-Pét. 1877.
Soukhanoff. Sur la question de l'évolution de l'économie rurale. Moscou 1909.
Stolypine. Discours et articles.
Sviatlovsky. La mobilisation de la propriété foncière en Russie. de 1861 à 1908. St-Pétersbourg 1911.
Syromiatnikoff et *Iourevsky.* Le régime foncier. St-Pét. 1912.
Tcherevanine. La situation actuelle et l'avenir possible. Moscou 1908.
Tchernenkoff. Pour la caractéristique de l'économie paysanne. Moscou 1905.
Tchernycheff. Sur la question du mir. St-Pét. 1907.
Tchouproff. Au sujet de l'ukase du 9 novembre 1906. Moscou 1908.
— Discours et articles. Moscou 1909.
— La question paysanne. Moscou 1905.
Terner. L'Etat et l'agriculture. St-Pét. 1896—1901.
Teziakoff. Les ouvriers agricoles dans la province de Kherson, 1894.
Tioutrioumoff. La loi du 14 juin 1910. St-Pét. 1911.
Totomiantz. Esquisse de la coopération dans le village russe. Moscou 1912.
Tougane Baranovsky. La nationalisation de la terre. Esquisse du mouvement en faveur de la nationalisation de la terre. St-Pét. 1906.

Trigoroff. Le mir et l'impôt. St-Pét. 1882.
— Notre mir. 1879.
Vassiltchikoff. La propriété foncière et l'agriculture en Russie et dans les autres Etats européens. St-Pét. 1880.
— Les mœurs rurales et l'économie rurale en Russie. St-Pét. 1880.
Velsky. Ceux qui doivent vivre en métairies; les organisateurs des rapports fonciers et le peuple. Moscou 1912.
Veniaminoff. Le mir paysan. St-Pét. 1909.
Verner. L'économie rurale. Moscou 1911.
Vesselovsky. La question paysanne et le mouvement paysan en Russie. St-Pét. 1901.
— Histoire des Zemstvos durant 40 ans. St-Pét. 1909.
Vikhliaeff. Esquisses de la réalité rurale russe. St-Pét. 1901.
— La question agraire du point de vue juridique. Moscou 1906.
Vodovozoff. Recueil des programmes des partis politiques en Russie. St-Pét. 1905—1906.
Vocikoff. La colonisation russe au Caucase. St-Pét. 1912.
Volkoff. La population des villages de la Russie et de la Sibérie occidentale. Moscou 1909.
— La loi de sortie du mir. Moscou 1910.
— Les nouvelles lois agraires. Moscou 1912.
Volguine. Le fondement du narodnitchestvo en ... 1896.
Volsky. Les forces productives et la politique économique et financière de la Russie. St-Pét. 1905.
V. V. Les destinées du capitalisme en Russie. Derpt. 1882.
— Esquisse de l'économie paysanne (articles parus de 1882 à 1886). St-Pét. 1911.
— Le mir paysan. Derpt. 1892.
— Les courants progressifs dans l'économie paysanne. St-Pét. 1899.
— Pour l'histoire du mir en Russie. Moscou 1902.
Witte. Notice sur le problème paysan. St-Pét. 1904.
— Mémoires. (Edités après sa mort.) 1921.
Yanson. Essai d'enquête statistique sur les lots paysans et sur les redevances. St-Pét. 1881.
Zablotzky-Dessiatovsky. Le comte Kisseleff et son temps. 1882.
Zak. La Banque des Paysans de 1883 à 1910. Moscou 1910.
Znosko Borovsky. La loi foncière. St-Pét. 1912.

REVUES RUSSES

VIESTNIK EVROPY (LE MESSAGER EUROPÉEN)

1904, 1. *Richter*. La propriété foncière en Russie et ses destinées.
1906, 2. *Droutzko-Sokolinsky*. La question agraire.

1906, 7. *V. V.* La question agraire en Russie.
1908, 5. *Posnikoff.* Une politique de destruction dans la question agraire.
1909, 1. *Posnikoff.* La question agraire à la 3e Douma.
— , 5. *V. V.* Le mouvement paysan de 1905—1906.
1910, 1 et 3. *Kovalevsky.* La polémique sur le mir contemporain.
— , 4. *V. V.* L'enseignement sur l'origine de la commune agraire en Russie.
— , 6. *Kovalevsky.* Les destinées de notre propriété communale dans notre Chambre haute.
1911, 1. *V. V.* Les causes du mouvement paysan.
1912, 11. *Manouiloff.* La nouvelle législation sur la commune agraire. Sa caractéristique et ses résultats.

OBRAZOVANIÉ (L'INSTRUCTION)

1906, 1 et 2. *Bernatzky.* Sur la question agraire.
— , 2. *Lénine.* La question agraire.
— , 11. *Lossitzky.* Les rapports fonciers à la chute du servage.
1907, 1. *Lossitzky.* Le mir et l'ukase du 9 novembre.
— , 11 et 12. *Masloff.* Le mouvement paysan au XIXe siècle.
1908, 2. *Olenoff.* Le régime parlementaire et une forte paysannerie.

ROUSSKAIA MYSL (LA PENSÉE RUSSE)

1901, 4 et 5. *Zak,* Les Zemstvos et l'économie paysanne.
1905, 1 et 3. *Liachtchenko,* La mobilisation de la propriété foncière.
1907, 10, 11 et 12. *Kaufmann,* Sur la question de l'origine de la commune agraire.
1909, 4. *Kaufmann,* La Douma du 3 juin et l'ukase du 9 novembre.
1910, 5. *Izgoeff,* Le dernier combat pour le mir.
1911, 4 et 5. *Kaufmann,* Le narodnitschestvo contemporain et l'évolution agraire.
1912, 3 et
1913, 1. *Obolensky,* Esquisses de la Russie des métairies.

ROUSSKOIE BOGATSTVO (LA RICHESSE RUSSE)

1898, 6. *Manouiloff,* Sur la question de la mobilisation de la propriété foncière.
1906, 11. *Leontieff,* La destruction du mir et de la communauté familiale.
1908, 1 et 2. *Pechekhonoff,* La politique agraire du gouvernement et la petite propriété.

1910, 6 et 7. *Pechekhonoff,* Des lettres paysannes.
— , 7 et 8. *Katcharovsky,* La loi bureaucratique et le mir paysan.
1911, 10 et 11. *Oganovsky,* Les premiers résultats de la «grande» réforme.

SOVREMENNIK (LE CONTEMPORAIN)

1911, 5. *V. V.* L'agitation paysanne de 1905—1906.
— , 8. *Katcharovsky,* Le mir dans l'illégalité.
1911, 8 et 9. *Alekséeff.* Esquisse d'une nouvelle politique agraire.
— , 9. *Tchernenkoff.* Changement de front dans la lutte contre le mir.
— , 12. *Kareline,* L'agitation paysanne.
1912, 2 et 3. *Soukhanoff,* Le fermage paysan en Russie.

SOVREMENNY MIR (LE MONDE CONTEMPORAIN)

1906, 12. *Masloff,* La destruction du mir.
— , 12. *Iouchkevitch,* Sur la question de la socialisation de la terre.
1907, 10. *Masloff,* Le mouvement paysan à la veille de la révolution.
1909, 2. *Konovaloff,* Au village. La question agraire chez les paysans.
1910, 1. *Vesselovsky.* Utopie et réalité dans la politique agraire.
— , 4, 8 et 9. *Alekséeff.* Esquisse d'une nouvelle politique agraire.
— , 10. *Finn Enotaevsky,* Deux chemins. L'évolution du village et la politique agraire.
1911, 11 et 12. *Lossitzky,* La décomposition du mir.

SOVREMENNYA ZAPISKI (LES ANNALES CONTEMPORAINES)

1921, 5. *Katcharovsky,* La paysannerie et l'intelligence.
1922, 9. *Bounakoff,* Les voies de la Russie.

TROISIÈME PARTIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

Axelrod (Al.). L'œuvre économique des Soviets. Paris 1920.
Bourdeau. Tolstoï, Lénine et la Révolution russe. Paris 1921.
Documents sur la question agraire en Russie. Paris 1920. (Bibliothèque du Musée de la guerre.)
Herval. Huit mois de révolution russe (juin 1917-janvier 1918). Paris 1918.
Kalinine. Le paysan et trois ans de Révolution. Bulletin communiste. P. 109. Paris 1921.

Keun (O.). Sous Lénine. Paris 1922.
Kropotkine. La conquête du pain. Paris 1910.
Labry. Une législation communiste. Paris 1920.
Landau Aldanov. Lénine. Paris 1919.
— Deux révolutions. Paris 1921.
Lansbury. Ce que j'ai vu en Russie. Paris 1920.
Lénine. L'Etat et la Révolution. Paris 1921.
— La maladie infantile du communisme. Paris 1921.
— La grande initiative. Revue communiste. Paris. Mars 1920.
Maslov (Serge). La Russie après quatre ans de Révolution. Paris 1922.
Mathiez. Le bolchévisme et le jacobinisme. Paris 1920.
Martin. De Tolstoï à Lénine. Thèse de doctorat. Montpellier 1919.
Morizet. Chez Lénine et Trotski. Moscou 1921. Paris 1922.
Naudeau. En prison sous la Terreur russe. Paris 1920.
— Le dessous du chaos russe. Paris 1920.
Ossip-Lourié. La Révolution russe. Paris 1921.
Programme du parti communiste. Paris 1920.
Ransome. Six semaines en Russie en 1919. Paris 1919.
Rakitnikov. Les paysans russes et la Constituante. Rapport au Bureau socialiste international, 1918.
Roubakine. Qu'est-ce que la Révolution russe? Genève 1917.
Sadoul. Notes sur la Révolution bolchévique. Paris 1919.
Souchon. La propriété paysanne. Paris 1899.
Trotsky. L'avènement du bolchevisme. Paris 1920.
Wells. La Russie telle que je viens de la voir. Paris 1921.
Zagorsky. La République des Soviets. Paris 1921.
— L'évolution actuelle du bolchevisme russe. Paris 1921.

OUVRAGES EN ALLEMAND

Bauer (Otto). Bolchevismus oder Sozialdemokratie? Wien 1921.
Gawronsky. Die Bilanz des russischen Bolschewismus. Berlin 1919.
Kossowsky. Das bolschewistische Regime in Russland. Olten 1919.
Milioutine. Sozialismus und Landwirtschaft. Russische Korrespondenz. Nos 17—18, 1920.
Olberg. Briefe aus Sowietrussland. Stuttgart 1919.
Ossinsky. Die landwirtschaftliche Krise und der sozialistische Aufbau auf dem Lande. Russische Korrespondenz. Nos 1—2, 1920.
Varga. Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur. Wien 1921.
— Die Agrarfrage im revolutionären Russland. Russische Korrespondenz. Nos 1—2, 1921.

OUVRAGES EN RUSSE

Boukharine. Programme communiste. Moscou 1918.
Bouroff. Organisez la campagne! Pétrograd 1918.
Instructions et règles des communes. Préface de Mitrofanoff. Moscou 1918.
Kiy. La commune rurale. Pétrograd 1918.
Klepikov. L'industrie de la République soviétiste. Moscou 1919.
Knipovitch. L'activité du Commissariat du Peuple pour l'Agriculture pendant trois ans (1917—1920). Moscou 1920.
Kollontaï. L'ouvrière et la paysanne dans la République des Soviets. Moscou 1921.
Larine. La guerre et le programme agraire. Pétrograd. S. d.
— Articles dans l'*Ekonomitcheskaia Jizn*.
Lénine. Le programme agraire de la socialdémocratie à l'époque de la première révolution russe. Pétrograd 1917.
— Les devoirs du prolétariat dans notre révolution. Pétrograd 1917.
— Lettre aux camarades paysans. Pétrograd 1917.
— La solution de la crise est proche. Pétrograd 1917.
— Les problèmes du pouvoir des Soviets. Moscou 1918.
— La lutte pour le pain. Moscou 1918.
Loi de socialisation de la terre. Préface de Spiridonova. Moscou 1918.
Mechtcheriakoff. Des communes rurales. Moscou 1918.
Oustinoff. L'intelligence et le coup d'Etat d'octobre. Moscou 1918.
— La débâcle du parti des socialistes révolutionnaires de gauche. Moscou 1918.
Popoff et Rojkoff. Le coup d'Etat d'octobre. Pétrograd 1918.
Preobrajensky. La Russie paysanne et le socialisme. Pétrograd 1918.
Radek. Le développement du socialisme de la science à l'action. Moscou 1918.
Rakétov. Aperçu de la situation économique et financière de la Russie contemporaine, d'après des données officielles. Reval 1921.
Répertoire statistique de la question agraire. Moscou 1918.
The russian Economist. Articles sur l'économie rurale d'Avtonomoff, Baïkaloff, Braïkevitch, Breitweit, Gantz et Kouchakoff. No 4. Londres 1921.
Trotsky. Le travail, la discipline, l'ordre sauveront la République socialiste des Soviets. Moscou 1918.
— Un mot aux ouvriers et aux paysans russes. Moscou 1918.
Journaux et revues russes: *Pravda, Izvestia, Ekonomitcheskaia Jizn, Narodnoie Khoziaistvo, Internatzional, Kommounist, Derevenskaia Kommouna, Prodovolstvennaia Gazetta, Novy Mir*.

INDEX ALPHABÉTIQUE

contenant les noms de tous les auteurs et personnages historiques étudiés ou mentionnés dans l'ouvrage.

J.

K.

L.

M.

TABLE DES MATIÈRES

Imprimerie Alsacienne, Strasbourg